

DOCUMENTS DE TRAVAIL **239**

La crise dix ans après

Quels effets sur la conjoncture démographique
des pays d'Europe du Sud ?

Sous la direction de

Valérie Golaz, Cécile Lefèvre et Jacques Véron

Sous la direction de Valérie Golaz, Cécile Lefèvre et Jacques Véron, 2018, *La crise dix ans après. Quels effets sur la conjoncture démographique des pays d'Europe du Sud ?*, Paris, Ined, Documents de travail, 239



La crise dix ans après

Quels effets sur la conjoncture démographique des pays d'Europe du Sud ?

Sous la direction de
Valérie Golaz, Cécile Lefèvre et Jacques Véron

[22 mai 2018]

Ce document de travail est le fruit d'une réflexion menée par les auteurs dans le cadre du projet de recherche de l'Ined intitulé « (Dés)équilibres démographiques, solidarités familiales et politiques sociales » (<https://intersocdemo.site.ined.fr/>). Ces contributions ont été présentées, discutées et travaillées au cours de deux ateliers de travail qui se sont en Grèce, le premier à Volos (18-19 mai 2016) et le second à Athènes (2-3 février 2018) et de séminaires en France, à l'Ined. Nous remercions pour leur soutien l'Ined, le Labex Ipops, l'université de Thessalie et l'Ecole française d'Athènes.

SOMMAIRE

Sommaire	p.1
Les auteurs	p.3
La crise en Europe du Sud : vue d'ensemble	p. 7
Valérie Golaz, Cécile Lefèvre et Jacques Véron	
La crise actuelle en Grèce et ses conséquences sur la population	p. 21
Byron Kotzamanis	
Inversement des tendances de la migration interne en Grèce pendant la crise.	p. 47
Stamatina Kaklamani	
Causes et tendances de la fuite de jeunes cerveaux pendant la crise en Grèce	p. 55
Marie-Noëlle Duquenne et Theodore Metaxas	
Les conséquences de la crise économique sur les comportements démographiques en Italie	p.63
Maria Carella et Frank Heins	
La crise actuelle en Espagne : conséquences démographiques et effets sur les politiques sociales	p.87
Julián López Colás et Francisco Zamora López	
La crise actuelle au Portugal : conséquences sur les tendances démographiques et les politiques sociales	p.111
Dulce Pimentel et Maria Cristina Sousa Gomes	

L'inversion des tendances migratoires au Portugal p.137
Dulce Pimentel et Maria Cristina Sousa Gomes

Annexe bibliographique
Les effets de la crise sur les comportements démographiques..... p. 153
Dominique Diguët

LES AUTEURS

Maria Carella

Démographe, maître de conférences en Statistique sociale et Démographie au Département de Sciences Politiques de l'Université de Bari, Italie, Maria Carella est docteur de recherche en « Economie de la population et du développement ». Ses principaux thèmes de recherche concernent les migrations internationales, les comportements sociodémographiques des familles en migration, la dynamique démographique et la transition de la structure par âge dans les pays du Bassin méditerranéen.

Dominique Diguet

Documentaliste, Dominique Diguet travaille au Service de la documentation, de la bibliothèque et des archives de l'Institut national d'études démographiques (Ined) à Paris depuis 1998. Elle coordonne la rubrique *Bibliographie critique* de la revue *Population* avec Francisco Muñoz-Pérez.

Marie-Noëlle Duquenne

Économiste, professeur au Département d'aménagement et de Développement Régional de l'Université de Thessalie, Marie-Noëlle Duquenne est membre du Laboratoire d'Analyses Démographiques et Sociales de la même Université. Parmi ses principaux champs d'intérêt, figurent l'analyse des diverses formes de mobilité, l'évaluation des inégalités socio-économiques au sein de l'espace ainsi que l'attractivité territoriale.

Valérie Golaz

Démographe, Valérie Golaz est chargée de recherche à l'Institut national d'études démographiques (Ined), en accueil au LPED (UMR 151 Aix-Marseille Université – IRD). Ses travaux portent sur les méthodes de recherche et sur les liens entre mobilité spatiale et soutien familial. Ses principales publications portent sur l'Afrique de l'Est et la France.

Frank Heins

Chercheur de l'Institut de Recherche sur la Population et les Politiques Sociales du Conseil National de Recherche italien (IRPPS-CNR), Frank Heins s'intéresse particulièrement aux aspects territoriaux des structures et dynamiques démographiques et socio-économiques de la population, ainsi qu'aux migrations internes et internationales.

Stamatina Kaklamani

Maître Assistant en Méthodes en Sciences Sociales et Statistique Sociale à l'Université de Crète, Faculté de Philosophie, Département de Philosophie & des Sciences Sociales (Rethymnon, Grèce), Stamatina Kaklamani est collaborateur scientifique du Laboratoire d'Analyses Démographiques et Sociales – (LADS, Université de Thessalie) depuis 2000. Ses travaux portent sur les méthodes de recherche sociale, les statistiques sociales appliquées à l'espace et la typologie des espaces ruraux. Elle s'intéresse particulièrement aux mutations des structures sociales et au développement sociodémographique de l'espace rural.

Byron Kotzamanis

Professeur de démographie au Département d'Aménagement du Territoire et de Planification Régionale de l'Université de Thessalie et Directeur du Laboratoire d'Analyses Démographiques et Sociales de l'Université de Thessalie (LADS), Byron Kotzamanis travaille sur les évolutions et tendances démographiques en Grèce et dans les Balkans, ainsi que sur la politique démographique, l'émigration, la fécondité et les projections démographiques. Il s'intéresse à la dimension spatiale des phénomènes démographiques dans l'ensemble de l'Europe.

Cécile Lefèvre

Professeur de sociologie et de démographie à l'Université Paris Descartes, Sorbonne Paris Cité, Cécile Lefèvre est chercheur au Cerlis et chercheur associé à l'Ined. Elle a travaillé de 2000 à 2009 à l'Ined, comme chercheur et comme responsable du service des Enquêtes et participe toujours à différents programmes de recherche avec l'Ined. Elle est spécialiste de la protection sociale en France, en Russie et dans les pays post-soviétiques. Depuis quelques années elle élargit cette recherche dans une perspective comparative à d'autres pays du Sud ou émergents.

Julián López Colás

Chercheur au Centre d'Estudis Demogràfics, Julián López Colás est docteur en géographie humaine (mention démographie) de l'Université Autonome de Barcelone. Il s'est spécialisé dans les questions liées à la démographie résidentielle et territoriale ; activité qui, au cours des dernières années, s'est conjuguée avec une participation à des projets européens sur la formation de la famille à travers le monde et les déterminants sociodémographiques du bien-être. Il contribue actuellement au projet "Stratégies familiales et réponses démographiques à la crise économique".

Théodore Metaxas

Économiste, Théodore Metaxas est professeur assistant en développement économique à la faculté de sciences économiques de l'Université de Thessalie. Ses principaux champs de recherche portent sur le développement régional et urbain, le développement touristique, la planification stratégique et la valorisation des ressources humaines mais également la compétitivité territoriale et le marketing territorial spécialement dans les régions du Sud et de l'Est de l'Europe.

Dulce Pimentel

Géographe, Dulce Pimentel est professeur au Département de Géographie et Aménagement Régional de l'Université Nova de Lisboa. Elle intègre le groupe de recherche « Systèmes de modélisation et d'aménagement » du laboratoire CICS.NOVA, unité financé par la Fondation pour la Science et la Technologie (FCT). Ses domaines de recherche portent sur la géo-démographie, les migrations et le développement régional et local au Portugal.

Maria Cristina Sousa Gomes

Démographe, Maria Cristina Sousa Gomes est professeur au Département de Sciences Sociales Politiques et du Territoire de l'Université de Aveiro et fait partie de l'unité de recherche GOVCOPP (Gouvernance Compétitivité et Politiques Publiques). Au cours de ces dernières années elle a participé à plusieurs projets de recherche dans le domaine de la Démographie à l'interface avec d'autres champs scientifiques, en privilégiant une approche régionale/locale.

Jacques Véron

Démographe, Jacques Véron est directeur de recherche émérite à l'Institut national d'études démographiques (Ined), à Paris. Ses recherches portent principalement sur les questions de développement, en privilégiant une approche systémique. Il s'intéresse aussi à la relation entre population et environnement et en particulier à la démographie des catastrophes.

Francisco Zamora López

Démographe et professeur de Sociologie à l'Universidad Complutense de Madrid depuis 2002, Francisco Zamora López est diplômé en démographie des universités de Bordeaux I et Paris V et docteur en Sciences Politiques et Sociologie par l'Universidad Complutense de Madrid. Il a travaillé, entre autres, à l'Insee, à l'Iedes et à l'OCDE à Paris, ainsi qu'à l'Institut de Démographie du CSIC (Consejo Superior de Investigaciones Científicas) à Madrid (1989-1993) et à l'Universidad Pública de Navarra (1996-2002). Ses recherches actuelles portent sur la fécondité, le vieillissement démographique et les aspects éthiques de la population.

LA CRISE EN EUROPE DU SUD : VUE D'ENSEMBLE

Valérie GOLAZ, Cécile LEFÈVRE et Jacques VÉRON

En 2007, la situation financière mondiale se dégrade fortement. La crise financière touche dans un premier temps les Etats-Unis et très vite elle se mue en crise économique affectant avec violence certains pays. D'économique, la crise devient sociale et, dans certains pays aussi, démographique.

Les pays de l'Union européenne sont touchés de façon très différenciée par la crise financière et économique, ceux d'Europe du Sud payant un lourd tribut du fait des mesures draconiennes, dites de « redressement » qui leur furent imposées par la *troïka* (Fonds monétaire international, Banque centrale européenne et Commission européenne). Face à une situation économique et financière très difficile, les populations des pays d'Europe du Sud ont réagi très diversement d'un point de vue démographique.

Ce sont les conséquences démographiques de la crise économique et financière amorcée en 2007 qui font l'objet de cette publication. Comment les individus et les familles ont-ils fait face à une conjoncture économique très dégradée en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grèce? Les indicateurs démographiques disponibles nous apportent des éléments d'information sur les renforcements de tendance et les inversions qui marquent l'après crise dans ces pays du Sud de l'Europe. Le cas français est aussi considéré ici, même si la crise y a été moins forte que dans les autres pays.

Après un cadrage de la crise économique à l'échelle européenne, nous proposons ici une synthèse des conséquences de la crise économique dans le domaine de la démographie dans les pays du Sud de l'Europe. Les données d'Eurostat utilisées dans cette introduction permettent de comparer les indicateurs économiques et démographiques des pays européens.¹ Cette synthèse met en perspective les principaux résultats des éclairages nationaux qui suivent, en introduisant à cette occasion le cas de la France. Cette démarche nous amène à interroger les effets régulateurs des politiques sociales et des solidarités familiales, ainsi que, à l'inverse, les conséquences de la crise sur l'avenir des politiques sociales en Europe.

¹ Il faut néanmoins garder à l'esprit que les définitions sous-jacentes varient parfois d'un pays à l'autre ou d'une année à l'autre. Malgré tout l'intérêt que présentent ces différences, nous n'entrerons pas en détail ici dans les définitions utilisées. L'objet de cette introduction est simplement d'apporter une vue d'ensemble, Toutes les précisions nécessaires sont fournies dans les chapitres qui suivent, à partir des données de chaque pays.

Une crise financière puis économique

Née aux États-Unis au cours de l'été 2007, la crise financière se propage très rapidement « pour revêtir un caractère systémique et atteindre l'économie réelle » (Outin, 2013). La faillite de la banque Lehman Brothers en 2008 marque le début d'« une crise de confiance généralisée ».

Le calendrier de la crise économique aux États-Unis et en Europe est bien mis en évidence à partir de données trimestrielles (Eurostat, 2017). La figure 1 montre l'antériorité de la crise aux États-Unis avec une baisse, certes modérée, du PIB au premier trimestre 2008 puis, après un rebond, une diminution de plus de 2% au quatrième trimestre de 2008. La crise frappe l'Europe un trimestre plus tard et elle touche avec la même ampleur l'Europe des 28 et la zone euro : au premier trimestre de 2009 le PIB chute pour ces deux ensembles de près de 3%.

La crise en France est marquée par une chute du PIB de près de 4% en 2008, la plus forte chute depuis 1929, puis une reprise en 2010-2011 suivie d'une période d'atonie. La France fait désormais partie des pays dont la dette publique atteint environ 100% du PIB. En considérant l'année 2005 comme année de référence et en retenant des données annuelles, on peut voir que c'est en 2009 que la crise est, au vu du PIB par habitant, la plus intense, qu'il s'agisse de l'Europe des 28 ou des pays d'Europe de l'Ouest ou du Sud (figure 2). Si les profils d'évolution sont comparables pour la majorité des pays considérés dans la figure 2, la Grèce et l'Irlande se distinguent fortement des autres, ce premier pays par une situation toujours plus défavorable et le second par une situation beaucoup plus favorable en 2014 et 2015.

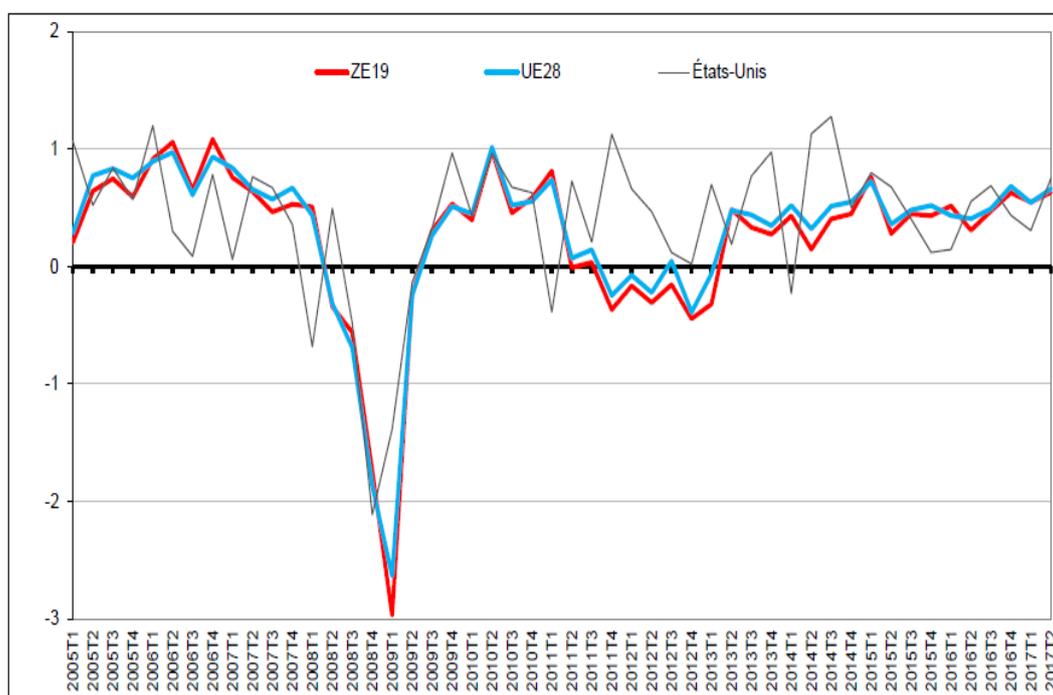


Figure 1. Taux de croissance du PIB de l'UE28, de la zone euro et des États-Unis
Source : Eurostat, 2017.

L'intensité de la crise n'est pas la même dans tous les pays d'Europe du Sud (tableau 1). L'évolution du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA), exprimé par rapport

à la moyenne de l'Union européenne (EU28) fixée à 100 permet d'apprécier la situation relative des pays chaque année. Les évolutions de cet indice montrent que la France se situe toujours dans une situation plus favorable que l'Union européenne des 28 au cours des années 2006-2016 alors que tous les pays d'Europe du Sud vont connaître au cours de la décennie 2010 une situation plus défavorable que la moyenne européenne, avec des valeurs minimales atteintes en 2015 : indices respectifs de 95 en Italie, 91 en Espagne, 77 au Portugal et 69 en Grèce.

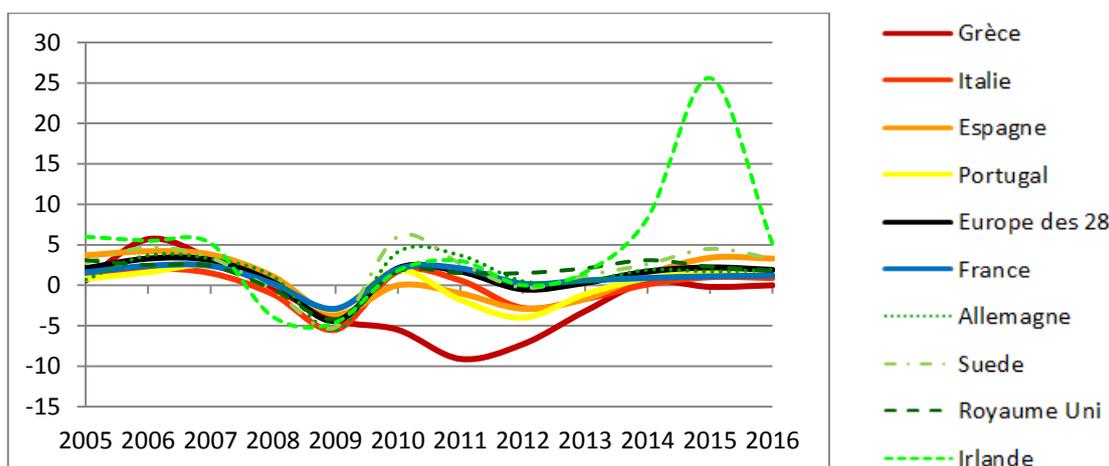


Figure 2. Croissance du PIB par habitant (en %)

Source : Eurostat

Tableau 1. Evolution du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA), exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (EU28) fixée à 100.

Années	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Pays											
Espagne	103	103	101	100	96	93	91	89	90	91	92
France	109	108	107	108	108	108	107	108	107	105	104
Grèce	96	93	93	94	85	75	72	72	72	69	68
Italie	108	107	106	106	104	104	102	98	96	95	97
Portugal	83	81	81	82	82	77	75	77	77	77	77

Source : Eurostat

La situation sur le marché du travail se dégrade en 2008 dans l'Europe des 28 dans son ensemble mais aussi dans les pays d'Europe de l'Ouest et du Sud.

En France l'emploi a suivi les mêmes évolutions que le PIB et est resté stable sur la période 2012-2015, ce qui résulte d'un double mouvement, de croissance du taux de chômage d'une part, en particulier chez les jeunes (23,4% des 15-24 ans sont concernés), et d'un prolongement de l'activité des plus âgés. Le chômage des jeunes s'accroît alors, même si nombre de jeunes poursuivent des études par défaut d'emploi (et ne sont donc pas comptabilisés). L'emploi des 55-64 ans, lui, ne cesse d'augmenter, en particulier du fait de la fin de l'accompagnement de la sortie d'activité précoce. De manière inédite, le taux de chômage des hommes est alors supérieur à celui des femmes (les hommes ayant été plus touchés par la contraction de l'intérim et l'impact de la crise dans le secteur de la construction). La France se distingue peu de l'Italie pour ce qui est de l'emploi, tant masculin que féminin.

Les taux de chômage des hommes progressent pour avoisiner 25% en 2013 et dépasser même légèrement cette valeur en Espagne (figure 3). Le Royaume Uni, l'Allemagne et la Suède se distinguent par des taux de chômage masculins qui restent inférieurs à 10% ; en Allemagne le taux de chômage des hommes, qui a accusé une très légère hausse en 2009, connaît ensuite une diminution assez régulière pour se situer à moins de 5% en 2016. Tous les pays d'Europe du Sud connaissent une dégradation de l'emploi masculin au début de la décennie 2010 mais la situation de l'emploi reste moins défavorable en Italie. La dégradation de l'emploi féminin est plus marquée encore (figure 4). Le chômage explose littéralement en Espagne et en Grèce. Alors que le chômage féminin avait diminué en Espagne jusqu'en 2007 et en Grèce jusqu'en 2008, il ne cesse de progresser par la suite pour culminer en 2013 avec des valeurs de près de 27% en Espagne et de plus de 31% en Grèce.

Au sein de l'Europe du Sud, au vu des statistiques de chômage, c'est en Grèce et en Espagne que la situation est la plus défavorable et en Italie qu'elle l'est le moins. La crise de 2007-2008 a particulièrement affecté la situation des jeunes sur le marché du travail comme l'attestent le tableau 2 et la figure 5.

Alors qu'en France, après une hausse en 2009, le taux de chômage des jeunes âgés de 15-24 ans, certes élevé, reste stable avec une valeur plafonnant à 25% de la population active de ces mêmes âges, partout en Europe du Sud les taux de chômage des jeunes explosent littéralement. En 2009, en Espagne, 38% des jeunes sont au chômage et la proportion de chômeurs au sein de la population active continue d'augmenter par la suite pour plafonner à une valeur de 55,5% en 2013. Une diminution s'amorce par la suite. En Grèce la situation des jeunes sur le marché du travail se dégrade un peu plus tardivement qu'en Espagne mais le taux de chômage des 15-24 ans progresse ensuite très rapidement pour dépasser 58% en 2013. En Italie et au Portugal la progression du taux de chômage des jeunes est plus lente mais en Italie la situation des jeunes sur le marché du travail se dégrade jusqu'en 2014, avec 42,7% tandis qu'au Portugal la situation de l'emploi des jeunes s'améliore à partir de 2013.

Tableau 2. Evolution du chômage des jeunes de 15-24 ans (en %)

Pays	Années									
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Espagne	18,1	24,5	37,7	41,5	46,2	52,9	55,5	53,2	48,3	44,4
Portugal	24,4	21,6	25,3	28,2	30,2	38	38,1	34,7	32	28,2
Italie	28,4	21,2	25,3	27,9	29,2	35,3	40	42,7	40,3	37,8
Grèce	22,7	21,9	25,7	33	44,7	55,3	58,3	52,4	49,8	47,3
France	19,5	19	23,6	23,3	22,6	24,4	24,9	24,2	24,7	24,6

Source : Eurostat

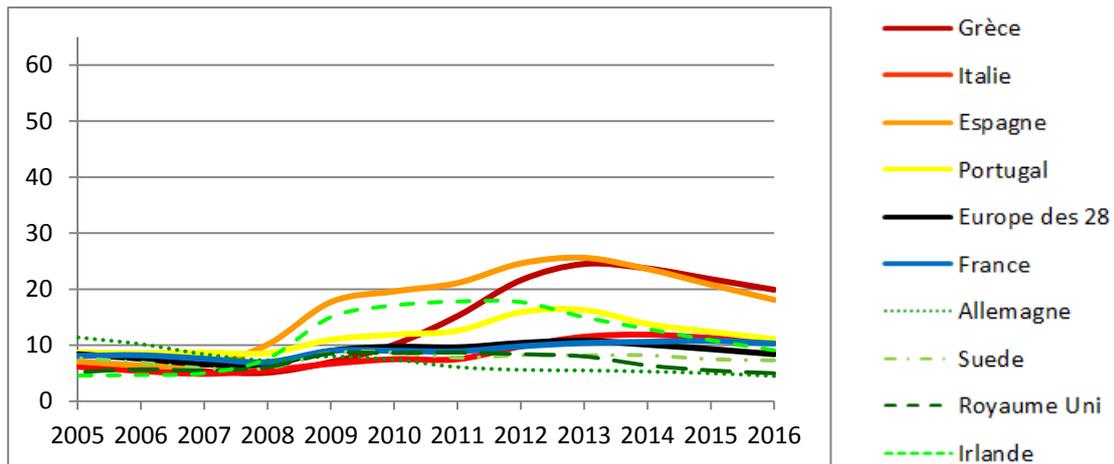


Figure 3. Taux de chômage des hommes
Source : Eurostat

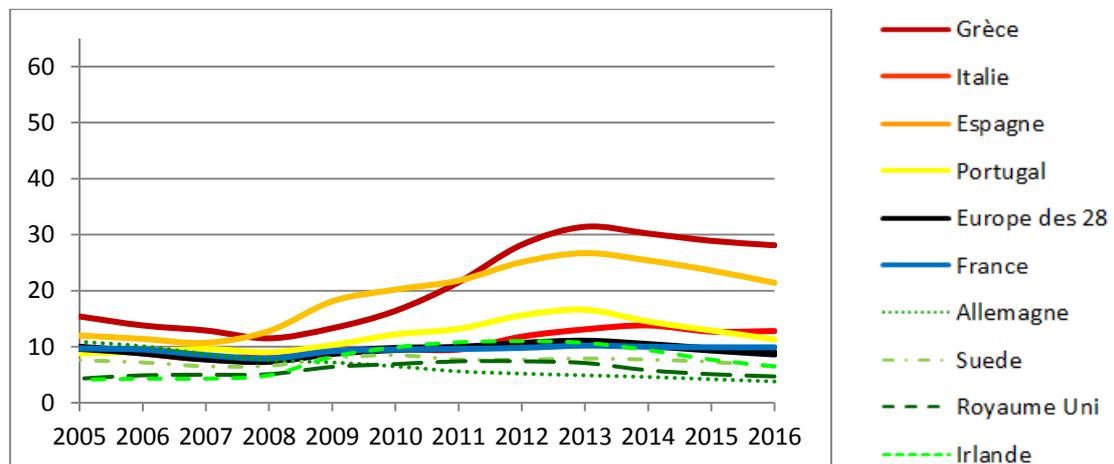


Figure 4. Taux de chômage des femmes
Source : Eurostat

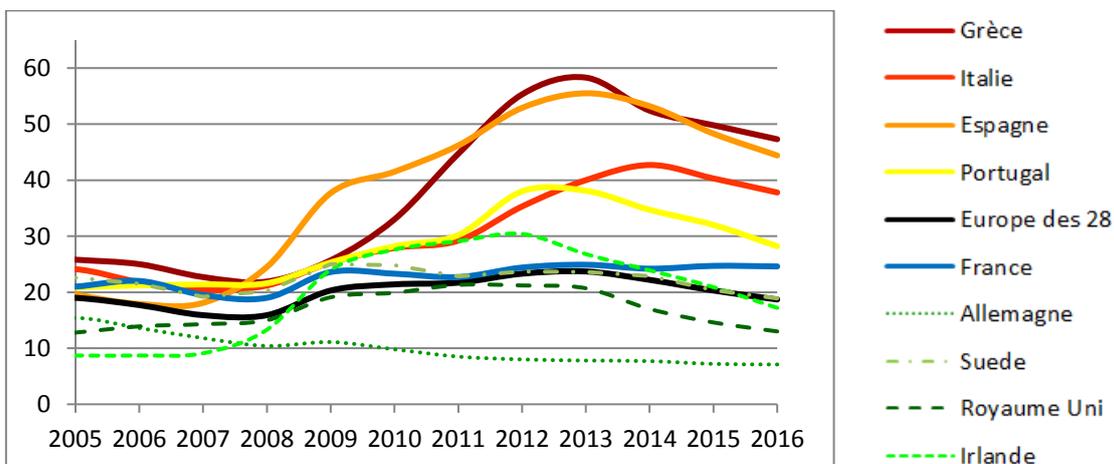


Figure 5. Evolution du taux de chômage des jeunes de 15-24 ans (en %)
Source : Eurostat

Une crise sociale. Une crise démographique ?

En France, un rapport récent de l'Unicef souligne un accroissement du nombre d'enfants pauvres (Unicef, 2016). Les chiffres sur la pauvreté ne permettent cependant pas, en Europe, de distinguer une véritable paupérisation de la population en lien à la crise, car c'est la pauvreté relative qui est mesurée. En revanche, d'autres indicateurs illustrent clairement la profondeur de la crise sociale. Elle apparaît clairement dans les évolutions d'un indicateur tel que la proportion de jeunes de 18 à 24 ans en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (figure 6), qui prend en compte la pauvreté monétaire mais aussi les situations de privation matérielle et l'intensité du travail. A partir de 2007-2008, cet indicateur augmente dans l'ensemble des pays d'Europe du Sud. En Italie, en Espagne et au Portugal, les évolutions sont proches jusqu'en 2013 même si les niveaux diffèrent. En Grèce la progression à partir de 2009 de la proportion de jeunes de 18 à 24 ans en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale est spectaculaire, avec le seuil de 50% dépassé en 2013 et 2014. Dans les années récentes les évolutions s'inversent. La situation française se distingue radicalement de celle des pays d'Europe du Sud puisque la part des jeunes exposés au risque de pauvreté et d'exclusion sociale ne s'accroît que pour l'année 2010 avant de diminuer assez régulièrement par la suite. Si la pauvreté monétaire apporte une contribution majeure à cet indicateur dans l'ensemble de ces pays, d'autres composantes interviennent également fortement. C'est le cas en Italie et en Grèce, des privations matérielles et en Espagne de la faible intensité du travail (Beffy, Clerc et Thévenot, 2014, p.32).

Pour ce qui des personnes en âge de fin d'activité (50-64 ans), le risque de pauvreté tend à s'accroître aussi bien dans l'Europe du Sud que dans l'Europe des 28 et en France (figure 7). Même si là encore, la Grèce apparaît particulièrement touchée, globalement la situation des personnes de ces âges est moins défavorable que celle des jeunes.

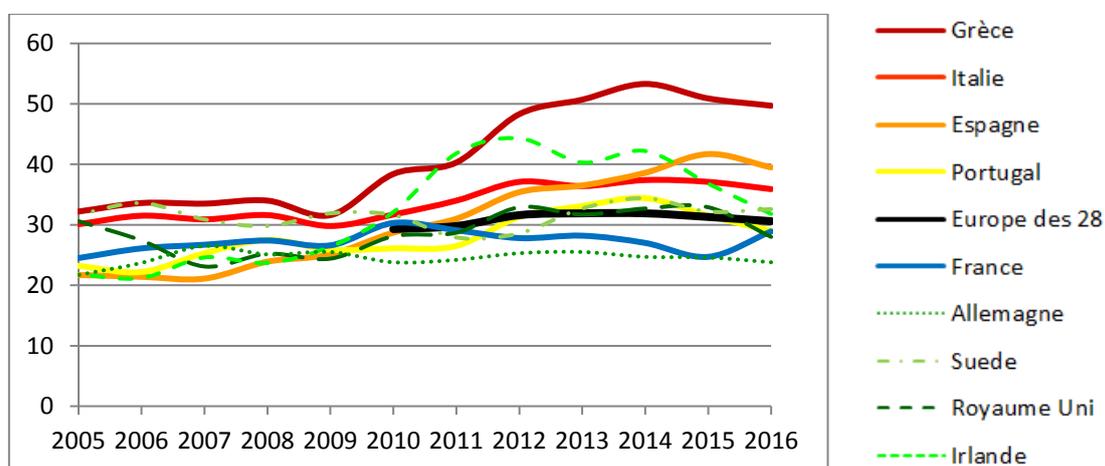


Figure 6. Proportion de jeunes de 18 à 24 ans en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale
Source : Eurostat

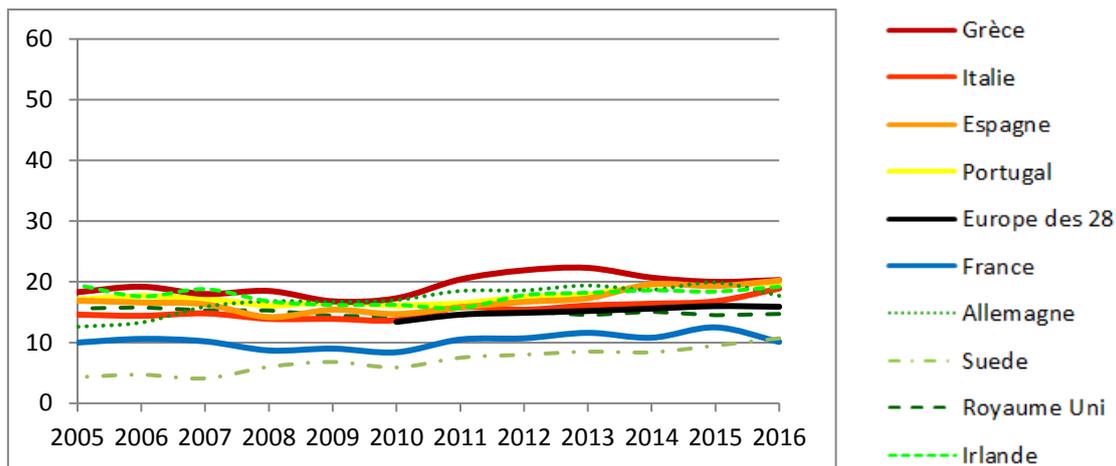


Figure 7. Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale des 50-64 ans
 Source : Eurostat

La crise financière a induit une crise économique qui s'est traduite aussi par une crise sociale. Mais dans quelle mesure celle-ci est-elle à l'origine d'une crise démographique ? Il convient d'examiner tous les phénomènes démographiques : formation des unions, fécondité, santé et mortalité, changements résidentiels. Un lien a été établi en France, sur un demi-siècle, entre évolution du nombre des naissances et croissance du PIB (figure 8). L'analyse de la relation entre évolution de la situation économique et sociale d'une part, conjoncture démographique d'autre part ne saurait cependant se limiter à une comparaison directe entre courbes. Les conséquences démographiques de la crise ne sont pas forcément immédiatement visibles ; il peut y avoir des effets retards et des effets de compensation. La part doit ainsi être faite entre évolution du calendrier des naissances et baisse de la descendance finale des générations par exemple.

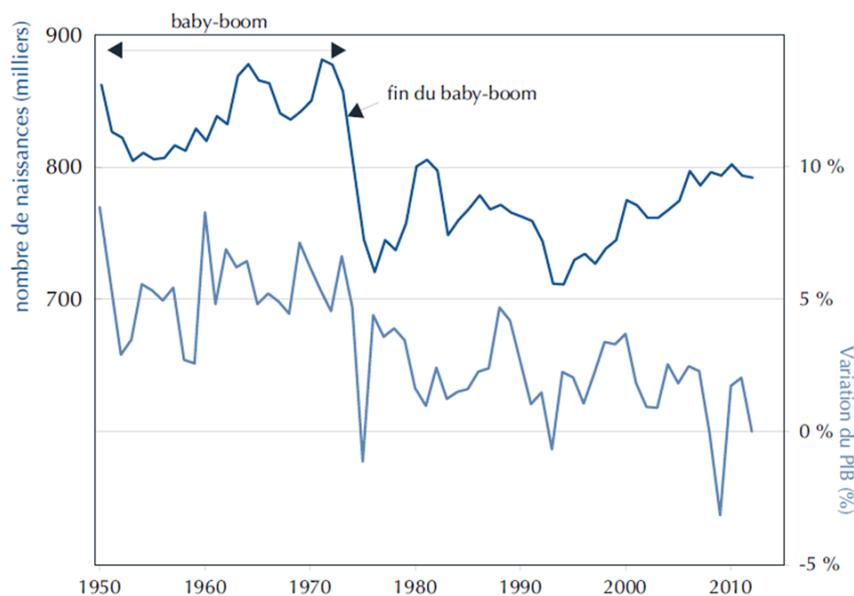


Figure 8. Naissances et variations du PIB en France.
 Source : Insee et Pison, 2011

Il convient également de distinguer des tendances lourdes, de plus long terme, comme la diminution de la nuptialité, de celles directement liées aux difficultés économiques des dix dernières années.

Il peut ne pas y avoir simultanément entre phénomènes mais tout de même une relation directe ou indirecte. C'est ce qui a des grandes chances de se passer pour la mortalité. La crise économique et sociale ne fait pas varier de manière immédiate la mortalité même si les conditions sanitaires se dégradent, même si l'accès aux soins devient de plus en plus difficile. L'état de santé d'une population peut se détériorer sans qu'un indicateur de morbidité et *a fortiori* de mortalité ne permette d'en rendre compte. Une nette dégradation de la situation sanitaire ne peut à terme qu'avoir un effet sur la mortalité mais ce retard fait que l'établissement d'un lien entre ces phénomènes s'avère plus problématique.

Comme le cas du Portugal, développé par Maria Cristina Sousa Gomes et Dulce Pimentel l'illustre parfaitement, la mobilité spatiale des populations « répond » beaucoup plus rapidement et plus directement que les autres phénomènes démographiques à la détérioration des conditions économiques et en particulier à la montée du chômage. On peut en venir très rapidement à quitter un pays où les perspectives d'emploi sont très limitées pour un autre résistant mieux à la crise.

Il existe des spécificités des pays expliquant que les réactions démographiques à la crise économique et financière ne soient pas identiques. Elles se déclinent de différentes manières, selon le phénomène démographique observé.

Crise et formation des unions

On peut s'attendre à ce que la crise retarde la formation des unions. Les difficultés rencontrées sur le marché du travail, exposition au chômage ou tendance des employeurs à substituer des contrats temporaires à des contrats permanents sont défavorables à la formation des unions. En période de fort chômage les jeunes peuvent décider de prolonger leurs études ce qui peut les maintenir en état de dépendance économique par rapport à leurs parents. La cohabitation avec les parents peut aussi se prolonger. Néanmoins, l'effet de la crise sur la conjoncture démographique de la France ne se perçoit pas sur les statistiques des mariages

En Italie, comme le montrent Maria Carella et Frank Heins, la tendance des célibataires à se marier est à la baisse depuis 1972 mais avec la crise la diminution de l'indice de primo-nuptialité des hommes et des femmes s'intensifie. Près de la moitié de la réduction du nombre des mariages entre conjoints de nationalité italienne de la période 1992-2014 se produit entre 2008 et 2014. A l'inverse, en dépit de la crise, le nombre et la fréquence des mariages avec au moins une personne divorcée augmentent.

Isoler un « effet crise » dans l'évolution de la nuptialité italienne n'est pas aisée comme le montrent bien Maria Carella et Frank Heins, car la cohabitation hors mariage a progressé depuis les années 1990. La cohabitation hors mariage s'est intensifiée avec la crise (« l'instabilité économique a favorisé la hausse de la cohabitation pré-nuptiale de longue durée ») mais les situations de cohabitation plus fréquentes n'ont pas compensé la baisse de la nuptialité. La crise aurait un « effet amplificateur » sur la baisse de la nuptialité. La crise, mais pas elle seule, favorise une transition vers l'âge adulte, considérée sous l'angle de la cohabitation avec les parents, plus tardive.

En Espagne l'effet de la crise sur la nuptialité est sensible avec une diminution du nombre des mariages marquée après 2008. Pour les ruptures d'union, les effets tensions accrues au sein du couple en lien avec la crise et coût relatif plus élevé du divorce semblent se

compenser dans les premières années de la crise. Mais, comme le font remarquer Julián López Colás et Francisco Zamora López, l'absence de statistiques sur les unions libres ne permet pas d'avoir une vision exacte de la façon dont la crise agit sur la formation des unions.

Au Portugal, comme dans les autres pays d'Europe du Sud, il importe de bien distinguer la tendance de long terme de baisse de la nuptialité de possibles variations conjoncturelles liées à la crise économique. Il est à noter que plus de la moitié des mariages concernent des personnes déjà en couple avec une résidence commune et que la détérioration des conditions de vie a favorisé un report des mariages. Mais là encore, il faudrait pouvoir suivre l'évolution des unions.

Une situation généralisée de très basse fécondité

Au regard de la fécondité, la situation est particulièrement contrastée entre la France et les pays du sud de l'Europe.

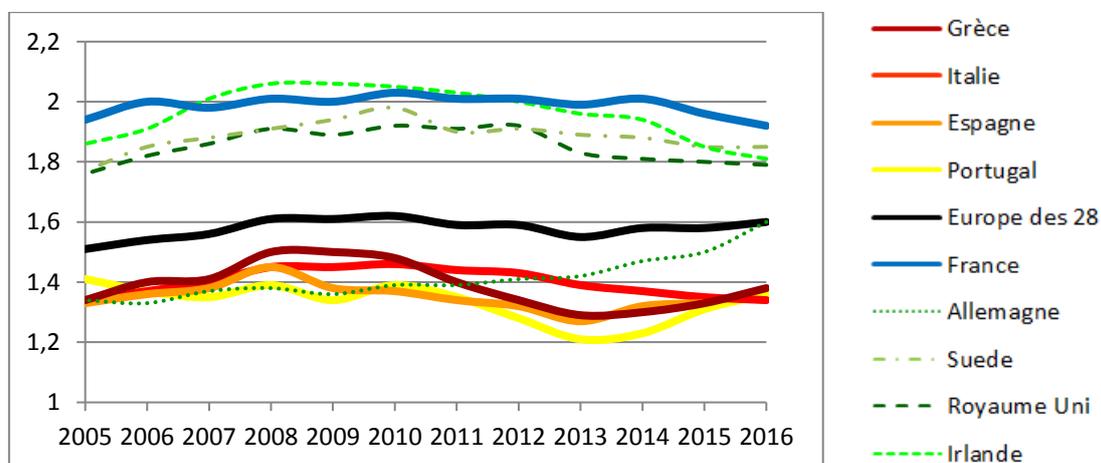


Figure 9. Evolution de l'indice conjoncturel de fécondité (ICF)

Source : Eurostat

Après un point bas au milieu des années 1990, l'indice conjoncturel de fécondité reste en France proche de 2 enfants par femme de 2005 à 2014. Dans les autres pays le nombre moyen d'enfants par femme est déjà très bas en 2005, avant la crise (figure 9). Il est de 1,4 enfant par femme au Portugal et moindre encore dans les autres pays d'Europe du Sud. Il remonte ensuite légèrement jusqu'en 2008, année à partir de laquelle il se met à décroître pour passer par un minimum en 2013. La fécondité la plus basse est alors observée au Portugal avec une moyenne de 1,2 enfant par femme ; l'indice espagnol est de 1,27 et celui de la Grèce de 1,29. A partir de 2013, la fécondité remonte au Portugal, en Espagne et en Grèce alors qu'elle continue de diminuer en Italie. L'âge à la première naissance croît régulièrement depuis les années 1970 ; cette évolution s'inscrit dans le temps long. De la même façon que les naissances ont évolué parallèlement aux variations du PIB en France sur la longue période (figure 8), la fécondité, en Grèce par exemple, suit de manière remarquable l'évolution du PIB. La fécondité évolue aussi en raison inverse du taux de chômage des femmes âgées de 15 à 39 ans, comme le montre bien Byron Kotzamanis. Ces évolutions suggèrent l'existence d'une crise démographique en réponse à la crise économique. Toutefois il faut entrer plus dans le détail comme on le verra à propos de la fécondité grecque, car les femmes en âge de procréer peuvent réagir de manière différenciée à la crise. La question est de savoir si ces évolutions résultent d'un report des naissances ou d'une baisse de la descendance des couples.

L'expérience de la Grèce montre que non seulement la récupération des naissances qui était en cours depuis le début des années 2000 a marqué le pas et que, dans le même temps, les couples plus jeunes ont reporté leurs naissances. Les comportements varient en réalité selon l'âge, les femmes plus âgées n'ayant pas vraiment la possibilité de reporter une naissance. En Italie la crise économique a interrompu la remontée de l'indice conjoncturel de fécondité qui était en cours. Les profils régionaux développés par Maria Carella et Frank Heins montrent des différences profondes entre le Nord du pays où la fécondité remonte légèrement, et la partie sud, où elle était plus élevée mais s'effondre au cours des 10 dernières années. De la même façon, en Espagne la tendance de la fécondité s'inverse : l'indice de fécondité qui connaissait une remontée jusqu'en 2008 amorce une baisse à partir de cette année-là. Ce mouvement à la baisse touche aussi bien les Espagnoles que les Etrangères présentes sur le territoire espagnol. En 2014 la fécondité espagnole est par contre supérieure à celle de 2013. Au Portugal aussi, bien que déjà très basse, la fécondité diminue pour se situer à 1,2 enfant par femme en 2013. Il est trop tôt pour savoir dans quelle mesure le report des naissances affectera la descendance finale.

Des conséquences sur la santé difficilement mesurables

Les effets directs des crises économiques et sociales sont difficiles à percevoir sur les indicateurs généraux de mortalité, et peuvent être ambigus à interpréter. Si l'état de santé se détériore, en raison d'un moindre accès aux soins par exemple, il faut disposer d'indicateurs adéquats pour s'en rendre compte. De plus la morbidité peut évoluer sans que la mortalité soit directement affectée. L'effet sur la mortalité peut aussi être retardé. Il faut donc plutôt étudier les effets possibles de la crise sur l'espérance de vie en bonne santé ou sans incapacité ou sur la morbidité (dépression, hospitalisations pour tentative de suicide, ...).

En France l'espérance de vie croît régulièrement dans les années 2008-2014. Une légère baisse est enregistrée en 2015. Mais l'espérance de vie en bonne santé a légèrement diminué en France comme en Espagne. En Grèce, la dégradation de la situation sanitaire transparaît à travers une plus grande fréquence des suicides (augmentation de 50% entre 2010 et 2015) ou des dépressions (qui passent de 3 à 15% entre ces deux dates). Mais en parallèle, la mortalité par accidents de la route a diminué avec la crise, conduisant à une amélioration des indicateurs de mortalité. L'augmentation de l'espérance de vie se ralentit néanmoins, la mortalité infantile ainsi que les probabilités de décéder au-delà de 65 ans augmentent. En Italie, l'effet de la crise économique sur la santé n'apparaît pas clairement, si ce n'est une réduction de l'espérance de vie à la naissance comme à 65 ans. Qu'il s'agisse de la mortalité infantile ou de la mortalité générale, aucun effet de la crise économique n'est perceptible en Espagne. Au Portugal, en dépit de la réduction des dépenses de santé qui a naturellement eu un effet sur le bien-être des populations, le taux brut de mortalité comme le taux de mortalité infantile n'ont pas évolué à la hausse d'une manière qui soit significative.

Une inversion des courants migratoires

Les pays d'Europe du Sud sont très concernés le phénomène migratoire, étant passés de pays d'émigration à pays d'immigration. Contrairement à ce qu'il en est pour un phénomène tel que la mortalité, l'évolution des flux migratoires est en lien étroit avec la crise économique, en particulier avec la détérioration de la situation sur le marché du travail. Les données disponibles ont tendance à sous-estimer l'immigration (limitée à l'immigration légale) mais on peut faire l'hypothèse que les difficultés rencontrées sur le marché du travail touchent d'une manière similaire la migration illégale. L'immigration serait en décroissance dans les quatre pays du Sud de l'Europe. L'émigration est également sous-estimée (ce sont par exemple en Italie, des données de consulats à l'étrangers, qui dépendent d'un enregistrement individuel des

émigrés, procédure non obligatoire). La tendance générale, dans l'ensemble de ces pays, montre cependant une croissance forte de l'émigration. Ainsi, les soldes migratoires (immigration moins émigration) décroissent dans l'ensemble de la région, comme c'est également le cas en France depuis 2008.

Des variations nationales peuvent être notées. En Grèce, l'émigration touche différents types de résidents : des immigrants qui s'étaient installés en Grèce avant la crise, des jeunes diplômés qui partent poursuivre leurs études à l'extérieur du pays, cas développé dans cet ouvrage par Marie-Noëlle Duquenne, des Grecs plus âgés qui quittent le pays à cause du chômage auquel ils sont confrontés, des enfants ou petits-enfants d'anciens émigrants. En conséquence, à partir de 2010 le solde migratoire est négatif. En Italie, les flux d'émigration connaissent une croissance marquée à partir de 2011, doublant en cinq ans. Ce sont principalement les jeunes adultes, quels que soient leur niveau d'instruction et leur région d'origine, qui partent chercher du travail à l'étranger, au sein de l'Europe (Grande Bretagne, Allemagne, etc.). L'immigration, elle, connaît un renversement de tendance dès 2009. Même si le solde migratoire demeure positif, il a été divisé par quatre en huit ans. La tendance à l'émigration en Espagne prend ses sources avant la crise : l'émigration croît depuis 2003. Mais là aussi, en ce qui concerne l'immigration, on observe une inversion de tendance brutale dès 2008, avec une diminution des entrées jusqu'en 2013. Là le solde migratoire devient négatif dès 2012. Au Portugal la tendance est à la baisse des entrées depuis 2002, mais 2008 marque une nouvelle phase de décroissance. A partir de 2010 l'émigration est encore plus marquée que celle observée en Italie, elle est multipliée par trois en trois ans. Le solde migratoire est négatif.

Les données espagnoles permettent d'aller plus loin dans l'étude de la mobilité spatiale, en apportant des informations sur les migrations internes au pays. Là aussi, la crise à un effet direct : elle limite fortement la mobilité résidentielle, et ce en particulier pour la population étrangère.

En Grèce la tendance s'inverse et des zones rurales en décroissance démographique montrent, au cours des dix dernières années, des soldes migratoires positifs, comme le montre Stamatina Kaklamani. Il s'agit principalement de jeunes et de personnes en fin de carrière qui font le choix de vivre loin de la ville pour des raisons de coût. Pour certains il s'agit d'y développer de nouvelles activités économiques.

En France la mobilité semble moindre pour l'ensemble de la population, avec des déménagements et des acquisitions de logements de moins en moins fréquents. Une augmentation du mal logement est notée. Dans les deux pays, les conséquences sociales de la baisse des revenus des ménages les plus pauvres et de la stabilité – voire de la hausse – perçue sur le marché du logement, conduit à une augmentation notable de la précarité.

Politiques sociales : quel effet amortisseur ?

Tous les pays européens ont développé depuis des décennies un système de protection sociale relativement développé. Ou plutôt des systèmes, car les spécificités nationales et par grands groupes de pays ont déjà été bien identifiés et étudiés, que ce soit sur le plan théorique (Esping-Andersen, 1990) que de manière empirique. Les pays d'Europe du Sud se caractériseraient ainsi par une place très importante laissée à la famille, et en particulier aux femmes, pour soutenir et pourvoir aux besoins matériels de ses membres (Ferrera 1996, Moreno 2006), en opposition aux pays nordiques par exemple, où l'Etat serait en première ligne devant la famille en accordant des prestations et des droits sociaux individualisés. En tenant compte de cette diversité suivant les pays, on peut s'interroger sur le rôle d'amortisseur des politiques sociales après la crise, sur le plan économique et social mais aussi sur le plan démographique, à court et à plus long terme.

Les politiques sociales après la crise de 2008 ont effectivement d'abord joué en Europe un rôle contracyclique, de façon plus ou moins longue et importante selon l'ampleur de leur couverture dans chacun des pays étudiés. L'effet contracyclique résulte de la conjonction de deux aspects : tout d'abord les politiques sociales ont été des « stabilisateurs économiques ». Elles ont en effet atténué les effets de la crise de 2008 et ont limité la spirale de dépression en continuant à soutenir la consommation. Ainsi l'augmentation du chômage a entraîné mécaniquement une croissance des dépenses d'indemnisation du chômage, de même concernant les minima sociaux. Les prestations sociales en général ont permis aux ménages de ne pas connaître une trop rapide et brutale chute de leurs revenus. A cet effet stabilisateur économique mécanique s'est adjoint parfois, selon les pays, des mesures volontaristes de dépenses sociales nouvelles pour contrer les effets de la crise. En France par exemple, la part des prestations sociales dans les revenus moyens des ménages a beaucoup augmenté, passant de 30% à 35% du revenu brut des ménages entre 2008 et 2014 (Insee, 2016) et les politiques sociales ont eu un véritable effet amortisseur de la crise (croissance du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale -RSA- et des allocations chômage, etc.).

Cet effet contracyclique a été observé dans tous les pays européens : « la première phase de la crise est marquée, en Europe et dans l'ensemble de la zone OCDE, par une forte hausse des dépenses sociales, tant en part dans le PIB qu'en dépenses réelles. Cette hausse est spectaculaire en 2009. Alors que l'Union Européenne enregistre cette année-là un recul de son PIB de 4,3%, l'ensemble des dépenses sociales a crû, en termes réels, de 5,4% » (Collombet et Hiltunen, 2013).

Mais cet effet contracyclique n'a souvent duré que peu de temps, à peine deux ans, et dès 2011, après une stabilisation dès 2010, on observe un recul des dépenses publiques, et ce de manière particulièrement marquée dans le cas de la Grèce et du Portugal.

En effet, dans un second temps, la protection sociale devient elle-même touchée par la crise et la récession. Son financement est remis en cause, et elle est particulièrement visée par les politiques d'austérité et de réduction de la dette. Tous les gouvernements nationaux ont pris des décisions de réductions dans les dépenses sociales. En France, les réformes des dernières années vont dans le sens d'une remise en cause de l'universalisme de certaines aides (notamment dans le domaine de la famille), et une plus grande spécialisation et ciblage vers les ménages à plus faibles revenus.

Dans le cas du Portugal et de la Grèce (Prokovas, 2013), la réduction des dépenses sociales a été particulièrement forte car demandée par la Troïka. Les coupes dans les prestations régulières de protection sociale (comme les diminutions successives du montant des retraites en Grèce) ont pu être assorties de plans d'urgence (comme au Portugal avec la mise en place d'un réseau de cantines co-financé par la Sécurité sociale). Ceci n'est pas sans rappeler les Plans d'ajustement structurel menés par le passé, où les coupes dans les dépenses sociales régulières et dans les emplois publics allaient de pair avec la mise en place de filets d'assistance sociale (*social safety nets*), dans les situations d'extrême pauvreté.

Même sans intervention directe de la troïka, s'opère un tournant à partir de 2011, lié à un contrôle accru des institutions de l'Union Européenne sur les budgets des Etats membres (Turquet, 2015). Elles interviennent à travers différents mécanismes, indirectement, et, de plus en plus, directement sur les systèmes de protection sociale nationaux. Il s'agit entre autres d'ensembles de règlements et de modes de fonctionnement (le *Six Pack* en 2011, le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance en Europe de 2012, et le *Two Pack* en 2013) qui renforcent le contrôle *ex post* mais désormais aussi *ex ante* du budget des Etats membres, suivant différents critères et avec des possibilités de sanction et de mise sous surveillance accrue. Ce mode de gouvernance remet progressivement en cause le principe de subsidiarité en

exigeant que des réformes de réduction des dépenses – principalement du système de retraites mais aussi de celui de santé – soient mises en place afin de permettre de respecter les critères budgétaires du Pacte de stabilité.

Cette tendance générale doit être analysée plus en détail suivant les pays et suivant les secteurs de la protection sociale. Elle a pu prendre la forme d'une réduction de la durée des droits ou d'une restriction des conditions d'éligibilité (ce fut le cas au Portugal en 2012 concernant l'indemnisation chômage par exemple). Les contractions des dépenses sociales ont pu porter aussi sur les prestations familiales, réduites ou dont les conditions ont été durcies comme au Portugal et en Espagne en 2011. Il est difficile d'estimer dans quelle exacte mesure et suivant quelle temporalité ces réductions d'indemnisation du chômage et/ou des prestations familiales ont pu influencer ou influent encore sur les comportements de mise en couple et sur les décisions d'avoir des enfants la fécondité, mais elles contribuent certainement à modifier les perceptions, et jouent éventuellement les intentions ou en tout cas sur les calendriers de fécondité. A court terme, elles ont de toute façon eu un effet sur les conditions de vie des familles. On a ainsi observé une croissance du taux de pauvreté des enfants. En Grèce, le taux de pauvreté des enfants (proportion d'enfants vivant dans des ménages situés en dessous de 60% du revenu médian) est monté à 28% en 2012. Si l'on rapporte les revenus des ménages à la médiane de l'année 2008, la proportion d'enfants pauvres dépasse 50% à partir de 2012 (Matsaganis, 2017, p.102). Le taux de pauvreté des enfants croit également en France au cours de la même période (Unicef, 2016)

Des coupes dans les dépenses de santé ont eu lieu assez rapidement, dès 2010 et surtout en 2011 en Espagne, Italie, Grèce (Astolfi et Morgan, 2013, cité par Collombet et Hiltunen, 2013). Or l'accès aux soins de santé est un point sensible, notamment pour certains besoins (vaccination, maladies chroniques) et pour certaines catégories de population (enfants, personnes âgées). L'effet de ces coupes ne se traduit en général pas par une modification immédiate des indicateurs démographiques, mais à moyen terme cela méritera une attention particulière, notamment en termes de morbidité de population et d'espérance de vie en bonne santé.

Enfin, dans tous les pays, une catégorie d'âge a été particulièrement touchée par la crise, celle des jeunes (Lerais, Math, 2013). Comme vu précédemment ils sont particulièrement touchés par le chômage et très nombreux sont ceux, y-compris parmi les diplômés, ayant du mal à s'insérer sur le marché du travail. Le déficit de politiques sociales de soutien à la jeunesse, commun à l'ensemble des 5 pays (en France le RSA n'est ouvert aux moins de 25 ans qu'à des conditions très restrictives) a contribué à amplifier les effets de la crise pour cette population.

Après ces deux temps bien différents, quel avenir se dessine presque dix ans après la crise de 2008 ? Un troisième temps, celui de « l'attente », comme indiqué dans le chapitre sur le Portugal, a sans doute commencé depuis 2015-2016 : celui de la croissance des inégalités, celui de l'observation des effets à moyen terme des réductions des politiques sociales sur la morbidité, sur la fécondité...

Une adaptation à la crise à travers un renforcement de la famille et une évolution des relations entre génération ?

Dès le Traité de Rome, la protection sociale n'a jamais vraiment fait l'objet de consensus permettant de bâtir une politique commune à ce sujet. Mais aujourd'hui, il existe un risque de convergence par le bas lorsqu'elle est utilisée comme variable d'ajustement des politiques d'austérité. Que ce soit pour compléter ou se substituer aux politiques sociales dont l'ampleur se réduit, la famille est de plus en plus sollicitée. Elle l'était déjà de manière traditionnelle dans les sociétés méditerranéennes et cela pourrait expliquer certaines formes de résilience des

populations face à la crise. En France, on observe aussi cette tendance à compter d'abord et de plus en plus sur la famille pour assurer les besoins d'autonomisation des jeunes et le soutien aux plus âgés lorsqu'ils deviennent dépendants. Cela suscite des interrogations concernant la possible croissance des inégalités entre générations, avec une génération du baby-boom qui a bénéficié du plein emploi, de politiques sociales et de retraites favorables, alors que les jeunes d'aujourd'hui ne connaissent pas le plein emploi, que les politiques sociales deviennent de plus en plus ciblées et que les perspectives concernant les retraites permettent d'anticiper une dégradation du niveau de vie des futurs retraités.

Références

Beffy Magali, Clerc Marie-Emilie et Céline Thévenot, 2014, « La France dans l'Union européenne, édition 2014 », Dossier : *Inégalités, pauvreté et protection sociale en Europe*. Insee références.

Collombet Catherine, Hiltunen Anna, 2013, « Depuis 2007 des dépenses de protection sociale en hausse en Europe malgré les coupes » *Informations sociales*, 2013/6 (n° 180), p 82-84.

Collombet Catherine, Hiltunen Anna, 2014, « Impact de la crise sur la pauvreté et les inégalités en Europe » *Informations sociales*, 2014/2 (n° 182), p 26-29.

Esping-Andersen, 1990, *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Cambridge, Polity Press & Princeton, Princeton University Press.

Ferrera Maurizio, 1996, «The 'Southern Model' of Welfare in Social Europe», *Journal of European Social Policy*, pp 17-37

Lerais Frédéric, Math Antoine, 2013, « Jeunes européens en temps de crise », *Informations sociales*, 2013/6 (n° 180), p 32-40.

Matsaganis Manos, 2017, « The Impact of the Great Recession on Child Poverty in Greece », in Bea Cantillon, Yekaterina Chzhen, Sudhanshu Handa, And Brian Nolan (eds), *Children of Austerity, Impact of the Great Recession on Child Poverty in Rich Countries*, Chapitre 5, Unicef et Oxford University Press, New York, p. 94-117.

Moreno Luis, 2006, « Le modèle de protection sociale des pays d'Europe du Sud. Permanence ou changement ? », *Revue Française des Affaires Sociales*, 2006/1, pp 85-101

Outin Jean-Luc, 2013, « Crise financière, crise économique et crise sociale : un enchaînement à hauts risques », *Informations sociales*, 2013/6 (n° 180), p. 10-21.

Pison Gilles, 2011, « Deux enfants par femme dans la France de 2010 : la fécondité serait-elle insensible à la crise économique ? » *Population et Sociétés*, n°476, 4p.

Prokovas Nicolas, 2013, « Les conséquences sociales dramatiques des politiques d'austérité en Grèce », *Informations sociales*, 2013/6 (n° 180), pp 86-93.

Turquet Pascale (dir.), 2015, *La crise de la protection sociale en Europe. Adaptation ou refondation*. Presses Universitaires de Rennes, 137 p.

Unicef, 2016, *La situation des enfants dans le monde 2016. L'égalité des chances pour chaque enfant*, Unicef, New York, 184p.

LA CRISE ACTUELLE EN GRECE ET SES CONSEQUENCES SUR LA POPULATION

Byron KOTZAMANIS

Depuis la fin des années 2000, la Grèce traverse une crise économique profonde : le déficit budgétaire est passé en 2010 à plus de 15% et la dette publique à plus de 145% du PNB. Au cours des 7 dernières années, les mesures imposées par la communauté internationale ont conduit à la plus grande récession de l'histoire du pays, si l'on excepte la période de l'occupation allemande de 1941-1944. La Grèce est privée de toute perspective de développement pendant un temps indéterminé et le remboursement de la dette risque d'être fortement compromis.

Les explications fournies le plus souvent pour rendre compte de cette crise ont eu un caractère moniste (crise de la dette, faiblesse de l'Etat grec, corruption, faiblesse de l'appareil productif, dysfonctionnement des mécanismes de marché, mauvais fonctionnement de la zone euro...). Mais cette crise est en réalité globale et systémique. Elle touche toutes les dimensions de la vie sociale et chacune de ces dimensions interagit avec les autres sans qu'il soit possible de réduire la crise à un facteur explicatif majeur et *a fortiori* unique.

Au cours de cette brève présentation de la situation grecque nous rappellerons dans un premier temps quelques données économiques et sociales qui illustrent la profondeur d'une crise qui s'est considérablement aggravée depuis 2010 du fait des choix économiques effectués (concernant la réduction du déficit de la balance courante et du déficit budgétaire) et de l'austérité ainsi imposée. Dans un second temps, nous essaierons de saisir son effet sur le renouvellement de la population, en présentant les premiers résultats d'une étude portant sur les variables démographiques de base : fécondité, mortalité et migrations internes et externes.

1. Quelques données de référence : une crise multiforme et systémique

La crise grecque est à la fois ancienne et récente, aggravée par les choix effectués depuis 2010. Quelques indications chiffrées, provenant de trois principales sources, la BCE, l'Institut grec de statistique (ELSTAT) et le FMI, permettent d'en saisir la profondeur. Parmi les indicateurs sociaux, citons les plus révélateurs :

- le taux de suicides augmente de presque 50% entre 2010 et 2016 ;
- le taux de dépression dans la population passe entre ces mêmes dates de 3% à 15%, soit une multiplication par trois ;

- la proportion des jeunes (15-29 ans) confrontés à des privations matérielles graves passe de 13 % en 2010 à 26 % en 2016, soit une augmentation de 100% ;
- le taux de pauvreté extrême double presque entre 2010 et 2016 (respectivement 9% et 5%) ;
- un enfant sur deux subit des privations matérielles graves (4 5% contre 25 % en Espagne qui se situe en deuxième position) d'après le dernier rapport de l'UNICEF (2017) ;
- 6 Grecs sur 10 se disent mécontents de leur vie quotidienne (contre 2 sur 10 en moyenne dans l'Europe des 28) et 70 % pensent que la situation économique va se dégrader (46 % dans l'EE28) selon l'Eurobaromètre (2015).

Plusieurs indicateurs socio-économiques montrent l'ampleur de la crise grecque et de ses effets sur la population :

- les diminutions de salaires entre 2010 et 2016 sont supérieures à 40 % et celles des pensions de retraite à 45 % ;
- le PIB/habitant (en parité de pouvoir d'achat) qui avait augmenté de 36 % entre 1999 et 2007 est retombé en 2016 au-dessous du niveau de 2007 ;
- les revenus imposables sont passés de 98 milliards en 2011 à 75 milliards en 2015, soit une baisse de 24%, alors que l'indice des prix à la consommation est passé de 100 en 2009 à 106 en 2016 ;
- le salaire minimum selon les conventions collectives est en 2016 de 15 % inférieur à celui de 2010 (683 contre 863 euros)², alors que 550.000 personnes sur 3,65 millions (soit presque 16,5 %) sont rémunérées au-dessous de ce seuil ;
- le taux de chômage passe de 9,5 % en 2009 à 27 % en 2014 et à 24 % en 2016. Les femmes sont plus touchées que les hommes (10 points de plus), de même que les jeunes de 15-24 ans et de 25-29 ans (45 % et 34 % respectivement sont au chômage au quatrième trimestre de 2016). La Grèce connaît en effet le taux de chômage le plus élevé de la zone Euro (taux 5 fois plus élevé que celui de l'Allemagne et plus de 2 fois supérieur à celui de la France) ;
- le nombre et la part des chômeurs de longue durée est en très forte augmentation, de même que la proportion de personnes qui ne sont pas employées en plein temps.
- le pourcentage d'emprunts immobiliers déclarés en défaut de remboursement (emprunts « au rouge ») est multiplié par 6 entre 2008 et 2016 (ils représentaient 5% du total des emprunts immobiliers en 2008 et plus de 30 % en 2016) ;
- le pourcentage de chômeurs recevant des allocations passe de 40% en 2010 à moins de 15% en 2016 ;
- le pourcentage de jeunes hors emploi, en formation ou suivant un enseignement passe de 15% en 2008 à 30% en 2016 ;
- les dépenses publiques pour l'éducation ont, selon Eurostat, baissé de 20% entre 2010 et 2016, celles de santé de 45%.

Enfin, pour apprécier l'ampleur de la crise, différents indicateurs macro-économiques méritent d'être suivis de près :

- le Produit National Brut (prix courants), qui était de l'ordre de 231 milliards en 2009, se situe à 177 milliards en 2016, soit une baisse de 24% ;

² Salaire brut d'un célibataire pour un premier emploi.

- la dette publique passe de 110% du PNB en 2008 à 180% en 2016, en dépit de sa restructuration en 2012 avec un effacement partiel ;
- la dette privée totale (entreprises et particuliers) s'élève à 240 milliards au début de 2017. Sur cette somme 95 milliards concernent les particuliers et 145 les entreprises ; 46% des premiers et 44% des seconds ne peuvent pas honorer son remboursement ;
- les dépôts des banques se sont effondrés entre 2009 et 2016 : 237,5 milliards fin 2009, 122,0 milliards fin 2015, 129 milliards fin 2016 ;
- les dettes envers le Centre de collecte des cotisations pour l'assurance sociale s'élèvent à près de 28 milliards fin 2016 ;
- les pertes de la Bourse d'Athènes s'élèvent à 70% (entre décembre 2009 et décembre 2016) ;
- l'indicateur de production industrielle a baissé de plus de 33% entre 2009 et 2016 ;
- l'investissement recule fortement (25% du PNB avant la crise, moins de 12% en 2015-16) ;
- les entreprises ayant fermé entre 2010 et 2016 représentent plus du tiers du nombre total d'entreprises actives en début de période.

Cet ensemble d'indicateurs met clairement en évidence l'intensité de la récession actuelle en Grèce, qui subit une crise beaucoup plus profonde que les autres pays d'Europe du Sud (tableau 1). Cette récession est aussi la plus grave enregistrée depuis un siècle dans les pays développés, exclusion faite des pays d'Europe de l'Est passant à l'économie du marché au cours des années 90 (figure 1).

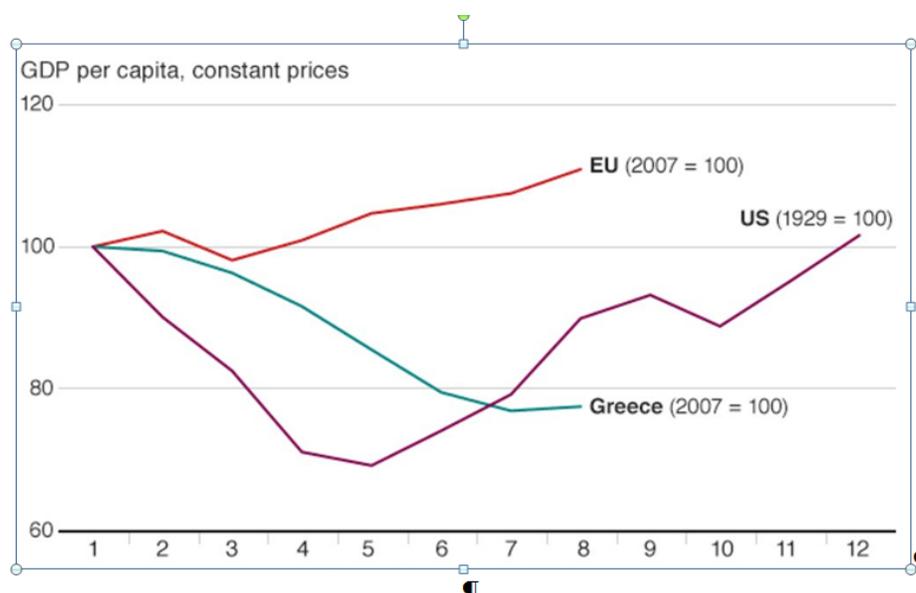


Figure 1. Evolution du PNB à prix constants (base 100 dernière année avant la crise)
Crise récente pour la Grèce et l'Union Européenne, crise des années 1930 pour les Etats-Unis
(t=PNB/dernière année avant la crise (Grèce/ zone Euro 2007, Usa 1929))

Source: FMI, repris par *The Economist* (2015) <http://www.bbc.com/news/world-europe-33507802>

Tableau 1. Grèce, Espagne, Italie, Portugal, EU15, EU 28, indicateurs de base

	Employment, persons; all domestic industries (National accounts)					Unemployment rate					Gross domestic product at current market prices					Gross domestic product at current market prices per head of population					Nominal compensation per employee; total economy															
	Annual percentage change					Total					National currency					Annual percentage change					PPS; EU-15 = 100 I					Annual percentage change										
	EU15	EU28	EL	ES	IT	PT	EU15	EU28	EL	ES	IT	PT	EU15	EU28	EL	ES	IT	PT	EU15	EU28	EL	ES	IT	PT	EU15	EU28	EL	ES	IT	PT						
1991-2000	0,6	0,7	1,7	0,1	0,8	9,4	9,5	17,6	10,3	6,4									4,8	12,0	7,0	5,5	8,6								3,7	10,1	4,9	4,1	8,6	
2001-2010	0,6	0,5	0,9	1,6	0,7	-0,3	8,0	9,9	12,0	7,7	8,5								3,3	4,8	5,3	2,6	3,4								2,8	3,0	4,9	3,8	3,1	3,1
2009	-1,7	-1,7	-0,6	-6,3	-1,7	-2,7	9,1	7,6	9,6	17,9	7,7	10,7	11312	12256	237,5	1079	1574	175,4	-3,3	-1,8	-3,3	-3,6	-1,9	1000	90,5	85,7	91,7	94,7	73,3	1,9	1,9	3,1	4,4	2,2	2,4	
2010	-0,3	-0,7	-2,6	-1,7	-0,6	-1,4	9,6	7,8	12,7	19,9	8,4	12,0	11779	12795	226,0	1081	1606	179,9	3,2	4,8	0,2	2,0	2,6	1000	90,7	79,2	88,5	94,0	73,6	2,3	2,8	-2,0	1,1	2,7	2,1	
2011	0,2	0,1	-6,9	-2,7	0,3	-1,9	9,6	8,1	17,9	21,4	8,4	12,9	12116	13181	207,0	1070	1639	176,2	2,9	3,1	-8,4	-1,0	2,1	-2,1	1000	91,2	70,3	85,9	93,8	71,1	2,0	2,0	-3,8	0,7	1,1	-1,8
2012	-0,2	-0,4	-6,3	-4,1	-0,3	-4,1	10,6	7,9	24,5	24,8	10,7	15,8	12355	13431	191,2	1043	1615	168,4	0,7	0,9	-7,6	-2,6	-1,5	-4,4	1000	91,5	66,9	85,1	92,1	69,5	1,8	1,9	-3,0	-1,1	0,4	-3,1
2013	-0,4	-0,3	-3,6	-2,9	-1,8	-2,9	11,1	7,6	27,5	26,1	12,1	16,4	12453	13548	180,4	1031	1607	170,3	1,6	1,6	-5,7	-1,1	-0,5	1,1	1000	91,7	66,4	84,6	90,4	71,9	1,7	1,6	-7,0	1,6	1,5	3,6
2014	0,9	1,0	0,1	0,9	0,1	1,4	10,5	6,1	26,5	24,5	12,7	14,1	12832	13956	177,6	1041	1614	173,4	2,3	2,4	-1,6	1,0	0,4	1,9	1000	91,8	65,7	84,0	88,7	71,9	1,2	1,1	-2,1	-0,7	0,6	-1,4
2015	1,0	1,0	0,4	3,0	0,8	1,1	9,9	5,4	25,7	22,3	12,2	12,6	13443	14611	173,2	1079	1635	178,8	3,0	3,0	-2,5	3,7	1,3	3,1	1000	92,1	64,0	85,7	88,2	72,6	1,7	1,7	-2,0	0,7	0,5	0,4
2016	0,9	0,8	-0,6	2,6	0,7	0,8	9,6	5,4	25,8	20,5	11,8	11,7	13851	15065	172,0	1120	1675	184,3	3,3	3,4	-0,7	3,7	2,4	3,0	1000	92,4	62,3	86,9	88,0	73,2	1,9	2,0	0,1	0,6	0,4	1,2

Source: Eurostat, Statistical Annex of European Economy, 2016

2. Effets de la crise sur les variables démographiques

Une revue systématique des situations de récession des pays développés (Alexander et al., 2011 ; Antonakakis & Collins, 2015 ; Cherlin et al., 2013 ; De Rose & Strozza, 2015 ; Ensor et al., 2010 ; Fishback et al., 2007 ; Grenados, 2005 ; Grenados & Diez-Roux, 2009 ; Goldstein et al., 2013 ; Hill & Palloni, 1994 ; Lafleur & Stanek, 2016 ; Kteyfeld et al., 2012 ; Morgan et al., 2011 ; Palmar et al., 2016 ; Pison, 2013 ; Ruhm, 2015a/b ; Simms, 2009 ; Sobtka et al., 2011 ; Stuckler et al., 2009 & 2010 ; Testa & Basten, 2014) indique que les crises peuvent avoir des répercussions sur les variables démographiques et elle fait apparaître, par-delà des particularismes nationaux, certaines régularités, telle que :

- un allongement du calendrier des naissances, concernant pour l'essentiel l'arrivée du premier enfant (en relation avec le retard du mariage ou de la mise en union) et n'ayant qu'un relativement faible effet sur la descendance finale des générations ;
- une relation entre chômage, mise en couple et fécondité, très variable selon l'âge ;
- une sensibilité de la fécondité plus faiblement marquée dans les pays ayant développé de longue date une politique familiale et un système de protection sociale ;
- un effet fort sur la santé et la mortalité pour certaines causes (par exemple les suicides) aboutissant au renversement des tendances antérieures observées pour l'espérance de vie, tout particulièrement aux âges élevés ;
- un contrecoup sur l'occupation de l'espace associé au tassement de l'immigration et à une poussée de l'émigration, émigration de nationaux mais aussi d'une partie des immigrants installés en période de croissance.

Examinons successivement les effets de la crise sur la fécondité, sur la mortalité et sur les migrations, tant internes qu'externes.

2.1 Crise et fécondité

2.1.1 Evolution de la natalité et de la fécondité du moment (1956-2015)

Dans une publication récente (Kotzamanis et al., 2017), nous avons analysé en profondeur le lien entre crise économique et fécondité. Jusqu'au début des années 1980 la Grèce fut considérée comme faisant partie des pays européens à fécondité relativement élevée et, avec l'Espagne, le Portugal et l'Italie, comme un groupe à part se distinguant par un « retard modéré » sur l'Europe occidentale. Pour la fécondité, cette appréciation fut surtout fondée sur l'évolution de l'indice synthétique ou conjoncturel de fécondité (ICF) qui semblait suivre un tracé bien particulier : en effet, le « remplacement » était assuré jusqu'au début des années 1980, quand, dans la quasi majorité des pays ouest-européens l'indice accusait une baisse rapide pour se stabiliser par la suite largement au-dessous de 2,1 enfants par femme. Toutefois, cette période relativement longue, de 1955 à 1980, fut suivie par un effondrement de la fécondité du moment (avec un ICF passant de 2,09 enfants par femme en 1981 à 1,23 enfants par femme en 1999), ce qui a placé la Grèce dans le groupe des pays européens accusant les fécondités les plus basses au monde. L'indicateur se stabilise pour quelques années à ce niveau pour remonter après 2000, en raison d'un effet de calendrier. Dans le même temps l'âge moyen à la maternité, en progression depuis les premières années de la décennie 1980, atteint 30,35 ans à la fin des années 2000 pour l'ensemble des naissances et 28,95 ans pour les premières naissances (tableau 2 et figure 2).

Tableau 2. Grèce. Evolutions du nombre de naissances, de l'indice conjoncturel de fécondité (ICF) et de l'âge moyen à la maternité (ensemble des naissances et premières naissances)

Année	Naissances	ICF	Age moyen à la maternité (ensemble des naissances)	Age moyen à la maternité (à la première naissance)
1960	157 239	2,21	28,69	25,94
1970	144 928	2,40	27,42	24,96
1980	148 134	2,23	26,13	24,14
1985	116 481	1,67	26,27	24,52
1990	102 229	1,39	27,16	25,50
1995	101 495	1,28	28,26	26,67
2000	103 267	1,25	29,11	27,53
2001	102 282	1,25	29,27	27,67
2002	103 569	1,28	29,40	27,90
2003	104 420	1,30	29,53	28,07
2004	105 655	1,31	29,74	28,33
2005	107 545	1,34	29,97	28,58
2006	112 042	1,40	29,97	28,55
2007	111 926	1,41	30,08	28,75
2008	118 302	1,50	30,20	28,80
2009	117 933	1,51	30,35	28,95
2010	114 766	1,48	30,41	29,08
2011	106 428	1,40	30,53	29,37
2012	100 371	1,35	30,71	29,64
2013	94 134	1,29	30,92	29,87
2014	92 148	1,30	31,04	30,01
2015	91 847	1,33	31,28	30,21
2016	92 728	1,35	31,40	30,50

Sources : Données fournies par l'ELSTAT ; calculs de l'auteur

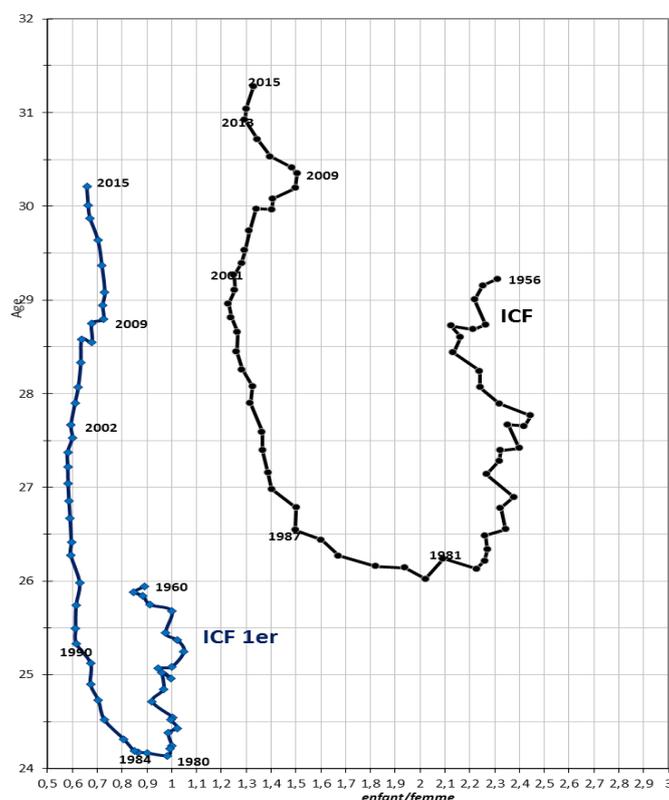


Figure 2. Grèce : Evolution de l'ICF et de l'âge moyen à la maternité, ensemble des naissances et premières naissances, 1956-2015

Sources : Données fournies par l'ELSTAT ; calculs de l'auteur

L'analyse de l'évolution des taux par âge permet de tirer trois conclusions principales (figure 3) :

- le niveau élevé de l'ICF pendant la longue période précédant sa chute (avant 1980) résulte d'évolutions fort divergentes. En effet la réduction des taux aux âges élevés fut plus que compensée par une très forte hausse aux âges de pleine fécondité et même aux très jeunes âges (moins de 20 ans). Le rajeunissement du calendrier de la nuptialité n'est pas étranger à cette évolution ;
- le retournement tardif mais brutal dans l'évolution de l'ICF (pendant les années 1980) fut provoquée par l'effondrement des taux avant 30 ans (baisse partiellement compensée par la progression des taux aux âges plus élevés) conduisant inévitablement à l'effondrement de l'indicateur du moment ;
- le renversement des tendances dans la première décennie du 21^{ème} siècle (augmentation des naissances et de l'indicateur conjoncturel entre 2001 et 2009) est dû principalement à la poursuite de la récupération des naissances précédemment reportées. Ce redressement de l'indicateur, lié dans une large mesure à l'ampleur de la récupération des naissances par les générations de femmes nées au cours des années 1970, est toutefois dû aussi, en partie au moins, à l'arrêt de la baisse des taux de fécondité aux jeunes âges (moins de 25 ans).

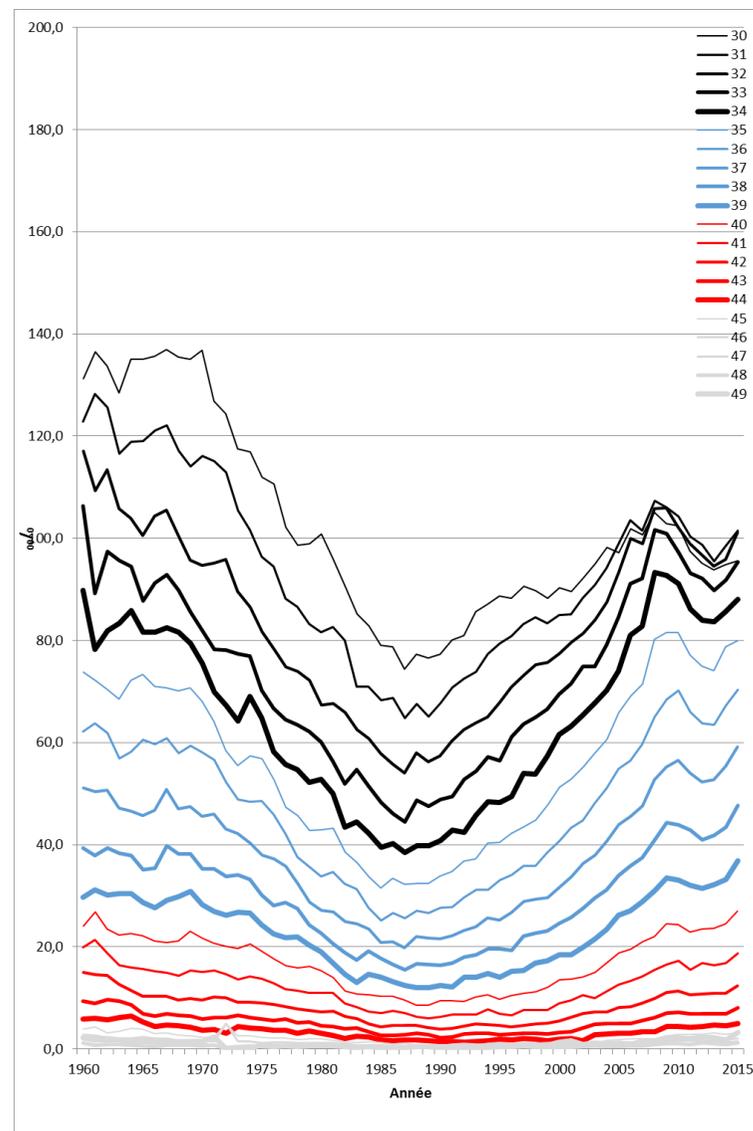
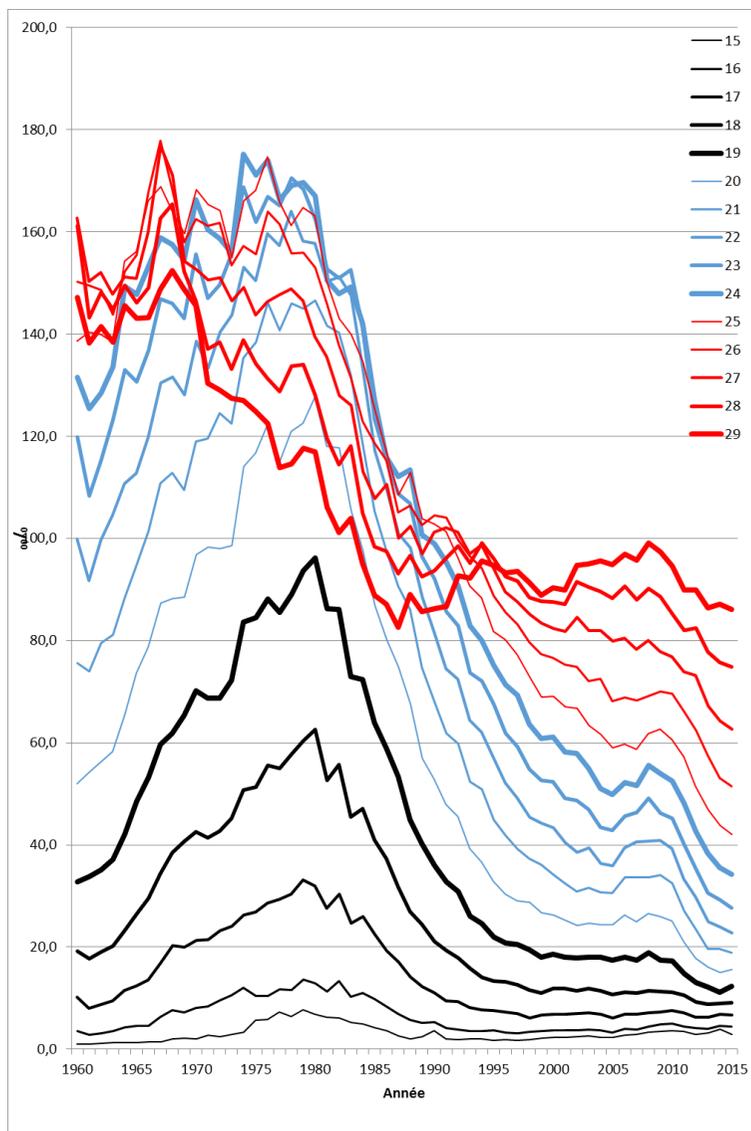


Figure 3. Grèce, taux de fécondité général par année d'âge de la mère, 1960-2015
 Source: Kotzamanis et al. (2017)

2.1.2. Fécondité du moment et crise économique

La revue systématique des récessions récentes et passées survenues dans les pays développés, sans changement de système économique (Adsera, Menendez, 2011; Comolli, 2017; Graham et al., 2016a/b; Hofmann. & Hohmeyer, 2012; Modena et al., 2014; Neels et al., 2010 & 2013; Pailhe, 2009 & 2010; Pailhe & Solaz, 2011; G. Pison, 2013; Sobotka et al., 2011) confirme qu'elles ont souvent des effets variables d'une récession à l'autre et d'un pays à l'autre. La fécondité est plus sensible aux crises économiques dans les pays qui n'ont pas de politique familiale et pas de système de sécurité sociale assurant une protection en matière d'emploi et de santé. Les travaux cités montrent aussi que les récessions ont une influence minimale sur le nombre final d'enfants des générations et modifient seulement le calendrier des naissances. En effet, une fois les récessions passées, les couples se remettent à avoir des enfants et cette récupération se traduit par une hausse de l'ICF.

La question que l'on peut toutefois se poser est la suivante : si la récession d'un pays qui n'a pas une politique familiale et un système de sécurité sociale assurant un minimum de protection permettant d'amortir le choc de la récession est profonde et durable, les effets de celle-ci porteront-ils seulement sur le calendrier des naissances ou auront-ils aussi des conséquences sur la descendance des générations ? Si dans presque toutes les crises, une partie des couples reportent leur projet de fécondité en attendant des jours meilleurs, que se passera-t-il si ce report se prolonge, particulièrement quand l'âge de la femme est, au déclenchement de la crise, déjà assez élevé ? Le projet des couples qui ont opté pour un report des naissances pourra-t-il se réaligner au vu des probabilités de concevoir selon l'âge et de leur fléchissement rapide après 35 ans ? Ainsi, on peut se demander si une partie des couples reportant des naissances pourront avoir le nombre d'enfants qu'ils auraient mis au monde en l'absence de crise. Autrement dit, la crise influencera-t-elle non seulement les indicateurs conjoncturels, mais aussi la descendance finale de ces générations ?

La Grèce concentre toutes les caractéristiques mentionnées précédemment : ce pays, qui n'a ni politique familiale ni système de sécurité sociale développé, a subi une crise profonde et durable, avec un chômage très élevé et une baisse des revenus et des salaires exceptionnels à un moment où l'âge moyen à la première naissance était déjà assez élevé (supérieur à 29,5 ans en 2012) et à une période où le revenu apporté par la femme commençait à ne plus être perçu seulement comme un complément. Les données disponibles ne nous permettent pour le moment toutefois pas de confirmer l'hypothèse que la récession actuelle va avoir une influence aussi sur la descendance finale. Tout au plus peut-on étudier l'effet de la crise sur la fécondité du moment à travers l'évolution des indicateurs conjoncturels par rang ainsi que des valeurs mensuelles de l'indice conjoncturel de fécondité.

2.1.3. Crise économique et fécondité du moment (I) : l'évolution de la fécondité par rang

A la veille de la crise (2009) l'ICF en Grèce se situait à 1,51 enfants par femme alors que pendant la première décennie du XXI^{ème} siècle les taux entre 28 et 45 ans croissent rapidement et ceux aux âges inférieurs se stabilisent. A partir de 2010 toutefois, l'ICF baisse de nouveau (1,33 enfants par femme en 2015) et l'âge moyen de la mère à la naissance continue à progresser. Le retournement de l'indicateur conjoncturel à partir de cette date est surtout provoqué par la baisse de la fécondité avant 30 ans alors que les taux entre 40 et 49 ans ayant progressé modérément (fin d'un processus de récupération ?) et que ceux entre 30 et 39 ans se caractérisent par des tendances mixtes (figure 3).

En effet, on peut supposer qu'en situation d'incertitude économique suscitée, la montée du chômage et la baisse des revenus ont très probablement influencé la fécondité à un moment où celle-ci, longtemps très basse (comme dans d'autres pays européens), commençait juste à remonter. Son effet sur le calendrier demande à être examiné, alors que pour estimer son influence possible (et très probable) sur la descendance finale des générations en âge de procréation au cours de cette décennie (femmes nées après 1975), il faut encore attendre pour passer de l'analyse conjoncturelle de la fécondité à une analyse longitudinale.

L'observation de l'évolution des indicateurs conjoncturels ainsi que des taux de fécondité par rang permet de formuler quelques hypothèses pour la période la plus récente (années de crise). Ainsi, il apparaît que :

- le renversement de tendances de l'ICF au cours de ces toutes dernières années (figure 2) est principalement dû à la diminution des indicateurs de rang 1 et 2 (figure 4). La crise a donc très probablement interrompu un peu plus tôt la récupération des naissances entamée au début des années 2000,;
- l'examen des taux de fécondité des rangs 1 et 2³ au cours de la période 2004-2015 (figures 5a et 5b)⁴ nous permet de constater que si leur évolution chez les 20-29 ans est proche (baisse significative aux deux rangs entre 2009 et 2015), ce n'est pas le cas pour les âges suivants (30 à 39 ans), car les taux de rang 1, contrairement à ceux de rang 2, ne semblent pas être très affectés par la crise.

Plus précisément, nous pouvons faire un triple constat. En premier lieu, toutes les femmes âgées de 20 à 29 ans au cours des années 2010-2015, qu'elles aient ou non un enfant, réagissent à la crise, reportant probablement leur procréation. En deuxième lieu, parmi les femmes qui n'ont pas d'enfant, celles âgées de 35 à 39 ans ne semblent pas touchées - probablement du fait que leur âge ne permet pas le report-, alors que, pendant la même période celles âgées de 30-34 ans sont affectées (la tendance à la hausse des taux s'estompe). En troisième lieu, parmi les femmes ayant déjà un enfant, celles âgées de 35 à 39 ans, ayant peu d'années encore pour procréer, sont moins affectées par la crise que celles qui, au cours de la même période, sont cinq ans plus jeunes.

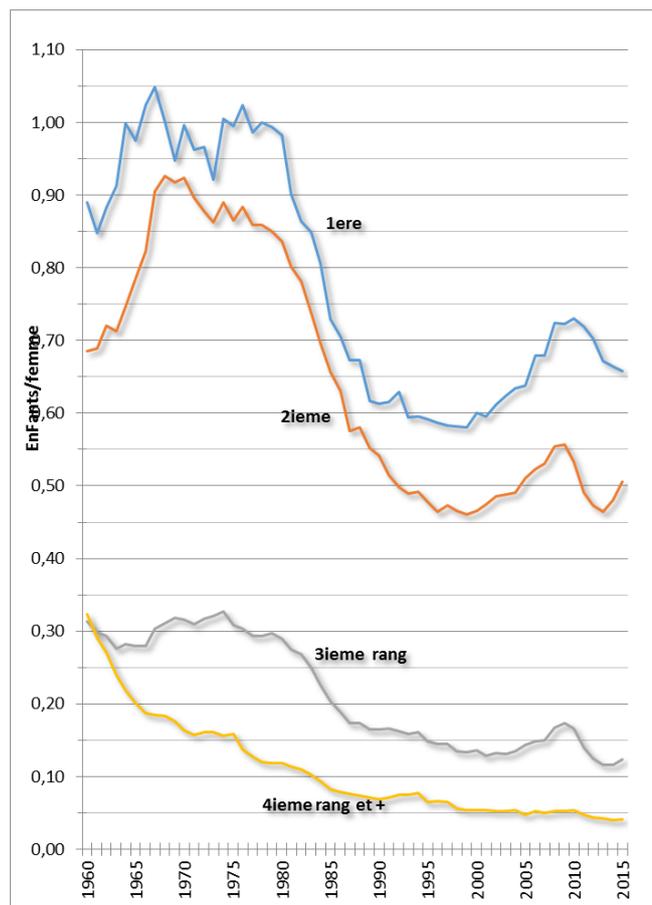


Figure 4. Grèce, ICF par rang
Source: Kotzamanis et al. (2017)

³ Les naissances des deux premiers rangs constituent 86 à 87% des naissances durant les années 2010.

⁴ En prenant 2009 comme année de référence.

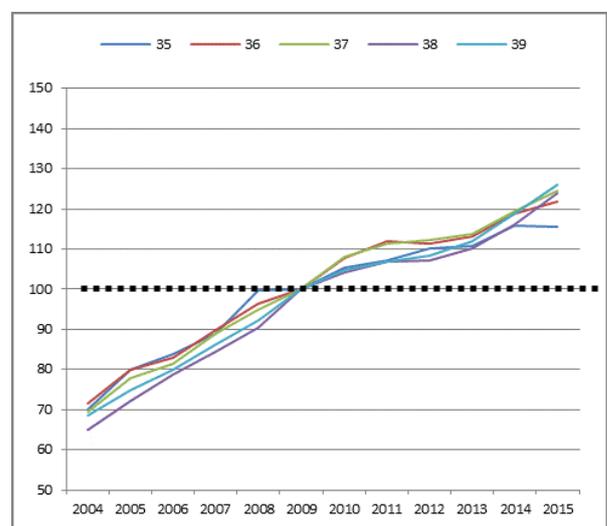
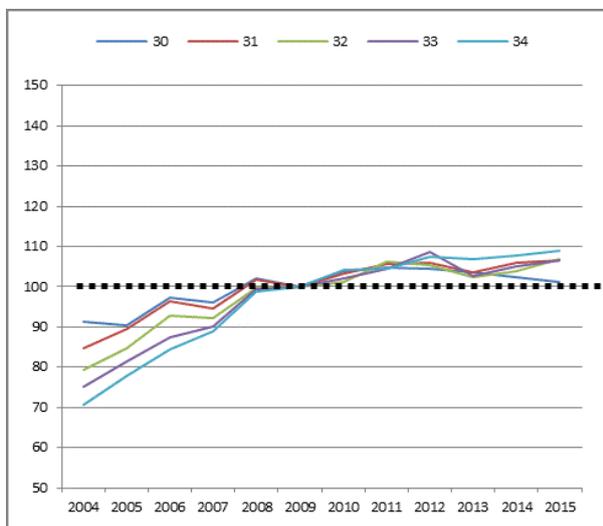
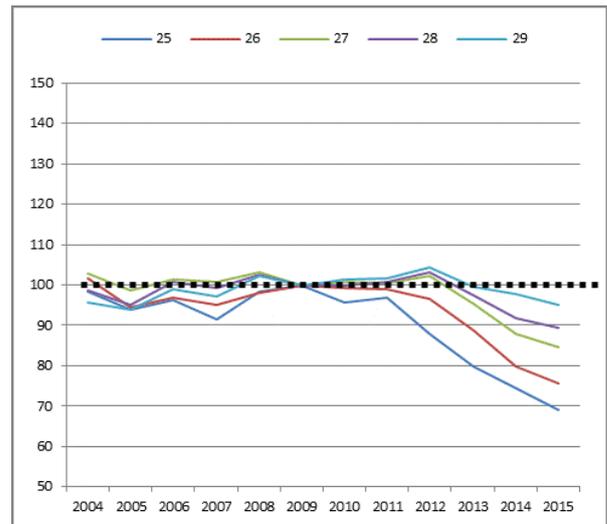
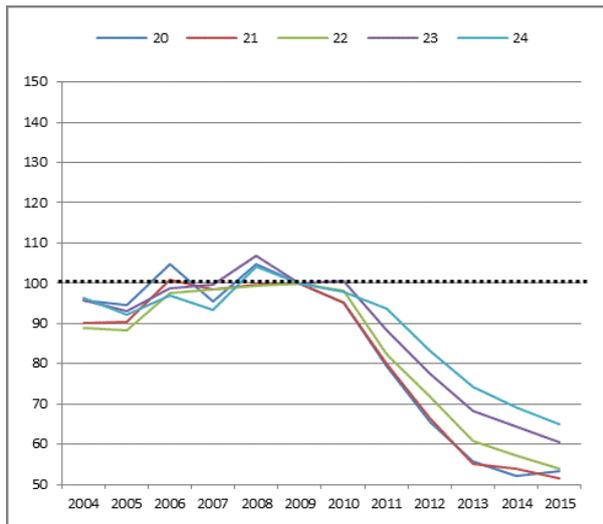


Figure 5a. Grèce, évolution des taux de fécondité par âge et rang (premier rang) entre 2004 et 2015 (100=2009)
 Source: Kotzamanis et al. (2017)

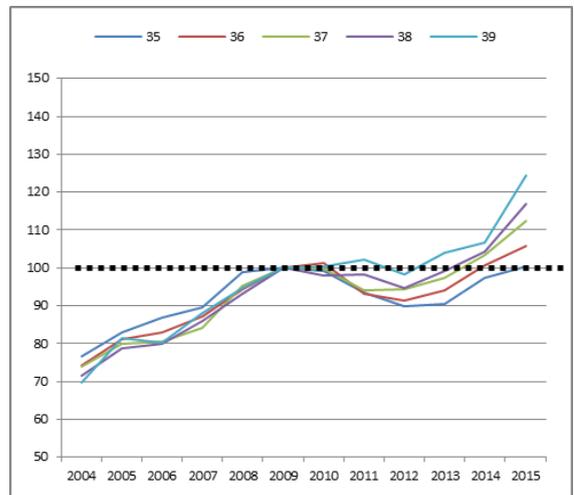
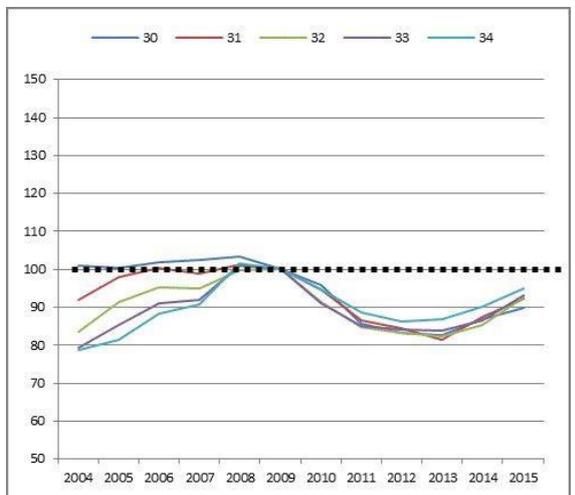
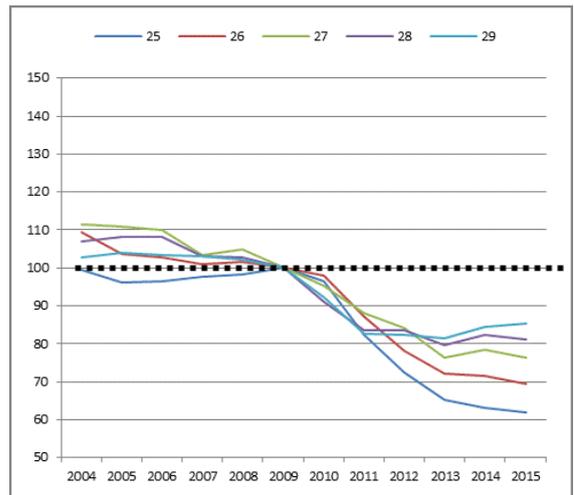
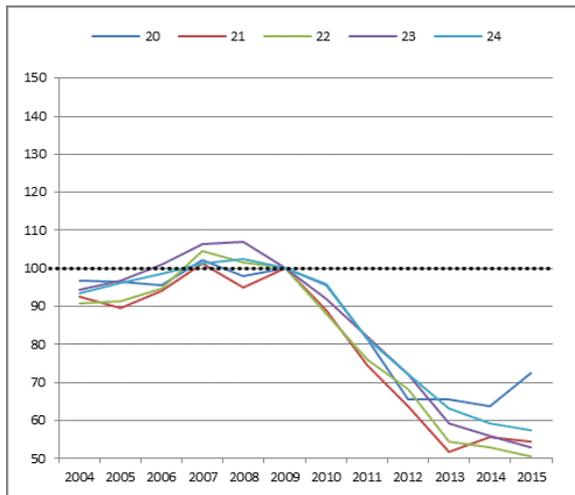


Figure 5b. Grèce, évolution des taux de fécondité par âge et rang (2^{ème} rang)
entre 2004 et 2015 (100=2009)
Source: Kotzamanis et al. (2017)

2.1.4. Crise économique et fécondité du moment (II) : les constats empiriques

La crise économique a émergé au début de l'année 2010 et les premières mesures d'austérité, qui ont entraîné une réduction des salaires et des pensions, ont été prises en mai 2010, ce qui a entraîné une baisse rapide du PNB par la suite, baisse beaucoup plus forte que celle enregistrée dans tous les autres pays de l'Europe du Sud. Les mesures d'austérité ont entraîné une réduction significative des revenus des ménages et une augmentation continue de la pauvreté, ainsi qu'une augmentation rapide du chômage qui a plus touché les femmes que les hommes, et, toutes choses égales par ailleurs, les femmes en âge de procréation.

Les variations du taux de chômage ou des indicateurs renseignant sur la confiance dans l'avenir, peuvent avoir un certain effet sur la fécondité. Cette relation entre chômage et fécondité varie selon l'âge car les couples jeunes, ayant entre 25 et 35 ans, sont en général plus sensibles à la conjoncture économique et retardent davantage l'arrivée de la première -voire de la deuxième naissance- que les femmes plus âgées qui n'ont pas encore eu d'enfant.

Par conséquent, il n'est pas dénué d'intérêt d'examiner l'évolution en parallèle de certains indicateurs économiques (PNB, taux de chômage décalés d'une année) et démographiques (ICF). En faisant cela nous observons une relation extrêmement forte pour la période 2001-2015 entre ICF et PNB (figure 6) mais aussi entre ce premier indicateur et le chômage des jeunes femmes (figure 7). De même, en examinant l'évolution des ICF mensuels par rang et des taux de chômage-tous âges- trimestriels des femmes et des hommes pour la période allant de décembre 1990 à décembre 2015 (figure 8) nous observons une corrélation très forte, les indicateurs démographiques commençant à faiblir dès fin 2009 - début 2010, soit 15 et 12 mois respectivement après le début de l'augmentation rapide des taux de chômage. La relation observée entre ces indicateurs n'est pas nécessairement causale, bien que la concomitance des ruptures -chute des ICF mensuels, montée des taux de chômage- soit impressionnante et puisse être difficilement être considérée comme purement aléatoire.

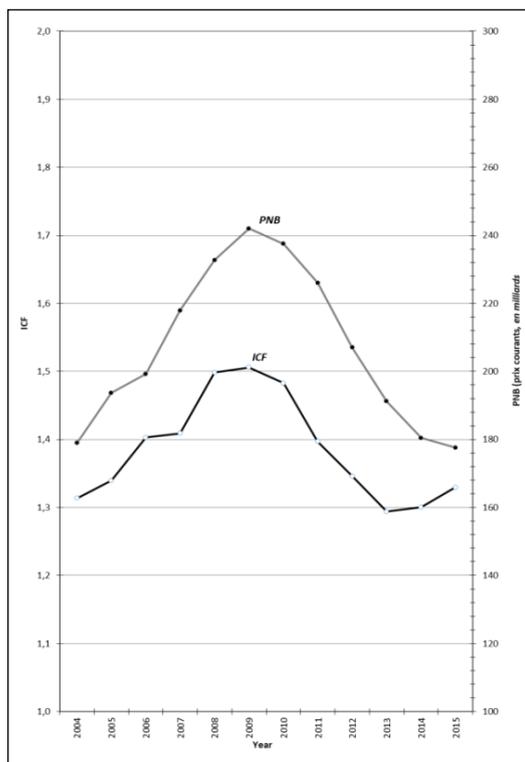


Figure 6. Grèce, évolution de l'ICF d'une année et du PNB de l'année précédente, entre 2004 et 2015

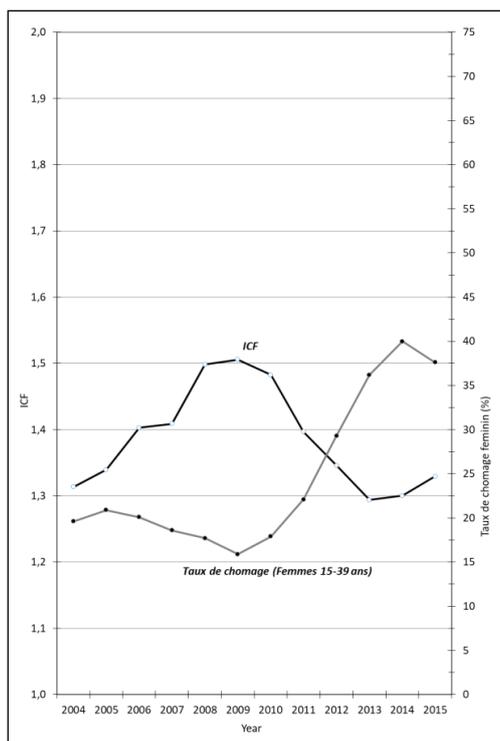


Figure 7. Grèce, évolution de l'ICF et du taux de chômage des femmes âgées de 15 à 39 ans, décalé d'une année, entre 2014 et 2015
Source: Kotzamanis et al. (2017)

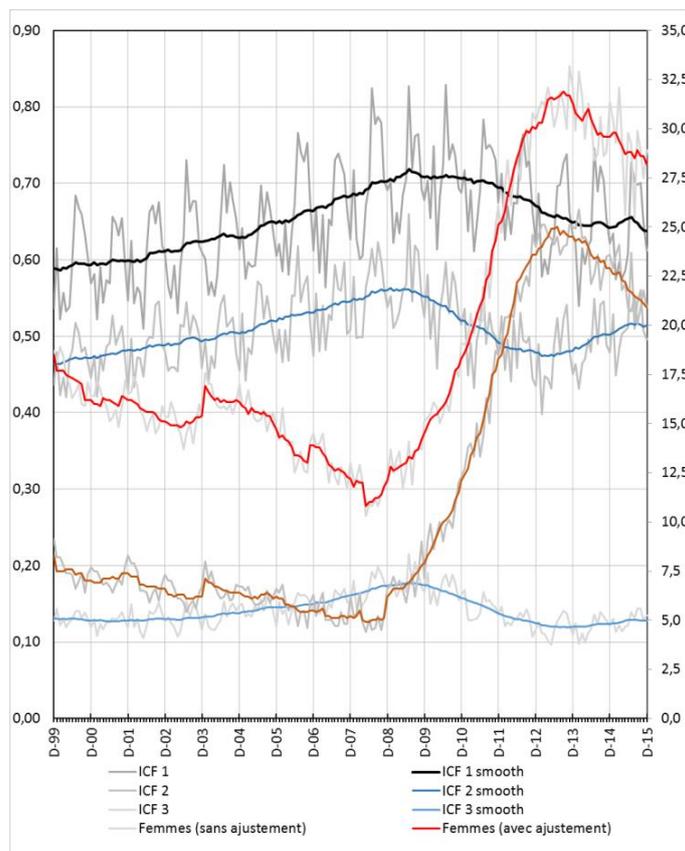


Figure 8. Grèce, évolution entre 2009 et 2015 des ICF mensuels par rang et des taux de chômage (tous âges, décalés d'une année)
Source: Kotzamanis et al. (2017)

Examinons maintenant le lien entre crise économique évolution de la mortalité.

3. Crise et mortalité

3.1. Effet de la crise sur la mortalité et l'espérance de vie

La relation entre conditions économiques et mortalité est moins claire que pour d'autres phénomènes démographiques comme la fécondité et la migration. Il faut toutefois rappeler que : i) l'impact d'une crise économique sur la mortalité dépend du type, de l'intensité et de la durée de la crise ; ii) les politiques adoptées affectent de manière significative la morbidité et la mortalité ; iii) les politiques d'austérité abaissant brusquement le niveau de vie de la population et amenant à un accroissement du stress social contribuent de manière significative à la hausse de la mortalité ; iv) l'existence d'un État-providence fort, d'une bonne cohésion sociale et d'un capital social important limitent les impacts négatifs de la crise.

On peut faire l'hypothèse que, dans un pays développé affecté par une récession profonde et ne disposant pas d'un système de sécurité sociale efficace pour assurer un bon niveau de protection (comme dans le cas grec), la mortalité de certains groupes d'âges pourrait augmenter quelques années après l'émergence de la crise -compte tenu du décalage entre l'exposition au facteur de risque et le décès-, conduisant dans un premier temps à une baisse du rythme d'accroissement de l'espérance de vie à la naissance (eo) et dans un second temps à une stagnation -voire même une baisse- de celle-ci.

Les données empiriques disponibles tendent pour le moment à confirmer cette hypothèse (tableau 3 et figures 9 - 11). En effet on constate pour toutes les dernières années un ralentissement de l'augmentation de l'espérance de vie à la naissance, une augmentation de la mortalité infantile, des gains d'espérance de vie insignifiants aussi bien pour les hommes que pour les femmes au-dessus de 45 ans et même une augmentation de la mortalité à certains âges (à 60-69 ans pour les hommes et à 40-44 ans et à 65-69 ans pour les femmes). Cependant, compte tenu du décalage précédemment mentionné entre l'exposition au facteur de risque et le décès, il faut disposer d'une série plus longue⁵, pour pouvoir conclure avec certitude à une relation causale entre crise et mortalité. Or la crise apparaît en 2010 et les données pour apprécier l'intensité de la relation ne sont disponibles que jusqu'en 2015.

⁵ Il faut toutefois mentionner l'augmentation rapide du nombre de suicides après 2010, réaction immédiate à la récession profonde. Les suicides ont presque doublé entre 2010 et 2016 en Grèce, mais cette cause de décès pèse très peu sur l'espérance de la vie.

Tableau 3. Evolution de la mortalité

Annee	Nombre de Décès	Décès de moins d'un an	Taux brut de mortalité (pour 10 000)	Mortalité infantile (pour 1 000)	Espérance de vie à la naissance	
					Hommes	Femmes
1961	63 955	6 006	7,62	39,85	70,20	73,51
1971	73 819	3 797	8,36	26,91	72,16	76,22
1981	86 261	2 294	8,87	16,27	73,44	78,05
1991	95 498	927	9,25	9,03	74,70	79,64
1995	100 158	827	9,48	8,15	75,01	80,16
1996	100 740	730	9,50	7,25	75,13	80,31
1997	99 738	657	9,36	6,44	75,49	80,64
1998	102 668	674	9,58	6,68	75,55	80,53
1999	103 304	619	9,60	6,15	75,58	80,72
2000	105 219	561	9,74	5,43	75,58	80,92
2001	102 559	522	9,44	5,10	76,06	81,39
2002	103 915	530	9,53	5,12	76,32	81,52
2003	105 529	420	9,66	4,02	76,47	81,65
2004	104 942	429	9,58	4,06	76,56	81,86
2005	105 091	409	9,56	3,80	76,71	82,07
2006	105 476	415	9,57	3,70	77,07	82,34
2007	109 895	397	9,95	3,55	76,82	82,18
2008	107 979	314	9,75	2,65	77,35	82,61
2009	108 316	371	9,75	3,15	77,36	82,81
2010	109 084	436	9,81	3,80	77,76	82,84
2011	111 099	357	10,00	3,35	77,94	83,10
2012	116 668	293	10,56	2,92	77,89	82,97
2013	111 794	347	10,20	3,69	78,50	83,48
2014	113 740	346	10,44	3,75	78,36	83,57
2015	121 212	364	11,16	3,96	78,15	83,32
2016	118 005		10,91			

Sources : Données fournies par l'ELSTAT ; calculs de l'auteur.

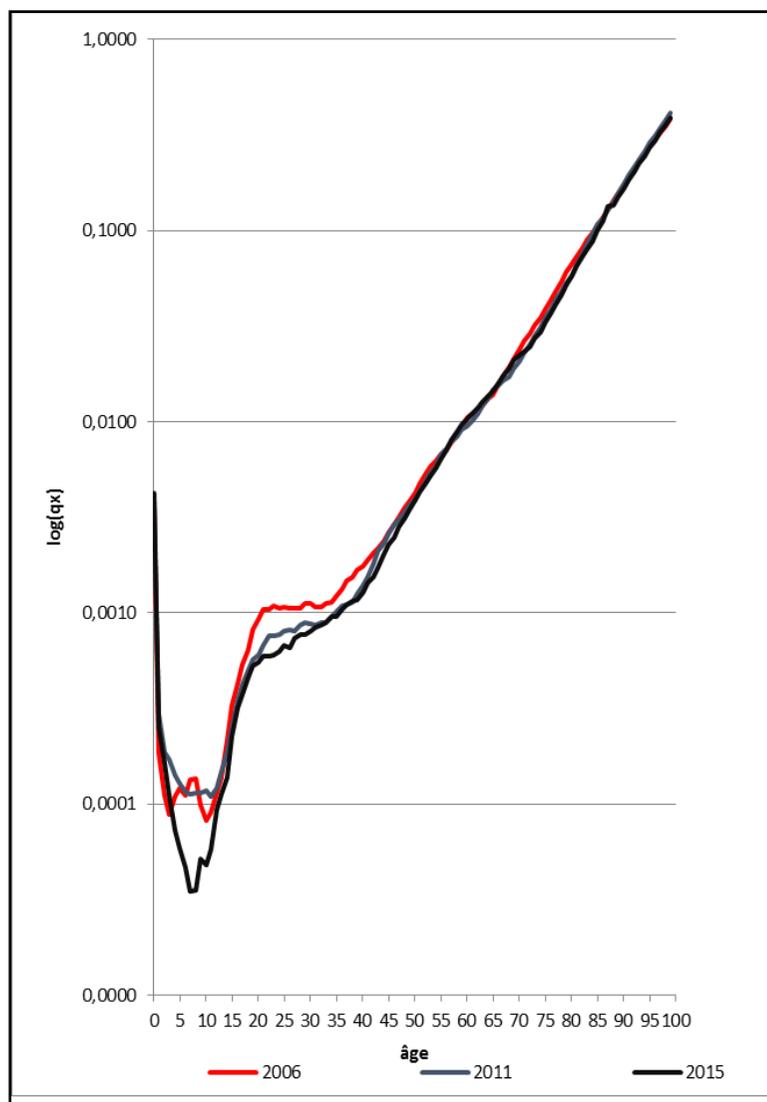


Figure 9. Probabilités de décéder des hommes selon l'âge (2006, 2011, 2015)

Sources : Données fournies par l'ELSTAT ; calculs de l'auteur

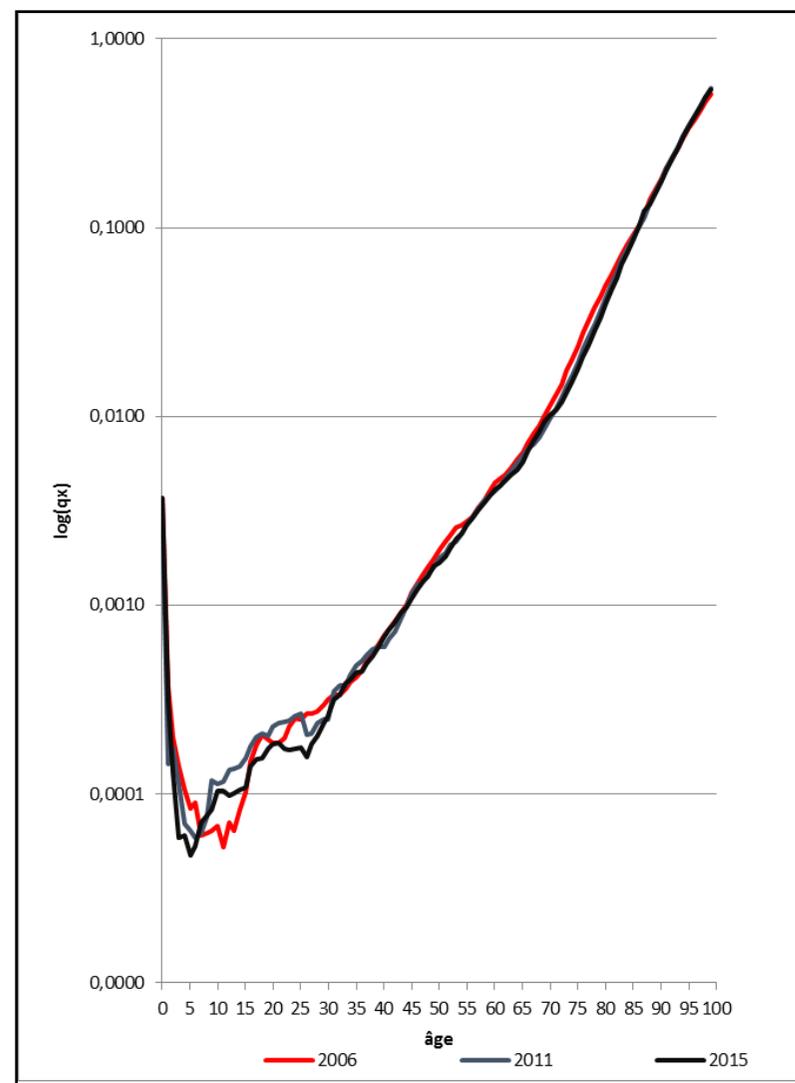


Figure 10. Probabilités de décéder des femmes selon l'âge (2006, 2011, 2015)

Sources : Données fournies par l'ELSTAT ; calculs de l'auteur

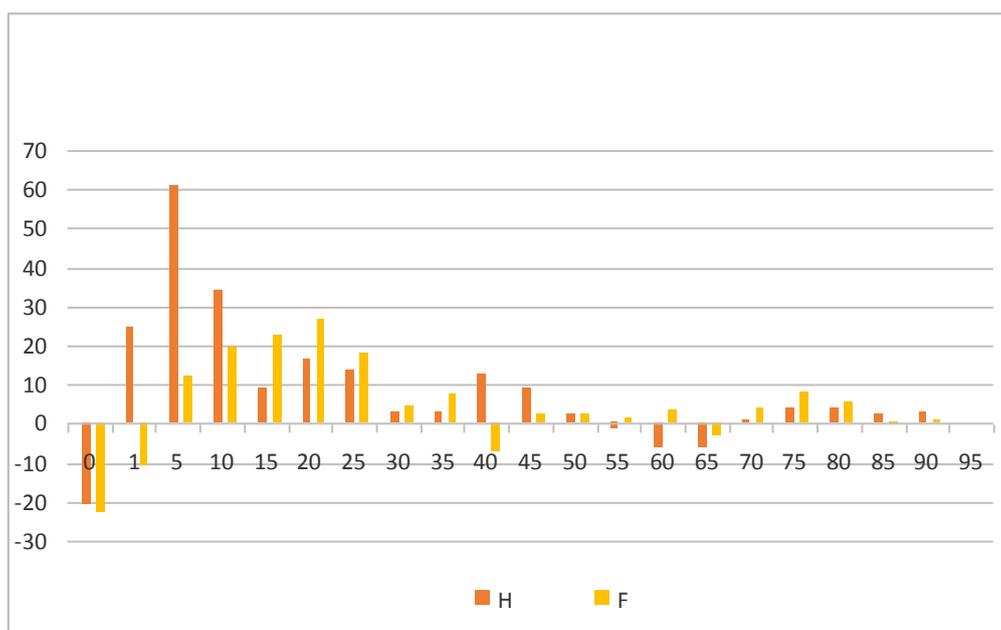


Figure 11. Variation, entre 2011 et 2015, des quotients de mortalité par âge des hommes et des femmes

Sources : Données fournies par l'ELSTAT ; calculs de l'auteur

Enfin, considérons le lien entre crise économique et mobilité de la population vivant en Grèce.

4. Crise et migrations externes et internes

Au cours de son histoire la Grèce n'a pas cessé d'être simultanément une terre d'attraction et de répulsion, au sein d'un ensemble beaucoup plus vaste – le monde méditerranéen – où les flux et reflux migratoires sont parmi les plus intenses du monde. Les années 1980 constituent toutefois des années charnières. En effet, alors que le retour des migrants grecs des décennies passées se poursuit (de même que celui des personnes issues des vieilles communautés grecques de l'ex-URSS) le pays commence à la fin des années 1980 à faire face progressivement à un mouvement d'une ampleur jamais vue, aboutissant à la multiplication par 5 de la population étrangère entre 1990 et 2010 (de 200 000 personnes à presque 1 million), cette croissance tenant très largement à une immigration extra-communautaire.

La décennie 2000 a vu un tassement progressif des entrées européennes au sens large et l'accroissement des entrées en provenance d'Asie et, plus marginalement, d'Afrique. Les migrants du continent asiatique sont ainsi de plus en plus nombreux à traverser illégalement les frontières orientales du pays, suivis par les ressortissants du Maghreb et de l'Afrique noire. Dans leur grande majorité, ces personnes considèrent toutefois la Grèce comme un pays de transit vers l'Europe de l'ouest. Mais, souvent, faute d'une réelle perspective de départ vers les contrées plus lointaines, ils se trouvent bloqués en Grèce. Enfin, à partir de la deuxième moitié de la décennie passée, la Grèce se transforme en un pays d'accueil provisoire pour un nombre fort important de réfugiés (en majorité originaires d'Irak, de Syrie et d'Afghanistan). Les personnes illégalement entrées entre 2008 et 2017 dépassent les 1,8 million, dont 912 000 pour la seule année 2015.

Les estimations de l’Autorité Statistique hellène (Elstat) indiquent des soldes migratoires extrêmement positifs jusqu’à la fin des années 2000 (tableau 4). Par contre, après l’apparition de la crise en 2010, ces soldes deviennent négatifs (- 250 000 pour la période quinquennale 2011-2015). La répartition par sexe et âge des entrants et sortants⁶ pour cette dernière période (tableaux 4 et 5, figures 12 et 13) font apparaître des déséquilibres importants. Ainsi, les hommes constituent 63% des émigrants mais à peine 55% des immigrants ; 64% de ceux qui partent appartiennent aux groupes d’âges de 25 à 54 ans (contre 49% de ceux qui entrent). En effet l’émigration concerne plutôt des actifs plus ou moins jeunes (plus les hommes que les femmes), alors que chez les immigrants une part fort importante (presque un tiers) est âgée de moins de 20 ou de 60 ans et plus. Les soldes font ainsi apparaître un déficit fort important dans les groupes d’âges de 20 à 59 ans et, au contraire, un excédent aux âges élevés (60 ans ou plus chez les femmes, 65 ans ou plus chez les hommes).

Tableau 4. Grèce. Mouvement migratoire des années 1991-2015

	Entrées	Sorties	Solde migratoire
1991	151 978	64 628	87 350
1992	110 334	52 389	57 945
1993	107 462	52 929	54 533
1994	86 959	46 813	40 146
1995	98 989	47 967	51 022
1996	95 585	54 628	40 957
1997	113 477	51 794	61 683
1998	116 411	60 119	56 292
1999	84 695	54 175	30 520
2000	109 251	46 993	62 258
2001	98 471	45 909	52 562
2002	67 220	39 378	27 842
2003	63 141	37 433	25 708
2004	66 871	38 041	28 830
2005	70 933	38 583	32 350
2006	63 094	38 368	24 726
2007	63 298	40 400	22 898
2008	66 529	43 044	23 485
2009	58 613	43 686	14 927
2010	60 462	62 041	-1 579
2011	60 089	92 404	- 32 315
2012	58 200	124 694	- 66 494
2013	57 946	117 094	-59 148
2014	59 016	106 804	-47 788
2015	64 446	109 351	-44 905
<i>1991-2010</i>	<i>1 753 773</i>	<i>95 9318</i>	<i>794 455</i>
<i>2006-2010</i>	<i>311 996</i>	<i>227 539</i>	<i>84457</i>
<i>2011-2015</i>	<i>299 697</i>	<i>550 347</i>	<i>-250 650</i>

Sources : ELSTAT

⁶ L’ELSTAT ne fournit pas d’estimations sur la répartition par nationalité des sortants comme elle le fait pour les entrants (1/3 sont des Grecs, 2/3 des étrangers).

Tableau 5. Balance migratoire, entre 2011 et 2015
par sexe et groupes d'âge

	Hommes	Femmes	Δ	%
0-4	-2 268	-2 164	-4 432	1,8
5-9	-2 903	-3 597	-6 500	2,6
10-14	-1 429	-1 931	-3 360	1,3
15-19	-1 659	-723	-2 382	1,0
20-24	-15 188	-8 701	-23 889	9,5
25-29	-40 320	-18 839	-5 9159	23,6
30-34	-32 868	-12 676	-45 544	18,2
35-39	-24 130	-7 726	-31 856	12,7
40-44	-21 721	-5 586	-27 307	10,9
45-49	-18 564	-4 334	-22 898	9,1
50-54	-16 230	-2 622	-18 852	7,5
55-59	-8 638	-1 185	-9 823	3,9
60-64	-889	1 283	394	-0,2
65-69	1 042	890	1 932	-0,8
70-74	1 255	779	2 034	-0,8
75-79	504	66	570	-0,2
80-84	231	49	280	-0,1
85+	97	42	139	-0,1
Total	-183 678	-66 975	-250 653	100,0

Sources : Données fournies par l'ELSTAT ; calculs de l'auteur

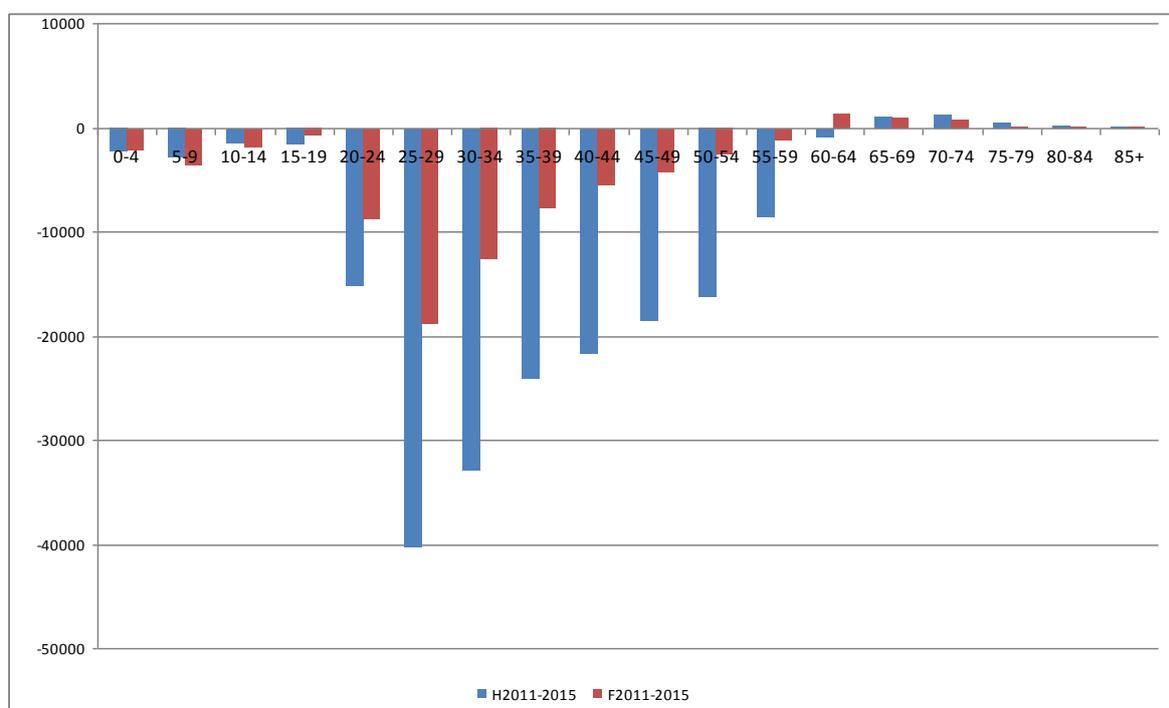


Figure 12. Solde migratoire selon le sexe et l'âge (2011-2015)
Sources : Données fournies par l'ELSTAT ; calculs de l'auteur

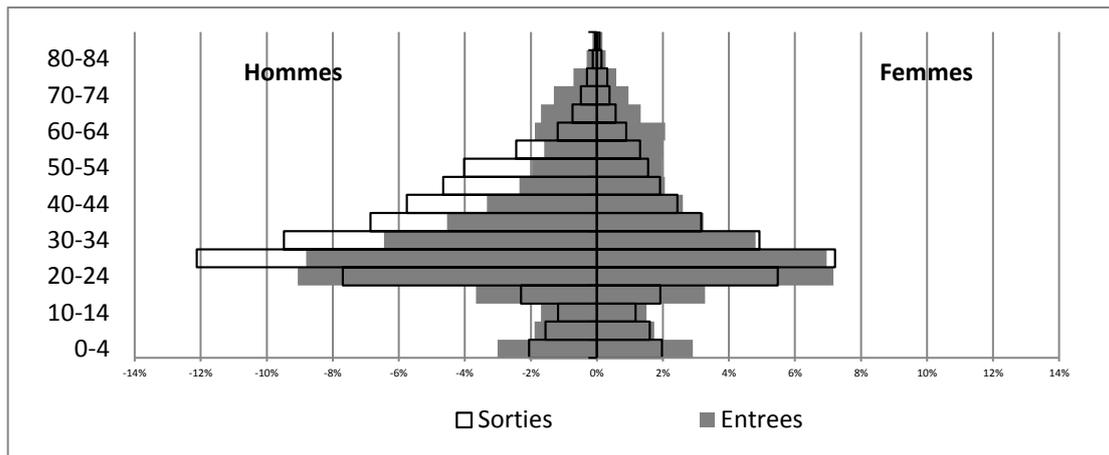


Figure 13. Grèce, pyramides d'âges (o/o), entrées-sorties⁷ (2011-2015)
Sources : Données fournies par l'ELSTAT ; calculs de l'auteur

Les données disponibles reflètent fidèlement l'inversion des courants durant la récession actuelle. En effet, les départs concernent prioritairement cinq groupes : i) des immigrants installés en Grèce avant la crise et prioritairement touchés par celle-ci (surtout des personnes seules, sans enfant ou avec des enfants en bas âge) ; ii) des jeunes grecs diplômés (voir surdiplômés), lesquels, au vu de l'important chômage des 25-35 ans émigrent dans un autre pays de l'Union européenne (et dans une moindre mesure aux Etats-Unis, au Canada et en Australie) ; iii) des Grecs un peu plus jeunes partant pour faire des études à l'étranger qui choisissent de ne plus revenir pour les mêmes raisons que celles mentionnées précédemment ; iv) des Grecs plus âgées (35-49 ans), souvent au chômage, dans l'impossibilité de trouver un travail leur permettant de subvenir à leurs besoins ; v) enfin, des Grecs pas nécessairement diplômés, issus des cycles d'immigration des années 1950-1970 (enfants ou petits-enfants des émigrants de cette période qui se sont rapatriés). Pour cette dernière catégorie l'existence de réseaux familiaux et sociaux dans les ex-pays d'accueil des parents –voir même des grands-parents dans l'après-guerre (1950-1975) facilitent le « retour » dans ces pays et une intégration rapide sur le marché du travail.

Enfin, au cours de la même période, le mouvement des départs des campagnes vers les grandes villes semble s'estomper, voire s'inverser. En effet, en réponse aux baisses successives des retraites et au coût élevé de la vie en milieu urbain, une partie des migrants internes des trois premières décennies de l'après-guerre retournent à la terre « natale » (leur départ s'était rarement suivi d'une perte de leur propriété). Toutefois, ce retour au village ou au petit centre urbain de la province concerne aussi des ménages un peu plus jeunes et proches de l'âge à la retraite qui ont vu leurs revenus fondre avec la crise : pour ces migrants internes de la première ou de la deuxième génération, trop âgés pour tenter leur chance dans un pays étranger, trouver refuge dans le territoire d'origine est souvent une-sinon la seule- solution.

L'intensité de ces mouvements est difficile à saisir faute des données (il faut attendre les résultats du prochain recensement). Il est tout aussi difficile de prévoir s'ils pourront radicalement modifier la configuration du peuplement de la Grèce. En effet, à partir d'un certain seuil - seuil par ailleurs atteint dans la plupart des espaces vidés de leur population au cours des décennies passées- la revitalisation d'un territoire est extrêmement difficile sans stratégie et sans moyens financiers importants. Compte-tenu de l'ampleur de la crise actuelle, il est peu probable que ces moyens puissent être déployés au cours des années à venir. Enfin, s'il est peu

⁷ Les entrées sur fond gris.

probable que l'on assiste à un bouleversement de la répartition géographique de la population après l'apparition de la crise, on ne peut pas exclure que certains territoires relativement proches du chef-lieu régional et/ou facilement accessibles grâce au développement de grands axes routiers puissent bénéficier d'un relatif essor démographique.

Conclusion

En dépit de la courte période nous séparant du début de la crise en Grèce, l'analyse précédente indique que la dégradation de la situation économique a commencé à avoir des effets tangibles sur les variables démographiques de base.

La crise a en effet provoqué une petite accélération de l'allongement du calendrier des premières et deuxièmes naissances, en relation avec le retard du mariage ou de l'union, tout en raccourcissant la durée de la période de récupération des naissances reportées par des femmes entrées dans la période la plus féconde de leur cycle reproductif au début des années 2000. Les données disponibles à ce jour ne nous permettent toutefois pas de confirmer l'hypothèse selon laquelle la récession va avoir aussi une influence sur la descendance finale des générations plus jeunes. On peut néanmoins soutenir que, faute d'une forte reprise des taux de fécondité entre 25 et 35 ans dans les années à venir (reprise qui semble d'ailleurs de plus en plus hypothétique), il est plus que probable que les femmes nées après 1975 ne pourront pas rattraper leur retard et atteindre la descendance finale des générations précédentes, une descendance déjà très faible (de l'ordre de 1,6 enfants/ femme).

La crise a aussi entraîné une inversion des soldes migratoires des trente dernières années. La Grèce est devenue de nouveau un pays d'émigration, enregistrant des soldes négatifs importants après 2010. Désormais, l'émigration se trouve au cœur des débats et elle est devenue un sujet de préoccupation politique, scientifique et médiatique. Il s'est aussi produit une inversion des mouvements des migrations internes avec une partie des migrants internes de la première ou de la deuxième génération revenant sur leur terre « natale », afin de subvenir à leurs besoins.

Enfin, la crise est à l'origine d'un ralentissement de l'augmentation de l'espérance de vie à la naissance et d'une augmentation de la mortalité infantile.

L'analyse précédente nous a permis de mettre en évidence certains effets de la crise sur la population. Toutefois, pour pouvoir saisir pleinement l'ensemble des conséquences sur les variables démographiques -la mortalité par excellence-, il faut disposer d'une série plus longue (les données les plus récentes exploitées pour ce travail s'arrêtent en 2015).

Références

Adsera, A., Menendez, A. (2011). "Fertility changes in Latin America in periods of economic uncertainty." *Population Studies*, 65 (1).

Alessandrini, P., Bettin, G. & M. Pepe (2015). *Viaggio nell'economia*, Bologna, Il Mulino.

Alexander, M., Harding, M. & C. C. Lamarche. (2011). "Quantifying the impact of economic crises on infant mortality in advanced economies". *Applied Economics*, 24.

Antonakakis, N., Collins, A. (2015). "The impact of fiscal austerity on suicide mortality: Evidence across the 'Eurozone periphery'". *Social Science & Medicine*, 145.

Cherlin, A., Cumberworth, E., Morgan, S.P & C. Wimer. (2013). “The effects of the great recession on family structure and fertility”. *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 650 (1).

Comolli, C.L (2017). “The fertility response to the Great Recession in Europe and the United States: Structural economic conditions and perceived economic uncertainty.” *Demographic Research*, 36:

De Rose, A., Strozza, S. (2015). Economic crisis and demographic dynamics. Fifth Population Report. Italy in the Economic Crisis, Italian Association for Population Studies (AISP-SIS), Il Mulino, Bologna.

ELSTAT (Hellenic Statistical Authority) [<http://www.statistics.gr>]

Ensor, T. et al. (2010). “The impact of economic recession on maternal and infant mortality: lessons from history”. *BMC Public Health*, 10.

Eurostat <http://ec.europa.eu/eurostat/data/database>.

Eurostat (2016). Statistical Annex of European Economy (autumn), Bruxelles.

Fishback, P.V., Haines, M.R. et S. Kantor (2007). “Births, Deaths, and New Deal Relief during the Great Depression”. *Review of Economics and Statistics* 89 (1).

Granados, J.T. (2005). “Response: on economic growth, business fluctuations, and health progress”. *Int J Epidemiol* 34 (6).

Granados, J.T., Diez Roux, A.V. (2009). Life and death during the Great Depression, *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 106 (41).

Goldstein, J., Kreyenfeld, M., Jasilioniene, A. & D. Karaman Örsal (2013). “Fertility Reactions to the "Great Recession" in Europe: Recent Evidence from Order-Specific Data.” *Demographic Research*, 29.

Graham,E., Sabater, A. & Fr. Fiori (2016a). “Fertility changes in the context of economic recession in Italy and Spain.” Paper presented in the European Population Conference, Mainz. August 31 to September 3, 2016.

Graham,E., Sabater, A. & Fr. Fiori (2016b). Fertility changes in the context of economic recession in Italy and Spain, ESRC/ Centre for Population Change, Briefing, no 36.

Hill, K., Palloni, A. (1994). “Demographic responses to economic shocks: the case of Latin America”. *Research in human capital and development*, 8.

Hofmann, B., Hohmeyer, K. (2012). “Perceived economic uncertainty and fertility”. *Journal of Marriage and Family*, 75.

Kreyenfeld, M., Andersson, G. & A. Pailhé (2012). “Economic Uncertainty and Family Dynamics in Europe”. *Demographic Research* , 27 .

Kotzamanis, B et alii (2015) *The impact of the current economic crisis on population dynamics in Greece, a first approach*, Final report, Institute for work /General Confederation of Greek Workers (in Greek)

Kotzamanis, B., P. Baltas & A. Kostaki (2017). “The evolution of Period fertility in Greece and Its changes During the Current Economic Recession”. *Population Review*, 56 (2)

Lafleur, J.M., Stanek, M. (2016). South-north Migration of EU Citizens in Times of Crisis, Springer.

Lanzieri, G. (2013). “Towards a baby recession in Europe?” *Statistics in focus*, 13

- Modena, F., Rondinelli C. & F. Sabatini. (2014). “Economic Insecurity and Fertility Intentions: The Case of Italy”. *Review of Income & Wealth*, 60.
- Morgan, S.P., Cumberworth, E. & Chr. Wimer (2011). “The Great Recession’s influence on fertility, marriage, divorce and cohabitation.” (pp. 220–245) in: *The Great Recession* edited by D.B Grusky, B. Western and C. Wimer. New York: Russell Sage Foundation.
- Neels, K. (2010). “Economic recession and fertility outcomes: exploring educational differentials in postponement and recuperation of first births in Belgium, France and the Netherlands.” Paper presented in PAA 2010 annual meeting.
- Neels, K., Theunynck, Z. & J. Wood (2013). “Economic recession and first births in Europe: recession- induced postponement and recuperation of fertility in 14 European countries between 1970 and 2005.” *International Journal of Public Health*, 58 (1)
- Pailhé, A. (2009). “La crise économique actuelle affectera-t-elle le nombre de naissances ?” in : Insee, *France, portrait social-Édition*.
- Pailhé, A. (2010). “Effet attendu de la crise économique actuelle sur les naissances : quelques hypothèses”, *Politiques sociales et familiales*, 100
- Pailhé, A., Solaz, A. (2011) “Does job insecurity cause missing births in a high fertility European country? Evidence from France », *Documents de travail de l’Ined*, 169.
- Parmar, D., Stavropoulou, C. & J.P.A. Ioannidis (2016). « Health outcomes during the 2008 financial crisis in Europe: systematic literature review”, *BMJ*, 354.
- Philipov, D. (2009). “Fertility intentions and outcomes: the role of policies to close the gap”. *European Journal of Population*, 25 (4)
- Pison, G. (2013). “Les conséquences de la crise économique sur la fécondité en France et dans les pays développés”. *Informations Sociales*, 6, no 180.
- Ruhm, C. (2015a). Health effects of economic crises. Report No.: w21604, Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Ruhm, C. (2015b). “Recessions, healthy no more?”, *J Health Econ*; 42.
- Simms, C. (2009). “Economic crisis and mortality”. *International Journal of Clinical Practice*, 63.
- Sobotka, T., Skirbekk, V. & D. Philipov (2011). “Economic recession and fertility in the developed world. A literature review”. *Population and Development Review*, 37(2).
- Stevens, A.H., Miller D.L., Page M.E. & M. Filipski (2015). “The best of times, the worst of times: understanding pro-cyclical mortality”. *Am Econ J Econ Policy* 2015; 7.
- Stuckler D., Basu S., Suhrcke M., Coutts A. & M. McKee. (2009) “The public health effect of economic crises and alternative policy responses in Europe: an empirical analysis”, *Lancet*, 374.
- Stuckler, D., Meissner, C., Fishback, P., Basu, S. & M. McKee. (2010). “Banking crises and mortality during the Great Depression: evidence from US urban populations, 1929–1937”. *Journal of Epidemiology and Community Health* 64 (Suppl 1).
- Stuckler, D., Basu, S., Suhrcke, M. & M. McKee. (2009) “The health implications of financial crisis: a review of the evidence”. *The Ulster Medical Journal*, 78 (3).
- Testa, M. R., Basten, S. (2014). “Certainty of meeting fertility intentions declines in Europe during the ‘Great Recession’”. *Demographic Research*, 31(23).
- Testa, M. R., Basten, S. (1983). Mortality and economic instability: detailed analyses for Britain

and comparative analyses for selected industrialized countries, *Int J Health Ser*, 13(4).
UNICEF (2017) *La situation des enfants en Grèce en 2017 – Les enfants de la crise*.

INVERSEMENT DES TENDANCES DE LA MIGRATION INTERNE EN GRÈCE PENDANT LA CRISE

Stamatina KAKLAMANI

Dans le cadre de ce travail le but est d'examiner dans quelle mesure on peut détecter durant la crise un inversement des tendances en termes de migration interne et quelles sont les régions du pays éventuellement touchées par ce phénomène. Au cours de la décennie 2001-2011, c'est-à-dire à l'aube de la crise, une précédente recherche a mis en évidence que l'exode rural -comme phénomène global- se poursuit mais selon une moindre amoindrie (Duquenne, Kaklamani, 2015). Néanmoins durant cette décennie, certaines zones rurales présentent déjà des soldes migratoires très positifs. Un certain nombre d'études portant sur l'évolution du marché du travail ainsi que les Enquêtes sur les Forces de Travail ont mis en évidence que la population active employée dans l'agriculture a augmenté depuis le début de la crise, laissant supposer que cette augmentation contribue tout au moins à maintenir la population rurale sur place et éventuellement à favoriser une certaine migration interne (Kasimis et Papadopoulos, 2014 ; Gkartzios, 2013, 2017). Si ce secteur, contrairement à la grande majorité des autres secteurs d'activité économique, a pu fournir des emplois, ceci est dû au fait qu'il offrait certaines opportunités. Dès l'apparition des premiers signes de la crise économique, qui a d'abord touché le secteur des constructions, on assiste à un départ d'une partie de la population active étrangère. En l'espace de deux ans, l'intensité des effets de la crise sur le marché du travail a été non seulement très forte mais aussi excessivement rapide en termes de chômage, rattrapant en moins de deux ans les niveaux très élevés que présentait en 2008 l'Espagne. La crise a touché en premier lieu les centres urbains et spécialement les jeunes dont le taux de chômage est deux fois plus élevé que le taux de chômage total. Or, on peut admettre que ce sont avant tout les jeunes qui sont potentiellement les plus disposés à augmenter leur mobilité spatiale (Kotzeva et al., 2015 :122). Dans ce contexte, une question émerge : dans quelle mesure l'ensemble de ces mutations a-t-il pu engendrer un inversement visible en matière d'exode rural en Grèce ?

Eléments de méthode

L'analyse est effectuée à l'échelle des subdivisions régionales (74 unités correspondant à la nouvelle classification NUTS3) et ce, à l'aide des données d'ELSTAT portant (i) sur la Population âgée de plus de 5 ans selon le lieu de résidence permanente 5 ans avant le recensement de 2011 ainsi que (ii) sur la population âgée de plus d'un an selon à nouveau le lieu de résidence permanente un an avant le même recensement. A partir de ces données, il est possible pour chacune des unités territoriales considérées, d'examiner l'intensification de la

migration interne durant l'année 2010 par rapport à la période 2006-2009. Cette intensification est mesurée au travers du ratio rapportant le nombre d'entrées en 2010 pour 100 résidents âgés de 1 an et plus au nombre moyen annuel d'entrées durant les 4 précédentes années (2006 à 2009) pour 100 résidents âgés de 5 ans et plus⁸. Plus précisément pour chaque unité territoriale, le ratio permettant d'estimer l'intensification du phénomène est calculé comme suit :

$$Int = \frac{N1/P1_{2011}}{N2/P2_{2011}}$$

N1 = nombre d'entrées (1 an et plus) en 2010 dans l'unité territoriale

P1₂₀₁₁ = population âgée d'un an et plus résidant dans l'unité territoriale en 2011

N2 = nombre moyen annuel d'entrées (5 ans et plus) entre 2006 et 2009 dans l'unité territoriale

P2₂₀₁₁ = population âgée de 5 ans et plus résidant dans l'unité territoriale en 2011

Par ailleurs, au travers du calcul du quotient de localisation, il est possible de mieux cerner l'intensité du phénomène pour chacune des 74 unités territoriales en référence à la moyenne nationale. Concernant la période post-recensement (2012-2016) ce sont les données des Enquêtes sur les Forces de Travail qui ont été exploitées afin de mettre en exergue les tendances quant à la variation de la population totale. Ces données permettent une désagrégation entre Grecs et étrangers mais elles se réfèrent uniquement aux 13 régions de la Grèce (NUTS 2).

Il faut souligner que le présent travail présente un certain nombre de limites dues à la disponibilité des données sur la migration interne. L'analyse portant sur le changement de résidence au sein du pays se limite aux données du recensement (2011), ce qui ne permet de prendre en compte que la période initiale de la crise. Pour les années relatives au cœur même de la crise (2012-2016), il aurait été envisageable de calculer à l'aide de la méthode résiduelle, les taux de migration apparente pour chaque unité territoriale NUTS 3. Cependant, ces données ne permettent pas la distinction entre Grecs et étrangers. Cela engendre inévitablement un certain biais puisque la crise économique a provoqué un départ des étrangers, couplé par un départ à l'étranger de certains Grecs, spécialement les jeunes. A l'inverse, le changement de résidence prend uniquement en compte les résidents présents en 2011 qui étaient également présents en 2006 et 2010, excluant ainsi ceux qui résidaient déjà à l'étranger à ces dates ou qui ont entre temps émigré. Enfin, aucune information sur les caractéristiques sociodémographiques des nouveaux résidents n'est disponible, ce qui constitue un handicap pour l'interprétation des mouvements observés.

Quel inversement de tendance ?

A l'échelle nationale, un doublement de l'intensité de la migration interne est enregistré à l'aube de la crise (2010) par rapport à la période précédente (2006 à 2009). Durant ces 4 années de pré-crise, le changement de lieu de résidence touche annuellement environ 128 000 habitants âgés de 5 ans et plus tandis que pour la seule année 2010, le changement de résidence concerne 253 000 habitants âgés de 1 an et plus. Rapportés à leur population respective, ces données donnent au niveau national un indice d'intensité de 1,9.

Quelle que soit la région, l'intensité du changement de résidence à l'aube de la crise est systématiquement plus forte comparativement à la période pré-crise. L'installation de nouveaux résidents reste très limitée –inférieure à la moyenne nationale- pour la majorité des régions

⁸ Seuls les ratios d'entrées sont comparables puisque le nombre d'individus ayant changé de lieu de résidence au cours des 2 périodes examinées ne concerne pas les mêmes âges.

d'Attique, ainsi que pour la région de Salonique et celle d'Achaïe (Patras), mais aussi pour la région suburbaine d'Eubée (Carte 1). Pour le reste des régions, le changement du lieu de résidence durant la période 2006-2011 fait apparaître 3 motifs de migration interne :

a. Intensité proche à la moyenne nationale : Une installation de nouveaux résidents en 2010 dont l'intensité par rapport à 2006-2009 avoisine la moyenne nationale. Il s'agit essentiellement des régions disposant d'un grand centre urbain (Larissa, Volos, Irakleio, Ioannina) ou encore de régions à proximité d'Athènes (Corinthe) ou de Salonique (Piérie, Serres).

b. Intensité dépassant légèrement la moyenne nationale : L'intensité de l'installation de nouveaux résidents en 2010 est quelque peu supérieure à la moyenne nationale dans le cas de régions à caractère rural et/ ou relativement éloignées (Laconia, Messini, Préveza, Karditsa, Kozani, Florina, Évros, Rodopi).

c. Intensité plus forte que la moyenne nationale : les régions qui se caractérisent par une réelle – voire une très forte – intensification de l'installation de nouveaux résidents en 2010 par rapport à la période pré-crise concernent deux groupes distincts :

c1. Il s'agit d'une part de la grande majorité des régions insulaires dont l'indice d'intensification de la migration interne est généralement supérieur à 3 (moyenne nationale = 1,9). La migration vers les îles peut s'expliquer par le fait que ces régions offrent des opportunités d'emploi dues au tourisme lequel présente ces dernières années une forte croissance. Pour certaines îles, s'ajoute également le maintien des activités agricoles (tableau 1).

Tableau 1. Intensification de la migration dans certaines îles grecques

	Indice d'intensification de la migration (Int)	Quotient de localisation de l'intensification de la migration (LQ) (1 = moyenne nationale)
Rodos	2,41	1,3
Naxos	2,49	1,3
Andros	2,59	1,4
Kos	2,66	1,4
Mykonos	2,83	1,5
Chios	2,90	1,5
Lesvos	3,00	1,6
Samos	3,27	1,7
Limnos	3,30	1,7
Karpathos	3,34	1,8
Sporades	3,46	1,8

c2. Un deuxième groupe de régions bénéficie d'un net accroissement de nouveaux résidents. Il s'agit soit de régions à proximité d'Athènes (Viotia) ou de Salonique (Kilkis), soit de régions touristiques renommées (Chalkidiki), soit enfin de régions qui maintiennent une activité agricole tout en bénéficiant de la proximité de nouvelles infrastructures routières (Grevena).

Une première réponse à notre question.

Il semble bien qu'un certain inversement de tendances en matière de migration interne puisse être détecté dans la mesure où ce ne sont plus les régions les plus urbaines qui présentent à l'aube de la crise, les indices les plus élevés. Athènes et ses environs ainsi que Salonique présentent un indicateur de l'ordre de 1,6, nettement inférieur à la moyenne nationale (LQ < 0,9). Ce sont en fait les régions les plus susceptibles d'offrir des emplois – même saisonniers – qui bénéficient de l'installation de nouveaux résidents. On peut envisager au moins que lors de la période suivante 2012-2016, les tendances observées se maintiennent. Néanmoins, il serait imprudent d'en conclure que l'inversement de tendance de la migration interne soit un phénomène durable. Seul le traitement du prochain recensement de population de 2021 pourra nous apporter une réponse fiable quant à la durabilité du phénomène.

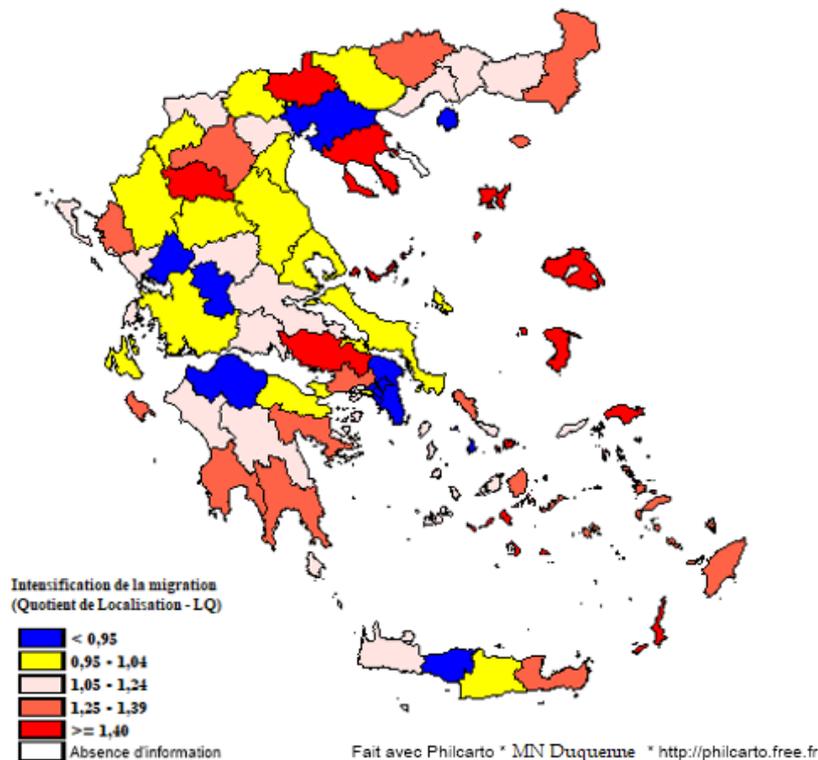


Figure 1. Intensification de la migration interne en 2010 par rapport à la période 2006-2009

Éléments de réflexion sur les tendances les plus récentes (analyse à l'échelle des NUTS2)

Tant qu'on ne dispose pas de registres de population, l'étude de la migration interne reste une tâche inachevée. L'observation de la variation de population (grecs et étrangers séparément) pour les années qui ont suivi le recensement, à l'aide des Enquêtes sur les Forces de Travail permet d'obtenir une certaine image des mouvements à l'œuvre. Mais ces données sont disponibles à l'échelle des régions (NUTS2) et de ce point de vue, elles cachent des disparités infrarégionales importantes.

En étudiant l'évolution de la population totale pendant la période 2001 à 2016 au niveau des Régions (NUTS2), l'analyse met en évidence 4 motifs d'évolution :

a. Six régions pendant la crise présentent une nette augmentation de leur population totale, imputée en principe à l'augmentation de la population grecque. Pour ces 6 régions il s'agit d'un renversement de tendance dans la mesure où pendant la période pré-crise on observe une baisse

de la population grecque, mais ce changement de tendance pourrait être mis en cause. Ce renversement de tendance est très net pour Sterea Ellada, Iles Ioniennes, Macédoine Orientale et Thrace.

b. L'accroissement de la population grecque concerne essentiellement la période 2011-2013, tandis que la période 2014-2016 fait apparaître dans certains cas un nouvel inversement de tendance (Sud et Nord Égée). Il semble ainsi que l'inversement de tendance soit temporaire et le fort accroissement au cœur de la crise est quasiment annulé par la suite.

c. Pour ce qui est des régions qui ont enregistré une diminution de leur population grecque, cette diminution s'insère dans un mouvement qui s'observe depuis le début de la décennie 2000. La perte de population est continue mais relativement accélérée au cœur de la crise. En fait des régions telle Ditiki Ellada et Thessalia et dans une moindre mesure l'Épire ont même connu un accroissement de la baisse de population pendant les années de crise.

d. Enfin les régions où se situent les deux grands centres métropolitains du pays (Athènes et Salonique) présentent une diminution de la population grecque avant même la crise mais cette dernière a renforcé la tendance du fait en particulier d'un départ à l'étranger lors des premières années de crise. Un certain renversement de tendance est observé au cours des dernières années (à partir de 2014).

En guise de conclusion

Au cœur de la crise économique, lorsque les mesures d'austérité furent les plus sévères provoquant non seulement des niveaux de chômage jamais connus ainsi qu'une pauvreté accentuée, la migration interne des centres urbains vers les régions insulaires et/ou certaines zones rurales semble bien s'être accentuée. Entre 2009 et 2012, la population grecque diminue pour huit des 13 régions (NUTS 2) de Grèce dont l'Attique (tableau 2). A l'inverse, ce sont les îles du Sud de l'Égée et les îles Ioniennes qui bénéficient de la plus forte hausse durant cette même période (+4,1% et 2,6% respectivement). Par la suite, spécialement après 2013, ces tendances ne semblent pas se confirmer, il semblerait même que l'on puisse observer un nouvel inversement de tendance dans la mesure où certaines régions ayant bénéficié du plus fort accroissement durant les premières années de crise, voient leur population grecque diminuer après 2013 (Nord et Sud Égée) alors que l'Attique présente pour la première fois depuis 2006, une légère hausse. Il semblerait ainsi que l'inversement de tendance initiale soit plus un phénomène temporaire, il est difficile en l'état actuel des choses, d'affirmer que le phénomène soit durable.

Tableau 2. Evolution moyenne annuelle de la population (%), par région

		<i>Total</i>	<i>Grecs</i>	<i>Etrangers</i>			<i>Total</i>	<i>Grecs</i>	<i>Etrangers</i>
A	Anatoliki Makedonia, Thraki				C	Dytiki Ellada			
	2003-2006	0,8	0,2	33,2		2003-2006	-0,3	-0,8	20,8
	2006-2009	0,3	-0,7	48,1		2006-2009	-0,6	-0,8	6,6
	2009-2012	1,2	2,0	-21,6		2009-2012	-2,1	-2,2	2,6
	2012-2015	-0,6	0,3	-38,7		2012-2015	-1,3	-0,7	-17,9
	Ionia Nisia					Ipeiros			
	2003-2006	1,1	-1,8	75,0		2003-2006	0,3	-0,9	56,8
	2006-2009	0,3	-1,3	23,9		2006-2009	0,3	-0,4	21,3
	2009-2012	0,4	2,6	-25,4		2009-2012	-0,1	-0,7	15,2
	2012-2015	-0,6	0,7	-20,8		2012-2015	-0,9	0,0	-20,9
	Stereia Ellada					Thessalia			
	2003-2006	0,7	-1,1	62,2		2003-2006	0,6	-0,9	67,5
	2006-2009	0,5	-2,8	67,9		2006-2009	0,0	-0,4	8,6
	2009-2012	0,6	1,4	-8,1		2009-2012	-0,9	-1,2	5,7
	2012-2015	-0,6	0,8	-17,6		2012-2015	-1,0	-0,4	-14,1
	Kriti					Dytiki Makedonia			
2003-2006	2,3	0,2	63,8	2003-2006	-0,4	-0,2	-12,4		
2006-2009	2,0	-0,8	53,2	2006-2009	-0,9	-2,0	66,7		
2009-2012	0,5	0,7	-1,7	2009-2012	-1,0	-1,0	-0,9		
2012-2015	-0,4	0,2	-7,6	2012-2015	-1,3	-1,0	-14,0		
B	Voreio Aigaio				Peloponnisos				
	2003-2006	-0,5	-1,0	23,3	2003-2006	0,6	0,1	14,4	
	2006-2009	-0,5	-1,7	49,0	2006-2009	0,2	-2,3	58,8	
	2009-2012	2,4	1,9	15,5	2009-2012	0,2	-0,6	11,7	
	2012-2015	-0,7	-0,9	3,6	2012-2015	-0,5	-0,9	5,1	
	Notio Aigaio				D	Attiki			
	2003-2006	2,8	2,1	28,7		2003-2006	1,1	0,8	4,8
	2006-2009	2,5	-2,1	124,5		2006-2009	0,4	-2,4	32,7
	2009-2012	3,4	4,1	-4,6		2009-2012	-1,9	-1,4	-5,6
	2012-2015	-0,4	-4,1	45,8		2012-2015	-1,8	0,5	-22,3
Source: Élaboration des Données d'ELSTAT. Enquêtes Forces de Travail. Séries Annuelles. Population, Éducation, Emploi					Kentriki Makedonia				
					2003-2006	1,5	0,0	51,2	
					2006-2009	0,7	-0,1	19,1	
					2009-2012	-1,0	-0,4	-13,1	
					2012-2015	-1,0	0,1	-24,0	

Références

Anastasiou E., Duquenne M-N., 2017, "Return to the Rural in Greece during the last decade: a methodological approach of the potential spatial patterns", Vème Conférence Internationale de Démographie des Balkans, La population des Balkans à l'aube du XXI^{ème} siècle. Institut Economique – Skopje, Université Saint-Cyrille-et-Méthode de Skopje, Skopje, 331-354.

Duquenne M.N., S. Kaklamani, 2017, « Une approche alternative de la mesure de l'attractivité, en privilégiant les indicateurs démographiques », Vème Conférence Internationale de Démographie des Balkans, La population des Balkans à l'aube du XXI^{ème} siècle. Institut Economique – Skopje, Université Saint-Cyrille-et-Méthode de Skopje, Skopje, 295-330.

- Galani-Moutafi Vasiliki, 2013, “Rural space (re)produced – Practices, performances and visions: A case study from an Aegean island”, *Journal of Rural Studies*, 32:103-113.
- Gkartzios Menelaos, 2013, “Leaving Athens’: Narratives of Counterurbanisation in Times of Crisis”, *Journal of Rural Studies*, 32:158–167.
- Gkartzios Menelaos, Guy Garrod, Kyriaki Remoundou, 2013, ‘*Going rural*’: *Counterurbanisation in times of crisis*, Research Projects 2013, John S. Latsis Public Benefit Foundation, 51 p.
- Gkartzios Menelaos Mark Scott, 2014, “Placing Housing in Rural Development: Exogenous, Endogenous and Neo-Endogenous Approaches”, *Sociologia Ruralis*, 54(3): 241–265.
- Gkartzios Menelaos Karen Scott, 2015, “A Cultural Panic in the Province? Counterurban Mobilities, Creativity, and Crisis in Greece”, *Population Space and Place*, 21(8): 843–855.
- Gkartzios M, Remoundou K, Garrod G., 2017, “Emerging geographies of mobility: The role of regional towns in Greece’s ‘counterurbanisation story’”, *Journal of Rural Studies*, 55: 22–32.
- Kasimis Charalambos, Apostolos G. Papadopoulos, 2013, “Chapter 11: Rural Transformations and Family Farming In Contemporary Greece”, in Dionisio Ortiz-Miranda, Ana Moragues-Faus, Eladio Arnalte-Alegre (ed.) *Agriculture in Mediterranean Europe: Between Old and New Paradigms* (Research in Rural Sociology and Development, Volume 19) Emerald Group Publishing Limited, 263 – 293
- Kotzeva M. (chief editor), Corsini V., Gereoffy A., Lanzieri G., Senchea Badea G., Thorogood D., Zampogna F., Coyette C., Fiasse I., Montaigne F., Strandell H. (eds), 2015, *People in the EU: who are we and how do we live?*, Luxembourg: Publications Office of the European Union.
- Petrou M., Koutsou S., 2014, « Entre la ville et la terre. Etude du profil socio-professionnel des jeunes agriculteurs », *The Greek Review of Social Sciences*, 143 : 3-32 (en grec)
- Remoundou Kyriaki, Menelaos Gkartzios & Guy Garrod, 2015, “Conceptualizing Mobility in Times of Crisis: Towards Crisis-Led Counterurbanization?”, *Regional Studies*, 5: 1-12.
- Scott Mark, Gkartzios Menelaos, 2014, “Rural Housing: Questions of Resilience”, *Housing and Society*, 41(2): 247–276.
- Scott M., Murphy E., Gkartzios M., 2017, “Placing 'home' and 'family' in rural residential mobilities”, *Sociologia Ruralis*, 57(S1): 598-621.

CAUSES ET TENDANCES DE LA FUITE DE JEUNES CERVEAUX PENDANT LA CRISE EN GRÈCE

Marie-Noëlle DUQUENNE et Théodore METAXAS

Le désir des jeunes diplômés de s'expatrier n'est pas un phénomène nouveau et il concerne une grande partie des pays européens. La crise économique en Grèce semble avoir amplement intensifié ce processus, provoquant des flux de migration aussi bien au sein de l'espace européen qu'en dehors de ses frontières. Depuis 2010, le pays est confronté à une crise dont les caractéristiques macro-économiques sont bien connues : dette intenable, sortie des marchés financiers tandis que plus d'un quart du PIB a été perdu en à peine 4 ans. Au-delà de la récession économique, les mesures successives d'austérité imposées à la population grecque (depuis 2010) ont provoqué une baisse du niveau de vie des ménages, une pauvreté accrue (plus de 20% des ménages se situent au-dessous du seuil de risque de pauvreté) et bien évidemment un chômage atteignant des niveaux sans précédent, spécialement pour les jeunes de 20 à 29 ans. Malgré l'amorce d'une décroissance depuis 2014, le taux de chômage des jeunes grecs en 2016, se maintient à des niveaux très élevés et nettement supérieurs à la moyenne européenne : 47,3% contre 37,8% pour l'Italie ou 28% pour le Portugal, alors que la moyenne européenne est largement inférieure (18,7%)⁹. Plus encore, c'est le fonctionnement même du marché du travail qui pose problème : au-delà du développement de la précarité des contrats de travail, la proportion des jeunes salariés, (20 à 29 ans), travaillant à temps partiel ne fait qu'augmenter, passant de 7,7% en 2008 à 18,2% en 2016¹⁰. De ce fait, on peut envisager que de nombreux jeunes et plus particulièrement les plus qualifiés n'émigrent plus tant par choix que par nécessité (Nedeljkovic, 2014). Pour le GMG (Global Migration Group, 2014 :15), ce sont les conditions décentes de travail, la croissance économique et le développement durable qui génèrent pour les jeunes de nouvelles opportunités et facilitent leur mobilité sociale. Lorsque ces conditions sont remplies, la décision de s'installer à l'étranger résulte beaucoup plus d'un choix informé que d'une nécessité.

La Grèce, pays historiquement d'émigration, est donc confrontée à une nouvelle vague d'exode mais celle-ci présente des caractéristiques bien différentes des précédentes. Ce n'est plus tant la main-d'œuvre peu qualifiée qui désire émigrer mais beaucoup plus les jeunes chercheurs et la force de travail hautement qualifiée (Labrianidis, 2014 ; Martiskova, 2013 :8 ; Cavounidis, 2015). La Grèce perd non seulement une population jeune mais surtout « la plus brillante », comme le souligne une étude récente effectuée par l'Institut Universitaire Européen (2014) qui évalue le nombre de départs au cours des cinq dernières années à environ 200 000 Grecs, essentiellement vers l'Allemagne et la Grande Bretagne. L'absence de données précises rend difficile la mesure exacte du phénomène. Selon Labrianidis et Pratsinakis (2016),

⁹ Source : Eurostat, Bases de Données Régionales

¹⁰ Source : Elstat, Enquêtes sur les Forces de Travail, 2016

l'installation à l'étranger, entre 2010 et 2015, des citoyens grecs (tous âges confondus) serait de l'ordre de 250 000 alors que la Banque de Grèce avance un chiffre bien supérieur, près de 400 000 entre 2010 et 2016. Quoiqu'il en soit, comme le montre clairement l'évolution de la pyramide des âges au cours des six dernières années, ce sont bien les jeunes de 20 à 35 ans qui subissent la plus forte perte d'effectifs. Il faut néanmoins tenir compte du fait que parmi ces départs, figurent également les étrangers (immigrants économiques) qui, spécialement lors des premières années de crise, ont largement quitté le pays.

Au-delà des divergences d'estimation quant à l'amplitude du phénomène, la « fuite des cerveaux » est l'un des enjeux majeurs du pays car il semblerait qu'elle mette également en exergue les problèmes structurels qui caractérisent le pays depuis de nombreuses années et ce, bien avant que n'éclate la crise. La question que l'on peut effectivement se poser, se résume en ces termes : si la crise économique en elle-même est un motif essentiel, d'autres aspects - tel l'environnement politique et social en Grèce – n'ont-ils pas un impact non négligeable sur le choix de quitter ou non le pays.

Eléments de méthode

Tableau 1. Sélection des motifs soumis à évaluation

Types de Facteurs	Bibliographie de référence
Facteurs économiques et marché du travail	
Système fiscal	Wagner (2000); Kesselman (2000)
Coût de la vie	Gungor and Tansel (2006); Pengelly et al. (2008)
Opportunités d'emploi	World Migration (2003); OECD (2002); Boncea (2014); Labrianidis and Vogiatzis (2013); Karamanli (2008); Wagner (2000);
Spécialisation universitaire	World Migration (2003); Labrianidis (2013)
Facteurs sociaux et formation / éducation	
Études postuniversitaires (Master)	World Migration (2003); OECD (2002)
Études doctorales	World Migration (2003); OECD (2002)
Acquisition d'un second diplôme universitaire	OECD (2002); Eliou (1988)
Marginalisation / exclusion sociale	Dzvimbo (2003); Juma et al. (2012)
Racisme	Dzvimbo (2003); Juma et al. (2012)
Criminalité / violence	Parkins (2010); Rasool et al. (2012)
Facteurs politiques	
Système juridique	World Migration (2003); OECD (2002);); Kazlauskiene and Rinkevicius, (2006)
Démocratie et bien-être	Zambarloukou (2015); Ferrera (1996)
Liberté d'expression	Naghsh Nejad (2013); Karimi and Gharaati (2013)
Absence de dialogue social	Naghsh Nejad (2013); Karimi and Gharaati (2013)
Instabilité politique	Martiskova (2013); Dodani and LaPorte (2005); Iravani (2011); Docquier et al. (2006)
Facteurs personnels et psychologiques	
Qualité de vie	World Migration (2003); Tsekeris et al. (2015)
Fort liens familiaux	Karamessini (2010); Tsekeris et al. (2015)
Vie sociale et personnelle	Jauhar and Yusoff (2011)
Possibilité de création d'une famille	EU (2013); Martiskova (2013); Tsekeris et al. (2015)

Afin d'apporter des éléments de réponse et de mettre en évidence l'interaction entre les divers motifs qui incitent les jeunes à vouloir ou non s'expatrier, une enquête a été réalisée auprès d'un échantillon représentatif de jeunes diplômés de l'Université de Thessalie en Grèce,

durant la période allant de décembre 2015 à février 2016. Cet échantillon de quelques 400 individus couvre aussi bien la faculté de médecine, l'école polytechnique, l'école agronomique que la faculté des sciences humaines. La construction de l'enquête et du questionnaire s'inscrit dans le cadre d'analyse des facteurs répulsifs et attractifs (Push-Pull) et repose sur une recherche bibliographique systématique afin de sélectionner les facteurs les plus adéquats au contexte grec (tableau 1). Ainsi, sur la base d'une échelle Likert 1 à 7 (1= aucun impact sur la décision, 7= impact maximum), il a été demandé aux jeunes diplômés d'évaluer une série de motifs susceptibles de les inciter à émigrer. L'objectif de l'enquête était donc double : (i) détecter les *profils dominants* des éventuels candidats à l'exode et (ii) évaluer les *motivations* réelles et les dilemmes auxquels sont confrontés les jeunes diplômés quant à l'éventualité de quitter leur pays.

La propension à l'exode semble se confirmer

Plus de 60% des jeunes diplômés interrogés déclarent vouloir effectivement quitter le pays, la proportion étant quasiment identique chez les hommes et les femmes. Par ailleurs, la propension à l'exode est spécialement forte pour les ingénieurs (68%) mais elle est encore plus dramatique pour la nouvelle génération de médecins (78%). Ce résultat, conforme à ceux obtenus par d'autres études (Theodoropoulos et al., 2014 ; Labrianidis, 2014 ; Labrianidis et Pratsina, 2016) montre qu'au-delà de la perte d'une partie de la population jeune (ce qui est en soi un problème), le phénomène concerne avant tout une population relativement qualifiée comparativement à la moyenne nationale. Hormis le type de formation universitaire, il apparaît également que la connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères soit un préalable indispensable à la décision de quitter le pays, cette connaissance étant perçue – selon les dires mêmes des personnes interrogées - comme une condition nécessaire à l'intégration réussie dans le pays d'accueil.

Si, à court-terme, ces départs posent évidemment problème pour certains secteurs d'activité telle la santé, les enjeux à long-terme sont encore plus importants au cas où les jeunes expatriés n'envisageraient pas de revenir en Grèce. Cela semble néanmoins ne pas être le cas puisque près de 90% des jeunes diplômés souhaitant s'expatrier, affirment vouloir rentrer à un moment donné dans leur pays. Cependant, ce retour semble largement conditionné par l'évolution socio-économique du pays. En toute logique, le risque d'une fuite durable de cerveaux est étroitement lié à la capacité du pays de sortir définitivement de la crise.

Au-delà des motifs économiques, d'autres facteurs entrent fortement en ligne de compte

Au niveau de l'ensemble des personnes interrogées, les trois premiers motifs parmi les 18 proposés qui incitent ou pourraient inciter les jeunes à s'expatrier sont la poursuite des études (Master), l'instabilité politique et bien évidemment les opportunités d'emploi (Table 2). Cependant des divergences majeures dans l'appréciation des facteurs peuvent être observées entre ceux qui sont effectivement candidats à l'exode et ceux qui veulent rester en Grèce, ces derniers accordant logiquement une moindre importance à la poursuite des études tout comme aux opportunités d'emploi à l'étranger. Ce qui pourrait par contre remettre en cause leur décision actuelle de ne pas quitter le pays, concerne les conditions de vie sociale et personnelle. En effet, contrairement aux jeunes qui souhaitent réellement partir, les non-candidats à l'émigration accordent une importance nettement supérieure aux facteurs tels la criminalité, la violence, le racisme et les risques de marginalisation. A l'inverse, on observe une concordance d'appréciation pour ce qui est des motifs liés au facteur politique (démocratie et bien-être, absence de dialogue social, liberté d'expression) dont l'évaluation est supérieure au niveau

moyen (4 sur une échelle de 1 à 7). Ce résultat reflète une certaine défiance de la plupart des jeunes quant au fonctionnement démocratique des institutions du pays.

Tableau 2. Évaluation des motifs incitant à l'exode : valeur moyenne

	Candidats à l'exode			Test de Mann-Whitney	p-value
	Oui	Non	Total		
Études Postuniversitaires	5,85	4,12	5,18	-9,039	0,000
Instabilité politique	5,22	4,74	5,04	-3,096	0,002
Opportunités d'emploi	5,55	4,04	4,96	-9,263	0,000
Système juridique	4,40	5,19	4,71	-4,230	0,000
Démocratie et bien-être	4,70	4,69	4,70	-,215	0,830
Spécialisation universitaire	4,15	4,31	4,21	-,661	0,508
Coût de la vie	4,04	4,47	4,21	-2,385	0,017
Absence de dialogue social	4,13	4,26	4,18	-,558	0,577
Études doctorales	4,79	3,09	4,13	-7,736	0,000
Liberté d'expression	3,92	4,18	4,02	-1,227	0,220
Qualité de vie	3,79	3,36	3,63	-2,490	0,013
Criminalité et violence	2,62	4,72	3,44	-10,488	0,000
Racisme	2,61	4,51	3,35	-8,964	0,000
Acquisition d'un second diplôme universitaire	3,43	3,21	3,34	-1,109	0,267
Possibilité de création d'une famille	2,86	4,05	3,32	-6,264	0,000
Marginalisation	2,34	4,36	3,13	-10,134	0,000
Système fiscal	3,40	2,67	3,12	-4,325	0,000
Vie sociale et personnelle	1,85	4,79	2,99	-12,670	0,000

Afin de mieux saisir l'importance relative de chacun des 18 motifs soumis à évaluation, une Analyse Factorielle Exploratoire a été réalisée permettant ainsi de résumer et hiérarchiser ces motifs selon 4 grands types de facteurs. Le facteur politique semble être la première raison incitant les jeunes diplômés à émigrer, venant à nouveau confirmer la défiance des jeunes envers le système politique du pays. En deuxième place, vient la situation sociale, génératrice d'insécurité et de détérioration des conditions de vie, suivent enfin le désir de poursuivre des études (spécialement à un niveau postuniversitaire) et la situation économique (manque d'opportunités et coût de la vie). Il est fort probable que le désir de poursuivre des études soit de nos jours renforcé par les faibles opportunités d'emploi qu'offre le pays. Faute de trouver un emploi correspondant à leur qualification, de plus en plus de jeunes diplômés optent pour la poursuite des études (Master, voir Doctorat) soit en Grèce soit, quand cela est possible, à l'étranger. Ce motif de départ est nettement plus important pour les hommes, spécialement les médecins et les ingénieurs. Si la situation économique et le chômage n'interviennent qu'en 4^{ème} place, résultat qui à priori pourrait surprendre, on peut néanmoins l'interpréter comme l'expression d'un malaise plus profond de la part des jeunes quant à la situation du pays. Plus généralement, que les jeunes décident ou non d'émigrer, quelques soient également leurs caractéristiques (genre, revenu, formation universitaire), la défiance face au système politique ne présente aucune différence significative, ce qui une fois de plus reflète une appréciation commune de cet aspect de la crise. De même, l'appréciation du facteur économique est indépendante des caractéristiques socio-économiques des jeunes diplômés mais également de leur formation universitaire : il y a donc à cet égard, un consensus général.

L'insécurité sociale est un facteur majeur pour ceux qui affirmaient lors de l'enquête, ne pas vouloir quitter le pays : l'appréciation moyenne étant largement positive contrairement

aux candidats à l'exode. Elle est également plus importante pour les jeunes à faible revenu (p -value $< 0,05$) alors que les diplômés de l'école polytechnique et de l'école de médecine ne lui accordent qu'une importance mineure, contrairement aux deux autres types de formation universitaire.

En guise de conclusion

En dépit des limites intrinsèques à la présente étude, les résultats obtenus sont largement conformes aux études / enquêtes récemment menées en Grèce même s'il ne s'agit pas forcément des mêmes groupes de jeunes. L'attraction croissante des jeunes vers l'étranger semble être largement corrélée à leur *type de spécialisation*. Le *risque d'hémorragie* dans certains domaines, telle la médecine est bien réel et ce, d'autant plus que l'éventualité d'un retour dans le pays est conditionnée par l'évolution du pays au cours des années à venir.

Le fait que les jeunes diplômés grecs souhaitent poursuivre des études postuniversitaires à l'étranger n'est pas en soi un véritable danger et ne peut être à priori interprété comme une fuite massive des cerveaux, sauf si cette décision débouche sur une installation durable hors du pays.

Plus alarmant nous semble être le constat de défiance profonde et générale face au fonctionnement et aux institutions du pays. Quasiment tous les rapports actuels sur le devenir de l'économie grecque parlent d'une certaine reprise (même lente) de l'activité économique et d'une relative tendance à l'amélioration des indicateurs macro-économiques. Si donc sur le plan économique, on peut envisager (prudemment certes) que le pays sorte enfin du tunnel, l'enjeu est de rétablir au sein même de la jeune population – qui plus est, de plus en plus qualifiée – un climat de confiance. Cela ne sera réellement possible que si cette population qualifiée puisse enfin trouver sur le marché du travail des débouchés et des opportunités de carrière à la hauteur de l'investissement engagé par les familles grecques et plus généralement par le pays.

La véritable sortie de la crise socio-économique reposerait (entre autres) sur deux options majeures : (i) l'incitation au rapatriement des cerveaux, ce qui nécessiterait un réel investissement dans le secteur de la Recherche et du Développement ainsi que dans le soutien aux innovations pour offrir de nouvelles opportunités de carrière et (ii) la mobilisation de la diaspora grecque à participer au développement de son pays d'origine, comme le suggèrent à juste titre Meyer & Wattiaux (2016) et ce, d'autant plus qu'il semble que le taux de rapatriement des migrants grecs restera faible lors des prochaines années.

Pour contrecarrer le risque de fuite des cerveaux à l'étranger, la Grèce se doit de mettre en place des actions spécifiques qui viseront non seulement à retenir les jeunes scientifiques dans le pays mais également à inciter au retour ceux qui se sont installés au cours des dernières années à l'étranger. Il existe au moins deux options pour parvenir à un tel résultat. La première, centrée sur la question du rapatriement des Grecs hautement qualifiés, exige au-delà des stratégies globales de développement, un réel investissement dans le secteur de la Recherche et Développement et le soutien aux innovations afin de pouvoir offrir de réelles opportunités d'emploi et de carrière aux scientifiques et personnel hautement qualifié ayant. Or de nos jours, la Grèce est l'un des pays européens présentant le plus faible pourcentage de dépenses en Recherche et Développement en termes de PIB. Il existe néanmoins une deuxième alternative qui consiste non pas tant à inciter au rapatriement de la « diaspora scientifique » grecque mais beaucoup plus à la mobiliser et à la faire participer au développement économique du pays d'origine (Meyer et al., 1997 : 3 et Meyer & Wattiaux, 2006). Si conformément aux estimations de Labrianidis & Vogiatzis (2013 :483), on admet que le taux de rapatriement des migrants grecs (hautement qualifiés) restera faible lors des prochaines années tant que des solutions

viables ne seront pas apportées aux problèmes structurels du pays, la solution semble avant tout passer par la mise en réseau et le développement de la coopération des scientifiques de la diaspora avec les institutions de recherche et d'innovation du pays. Une telle stratégie comparativement à la première alternative pourrait avoir des effets plus immédiats sur le ralentissement éventuel de la fuite des cerveaux grecs, voir même favoriser à plus long terme le rapatriement d'une partie de la diaspora grecque.

Références

- Boncea I., 2014, Brain drain in Romania: Factors influencing Physicians' emigration', *Journal of Community Positive Practices*, XIV(1), p. 64-74.
- Cavounidis J., 2015, *The changing face of emigration: Harnessing the potential of the new Greek diaspora*, Migration Policy Institute, www.migrationpolicy.org/transatlantic.
- Docquier F., Marfouk A., 2006, *Measuring the International Mobility of Skilled Workers (1990-2000)* – Release 1.0, CADRE, University of Lille 2, Lille.
- Dodani, S., & LaPorte, R. E., 2005, Brain drain from developing countries: how can brain drain be converted into wisdom gain? *Journal of the Royal Society of Medicine*, 98(11), p. 487-491.
- Dzvimbo K.P., 2003, *The international migration of skilled human capital from developing countries*, Paper presented at a Regional Training conference on Improving Tertiary Education in Sub-Saharan Africa: Things That Work! Accra, September 23-25.
- Eliou M., 1988, Mobility or migration? the case of Greek students abroad, *Higher Education in Europe*, 13:3, p. 60-66.
- European Commission, 2013, Social Europe: EU Employment and Social Situation, March 2013 Quarterly Review, Special supplement on demographic trends. (available at http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/population/documents/Tab/ESSQR_Mar2013_demogr_suppl_final.pdf. accessed on 06/06/2015)
- Ferrera M., 1996, The 'Southern Model' of Welfare in Social Europe. *Journal of European Social Policy* 6(1), p. 17-33.
- Global Migration Group, 2014, *Migration and Youth: Challenges and opportunities*, United Nations Children's Fund.
- Gungor N.D., Tansel A., 2006, Brain Drain from Turkey: An Investigation of Students' Return Intentions, *IZA Discussion Paper*, No 2287, September.
- Iravani M.R., 2011, Brain drain problem: a review. *International Journal of Business and Social Science*, 2(15), p. 284-289.
- Jauhar J., Yusoff Y.M., 2011, Brain drain: propensity to leave by Malaysian Professionals. *International Journal of Innovation, Management and Technology*, 2(2), p. 119-112.
- Juma L.S.A., Simatwa E.M.W., Ayodo T.M.O., 2012. Impact of Family Socio-Economic Status on Girl Students' Academic Achievement in Secondary Schools in Kenya: A Case Study of Kisumu East District. *Educational Research* (ISSN: 2141-5161) Vol. 3(3) 297-310.
- Karamanli Th., 2008, The impact of immigration on the labor market and education in Greece. From <http://dspace.lib.uom.gr/bitstream/2159/4003/1/Karamanli.pdf> (May 2012).
- Karamessini M., 2010, Life Stage Transitions and the Still-critical Role of the Family in Greece, in: Anxo D., Bosch G. and J. Rubery (eds), *The Welfare State and Life Transitions. A*

- European Perspective*, Cheltenham, UK and Northampton, MA, USA: Edward Elgar, p. 257–83.
- Karimi N., Gharaati S., 2013, Why do Brains Drain? Brain Drain in Iran’s Political Discussion, *Critical Approaches to Discourse Analysis Across Disciplines*, Vol 6(2), p. 154-173.
- Kazlauskiene A., Rinkevicius L., 2006, Lithuanian “Brain Drain” Causes: Push and Pull Factors, ISSN 1392-2785, *Engineering Economics*, No 1, (46), The economic conditions of enterprise functioning.
- Kesselman J.R., 2001, Policies to Stem the Brain Drain: without Americanizing Canada, *Canadian Public Policy*, 27(1), p. 77-93.
- Labrianidis L., 2014, Investing in leaving: The Greek case of international migration of professionals’, *Mobilities*, 9(2) p. 314-335.
- Labrianidis L., Pratsinakis M., 2016, ‘Greece’s new Emigration at times of Crisis’, *GreeSE Paper No.99*, Hellenic Observatory Papers on Greece and Southeast Europe
- Labrianidis L., Vogiatzis N., 2013, Highly skilled migration: what differentiates the ‘brains’ who are drained from those who return in the case of Greece? *Population, Space and Place*, 19(5), p. 472-486.
- Martiskova M., 2013, *What are the main reasons for young Greeks to emigrate?* Master Thesis, University of Twente, School of Management and Governance. Available at: utwente.nl/62981/1/MARTISKOVA__s1027611_MASTER_THESIS.pdf
- Meyer J.B., Bernal D., Charum J., Gaillard J., Granes J., Leon J., Montenegro A., Morales A., Murcia C., Narvaez Berthelemot N., Parrado L., Schlemmer B., 1997, Turning brain drain into brain gain: the Colombian experience of the diaspora option, *Science, Technology and Society*, Vol. 2(2), p.285-315.
- Meyer J.B., Wattiaux J.P., 2006, Diaspora Knowledge Networks: vanishing Doubts and Increasing Evidence. *IJMS: International Journal on Multicultural Societies*, vol.8, No.1, p.4-24.
- Naghsh Nejad, M., 2013, Institutionalized Inequality and Brain Drain: An Empirical Study of the Effects of Women's Rights on the Gender Gap in High-Skilled Migration (December 2013). Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=2116618>
- Nedeljkovic V., 2014, Brain Drain in the European Union: Facts and Figures, Rethink Education Working Paper, No 4, Bridging Europe, More Europe, More Democracy. www.bridgingeurope.net.
- OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development), 2002, *International migration of physicians and nurses: Causes, consequences, and health policy implications*. Paris.
- Parkins N.C., 2010, Push and Pull Factors of Migration, *American Review of Political Economy*, 8:2, p. 6-24
- Pengelly R., Beverley L., Shanaham Y., 2008, The accounting brain drain, Paper presented at the Second New Zealand Management Accounting Conference Auckland 20-21 November, 2008.
- Rasool F., Botha C.J., Bisschoff C.A., 2012, Push and Pull Factors in Relation to Skills Shortages in South Africa, *Journal of Social Sciences*, 30:1, p. 11-20

- Theodoropoulos D., Kyridis A., Zagkos C., Konstantinidou Z., 2014, Brain Drain Phenomenon in Greece: Young Greek scientists on their Way to Immigration, in an era of “crisis”. Attitudes, Opinions and Beliefs towards the Prospect of Migration, *Journal of Education and Human Development*, 3(4), p. 229-248.
- Tsekeris C., Pinguli M., Georga E., 2015, *Young People's Perception of Economic Crisis in Contemporary Greece: A Social Psychological Pilot Study*, Hellenic Foundation for European and Foreign Policy, Research Paper No. 19.
- Wagner D., 2000, Do tax differences cause the Brain Drain? *Policy Options*, December, p. 33-41.
- World Migration, 2003, *Managing Migration: Challenges and Responses for People on the Move*, International Organization for Migration (IOM), Geneva
- Zambarlounkou S., 2015, Greece after the Crisis: Still a South European Welfare Model? *European Societies*, 17(5), p. 653-673.

LES CONSEQUENCES DE LA CRISE ECONOMIQUE SUR LES COMPORTEMENTS DEMOGRAPHIQUES EN ITALIE

Maria CARELLA et Frank HEINS

1. La situation économique de 2008 à 2015 : son effet sur le chômage et la pauvreté

En Italie, la crise économique, débutée en 2008, a interrompu le processus de croissance de l'emploi qui prévalait depuis une décennie, tiré par l'expansion des services. La dégradation profonde du marché du travail a entraîné des pertes d'emplois d'une ampleur sans précédent, avec de profondes répercussions sur l'économie réelle et sur les conditions de vie des familles. Entre 2008 et 2014, près d'un million d'emplois ont été perdus (811 000), soit 4,2 % du volume d'emploi observé juste avant la crise (ISTAT, 2015). Les hommes ont été davantage touchés que les femmes mais, pour ces dernières, la situation s'avère globalement plus compliquée, leur taux d'emploi étant globalement plus faible et leur condition économique plus difficile.

En 2014, 6 ans après le début de la crise, l'emploi est en légère reprise : 88 000 emplois ont été créés, soit une variation positive de 0,4 % sur un an. Le chômage reste toutefois élevé : très inégal selon les régions, il touche aussi plus durement les jeunes. En 2014, près de 3 millions de personnes étaient sans emploi en Italie, soit un taux de chômage de 12,7 % de la population active contre 6,7 % en 2008 (figure 1). En 2015 la croissance de l'emploi se poursuit à un rythme plus rapide que en 2014 (186 000 emplois en plus, soit une variation de + 0,8 %) : le chômage baisse de presque un point de pourcentage (11,9%) même s'il sévit très inégalement selon les territoires, le sud (+8 %) se trouvant plus exposé que le nord (+5 %) (ISTAT, 2015 et 2016).

Les données de longue période signalent un sur-chômage féminin, un des marqueurs des inégalités entre hommes et femmes sur le marché de travail dans les pays du sud de l'Europe. En période de crise ce sont cependant les hommes qui pâtissent de la plus forte hausse du chômage : leur taux de chômage croît plus rapidement que celui des femmes, ce qui conduit à un resserrement des écarts (figure 2).

Comparativement à la crise de 1992-1993, une différence majeure concerne la forte concentration de chômeurs chez les jeunes. En 2014, le chômage a touché environ 1,6 million d'individus âgés de 15 à 34 ans (50 % de la population des chômeurs), soit un accroissement de 700 000 par rapport à 2008. En proportion, ce sont les jeunes de moins de 29 ans qui sont les plus touchés : de 2008 à 2014, leur taux de chômage est passé de 15,3 % à 31,6 % pour l'Italie

(figure 3). Une estimation qui serait plus optimiste que la réalité car de nombreux jeunes, découragés par les faibles perspectives d'emploi, ne figurent pas dans les statistiques parce qu'ils ne déclarent pas être disponibles pour travailler ou déclarent ne pas chercher un emploi.

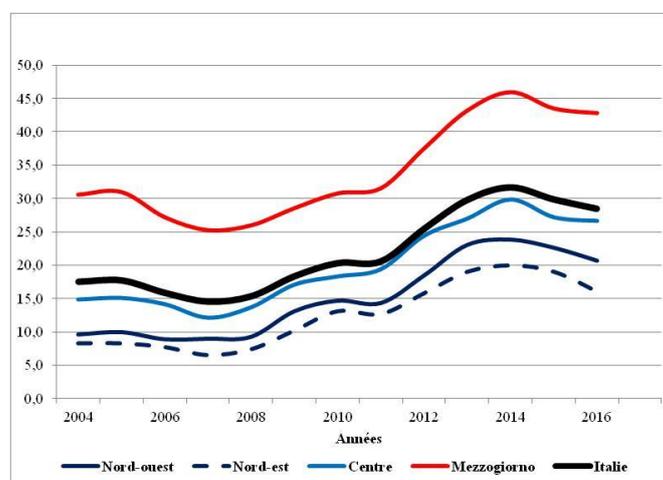


Figure 1. Italie, 2004-2016. Taux de chômage de la population active (en %) Source : Istat [<http://dati.istat.it/>]

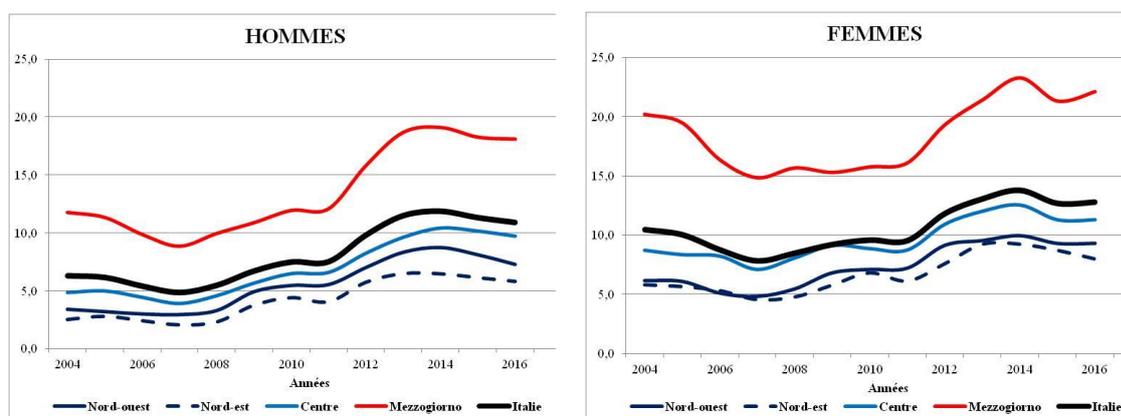


Figure 2. Italie, 2004-2016. Taux de chômage de la population active selon le sexe (en %) Source : Istat [<http://dati.istat.it/>]

Comme pour le chômage en général, les taux de chômage des jeunes varient d'une façon significative entre les régions d'Italie, celles du Sud (*Mezzogiorno*) ayant toujours des taux plus élevés.

En 2015 l'économie italienne apparaît en reprise, soutenue par le secteur manufacturier, ce qui favorise également la baisse du chômage des jeunes de façon homogène par sexe (figure 4).

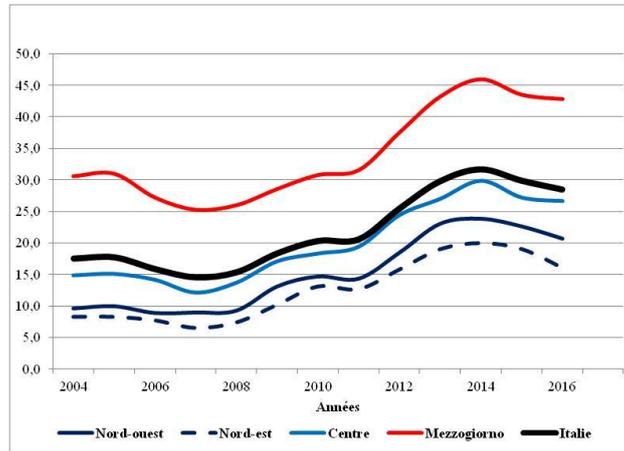


Figure 3. Italie, 2004-2016. Taux de chômage des 15-29 ans (en %) Source : Istat [<http://dati.istat.it/>]

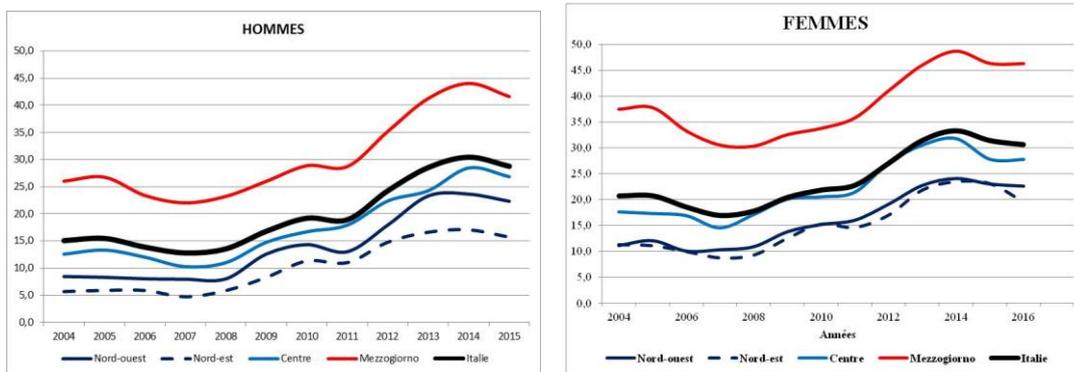


Figure 4. Italie, 2004-2016. Taux de chômage des 15-29 ans selon le sexe (en %) Source : Istat [<http://dati.istat.it/>]

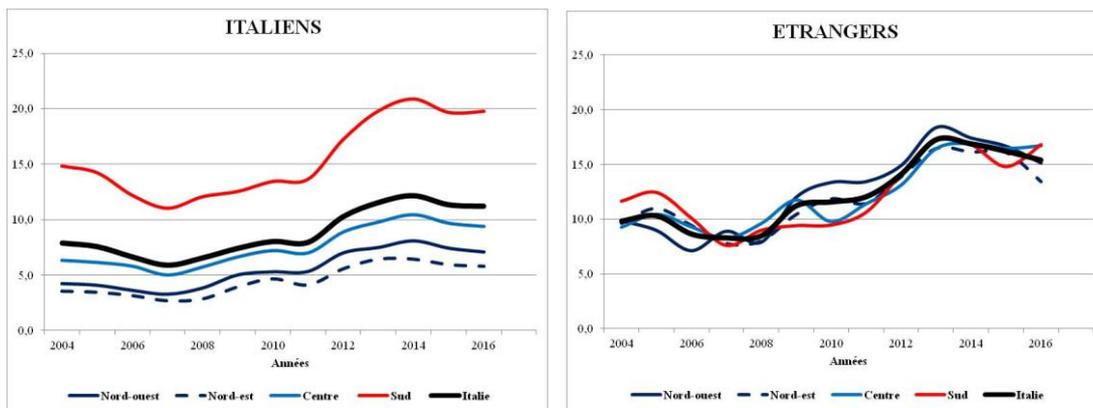


Figure 5. Italie, 2004-2016. Taux de chômage de la population active selon la nationalité (en %) Source : Istat [<http://dati.istat.it/>]

D'une manière générale, la détérioration structurelle du marché du travail a produit un doublement du chômage de longue durée, l'accroissement des emplois en contrat précaire et a en même temps favorisé une multiplication des personnes d'âge actif découragées ou en grande difficulté pour revenir sur le marché du travail. Les conséquences de cette transformation du chômage en exclusion définitive du marché du travail ont influé fortement sur l'aggravation de la pauvreté et sur les conditions de vie des personnes vulnérables.

En 2016, l'Italie compte 1,619 millions de ménages en condition de pauvreté absolue et 2,734 millions de ménages vivant au-dessous du seuil de pauvreté (monétaire) qui s'élève à 637 € par mois pour une personne, à 1 061 € pour un ménage composé de deux individus pour augmenter jusqu'à 2 547 € pour un ménage composé de 7 ou plus personnes. Le seuil de la pauvreté absolue représente la dépense minimale nécessaire pour acquérir les biens et services inclus dans le panier de pauvreté absolue. Ce panier représente l'ensemble des biens et services qui, dans le contexte italien, sont considérés comme essentiels pour atteindre un niveau de vie acceptable pour un ménage particulier. Le seuil de pauvreté absolue varie en fonction de la taille de la famille, de sa composition par âge, de la répartition géographique et de la taille de la commune de résidence. Le seuil de pauvreté relative d'un ménage se définit utilisant des échelles d'équivalence ou un ensemble de coefficients de correction utilisant l'information sur le nombre des composantes et les dépenses pour la consommation des ménages (ISTAT, 2017)¹¹. Pour les deux mesures de pauvreté l'incidence augmente avec le nombre de membres d'un ménage.

Entre 2005 et 2015, le nombre de personnes en situation de pauvreté absolue a globalement doublé mais il a fortement progressé à partir de 2008 du fait de la crise. La pauvreté absolue touche 6,1 % de la population : ce taux, en hausse depuis 2005, tendent à se stabiliser à une valeur proche de celui de 2013 (6,3 %) (figure 6).

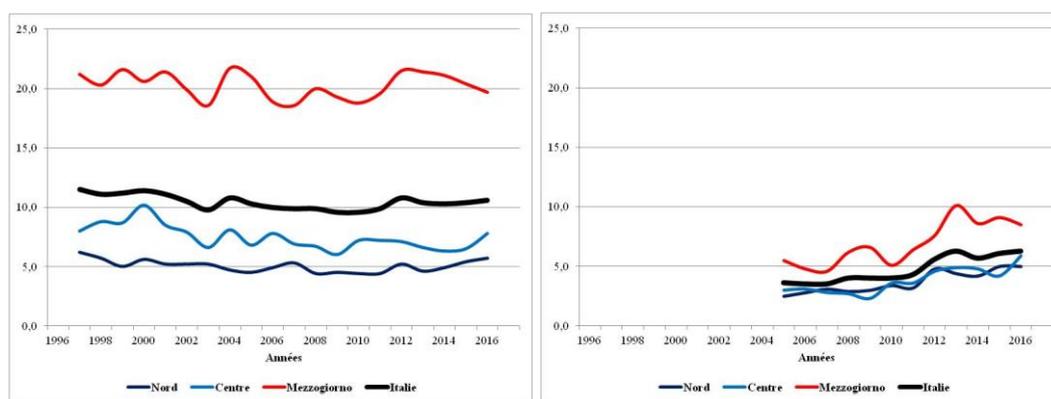


Figure 6: Italie, 2004-2016. Ménages en pauvreté absolue (en %) et taux de pauvreté relative (en %) Source : Istat [<http://dati.istat.it/>]

¹¹ Le pauvreté absolue est mesurée en utilisant un seuil absolu, c'est-à-dire une valeur normalisée fixe définissant ce sur quoi les ménages dans le contexte italien doivent pouvoir compter pour accéder à l'ensemble de biens et de services qui sont nécessaires pour satisfaire des besoins strictement indépassables. Sont considérés comme pauvres les ménages dont les dépenses mensuelles de consommation sont égales ou en dessous de ce seuil (cette valeur, étant utilisée pour établir une distinction entre les pauvres et les non-pauvres, diffère selon la taille et la composition par âge du ménage, selon la répartition géographique et la typologie des communes d'appartenance des ménages).

Le pauvreté relative est mesurée en utilisant un seuil relatif, c'est-à-dire une limite calculée en fonction de la consommation du pays. Sont considérés comme pauvres les ménages qui ne peuvent pas accéder aux normes de consommation les plus usuelles.

Au niveau de la répartition territoriale, le taux de pauvreté est le plus élevé dans le Sud où la pauvreté affecte particulièrement les familles nombreuses et les ménages jeunes.

D'autre part, la pauvreté n'affecte pas la population de façon homogène : les personnes vulnérables, en particulier les enfants et les adolescents, ont été particulièrement touchées par la crise économique (leur taux de pauvreté relative est passé de 11% en 2011 à 19% en 2014). Les familles monoparentales et les familles nombreuses (surtout celles avec des enfants mineurs) ont également enregistré un taux de pauvreté relative nettement supérieur à celui des autres ménages. Les ménages dont la personne de référence est parmi les plus éloignées de l'emploi (sans emploi ou découragées) ou peu qualifiée et moins scolarisée ont aussi été particulièrement touchés par la crise économique (ISTAT, 2017).

2. Nuptialité et mise en couple en période de crise

2.1. Conséquences de la crise économique sur la formation des unions

Des études récentes révèlent qu'un ralentissement économique induit un retard plus ou moins important du mariage ou de l'union. « La crise peut, en particulier, inciter les jeunes à rester dans le système scolaire, à reporter leur mise en couple et les naissances qui accompagnent plus ou moins directement cette dernière. Dans un contexte incertain, les entreprises ont tendance à privilégier, pour les nouvelles embauches, les contrats à court terme plutôt que les contrats permanents. Ce type d'emploi affecte les projets familiaux de long terme, comme le départ du foyer parental ou l'entrée en parenté » (Pailhé, 2010 : 98).

En Italie, le mariage des célibataires a fortement diminué d'intensité depuis 1972. En 2015, il implique moins de 50 % des hommes et des femmes, respectivement âgés, en moyenne, de 35 et 32 ans. Dans les années 1990, l'évolution des mariages a été plus irrégulière avec une légère reprise, néanmoins la baisse tendancielle observée au début des années 2000 s'est accélérée pendant la crise (figure 7).

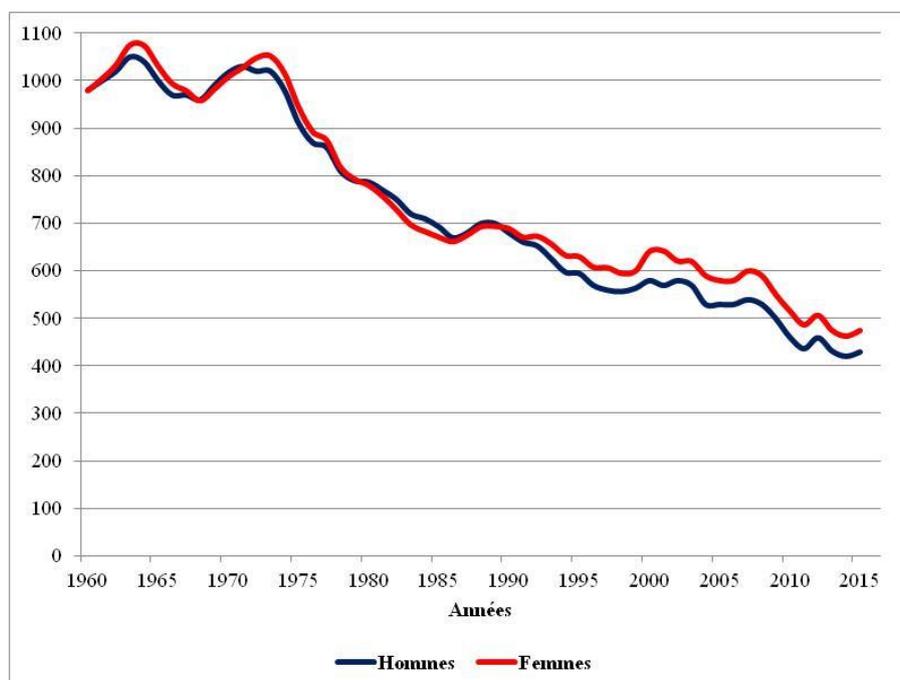


Figure 7. Italie, 1960-2015. Indice de primo-nuptialité des hommes et des femmes (pour 1 000)

Source : Istat

Le nombre de mariages contractés au cours de l'année 2014 atteint un seuil historiquement bas avec 190 000 mariages : environ 57 000 de moins qu'en 2008 (-23 %). Entre 2008 et 2014, se concentrent 46 % de la baisse observée au cours des deux dernières décennies 1992-2014. Le déclin caractérise principalement les premiers mariages entre conjoints de nationalité italienne (76 % de la baisse totale de la période) (tableau 1).

Sur fond de baisse générale, les mariages qui concernent au moins une personne divorcée augmentent fortement en nombre et en proportion ; et cette tendance se poursuit malgré l'instabilité financière inhérente à la crise.

Par comparaison, la manière dont la crise exerce ses effets sur les ruptures conjugales s'avère beaucoup moins claire. Les effets sont en effet contrastés. Certes, l'instabilité économique joue sur la stabilité financière et psychologique des couples et peut entraîner une hausse des taux de divorce. Mais le divorce est source de coûts non négligeables (pension alimentaire, changement de logement), encore plus difficiles à supporter en période de baisse du revenu disponible et de risque accru de perte d'emploi (Hellerstein et Morrill, 2010). Ces obligations et les charges légales qui leur sont associées peuvent limiter la propension à la dissolution des couples mariés.

Tableau 1. Italie, 2004-2015. Caractéristiques des mariages

Années	Mariages Effectifs	Mariages avec au moins un partenaire étranger %	Indice de primo- nuptialité		Proportion des remariages		Âge moyen au premier mariage	
			Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
2004	248 969	12,3	550,5	615,1	8,2	7,1	32,2	29,5
2005	247 740	13,3	549,5	617,9	8,4	7,4	32,6	29,8
2006	245 992	13,9	552,2	620,9	8,8	7,8	32,6	29,4
2007	250 360	13,9	568,9	636,6	8,9	7,9	32,8	29,7
2008	246 613	15,0	563,9	629,6	9,3	8,4	33,0	29,9
2009	230 613	13,9	532,8	593,3	9,8	8,7	33,1	30,1
2010	217 700	11,5	508,2	563,6	10,1	8,8	33,4	30,4
2011	204 830	13,0	480,1	533,2	10,4	9,1	33,7	30,6
2012	207 138	14,8	487,6	542,0	10,8	9,4	33,8	30,8
2013	194 057	13,4	452,7	504,4	10,8	9,6	34,2	31,1
2014	189 765	12,8	441,2	492,3	11	10,1	34,3	31,3
2015	194 377	12,4	450,6	504,5	11,8	10,5	34,7	31,7

Source : Istat

De fait, en Italie, au cours des dernières années, l'instabilité conjugale apparaît relativement contenue : entre 2008 et 2012 le taux de divortialité est passé de 181 à 173,5 pour 1 000 mariages. En 2011, pour la première fois depuis une décennie, le nombre de divorces prononcés s'est réduit et il a de nouveau diminué en 2012, tombant à 51 000, contre 54 000 en 2008 (figure 8).

À la baisse d'intensité et à l'allongement du calendrier de la primo-nuptialité correspond une tendance à la hausse de la cohabitation hors mariage.

En Italie, les unions consensuelles se sont développées depuis les années 1990, sans pour autant revêtir l'ampleur constatée dans d'autres pays européens. La cohabitation hors

mariage est encore faible et l'entrée tardive dans le mariage s'explique par le retard à la première union (Carella, Garcia-Pereiro, Pace, 2016).

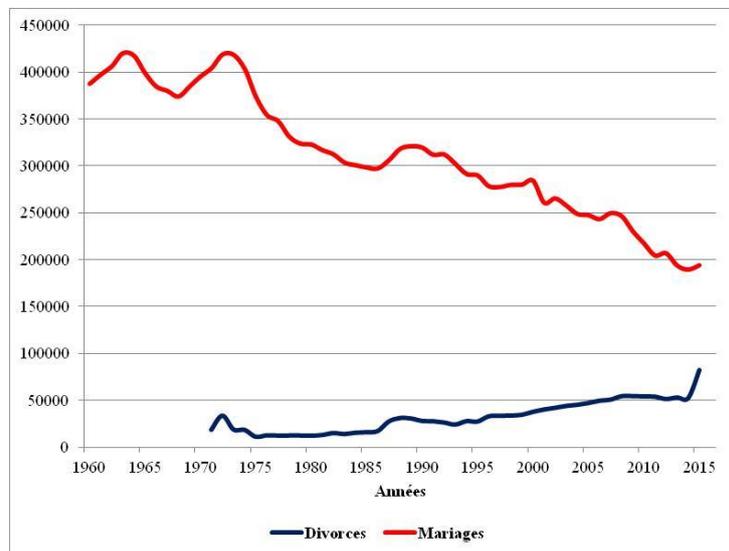


Figure 8. Italie, 1960-2015. Mariages et divorces
Source : Istat

Les cohabitations n'ont pas compensé le recul des mariages, même si leur poids relatif a nettement augmenté. La proportion des couples en cohabitation hors mariage dans l'ensemble des unions est passée de moins de 2 % en 1994 à 12 % en 2012 (Pirani et Vignoli, 2014). En moins de 20 ans, le nombre des unions libres a quadruplé, passant de 227 000 en 1993-94 à 972 000 en 2012. Le processus de diffusion des cohabitations, très inégal selon les régions, est à un stade plus avancé au Nord (de 13 % à 17 %) qu'au Sud (3 %).

Pendant la crise, la diffusion de la cohabitation hors mariage s'est accélérée, en particulier chez les jeunes. Dans l'ensemble des unions, la proportion de couples hors mariage dans lesquels la femme est âgée de moins de 35 ans est passée de 12 % en 2007 à près de 20 % en 2012 (De Rose et Strozza, 2015).

L'instabilité économique a favorisé la hausse de la cohabitation pré-nuptiale de longue durée : au cours de la période 2004-2009, la proportion de premiers mariages civils précédés d'une cohabitation s'élève à 50 % et la durée moyenne de la cohabitation pour ces cohortes atteint 2,6 ans.

En général, la réduction du nombre des mariages vient de loin: sur la longue période, les mariages ont fortement diminué en Italie et l'âge du mariage s'est élevé considérablement.

Toutefois la crise a produit surtout un effet amplificateur de la réduction des mariages: ce n'est pas par hasard qu'à partir de 2008 la nuptialité a accéléré son recul, avec des premiers mariages de moins en moins fréquents, comme le montre la baisse de l'indice de primo-nuptialité (tableau 1).

Conjointement la mise en couple, bien qu'un peu affectée par la récession économique qui a retardé encore le départ de chez les parents, a coïncidé avec une diffusion plus rapide de la cohabitation hors mariage.

2.2. Allongement de la dépendance des jeunes adultes : le rôle de la « famille prolongée »

Les crises produisent une incertitude financière au niveau individuel qui retarde la formation de l'union mariée en faveur d'une cohabitation prolongée des jeunes adultes (Aassve *et al.*, 2013).

En Italie, le départ des jeunes du foyer parental se réalise généralement très tard et il a été longtemps presque exclusivement lié au mariage (Billari *et al.*, 2001). Par ailleurs quand les jeunes quittent le domicile d'origine et se déplacent à quelques kilomètres (ou à quelques mètres, s'ils restent dans le même immeuble), ils gardent des liens très étroits avec leurs parents qui leur apportent souvent un soutien financier.

La transition des jeunes Italiens vers l'âge adulte suit la tendance générale d'allongement mais se distingue par une trajectoire-type encore caractérisée par une forte synchronisation des différentes séquences qui définissent cette période de la vie : formation puis recherche d'un emploi stable permettant d'assurer l'autonomie économique, départ du foyer parental, mise en couple/ mariage, début de la vie reproductive (Aassve *et al.*, 2001).

Au cours des dernières années, le départ des jeunes italiens du foyer parental a été de plus en plus tardif : entre 2007 et 2014, la proportion de population jeune résidant toujours chez leurs parents est passée de 60,7 % à 65,8 %, en hausse de 5% (Eurostat, 2015). En 2014, presque 7 millions des 18-34 ans cohabitent avec leur famille, soit une proportion de deux tiers et entre 25 et 34 ans, la proportion est encore d'un sur deux (49,4 %).

La cohabitation prolongée concerne indistinctement les régions du Nord et du Sud, le phénomène étant plus masculin que féminin : il touche 58 % des hommes de 25 à 34 ans contre 41 % des femmes. Les étudiants et les chômeurs ayant une autonomie financière limitée ont davantage tendance à demeurer chez leurs parents. Cependant 60 % des 25-34 ayant un emploi vivent quand même chez leurs parents. Les jeunes Italiens quittent le domicile parental en moyenne 4 ans plus tard (vers 30 ans) que les autres jeunes Européens.

Diverses études indiquent que le *familialisme* identifie un phénomène plus marqué dans les pays n'ayant pas développé de politique sociale active en faveur de la jeunesse. « C'est en effet une question de *Welfare State* : l'Italie fait partie de ce « *modèle méditerranéen* » qui fait de la famille le seul support de l'individu non encore épanoui » (Bory, 2009 : 134).

De fait, l'Italie n'a jamais eu une véritable action de soutien et d'aide bien structurée envers les jeunes. Dans ce contexte de carence des politiques d'allocations pour le logement et d'absence d'un véritable système d'allocation chômage pour les jeunes, la famille reste la seule forme réelle de soutien dans le parcours d'intégration à la vie sociale (Dalla Zuanna, 2001).

La famille italienne tient pleinement le rôle d'amortisseur social mais ce n'est pas sans risque : « Le problème du prolongement de l'assistance risque de se transformer en *assistanat*. Certains auteurs voient le risque que le lien de filiation semble de plus en plus soumis à des obligations réciproques, à des injonctions à l'assistance inconditionnelle se prolongeant au-delà de l'adolescence » (Cicchelli, 2001 : 32).

3. Les effets de la crise sur les comportements reproductifs

3.1. Natalité et fécondité : brève analyse des tendances lourdes

Plusieurs études montrent également que les emplois précaires sont associés à un report de la fécondité, notamment dans les marchés du travail très segmentés d'Europe du Sud (Pison,

2013; Pailhé, 2009 et 2010).

En Italie, la fécondité est désormais beaucoup plus faible et plus tardive que par le passé. En 2015, l'indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) est l'un des plus bas du monde : 1,35 enfant par femme. « La population féminine en âge de procréer figure désormais parmi les moins fécondes du monde et parmi celles dont le calendrier des maternités est le plus retardé (l'âge moyen à la naissance des enfants atteint 31,6 ans pour les femmes italiennes). Le déficit par rapport au niveau garantissant le strict remplacement des générations s'élève en 2014 à quelque 35 % » (Carella, Garcia-Pereiro, Parant, 2016) (figure 9).

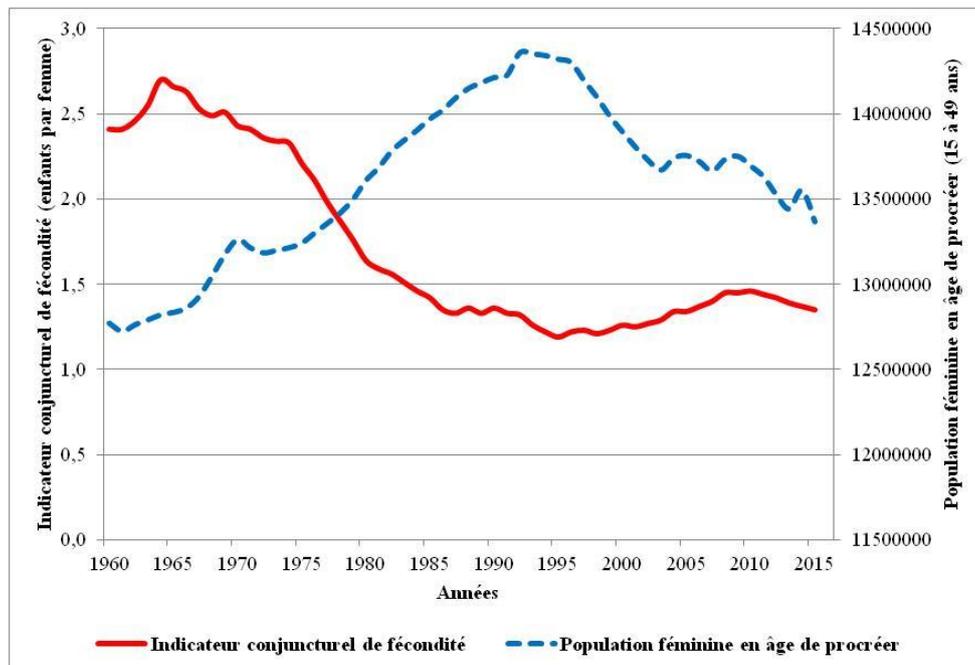


Figure 9. Italie, 1960-2015.

Indicateur conjoncturel de fécondité et population féminine en âge de procréer

Source : Istat

La descendance finale des femmes atteint 1,7 enfant par femme pour la génération née en 1960. Les estimations sont encore plus basses (1,4 enfant par femme) pour les générations nées au milieu des années 1970 (De Rose et Strozza, 2015).

En relation avec la diminution de la population féminine en âge de procréer (les femmes du baby-boom, nées au cours des années 1960, achèvent leur vie reproductive et sont remplacées par des générations beaucoup moins nombreuses) et le substantiel et durable déclin de l'ICF, le nombre annuel de naissances vivantes a fortement régressé. En 1995, à la forte réduction de naissances s'associe un ICF au minimum historique de 1,19 (figure 9).

Le nombre des naissances se stabilise à la fin des années 1990 puis augmente jusqu'en 2008 avant d'amorcer un recul poursuivi d'année en année.

Dans ce contexte, la proportion de naissances hors mariage, pratiquement nulle jusqu'à la fin des années 1970, approche désormais 30 % en Italie (figure 10). En retrait par rapport à d'autres pays européens, cette proportion n'en est pas moins la preuve qu'en Italie, être marié est une condition de moins en moins requise pour commencer à constituer une descendance.

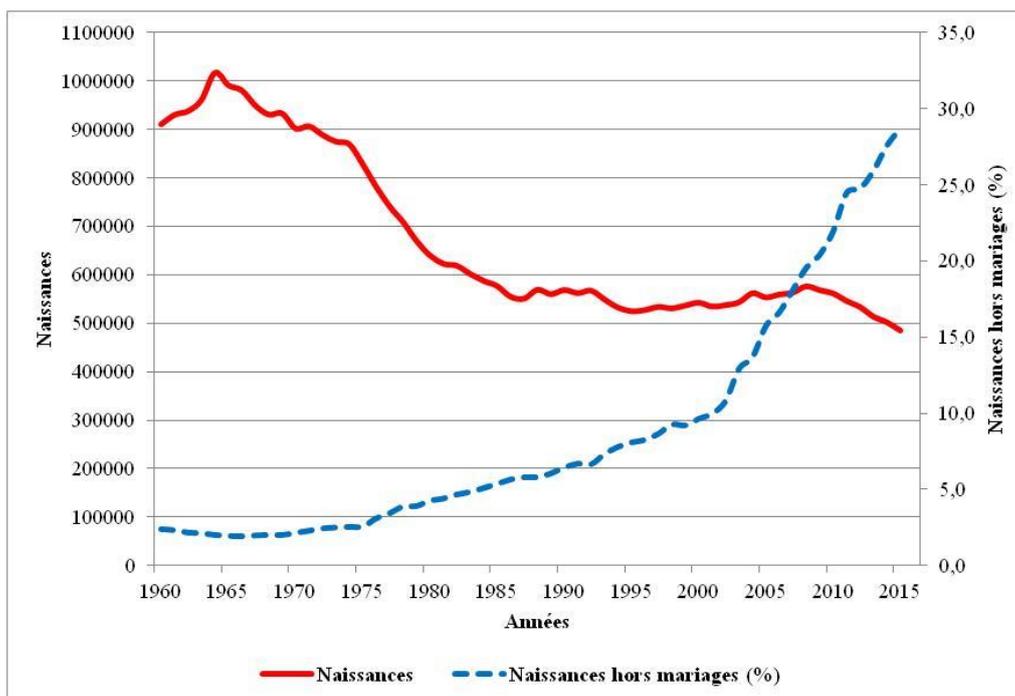


Figure 10. Italie, 1960-2015.
Naissances vivantes et proportion de naissances hors mariage
Source : Istat

3.2. Natalité et fécondité : tendances récentes

En 2015, pour la première fois, les naissances sont tombées en deçà de 500 000 – à peine 400 000 pour les naissances d’enfants impliquant deux parents italiens – soit le minimum observé depuis la formation de l’Etat Italien en 1861 (8 naissances pour mille habitants, contre 10 naissances pour mille dans l’Union européenne).

La réduction des naissances concerne en premier lieu les bébés nés de deux parents italiens (82 000 de moins qu’en 2008). Mais, pour la première fois en 2014, on relève une baisse du nombre des nouveau-nés de nationalité étrangère (presque 5 000 de moins qu’en 2013).

L’évolution récente des comportements reproductifs découle de la combinaison défavorable d’« effets structurels » : cependant l’incertitude suscitée par la crise économique et la montée du chômage ont influencé négativement les projets de procréation des couples au moment où les femmes avaient cessé de reporter toujours plus leurs maternités.

« Une caractéristique de la crise actuelle est d’être survenue en Italie au moment où la fécondité, longtemps très basse, commençait à remonter » (Pison, 2013: 28). De fait la récession économique a stoppé la tendance à la reprise de l’indicateur conjoncturel de fécondité qui, de 1,42 enfant par femme au début de la crise, en 2008, a reculé à 1,35 en 2015 (figure 11).

Globalement, la fécondité des étrangères reste plus élevée que celle des Italiennes – 1,94 enfant par femme contre 1,27 – et, leur apport à l’indicateur de fécondité a été important jusqu’au début de la crise. Depuis 2008 cependant, leur ICF, qui atteignait alors 2,65 enfants par femme, a très nettement régressé (figure 12) ; en 2015, la fécondité des femmes étrangères a contribué à faire passer la moyenne nationale de 1,27 à 1,35, soit 0,08 enfant, ce qui est relativement peu.

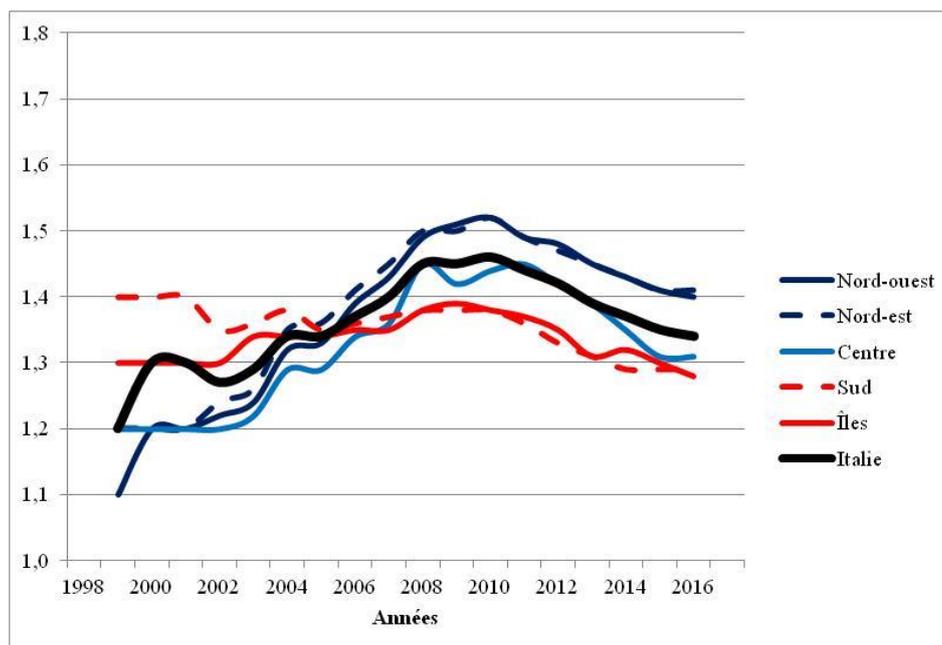
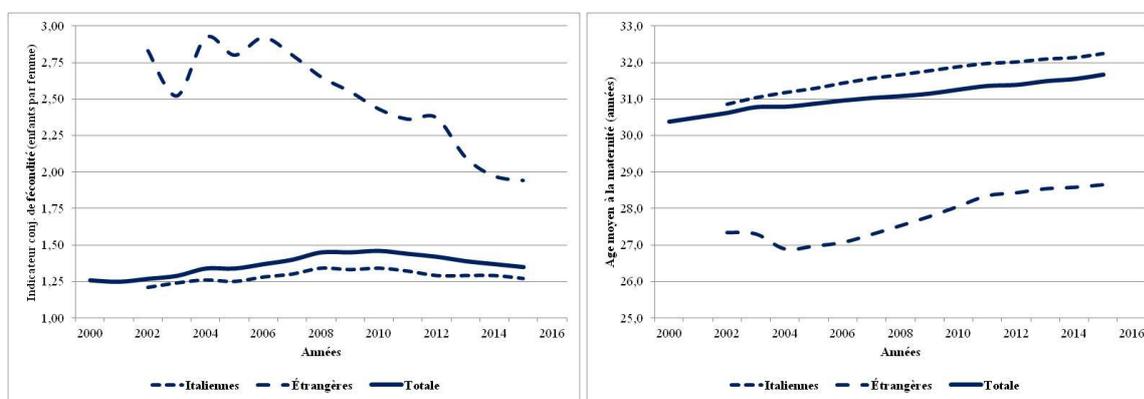


Figure 11. Indicateur conjonctuel de fécondité, Italie, 1999-2016
 Source : Istat, Indicatori demografici 2017 [demo.istat.it]

Concernant la géographie de la fécondité, les disparités interrégionales sont anciennes : jusqu'à la fin des années 1990, elle était plus élevée dans le Sud et plus faible dans les régions du Nord (Vitali et Billari, 2017). Les explications étaient diverses : force des traditions régionales, transmission du modèle des familles nombreuses. Tous ces facteurs ont perdu de leur importance ; si les différences entre Nord et Sud demeurent, le schéma ancien caractérisant la fécondité par répartition géographique est modifié¹².



Indicateur conjonctuel de fécondité

Âge moyen à la maternité

Figure 12. Indicateur conjonctuel de fécondité et âge moyen à la maternité selon la nationalité des mères, Italie, 2004-2015.

Source : Istat

Au cours des années 2000, les écarts territoriaux de fécondité se sont réduits et se sont même inversés depuis 2008 : la fécondité s'avère plus forte au nord-est, au nord-ouest et dans la région centrale de l'Italie, et plus faible dans le Sud. Les femmes étrangères étant plus nombreuses au Nord et ayant une fécondité plus élevée que les autres, il n'est pas surprenant que la fécondité soit plus élevée dans ces régions. En fait les différences territoriales de la fécondité pour les femmes italiennes sont très petites. La crise économique ayant davantage

¹² Voir à ce sujet l'annexe détaillée.

pénalisé les jeunes du Sud, ceux-ci tendent à reporter leurs projets de mise en couple et de formation de la famille en proportion plus importante que leurs homologues du Nord (figure 11). Dans la même période, l'âge moyen des femmes à la maternité reste légèrement plus bas dans le sud du pays (figure 13).

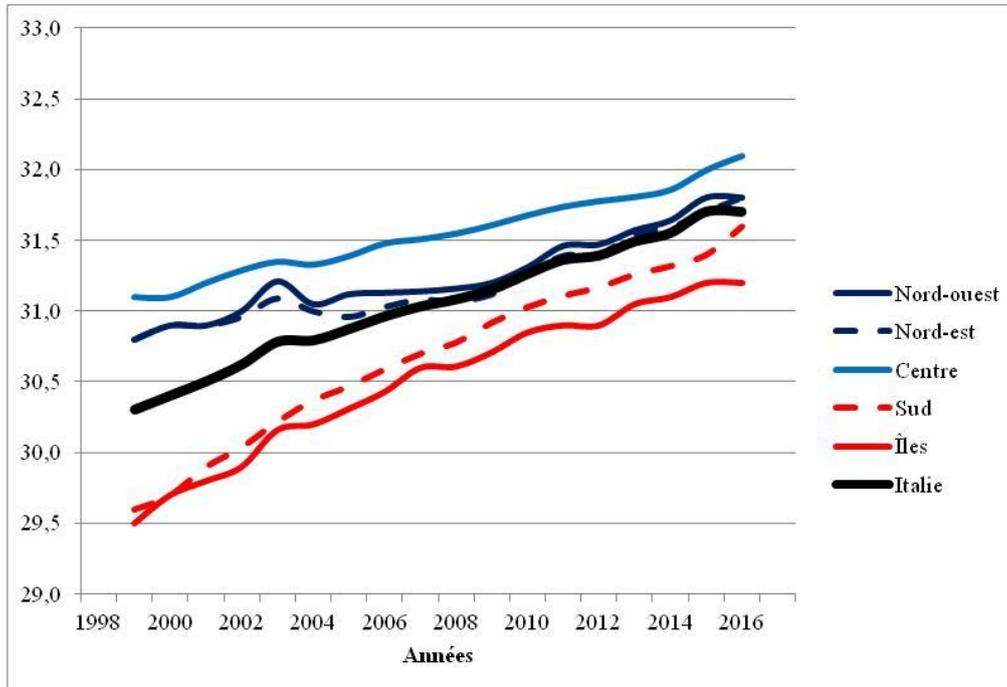


Figure 13. Age moyen à la maternité selon la répartition territoriale, Italie, 1999-2016.
Source : Istat, Indicatori demografici 2017 [demo.istat.it]

4. Crise, santé et mortalité

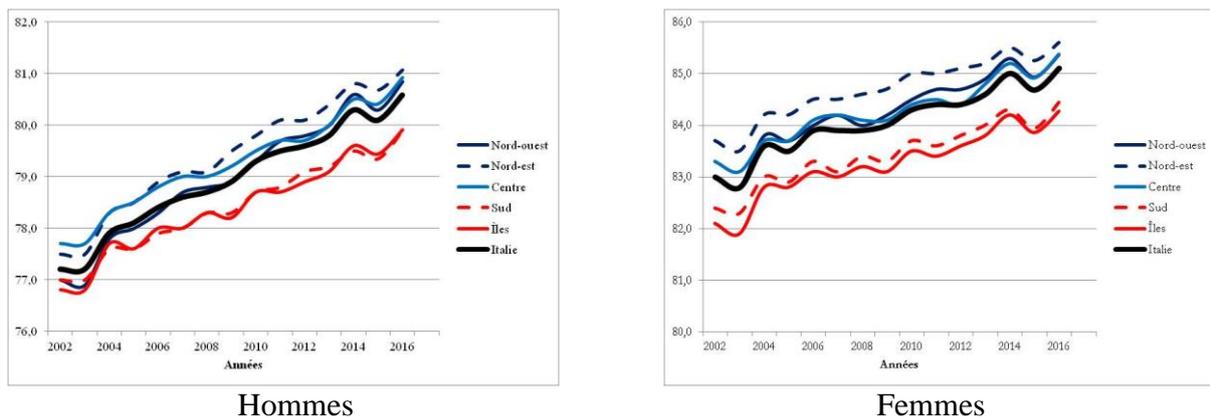


Figure 14. Italie, 2002-2016. Espérance de vie à la naissance (en années)
Source: Istat, Tavole di Mortalità 2016 [demo.istat.it]

Les tendances macro de la mortalité (figures 14 et 15) ne souffrent pas de la crise économique, ou du moins pas directement. Il semble que les effets des conditions climatiques exceptionnelles (canicule) et l'incapacité des services sociaux et sanitaire à protéger les individus à risque jouent un rôle déterminant. En 2015 nous observons une réduction assez nette et généralisée de l'espérance de vie à la naissance, comme de l'espérance de vie à 65 ans. Une

pause dans l'amélioration des conditions de survie était observée dans certaines zones de l'Italie en 2012 à cause de la canicule pendant qu'en 2015 on n'a pas observés des conditions climatiques exceptionnelles. Les valeurs du 2016 reprennent la tendance des années précédentes.

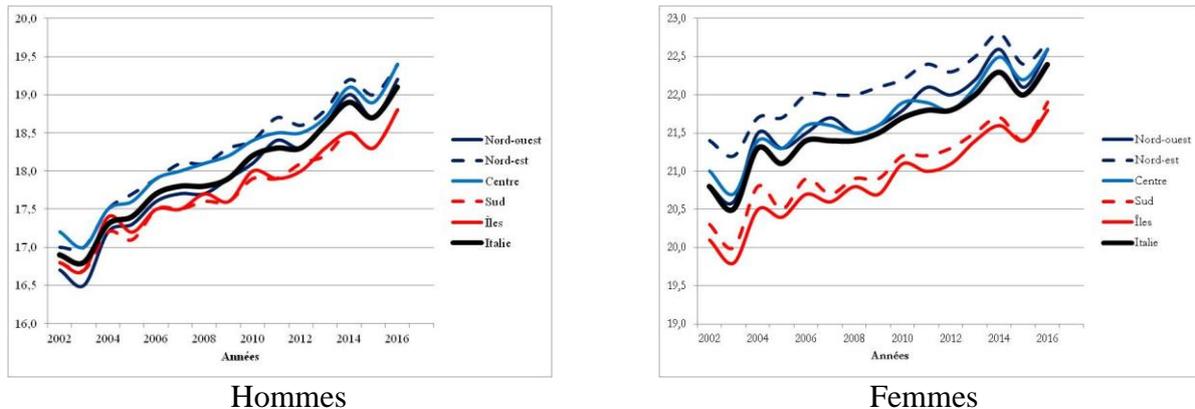


Figure 15. Italie, 2002-2016. Espérance de vie à 65 ans (en années)
Source: Istat, Tavole di Mortalità 2016 [demo.istat.it]

Egidi et Demuru (2016) ont récemment analysé les relations entre la crise économique et les tendances des indices de mortalité par sexe, classe d'âge et cause de mortalité. Elles ont constaté que la grande récession a modifié, mais pas inversé, en plusieurs circonstances les tendances : la diminution de la mortalité en général et celle de la mortalité liée aux maladies de l'appareil circulatoire se sont légèrement ralenties. Concernant le suicide, les auteurs ont observé pour les hommes de 30 à 64 ans une augmentation. C'est seulement dans le cas des accidents de la route qu'elles ont observé un renforcement de la tendance.

Pour leur analyse au niveau micro, Egidi et Demuru ont utilisé les résultats des enquêtes de santé 2000, 2005 et 2013 pour étudier les changements de l'indice standardisé de santé perçue (ralentissement de l'amélioration) et des limitations fonctionnelles graves (renversement des tendances à la diminution). Elles observent une réduction des différences sociales, que ces différences sociales restent cependant fortes et une augmentation du désavantage des personnes résidentes au *Mezzogiorno*. Les auteurs voient des risques pour le futur, vu que l'avantage en termes de santé des jeunes diminue alors qu'en même temps la pauvreté augmente, surtout pour ces jeunes. De plus, la crise économique semble être une cause de renoncement aux visites médicales spécialisées et aux examens médicaux approfondis.

Concernant le nombre des suicides en Italie les données ne permettent pas de confirmer un lien étroit entre le suicide et la crise économique.¹³ Pendant les dernières années, les taux standardisés ont fluctué entre 0,61 (2006 et 2007) et 0,69 (2003) pour 10 000 personnes, et le nombre moyen de suicides des six années après le début de la crise (2009-2014) de 3 718 peut être considéré proche de la valeur des six années pré-crise: 3 599. Vu les variations annuelles du nombre de suicides en général, il semble difficile d'attribuer cette augmentation à la crise économique. De plus il faut signaler ici que les problèmes liés à la complétude et la qualité des statistiques sur les suicides (les nombres sont en général considérés sous-estimés) et l'absence complète d'information sur les motivations du suicide rendent extrêmement difficile l'exercice de lier les tendances des suicides à la crise économique.

¹³ Même si Egidi et Demuru (2016) expriment une opinion contraire.

Même si on ne peut pas constater des effets de la grande récession sur les tendances de la mortalité, il y a des signes qui indiquent qu'au long terme existent des risques pour les populations les plus pauvres et les plus désavantagées en termes de santé et de mortalité.

5. La crise et les migrations internes

L'Italie détient aujourd'hui un niveau de mobilité interne relativement bas comparé à d'autres pays. Comme le montre le figure 16, l'Italie a vécu des périodes avec une mobilité interne très basse (pendant la deuxième guerre mondiale et les années 1990) et avec une mobilité très intense comme la période d'après-guerre avec des flux de longue distance importants, de l'Est à l'Ouest et du Sud au Centre-Nord de l'Italie. Depuis, l'intensité des flux de longue distance a diminué tandis que les changements résidentiels de courte et moyenne distance montrent une reprise à partir des années 1990.

L'analyse approfondie (figure 17) se base sur des indices standardisés par âge¹⁴ pour la population italienne et étrangère (seulement à partir de 2004) et pour les deux sexes. Depuis 1995 la mobilité interne connaît une légère augmentation qui s'arrête avec la crise. Les taux de mobilité ont légèrement diminué en 2009. Cette légère diminution s'observe surtout pour la mobilité de moins de 50 km. Tandis que les indices pour la population totale et ceux pour la population italienne évoluent en parallèle, les indices concernant la population étrangère montrent une diminution nette depuis le début de la série temporelle, en 2004.

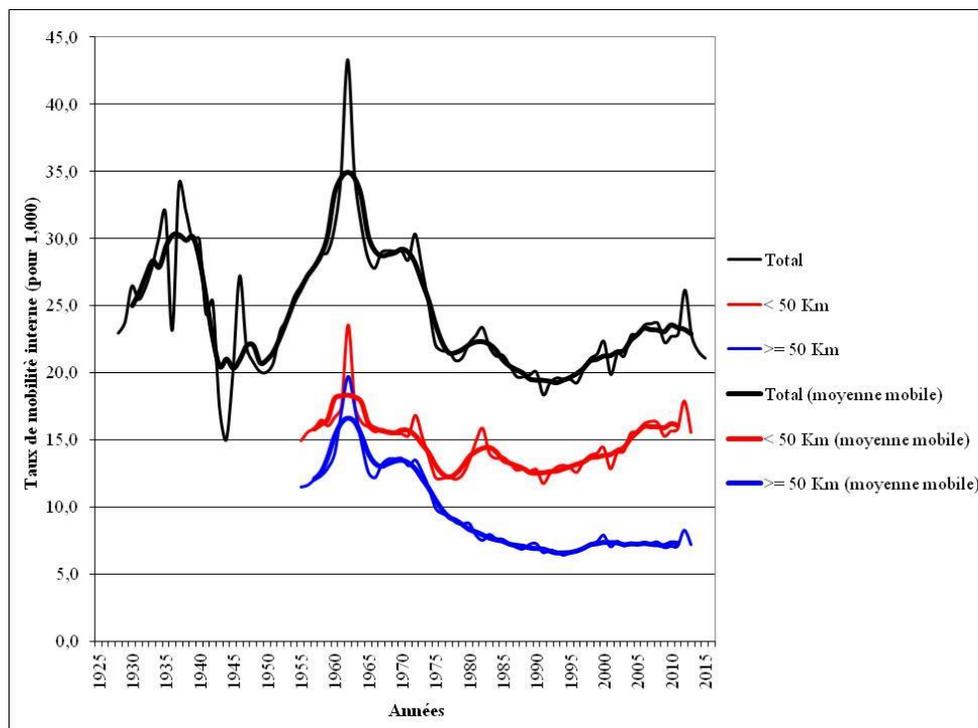


Figure 16. Italie, 1928_2015. La mobilité interne par classe de distance (pour 1000)

Source: estimations sur données Istat, Trasferimenti di residenza

¹⁴ L'indice estimé est comparable à l'indicateur conjoncturel de fécondité et mesure le nombre de changements de résidence entre municipalités au long de la vie d'une personne, ici limité aux âges jusqu'aux 79 ans, si les taux de mobilité interne par âge observés pendant l'année considérée à chaque âge demeuraient inchangés.

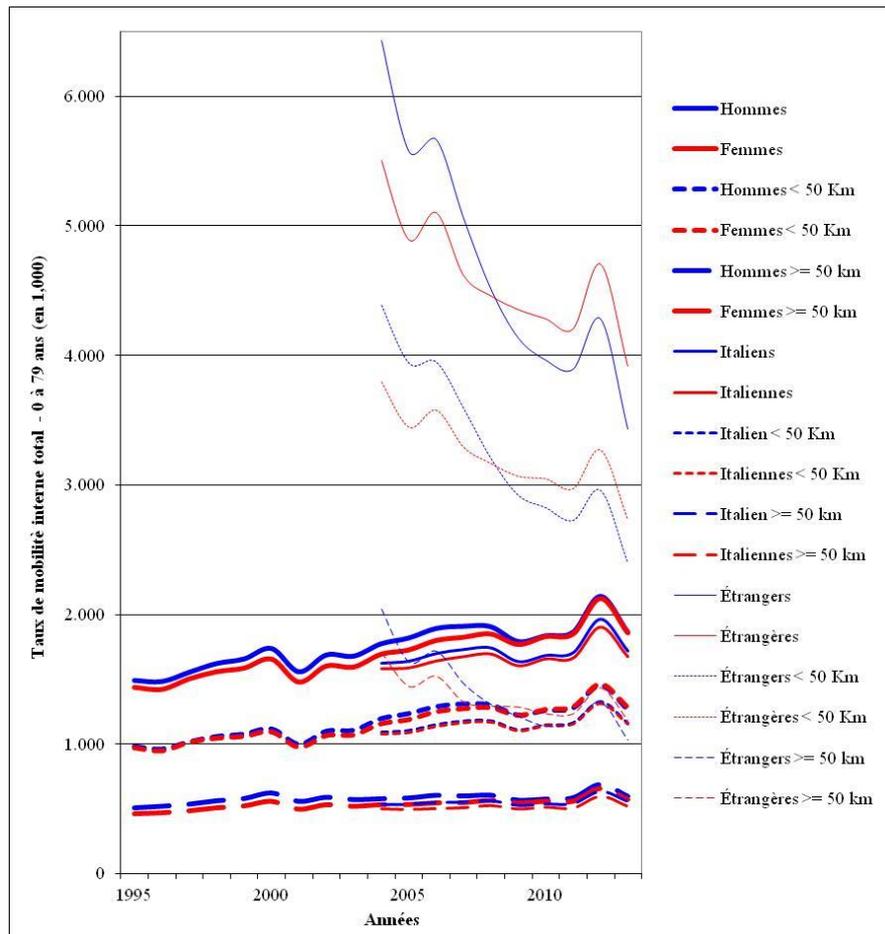


Figure 17. Italie, 1995-2013. Indice de mobilité interne par nationalité et distance (Nombre de changements de commune de 0 à 79 ans pour 1 000 personnes)
Source: estimations sur données Istat, Trasferimenti di residenza

La diminution est plus forte pour les hommes que pour les femmes et leurs indices se croisent entre 2008 et 2009. Ces tendances différenciées sont probablement dues au rôle joué par les femmes étrangères qui vivent souvent dans les habitations des personnes âgées auxquelles elles apportent de l'aide et des soins pendant la dernière phase de la vie et, en conséquence, changent souvent de demeure. Et l'augmentation de la mobilité interne des femmes étrangers adultes semble être liée à des tendances séculaires et pas à la crise. Mais il semble difficile d'isoler l'influence de la crise économique dans ces tendances de la mobilité interne des étrangers. En revanche, dans le cas de la population italienne, il est possible d'estimer à 2,8 % pour les hommes et 1,7 % pour les femmes la diminution de la mobilité interne liée à la grande récession : une diminution assez minime qui concerne plus la mobilité interne de courte distance que celle de 50 km et plus. Les valeurs de l'année 2012 sont beaucoup plus élevées parce qu'en 2012 est survenu un changement des procédures administratives, qui ont entraîné une réduction des temps nécessaires pour l'enregistrement (et la vérification) des changements de résidence. Cet effet ne concerne que l'année 2012.

La composante étrangère est devenue pendant la première décennie du nouveau millénaire toujours plus importante et représente au début de l'année 2015 8,2 % de la population de l'Italie et le 18,2 % des migrations internes (entre municipalités). Pendant les dernières décennies les régularisations des étrangers ont conduit à des 'vagues' d'immigration (voir aussi les figures 21 et 22). Ces variations entre les années ne correspondent pas toujours à des changements réels, ils sont souvent attribuables à des arrivées illégales antérieures.

Alors même que la crise entraîne une légère diminution de l'intensité de la mobilité interne, ses effets sur les flux migratoires entre les provinces italiennes sont très hétérogènes: certains flux spécifiques augmentent, par exemple, c'est le cas de ceux de l'Emilie-Romagne vers la province de Naples, des flux migratoires qui peuvent être considérés comme des migrations de retour.

Comme au cours des décennies précédentes, le *Mezzogiorno* avec le sud et les îles continue d'avoir un bilan migratoire négatif (figure 18). Le sud de l'Italie est depuis longtemps le 'fournisseur' de main d'œuvre de l'Italie et bassin d'où proviennent une partie des étudiants des universités du Centre et du Nord. Il semble difficile de cerner un effet durable de la crise économique sur les bilans migratoires internes des divisions territoriales italiennes. Il semble que la crise entraîne une convergence des soldes migratoires pendant les années 2009 et 2010 dans le Nord-Est et le Sud, d'autres divisions étant moins touchées. Dans le Nord-Est et le Centre il y a une tendance à la diminution des soldes migratoires positifs qui entraîne actuellement une convergence des soldes dans l'ensemble du Centre-Nord.

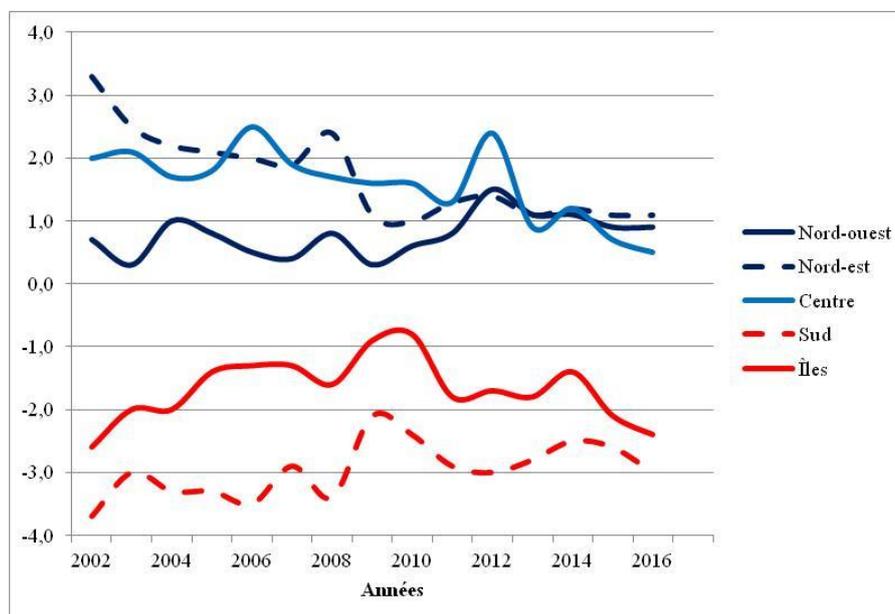


Figure 18. Italie, 2002-2016. Le bilan migratoire interne par aire géographique (pour 1 000)

Source: Istat, Indicatori demografici 2017 [demo.istat.it]

6. La crise et les migrations internationales

L'Italie est également devenue au cours des années 1990 un pays d'immigration (figure 19) après avoir été pour des décennies (et même des siècles) un important pays d'émigration (figure 20). L'immigration gagne de l'importance pendant les années 1990 et depuis l'Italie a toujours fait recours à des campagnes de légalisation ou de régularisation des étrangers (*sanatorie* ou amnisties) présents sur le territoire national. Tandis que les flux d'émigration étaient concentrés au *Mezzogiorno* les flux d'immigration ont initialement principalement touché le centre et le nord du pays.

Depuis 1955 les migrations nettes internationales (figure 22) ont atteint leur minimum pendant les années 1960 et 1970, surtout au *Mezzogiorno*. Avec la crise du prix de pétrole et le boom économique de l'Italie des années 1980 les migrations nettes sont devenues positives, du fait de l'immigration, surtout dans le Centre et le Nord. Les fortes irrégularités dans les tendances sont liées aux amnisties déjà mentionnées. Les années de la grande récession ont

entraîné une importante réduction de la migration nette dû à la diminution des flux d'immigration des étrangers et l'augmentation des flux d'émigration des italiens. La réduction de la migration nette est beaucoup plus marquée dans le Nord et le Centre et aujourd'hui les disparités territoriales de la migration nette (internationale) se sont minimisés.

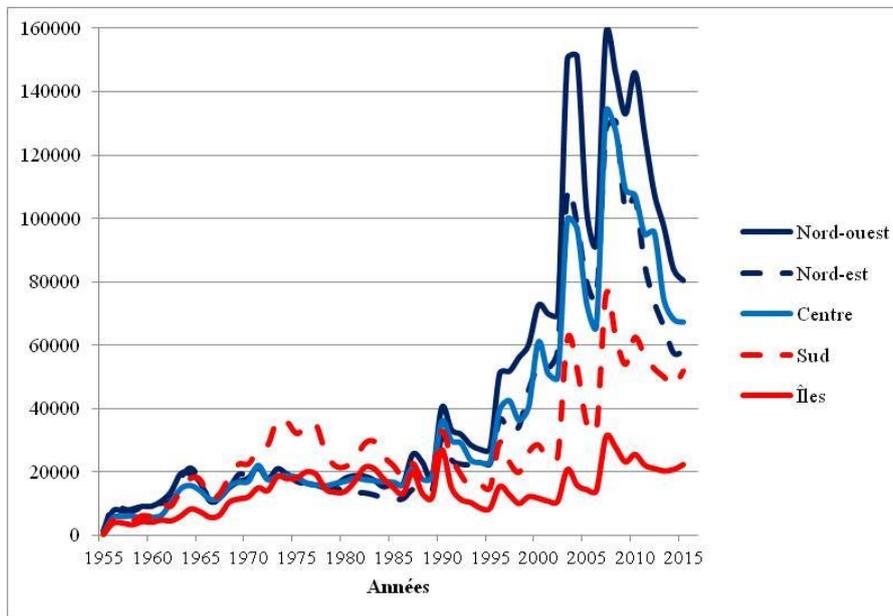


Figure 19. Italie, 1955-2015. L'immigration internationale par aire géographique
Source: Istat, Trasferimenti di residenza

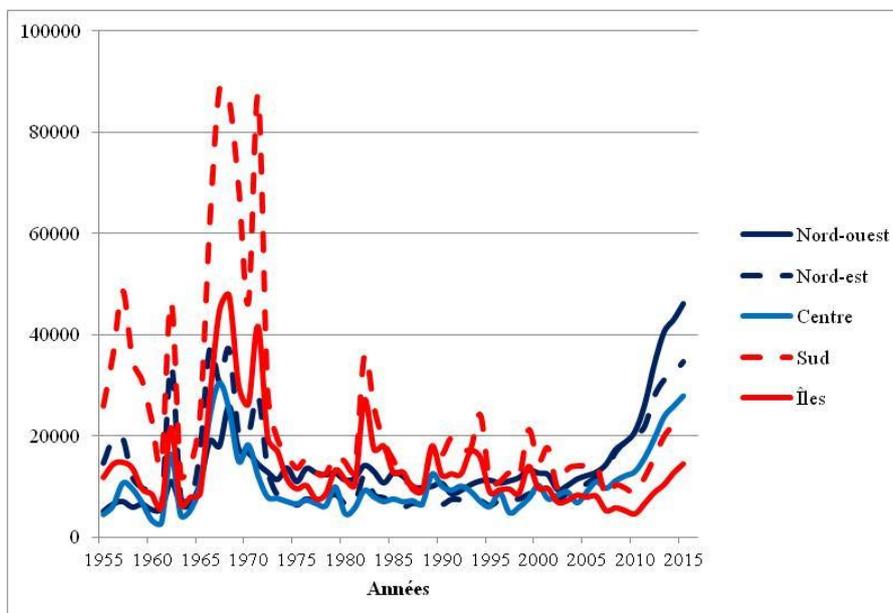


Figure 20. Italie, 1955-2015. L'émigration internationale par aire géographique
Source: Istat, Trasferimenti di residenza

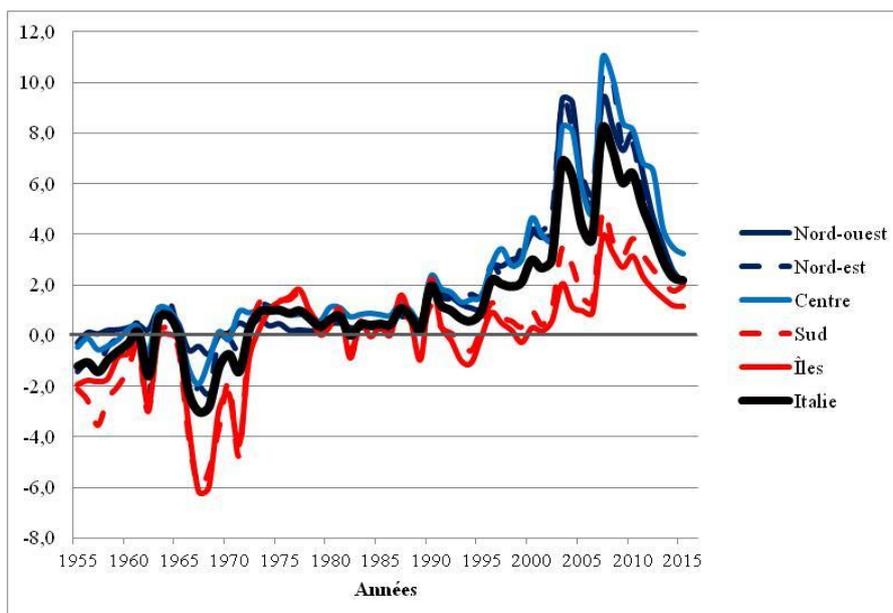


Figure 21. Italie, 1955-2015 Le solde migratoire international par aire géographique (pour 1.000)

Source: estimations sur données Istat, Trasferimenti di residenza

La figure 22 permet l'observation détaillée des tendances des migrations nettes au cours des dernières années : la réduction des migrations nettes avec la crise économique est évidente, même si les flux d'immigration des étrangers continuent d'être importants, et en même temps les flux d'émigration des étrangers sont probablement sous-enregistrés.

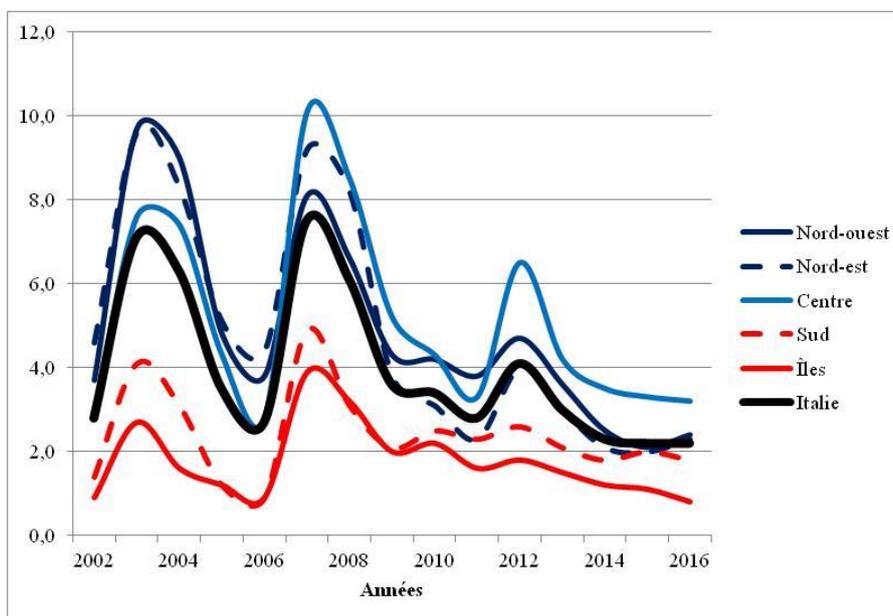


Figure 22. Italie, 2002-2016 Le solde migratoire international par aire géographique (pour 1.000)

Source: Istat, Indicatori demografici 2017 [demo.istat.it]

Le sud du pays, déjà désavantagé économiquement mais aussi plus touché par la crise économique, a une migration nette basse qui reste encore distinctement positive. Depuis l'avènement de la crise économique le Centre a le plus haut niveau de migrations nettes en Italie de toutes les divisions territoriales de l'Italie. Pendant toutes ces années les disparités territoriales restent similaires.

L'augmentation du nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés dès l'année 2015 n'est pas encore inclus et visible dans les figures. Ces flux migratoires plus récents démontrent l'importance des facteurs externes, soit politiques, soit économiques, soit sociaux, soit climatiques, soit liés à la violence, dans les processus d'immigration : l'Italie en crise reste un pays attractif.

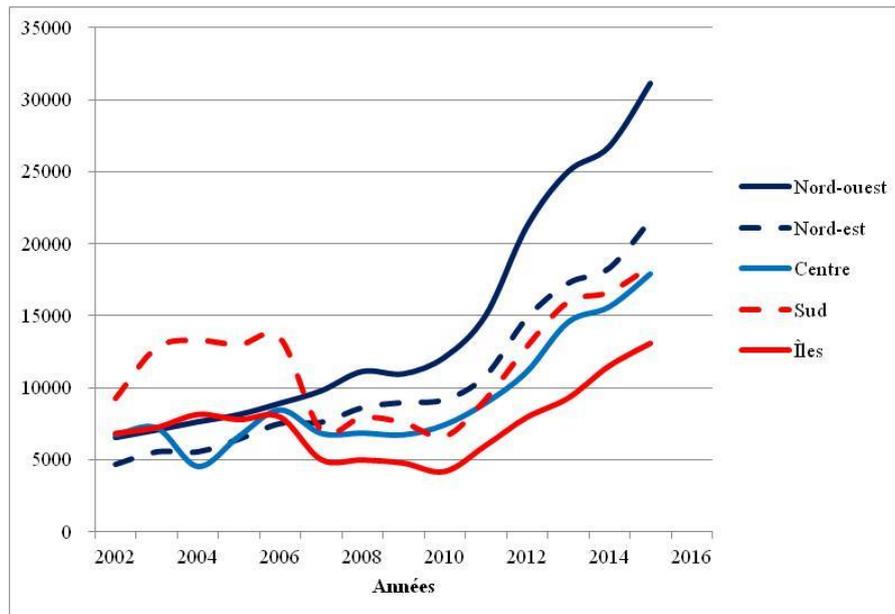


Figure 23. Italie, 2002-2016 L'émigration italienne par aire géographique
Source: Istat, Trasferimenti di residenza

La crise économique entraîne une forte diminution des flux d'immigration et une augmentation des flux d'émigration, soit des étrangers, soit des Italiens. La figure 23 permet d'apprécier les tendances des flux d'émigration de la population italienne.

Avec la grande récession l'émigration des Italiens a augmenté de nouveau. Au début des années 2000, c'est surtout le Sud qui a alimenté cette émigration nouvelle, parce qu'avant la crise économique la population du Sud vivait une situation économique difficile caractérisée par un chômage général élevé et un chômage des jeunes très élevé. La grande récession a entraîné un accroissement du chômage des jeunes dans l'ensemble de l'Italie et le manque de destinations des flux migratoires en Italie l'émigration vers l'étranger est retournée sur la scène. Les destinations de ces flux d'émigration sont d'abord l'Angleterre, l'Allemagne et les autres pays de l'Union européenne. Cette nouvelle émigration italienne est composée avant tout de jeunes adultes, mais pas seulement des plus instruits comme on le pense souvent. Comme le montre la tendance du Nord-ouest déjà avant la crise, l'émigration est devenue la solution choisie par de nombreux italiens. Le déclenchement de la crise en 2008 n'a pas entraîné tout-de-suite une reprise de l'émigration, celle-ci a débuté seulement quelques années plus tard, à partir de 2011. Il est possible que ces données reflètent la réalité, mais il est aussi possible que les statistiques révèlent l'évènement en retard d'un ou deux ans, parce qu'elles sont fondées sur

les communications des consulats, où les changements de résidence vers l'étranger ne sont enregistrés que quand la personne intéressée a besoin d'un acte officiel auprès du consulat. L'émigration des italiens est donc probablement très sous-estimée par les statistiques officielles.

Conclusion

La crise économique, déclenchée en 2007 par les difficultés du secteur financier aux États-Unis, est rapidement devenue le plus grave épisode récessif de l'histoire récente. Les effets de cette grande récession sur les comportements démographiques passent soit d'une façon directe pour les groupes les plus touchés par l'accroissement du chômage et de la pauvreté, soit d'une façon indirecte par le climat de crise économique et sociale qui modifie les comportements de toute la population.

Une analyse critique des données disponibles permet aujourd'hui d'évaluer les premières conséquences de cette crise sur le statut socio-économique des individus et sur les comportements démographiques et d'apprécier si et dans quelle mesure les tendances qui prévalaient avant la crise ont été modifiées. Cette contribution, traitant des grandes lignes de l'évolution des phénomènes démographiques de l'Italie au cours des dernières décennies, montre que sous l'effet de la récession économique la tendance est très clairement aux choix alternatifs au mariage dans la mise en couple et au maintien d'une très basse fécondité. Il semble être trop tôt pour évaluer les effets de la crise sur la santé et la mortalité. Quant au phénomène de la mobilité géographique, les migrations internationales semblent y être beaucoup plus sensibles que les migrations inter-régionales.

Références

- Aassve, A., Billari, F., Ongaro, F., 2001, « The impact of income and employment status on leaving home: evidence from the Italian ECHP sample », *Labour*, Vol. 15 (3), pp. 501-529.
- Aassve, A., Cottini, E., Vitali, A., 2013, « Youth prospects in a time of economic recession », *Demographic Research*, Vol. 29, n° 36, pp. 949-962.
- Aassve, A., Cottini, E., Fraboni, R., Vitali, A., 2015, « Giovani e formazione delle unioni », in : De Rose, A., Strozza, S. (dir.) *Rapporto sulla popolazione. L'Italia nella crisi economica*, Bologna, Il Mulino, Universale Paperbacks 674, pp. 33-61
- Billari, F., Philipov, D., Baizán, P., 2001, « Leaving home in Europe. The experience of cohorts born around 1960 », *International Journal of Population Geography*, Vol. 7 (5), pp. 339-356.
- Bory, S., 2009, « Trajectoires réversibles : le cas des jeunes adultes italiens », *Informations sociales* 6/2009 (n° 156), pp. 132-141.
- Carella, M., Garcia-Pereiro, T., Parant, A., 2016, « Le lien entre divorce et vulnérabilité en Italie et en Espagne », in : Girard, C., Penneç, S., Sanderson, J. P. (dir.) *Trajectoires et âges de la vie*, Association internationale des démographes de langue française, erudit.org.
- Carella, M., Garcia-Pereiro, T., Pace, R., 2016, « Les unions consensuelles en Espagne et en Italie : profils de femmes », in : Girard, C., Penneç, S., Sanderson, J. P. (dir.) *Trajectoires et âges de la vie*, Association internationale des démographes de langue française, erudit.org.
- Castagnaro, C., Guarneri, A., Prati, S., Rinesi, F., 2015, « Comportamento riproduttivo », in : De Rose, A., Strozza, S. (dir.) *Rapporto sulla popolazione. L'Italia nella crisi economica*, Bologna, Il Mulino, Universale Paperbacks 674, pp. 63-83

- Cazzola, A., Pasquini, L., Angeli, A., 2016, « The relationship between unemployment and fertility in Italy: a time-series analysis », *Demographic Research*, 34, 1, pp. 1-38.
- Cicchelli, V., 2001, « La dépendance familiale des jeunes adultes en France et en Italie », *Recherches et prévisions*, N° 65, pp. 31-37.
- Cottini, E., Vitali, A., 2014, « I giovani e la Grande Recessione », in Cappellari, L., Lucifora, C. (dir.) *Economia della popolazione: disuguaglianza, famiglia e migrazioni*, Milano, Vita e Pensiero, pp. 67-86.
- Dalla Zuanna, G., 2001, « The banquet of Aeolus: A familistic interpretation of Italy's lowest low fertility », *Demographic Research*, Vol. 4 (5), pp. 133-161
- De Rose, A., Strozza, S. (dir.), 2015, *Rapporto sulla popolazione. L'Italia nella crisi economica*, Bologna, Il Mulino, Universale Paperbacks 674.
- Egidi V., Demuru E., 2016, « Impatto delle grandi crisi economiche su salute e mortalità. Il caso italiano ». Présentation à la conférence pour les 90 années de l'Istat "La società italiana e le grandi crisi economiche 1929-2016", Rome 25-26 Novembre 2016. [<https://www.istat.it/it/files/2016/11/SlideEgidi.pdf>]
- Eurostat, 2015, *Being young in Europe today*, Luxembourg: Publications Office of the European Union.
- Hellerstein, J., Morrill, M., 2011, « Booms, busts, and divorce », *The B.E. Journal of Economic Analysis & Policy*, 11, 1.
- ISTAT, 2009, *Rapporto annuale. La situazione del Paese nel 2008*, Roma, Istat.
- ISTAT, 2014, *Rapporto annuale. La situazione del Paese nel 2013*, Roma, Istat.
- ISTAT, 2015, *Rapporto annuale. La situazione del Paese nel 2014*, Roma, Istat.
- ISTAT, 2016, *La povertà in Italia. Anno 2015*. Statistiche Report, Roma, Istat.
- ISTAT, 2017, *La povertà in Italia. Anno 2016*. Statistiche Report, Roma, Istat.
- Pailhé, A., 2009, « La crise économique actuelle affectera-t-elle le nombre de naissances ? », in : INSEE, *France, portrait social - Édition 2009*, pp. 26-27.
- Pailhé, A., 2010, « Effet attendu de la crise économique actuelle sur les naissances : quelques hypothèses », *Politiques sociales et familiales*, n° 100, pp. 97-103.
- Pirani, E., Vignoli D., 2014, *Are spouses more satisfied than cohabitants? A survey over the last twenty years in Italy*, DiSIA Working Paper, 2014/09, Dipartimento di Statistica, Informatica, Applicazioni, Università di Firenze.
- Pison, G., 2013, « Les conséquences de la crise économique sur la fécondité en France et dans les pays développés », *Informations sociales*, n° 180, pp. 22-30.
- Régnier-Loilier, A., Vignoli, D., 2011, « Intentions de fécondité et obstacles à leur réalisation en France et en Italie », *Population*, Vol. 66 (2), pp. 401-432.
- Reyneri, E., Pintaldi, F., 2013, *Dieci domande su un mercato del lavoro in crisi*, Bologna, Il Mulino.
- Rimoldi, S., 2015, « Famiglie in crisi, famiglie nella crisi », *Rivista Italiana di Economia, Demografia e Statistica*, Vol. LXIX (2), pp. 17-36.
- Rosina, A., De Rose, A., 2015, « Crisi e welfare inadeguato affossano le nascite », *Welfare Oggi*, 1.

Salvini, S., Vignoli, D., 2014, *Convivere o sposarsi?*, Bologna, Il Mulino.

Salvini, S., 2015, « Living in couple. marriage and cohabitation in a changing Italy », *Rivista Italiana di Economia, Demografia e Statistica*, Vol. LXIX (2), pp. 37-56.

Sobotka, T., Skirbekk, V., Philipov, D., 2011, « Economic recession and fertility in the developed world », *Population and Development Review*, Vol. 37 (2), pp. 267-306.

Vignoli, D., Régnier-Loilier, A., 2009, « Chi non desidera avere due figli? Uno studio comparativo tra Francia e Italia », *Rivista di studi familiari*, 1, pp. 19-39.

Vitali, A., Billari, F.C., 2017, « Changing Determinants of Low Fertility and Diffusion: a Spatial Analysis for Italy », *Population, Space and Place*, 23 (2), <https://doi.org/10.1002/psp.1998>

Annexe

Les disparités territoriales de la fécondité en Italie

Les disparités géographiques de la fécondité en Italie sont anciennes avec des niveaux de fécondité qui ont longtemps été plus élevés dans le Mezzogiorno que dans le Centre-Nord (Vitali et Billari, 2017).

Dans les années 2000, les différences territoriales de l'indicateur conjoncturel de fécondité se sont réduites. Aujourd'hui le modèle territorial s'est inversé : les provinces du Mezzogiorno ont désormais des niveaux de fécondité plus faibles que celles du Centre-Nord. Une analyse des valeurs de l'indicateur conjoncturel de fécondité année par année et des similitudes entre les modèles territoriaux de chaque année, depuis 2002 jusqu'à 2016, suggère un découpage en deux périodes : les années avant la crise économique (2002-2007) et celles pendant la crise (2008-2016). Au cours de ces deux périodes, l'indicateur conjoncturel de fécondité a un niveau très faible dans les provinces italiennes (figure A1) et une échelle relativement étroite suffit à le représenter. Pour les deux cartogrammes nous avons utilisé la même échelle avec des classes ouvertes au-dessous de 1,2 et au-dessus de 1,5 enfant par femme.

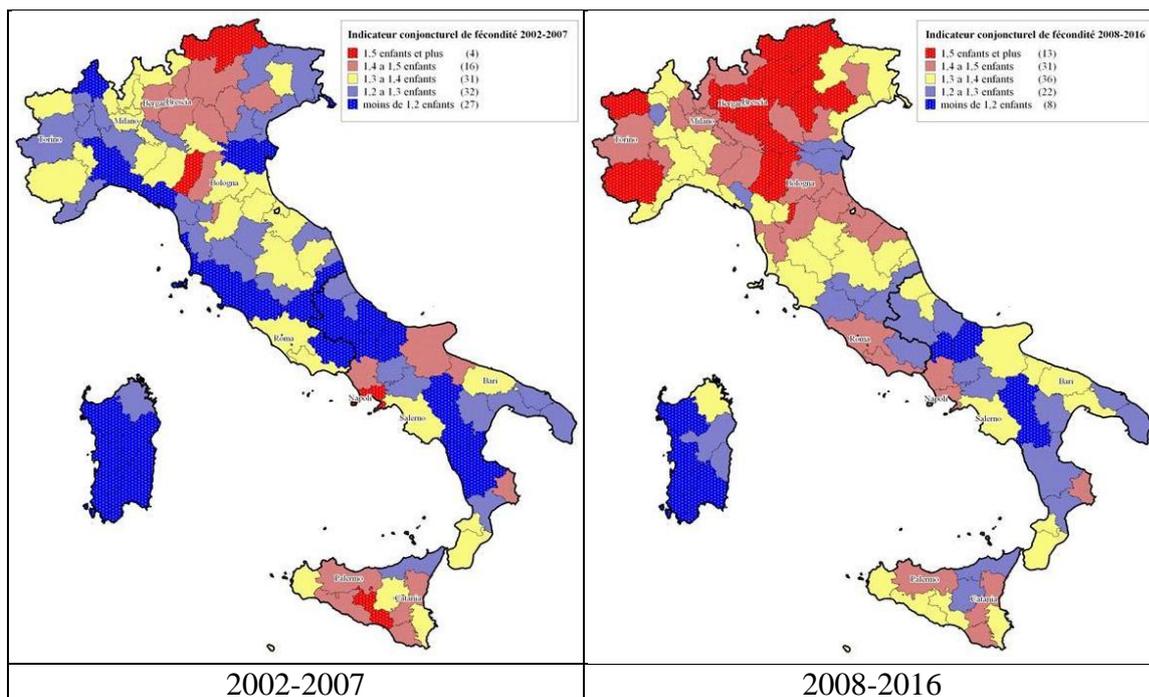


Figure A1. Italie. Les différences territoriales de l'indicateur conjoncturel de fécondité, provinces italiennes, 2002-2007 et 2008-2016

Source : Istat [<http://dati.istat.it/>]

Avant la crise seulement quatre provinces, surtout Bolzano dans le Nord, Naples et Caltanissetta en Sicile, ont des indicateurs conjoncturels de la fécondité au-dessus de 1,5 enfants par femme. La majorité des provinces a entre 1,2 et 1,5 enfants par femme. Dans 27 provinces cependant, l'indicateur conjoncturel de fécondité est au-dessous de 1,2 enfant par femme. Cette dernière catégorie est distribuée sur tout le territoire italien, mais se trouve surtout dans le sud, comme en Sardaigne.

Pendant la crise, les valeurs de l'indicateur conjoncturel de fécondité diminuent dans le Mezzogiorno, alors que dans les provinces du Centre-Nord on peut observer une légère reprise. Ainsi le modèle territorial de fécondité observé en Italie a été bouleversé de manière assez rapide. Aujourd'hui 13 provinces italiennes du Nord ont un indicateur conjoncturel de fécondité au-dessus de 1,5 enfant par femme et les valeurs les plus basses sont concentrées dans le Mezzogiorno, et surtout en Sardaigne.

Comme déjà noté dans le texte, dans beaucoup de provinces du Nord, c'est l'apport des femmes étrangères qui a eu un effet décisif sur ce changement, la présence de femmes étrangères étant plus forte dans ces provinces.

Avant la crise économique, il ne semble pas y avoir de relation entre difficultés économiques et niveau de fécondité dans les provinces italiennes. Le niveau de chômage avant et pendant la crise est toujours plus élevé dans les provinces du Mezzogiorno que dans le reste du pays. Alors qu'avant la crise économique, les variations de la fécondité ne semblaient pas être liées au chômage, la relation est devenue négative avec l'augmentation généralisée du chômage durant la période de crise économique, surtout parmi les jeunes : plus le chômage augmente, plus le niveau de l'indicateur conjoncturel de la fécondité est bas. Malgré un niveau de chômage plus fort que la moyenne, les provinces urbaines du Mezzogiorno, comme Naples, Palerme et Catane continuent cependant à avoir un niveau de fécondité relativement élevé.

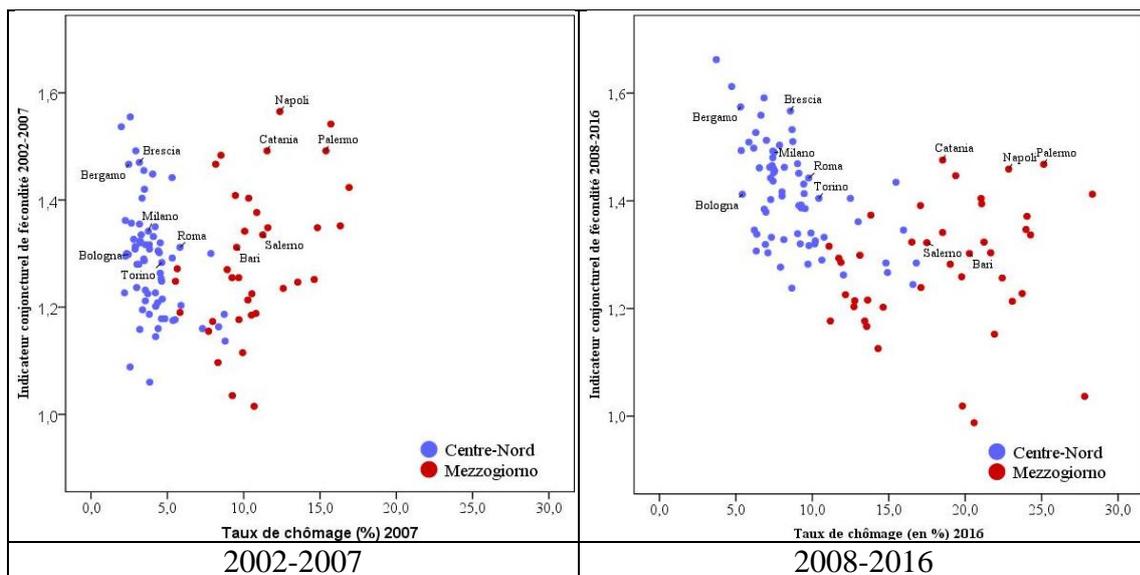


Figure A2. Italie. La relation entre les taux de chômage et l'indicateur conjoncturel de fécondité, provinces italiennes, 2002-2007 et 2008-2016

Source : Istat [<http://dati.istat.it/>]

Comme déjà souligné dans le texte, les jeunes adultes italiens vivent un retard croissant dans les étapes qui marquent le passage à l'âge adulte. Ils restent vivre plus longtemps chez leurs parents, se mettent en couple et ont des enfants plus tardivement. Les forts liens familiaux qui caractérisent la société italienne et assuraient dans le passé une fécondité élevée créent aujourd'hui des effets inverses. Ces forts liens entraînent aujourd'hui une fécondité basse parce que les jeunes adultes sont protégés par leur famille contre les effets de la crise économique avec comme effet un retard de la mise en couple et de la fécondité, surtout dans les aires géographiques les plus touchées par le manque d'emploi pour les jeunes adultes.

LA CRISE ACTUELLE EN ESPAGNE : CONSEQUENCES DEMOGRAPHIQUES ET EFFET SUR LES POLITIQUES SOCIALES

Julián LÓPEZ COLÁS et Francisco ZAMORA LÓPEZ

L'Espagne vit une profonde crise économique, conséquence de diverses « bulles » : la bulle générale du système économique global, la bulle financière, et la bulle immobilière ou résidentielle, cette dernière sans doute plus intense et avec des effets plus nocifs que dans n'importe quel autre pays européen. Une autre bulle, liée aux précédentes mais plus spécifique de l'Espagne, s'ajoute à la liste : la bulle démographique.

La crise qui débute en 2008 et les politiques d'ajustement qui ont suivi ont eu un fort impact sur la situation économique et sociale du pays, avec des empreintes parfois profondes reflétées par de nombreux indicateurs sociaux et démographiques. Parmi les premiers, les plus significatifs sont l'accroissement de la pauvreté et de l'exclusion sociale, ainsi que le grand nombre de ménages expulsés de leur domicile en raison de leur impossibilité à affronter le paiement de leur logement.

Pour ce qui est des indicateurs démographiques, mis à part le changement de tendance de l'évolution de la population totale résultant des changements des dynamiques migratoires, les effets sont plus modérés. On observe cependant une diminution significative de la natalité, de la fécondité et un retard de l'âge au premier mariage et à la maternité, qui coïncide avec le tempo de la crise.

D'autres indicateurs comme la taille et la structure des ménages, ou l'espérance de vie ont continué d'évoluer conformément aux tendances observées avant la crise économique.

1. L'entrée en récession économique

Après une phase économique expansive qui dura depuis le milieu des années 1990 jusqu'au début de 2008, avec une croissance annuelle moyenne du P.I.B. de 3,5%, l'économie espagnole entra de manière abrupte dans une période de récession et de crise. En à peine deux ans, le P.I.B. passa d'une croissance de 4,1% en 2007, à une décroissance de -4,3% en 2009 (figure 1).

Face à l'ampleur de la crise, le gouvernement Zapatero lança un plan de réactivation économique, le *Plan E* (Plan Espagnol pour la Stimulation de l'Economie et de l'Emploi), fondé principalement sur la réalisation d'œuvres publiques urgentes de petite dimension, réparties

dans un grand nombre de municipalités espagnoles. Celles-ci, ainsi que d'autres mesures évaluées à 11 milliards d'euros, ont débuté en mars 2010 et ont eu un effet positif sur le PIB qui la même année a enregistré un taux de croissance de 0,5%. Cependant, à partir du troisième trimestre de 2010, et en coïncidence avec le début de la crise bancaire, les taux nuls ou négatifs se sont succédés jusqu'au quatrième trimestre de 2013, début d'une période de récupération qui se maintient jusqu'à présent.

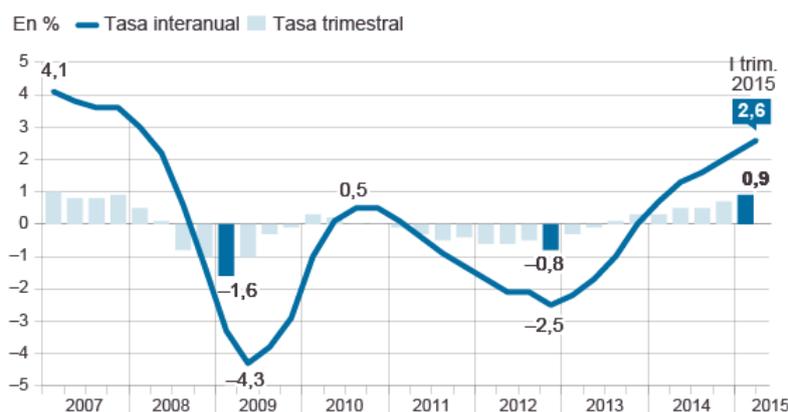


Figure 1. Évolution du Produit intérieur brut. Espagne, 2007-2015.
Source: INE (2015) et *El País* du 30 avril 2015.

Depuis le début de la crise, la dette publique espagnole a doublé, passant de 50% du PIB en 2008 à 100,9% au premier trimestre 2016, ce qui situe l'Espagne parmi les pays les plus endettés du monde. La dette est alors en Espagne de 23 800 euros par habitant. En conformité avec les indicateurs antérieurs, le budget national est passé d'un excédent de plus de 2% du PIB en 2007 à un déficit de -5,9% en 2014.

D'autres indicateurs comme le taux d'inflation, passé de 2,8% à -0,1% entre 2007 et 2016, montrent la détérioration de la situation économique espagnole. Cependant, ils ne permettent pas de rendre visibles les effets de la crise sur la population avec la même netteté que l'évolution du chômage, la dépense moyenne des ménages ou les indicateurs de pauvreté.

En ce qui concerne le chômage, le taux a été pratiquement multiplié par trois, s'élevant de 7,9% au début de la crise en 2007 à 21% en 2016. Le niveau de chômage le plus élevé est atteint en 2013 avec un taux de 27,2%, ce qui représente 6,2 millions de chômeurs. Bien que ces pourcentages de chômage ne soient pas nouveaux dans l'histoire récente de l'Espagne, lors des crises des décennies 1980 et 1990 des taux supérieurs à 20% furent atteints (figure 2), les effets sociaux actuels sont plus pernecieux. En premier lieu, parce que la majorité des nouveaux emplois sont temporaires et avec des salaires inférieurs à ceux d'avant 2008. En deuxième lieu parce que les conditions pour accéder aux allocations de chômage se sont renforcées et que les montants des indemnités se sont réduits. En dernier lieu parce que l'endettement des ménages est plus élevé que lors des crises antérieures. Au cours des années du boum immobilier, comme on le verra postérieurement, un grand nombre de ménages se sont engagés à payer des crédits hypothécaires au logement sur de longues périodes de temps, ce qui, en cas de perte d'emploi, les a rendus encore plus vulnérables.

Les effets de la crise sur le chômage présentent en réalité des différences significatives selon le sexe, les hommes étant plus affectés que les femmes. Cette évolution inégale a réduit la grande différence traditionnelle entre hommes et femmes, jusqu'à situer les taux en 2016 à 18,4% et 21,8%, respectivement. On observe également des différences significatives selon l'âge, le niveau d'études et la nationalité. En résumé les personnes les plus touchées par le chômage sont des hommes jeunes, peu qualifiés et étrangers.

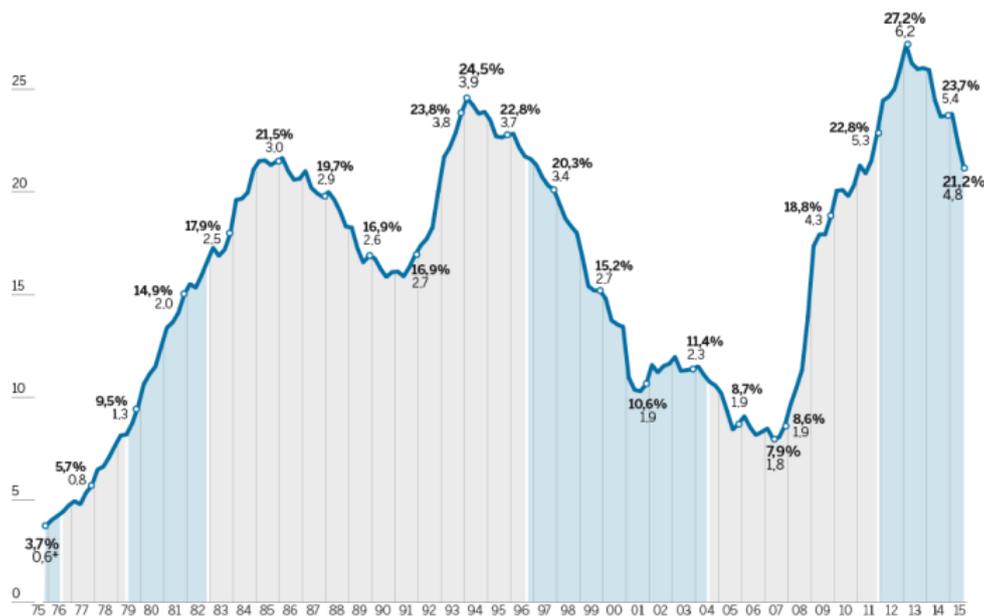


Figure 2. Taux de chômage et nombre de chômeurs en millions, Espagne, 1975-2015
Source: Encuesta de Población Activa et *El País* du 30 avril 2015.

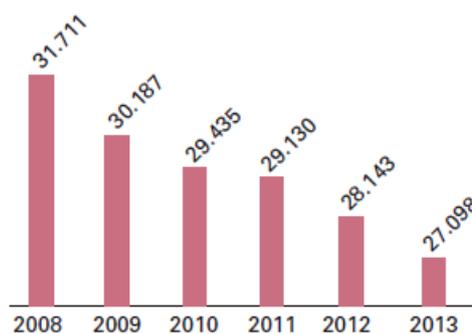


Figure 3. Dépense moyenne par ménage (en euros), Espagne, 2008-2013
Source: INE (2015) "España en cifras, 2015".

L'évolution de la dépense des ménages reflète fidèlement la détérioration des conditions de vie liée à la croissance du chômage, à la perte de revenus et à la dégradation générale de l'économie. Entre 2008 et 2013, les dépenses des ménages ont chuté de 14,5%, passant de 32 000 à 27 000 euros annuels.

En dernier lieu, l'évolution de l'indicateur de pauvreté ou d'exclusion sociale AROPE¹⁵, montre de manière claire les effets de la crise (figure 4). Que l'on prenne comme référence l'année initiale ou la fin de l'observation, le pourcentage d'Espagnols en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dépasse, à partir de 2009, 25% de la population totale. Il faut souligner que tout cela se produit alors que le seuil de pauvreté, qui définit comme tels les ménages qui se situent en dessous de 60% de la médiane des revenus du pays, n'a cessé de diminuer. En d'autres mots, l'AROPE montre que la pauvreté a augmenté malgré le fait qu'en 2009 le seuil se situait à 8 877 euros, contre 8 114 euros en 2013.

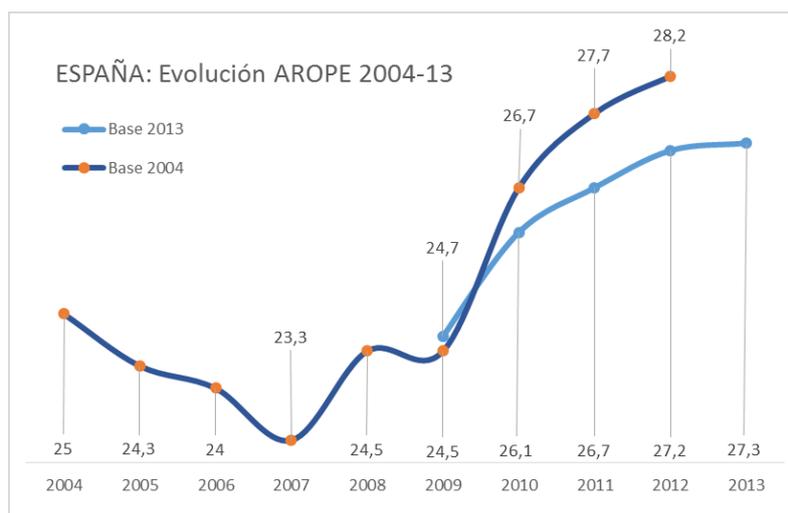


Figure 4. Évolution de l'indicateur "At Risk Of Poverty and/or Exclusion" (AROPE). Espagne, 2004-2013
Source: ESPN-ESPAÑA (2015)

La pauvreté et l'exclusion sociale ont augmenté pour tous les groupes d'âges (figure 5), dessinant le modèle suivant : plus la personne est jeune et plus élevés sont les risques de pauvreté ou d'exclusion. L'unique exception à ce modèle s'observe parmi les personnes de 65 ans ou plus, femmes dans leur majorité, pour lesquelles entre 2009 et 2013 on enregistre une diminution « statistique » de la pauvreté et de l'exclusion sociale, essentiellement en raison du maintien des revenus de leur retraite et de la diminution parallèle du seuil de pauvreté¹⁶.

La crise n'a pas non plus touché de la même manière les Espagnols et les étrangers (figure 6). Le taux de pauvreté, l'une des trois composantes de l'indicateur AROPE, montre que la pauvreté est plus fréquente parmi les étrangers et qu'elle a augmenté d'avantage que pour les Espagnols ; il existe aussi de grandes différences entre étrangers en fonction de leur origine.

¹⁵ *At Risk Of Poverty and/or Exclusion* est un indicateur proposé par l'Union Européenne qui fait référence au pourcentage de population qui se trouve en risque de pauvreté et/ou exclusion sociale. L'indicateur, normalisé pour tous les pays européens, combine éléments de revenus, possibilités de consommation ainsi que d'emploi. Dans le cas espagnol, l'AROPE est élaboré par l'Instituto Nacional de Estadística (I.N.E.), à partir des données obtenues dans l'Encuesta Condiciones de Vida (EU-SILC).

¹⁶ Il est important de rappeler que l'I.N.E. modifia, il y a de cela deux ans, la forme de calcul des revenus des ménages recueillis dans son E.C.V. à travers de l'introduction de données obtenues à partir de l'exploitation de divers fichiers administratifs. Comme l'indique l'I.N.E., ce changement méthodologique produit une rupture qui empêche les comparaisons avec les années antérieures. Pour éviter cet inconvénient, l'I.N.E. a calculé des estimations rétrospectives des principaux indicateurs avec la nouvelle méthodologie afin de les rendre comparables avec les nouveaux résultats, ce qui permet d'évaluer correctement les résultats de la Stratégie 2020 en Espagne. Étant donné que les rapports précédents ont suffisamment insisté sur ce changement méthodologique et sur la diminution qui en découle sur les indicateurs liés avec les revenus et la pauvreté.

Ainsi, alors qu'en 2013 le pourcentage de pauvres parmi les Espagnols de 16 ans ou plus était de 16,5%, dans la population étrangère en provenance de l'Union Européenne il atteignait 35,1%, et il s'élevait jusqu'à 47,8% dans le cas de celle provenant du reste du monde.

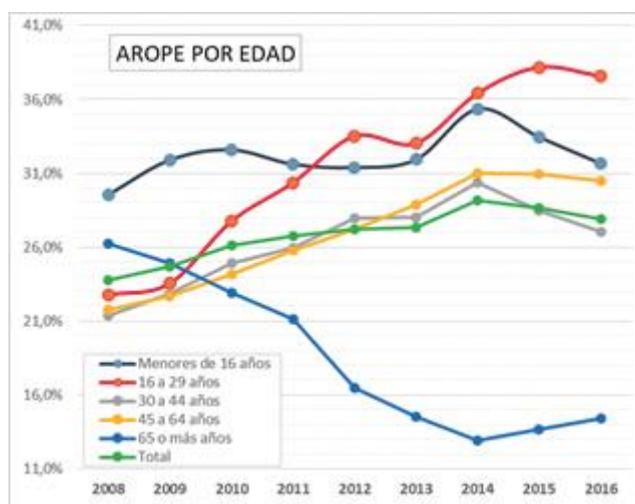


Figure 5. Évolution de l'indicateur AROPE par âge. Espagne, 2008-2016
Source: EAPN-ESPAÑA (2017)

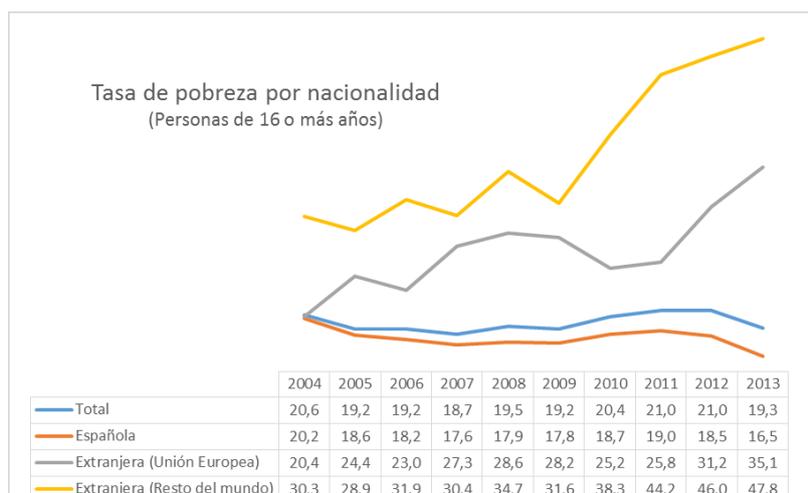


Figure 6. Taux de pauvreté par nationalité. Espagne, 2004-2013
Source: ESPN-ESPAÑA (2017)

2. Crise et comportements démographiques

Au cours des années du boum économique et résidentiel, la population espagnole a augmenté de 15,8%, passant de 39,3 millions d'habitants en 1998 à 46,2 millions en 2008, ce qui, en nombres absolus, représente 6,3 millions de personnes en plus, desquelles 92% sont le produit d'un solde migratoire positif.

Ces valeurs contrastent avec l'évolution des périodes antérieure et postérieure du boum économique. Entre 1991 et 1998, la population espagnole s'est accrue de 2,5%, produit d'un solde naturel de +254 000 et d'un solde migratoire positif de +730 000. Entre 2008 et 2015, l'évolution de la population n'a pas été aussi linéaire. Tout d'abord, parce qu'au cours des premières années de cette période, l'inertie migratoire décroît progressivement jusqu'en 2011,

année qui enregistre le dernier solde migratoire positif des années considérées, +65 000, et non brusquement à partir du début de la crise. Deuxièmement, parce qu'à partir de cette date, les pertes d'effectifs liées à la composante migratoire augmentent progressivement jusqu'à atteindre un solde négatif de -394 000 en 2013. En dernier lieu, il convient de souligner l'apport de plus en plus réduit de la croissance naturelle. En ce sens, la présentation anticipée des données de l'année 2015 confirme que le nombre de décès dépasse de 2 500 celui des naissances, et c'est, selon l'INE, la première fois que cela arrive depuis que l'organisme statistique dispose de données annuelles.

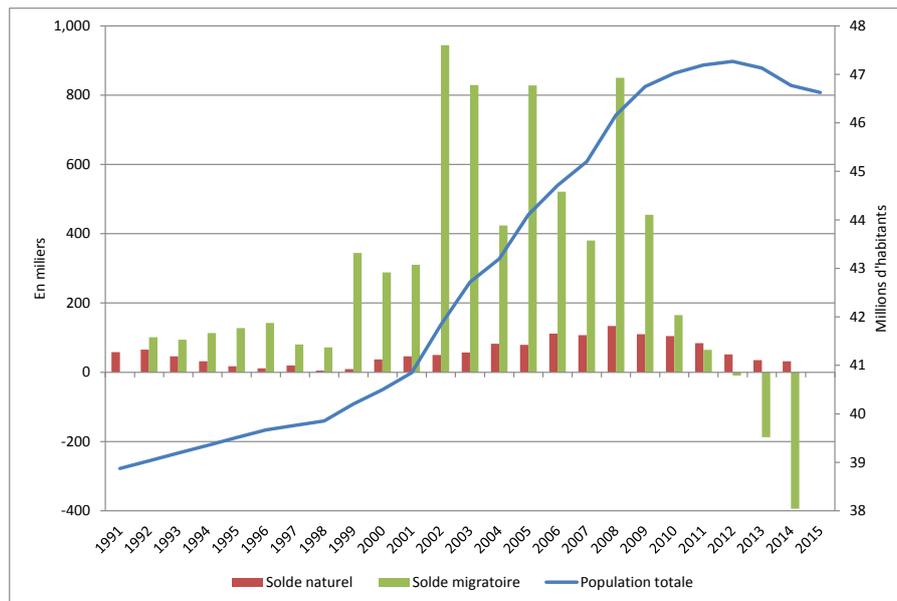


Figure 7. Espagne. Évolution de la population et des soldes naturel et migratoire de 1991 à 2014
Source: INE.

L'intensité et la durée de la crise présentent des effets sur les comportements démographiques et familiaux, ainsi que sur la santé et le bien-être des individus, bien que ces effets, comme on va le voir dans la suite, opèrent de manière variable.

2.1. Un effet sur la formation et la rupture d'union ?

Les effets de la crise sur la formation des mariages montrent que la crise a pu dissuader de nombreux couples à se marier ou bien les inciter à retarder leur union. En ce sens, les résultats du tableau 1 montrent, une claire diminution de l'indicateur conjoncturel de nuptialité entre 2008 et 2013 et un accroissement de l'âge moyen au mariage quel que soit le sexe.

En ce qui concerne les divorces et les séparations de couples, la littérature spécialisée (Domínguez et Castro, 2013; Castro-Martín, Martín-García et Abellán, 2015) remarque que les crises et plus généralement l'incertitude économique ont un double effet. D'une part, les conflits intrafamiliaux sont plus fréquents, ce qui pourrait constituer un facteur d'accroissement des ruptures familiales. D'autre part, les difficultés économiques à affronter les coûts du processus de divorce ou de la dissolution du couple, pourraient provoquer une diminution des taux de divortialité. Dans le cas espagnol, les résultats de la figure 8 suggèrent que lors des premières années de la crise, les deux effets se sont manifestés : forte chute des ruptures suivie d'une légère augmentation, mais sans revenir aux niveaux antérieurs à la crise économique.

Tableau 1a. Évolution et caractéristiques des mariages. Espagne, 2005-2012

Année	Taux brut de nuptialité	Indicateur conjoncturel de nuptialité		Age moyen au mariage	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
2005	4.8	0,56	0,60	33,5	30,5
2006	4.6	0,56	0,59	34,2	31,0
2007	4.5	0,54	0,57	34,3	31,2
2008	4.3	0,51	0,55	34,6	31,5
2009	3.8	0,47	0,50	35,2	32,1
2010	3.6	0,46	0,48	35,7	32,6
2011	3.5	0,45	0,47	36,1	33,0
2012	3.6	0,47	0,49	36,3	33,3

Source: Esteve (2015)

Tableau 1b. Évolution et caractéristiques des mariages. Espagne, 2005-2012 (suite)

Année	Mariages hétérosexuels	Selon la religion catholique %	Mariages avec au moins un étranger %	Mariages entre personnes du même sexe	
				Hommes	Femmes
2005	208 146	60,7	14,2	914	355
2006	203 453	57,0	15,7	3 000	1 313
2007	201 579	54,5	17,0	2 141	1 052
2008	194 022	51,1	18,7	2 051	1 143
2009	174 062	45,5	21,3	1 984	1 098
2010	167 247	41,9	21,0	1 955	1 238
2011	159 798	39,4	19,8	2 073	1 467
2012	165 101	37,4	17,9	1 935	1 520

Source: Esteve (2015)

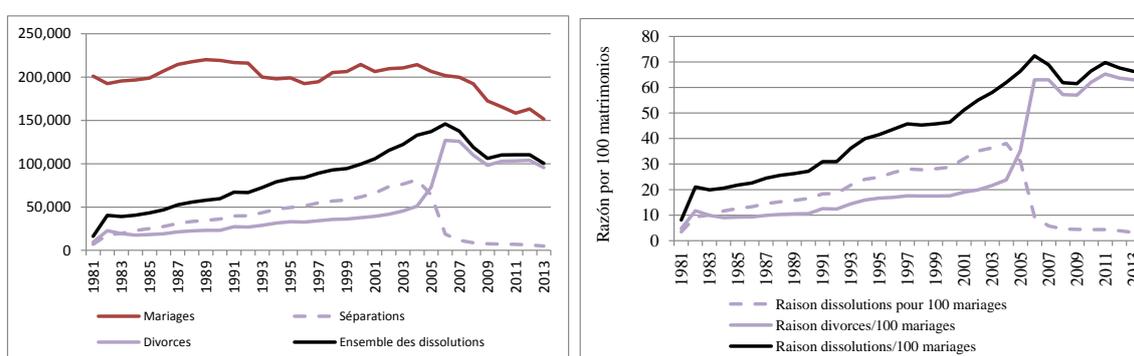


Figure 8. Mariages, séparations et divorces (nombres absolus et “odds ratio”).

Espagne, 1981-2013

Source: Solsona, Spijker (2016)

Toutefois, et il s'agit d'un aspect important qu'il convient de remarquer, les sources statistiques espagnoles captent uniquement la formation et la dissolution de mariages civils ou religieux, qui ont de moins en moins d'importance relative en ce qui concerne la constitution de la famille. D'autres types d'unions, comme les unions libres qui selon l'*Encuesta Continua de Hogares* de 2015 représentent 15% de l'ensemble des unions, ne sont pas toujours incluses dans les statistiques. Il ne fait aucun doute que, pour mesurer de manière adéquate la formation et la rupture des couples, il faudrait ajouter tant les formations que les séparations pour ce type de couples, mais il n'existe aucun registre officiel pour l'ensemble de l'Espagne.

2.2. Une chute de la natalité et de la fécondité

Après deux décennies de baisse continue, la natalité a connu une récupération spectaculaire qui a coïncidé avec le boom économique. Le nombre de naissances est passé de 365 000 en 1998 à près de 520 000 en 2009 et le taux brut de 9,2 à 11,3 ‰ (figure 9). En accord avec ce qui précède, la fécondité a crû à un rythme similaire : le nombre moyen d'enfants par femme est passé de 1,15 en 1998 à 1,44 en 2008 (figure 10). Cette tendance s'est inversée au début de la crise, moment à partir duquel le nombre de naissances et l'indice synthétique de fécondité ont brutalement chuté, avec seulement 454 000 naissances en 2012 et 1,32 enfant par femme en 2014.

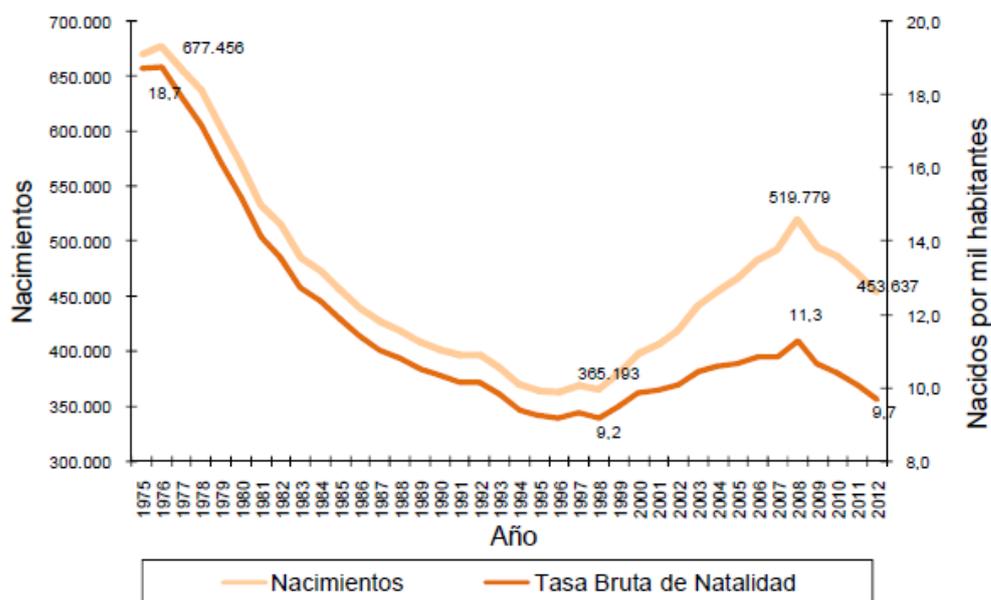


Figure 9. Évolution des naissances. Espagne, 1975-2012
Source: INE (2013), Nota de presse.

La crise a également accentué la tendance des dernières décennies d'un retard de plus en plus fort de la maternité (figure 10). Entre 2008 et 2014, l'âge moyen à la maternité des femmes est passé de 30,8 à 31,8 ans. Alors que pour les Espagnoles l'âge moyen à la maternité est passé de 31,5 à 32,3 ans, dans le cas des étrangères il est passé de 28,2 à 29,3 ans. En d'autres termes, le retard est d'un an en ce qui concerne les étrangères et de légèrement moins dans le cas des Espagnoles.

On peut observer d'autres aspects remarquables de l'évolution de la fécondité espagnole depuis le début de la crise, tel le fait que la baisse a concerné d'avantage les femmes les moins âgées et, comme le montre la figure 11, que celle-ci s'est surtout concentrée sur les enfants de rang 1. En définitive, la crise a resitué la fécondité à son niveau d'avant le boum économique et les femmes, mais également les hommes, ont des enfants à des âges de plus en plus élevés.

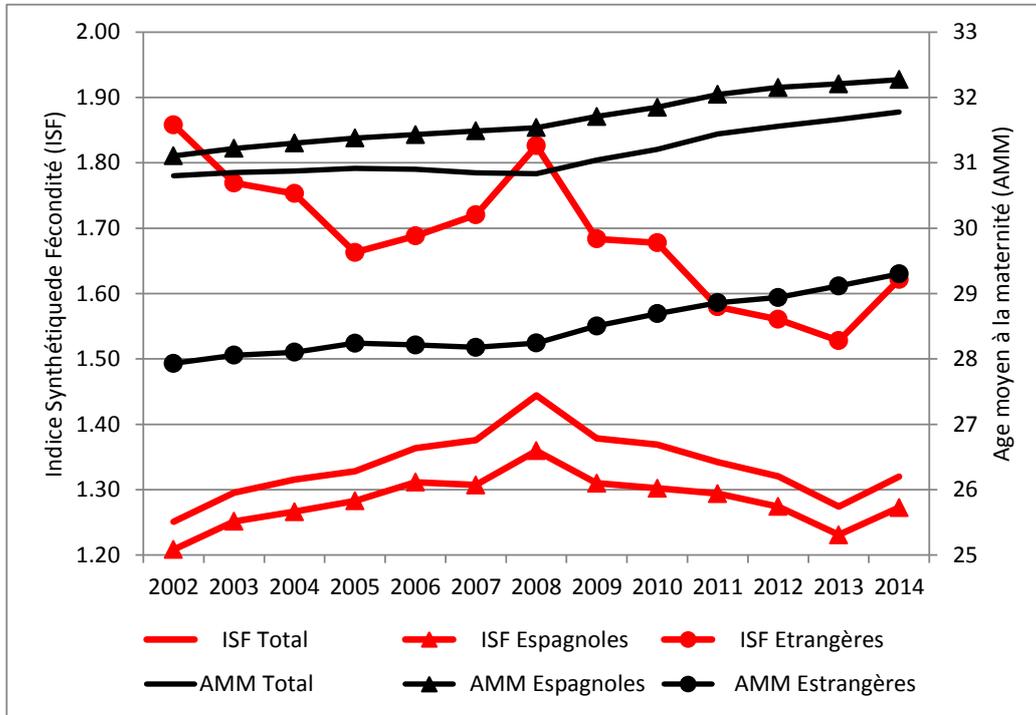


Figure 10. Indice de fécondité et âge moyen à la maternité selon la nationalité de la mère. Espagne, 2002-2014
Source: INE.

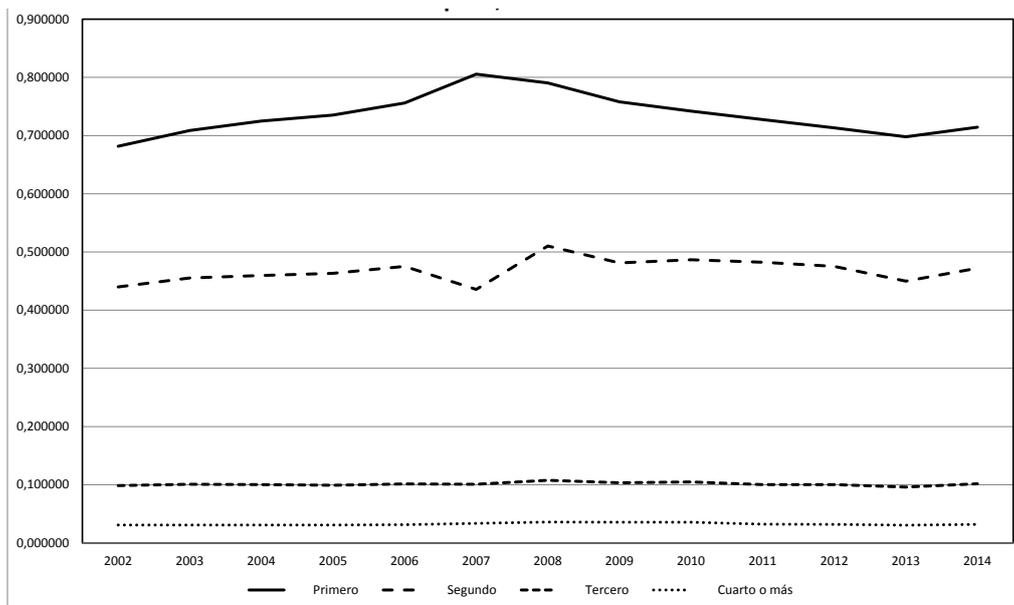


Figure 11. Espagne. Indice synthétique de fécondité selon le rang de naissance entre 2002 et 2014
(Primero= Rang 1, Segundo= Rang 2, Tercero= Rang 3, Cuarto o más= Rang 4 ou plus)
Source: INE.

2.3. Pas d'effet visible sur la structure des ménages

Malgré la crise, la taille moyenne des ménages a continué à diminuer, passant de 2,86 personnes en 2001, à 2,58 et 2,51 en 2011 et 2015 respectivement (figure 12). Cette réduction de la taille des ménages se poursuit donc depuis plusieurs décennies en raison de l'augmentation de l'espérance de vie, de la diminution de la fécondité et de la hausse des ruptures de couples.

D'autres indicateurs comme le type de ménage ou le poids relatif des diverses tailles de ménages ont également suivi la même tendance (figure 13). Les ménages d'une personne s et les ménages monoparentaux, surtout ceux constitués par une mère seule avec ses enfants, sont de plus en plus courants. En revanche, les ménages complexes et ceux formés par un couple avec deux ou trois enfants ou plus, sont de moins en moins représentés.

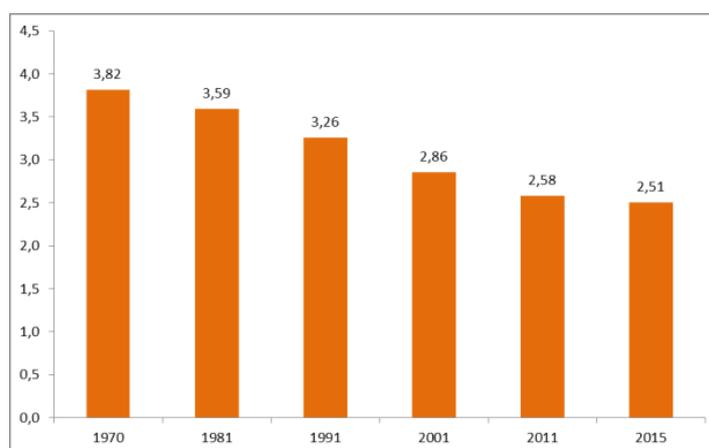


Figure 12. Taille moyenne des ménages. Espagne, 1970-2015
Source: Censo de 2001 et 2011, et Encuesta Continua de hogares de 2015.

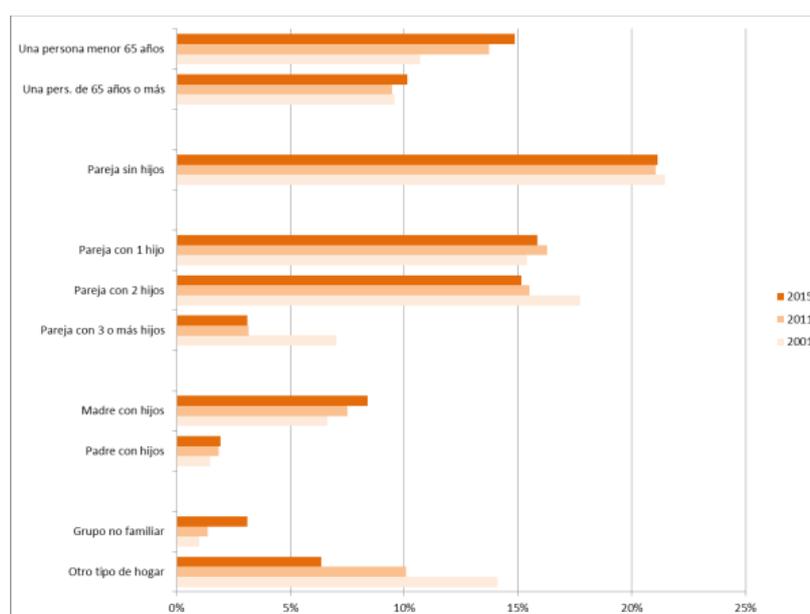


Figure 13. Ménages par type. Espagne, 2001-2015
Source: Censo de 2001 et 2011 et Encuesta Continua de hogares de 2015.

Dans le cas de l'Espagne, la crise ne semble pas avoir laissé de trace sur les indicateurs de taille ou de structure des ménages. Certains phénomènes, comme le retour de jeunes adultes à leur foyer parental (*boomerang children*) ou d'autres formes de corrésidence, ne sont pas perceptibles dans les indicateurs agrégés de l'ensemble national, peut-être en raison de la lenteur des changements concernant les structures des ménages.

2.4. Une poursuite de la baisse de la mortalité

Apparemment, ou peut-être seulement actuellement, les indicateurs de mortalité et de santé de l'ensemble de l'Espagne n'ont pas été affectés par la hausse du chômage, par les coupes qui ont touché des prestations, c'est-à-dire, que les personnes paient davantage pour un même service tel comme le remboursement des médicaments, par les privations matérielles ou par le stress lié à l'incertitude économique dont souffre une bonne part de la population espagnole.

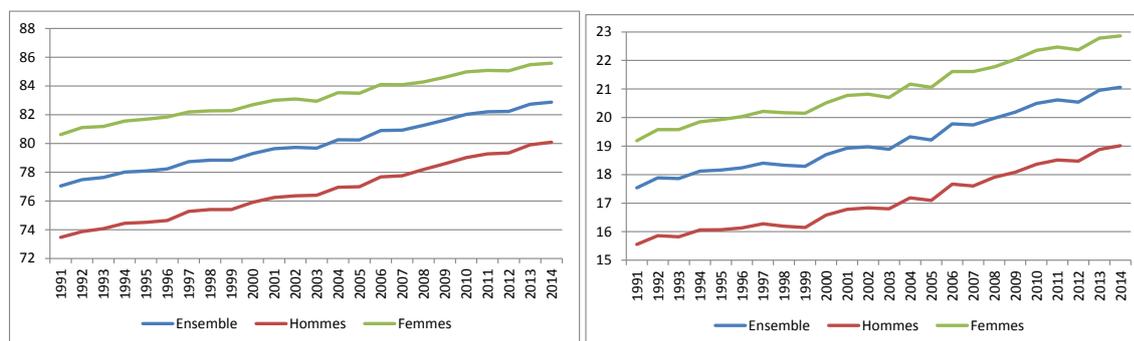


Figure 14. Espérance de vie (en années). Espagne, 1991-2014
À la naissance A 65ans

Source: INE.

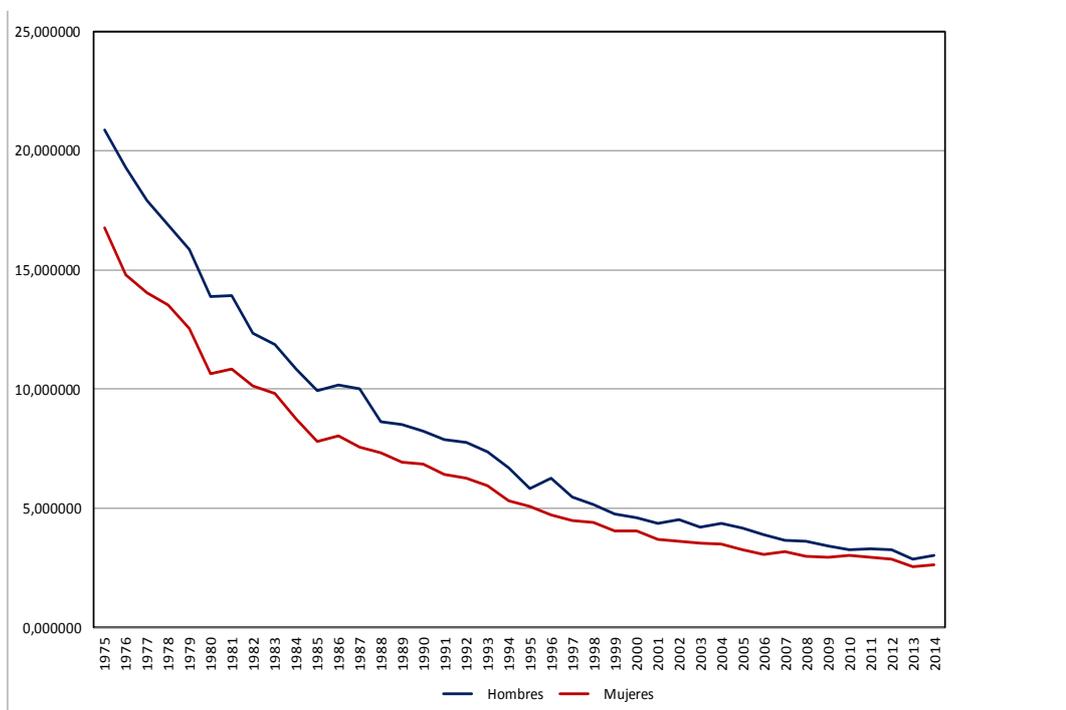


Figure 15. Taux de mortalité infantile (<1an) selon le sexe (en %).
Espagne, 1975-2014

Source: INE.

L'espérance de vie à la naissance a maintenu sa croissance au même rythme que pendant les années du boum économique, passant de 81,3 ans en 2008 à 82,9 ans en 2014 (figure 14). On observe une évolution similaire des indicateurs spécifiques à certains groupes d'âge, comme l'espérance de vie à 65 ans (figure 14), la mortalité infantile (figure 15) ou d'autres indicateurs plus raffinés comme l'espérance de vie en bonne santé.

Dans un contexte de crise, l'un des indicateurs qu'il convient d'analyser est l'évolution du suicide, en raison de sa possible relation avec la dégradation de la santé mentale d'une partie de la population. Le suicide est devenu la première cause de mortalité non naturelle en Espagne, en partie en raison de la diminution des décès par accidents de la route ces dernières années.

Malgré cela, le taux de suicide de l'Espagne est peu élevé en comparaison à d'autres pays de l'Union Européenne. Depuis le début de la crise, de même qu'au cours des trois décennies antérieures, s'observent de petites hausses et baisses, avec une tendance légèrement ascendante. Au cours de la période 2008-2012, le taux passa de 7,22 à 7,49 pour 100 000 habitants. Le taux de 2014 est lui aussi un peu plus élevé que celui de 2013 (8,36 face à 8,21 pour 100 000 habitants), mais les résultats ne sont pas comparables à ceux de la série antérieure en raison du changement méthodologique introduit par l'I.N.E. pour comptabiliser les suicides¹⁷. Quoi qu'il en soit, attribuer cette hausse à la crise serait un argument très réductionniste, si l'on prend en compte le fait que les données de ceux qui s'enlèvent la vie de manière volontaire, croissent dans tous les pays développés depuis plusieurs décennies.

Tableau 2. Évolution du nombre et taux de suicides. Espagne, 2007-2014

	Suicides	Population	Taux (pour 100.000)
2007	3 263	45 200 737	7.22
2008	3 421	46 157 822	7.41
2009	3 429	46 745 807	7.34
2010	3 145	47 021 031	6.69
2011	3 180	47 190 493	6.74
2012	3 539	47 265 321	7.49
2013*	3 870	47 129 783	8.21*
2014*	3 910	46 771 341	8.36*

Source: I.N.E.

* Changement de méthodologie.

5. Migrations internes : les étrangers moins mobiles qu'avant la crise

La première décennie du XXI^{ème} siècle constitue une période exceptionnelle dans l'histoire des migrations internes en Espagne. Jamais auparavant, depuis qu'il existe des statistiques migratoires, avait été enregistré un nombre aussi élevé de migrations de courte distance, ni une intensité aussi forte. La principale nouveauté de cette période est que les étrangers ont joué un rôle décisif dans les mouvements internes. Cependant, la crise a complètement modifié la situation.

¹⁷ Selon l'INE, la "Statistique du suicide" s'est réalisée de forme ininterrompue de 1906 à 2006. Avec une périodicité annuelle, elle recueillait l'information, tant des suicides réalisés comme des tentatives, en étudiant l'acte du suicide avec toutes les circonstances de type social qui pourraient avoir un intérêt. Depuis 2007, et suivant les standards internationaux en la matière, a été prise la décision de supprimer les bulletins de suicide et d'obtenir l'information statistique relative au suicide à partir de l'information qu'offre le bulletin judiciaire de décès qui s'utilise pour la « Statistique de décès selon la cause de la mort ».

En général, les migrations internes sont plus fréquentes au sein de la population étrangère que parmi les Espagnols. Lors des années du boom économique, l'intensité des migrations des premiers était, en termes relatifs, trois fois plus élevée que celle des seconds. Mais, au cours de la période 2008-2012, la réponse migratoire face à la crise a été très différente (tableau 3). Les étrangers ont réduit de manière notable leur taux de mobilité interne (- 25%) et le profil par âge de ces migrations s'est modifié. Par contre, la diminution observée parmi les Espagnols a été très faible en termes d'intensité (-2%) et la structure par âge des migrants s'est à peine modifiée.

Tableau 3. Nombre moyen de migrations internes (ISM) des Espagnols et des étrangers.
Espagne, 1998-2012

Nationalité	ISM			Variation de l'ISM	
	1998-2002	2003-2007	2008-2012	2003-2007/1998-2002	2008-2012/ 2003-2007
Espagnols					
Hommes	1,92	2,39	2,35	24,4%	-1,9%
Femmes	1,88	2,39	2,36	26,8%	-1,3%
Etrangers					
Hommes	6,29	7,50	5,69	19,4%	-24,1%
Femmes	6,13	7,29	5,89	19,0%	-19,2%

Source: Recaño (2015)

Les Espagnols présentent le profil classique d'une haute concentration de migrants parmi les jeunes adultes, des taux élevés aux âges auxquels la migration dépend des parents, une basse mobilité à partir des 40 ans et un pic final aux âges autour de la retraite (figure 16). Le trait différentiel le plus marquant des étrangers résidant en Espagne par rapport aux Espagnols, est qu'ils présentent une plus haute propension migratoire jusqu'à des âges plus élevés, à partir de 40 ans. Ce comportement visant à s'adapter au marché de l'emploi, s'est accentué encore plus avec la crise économique.

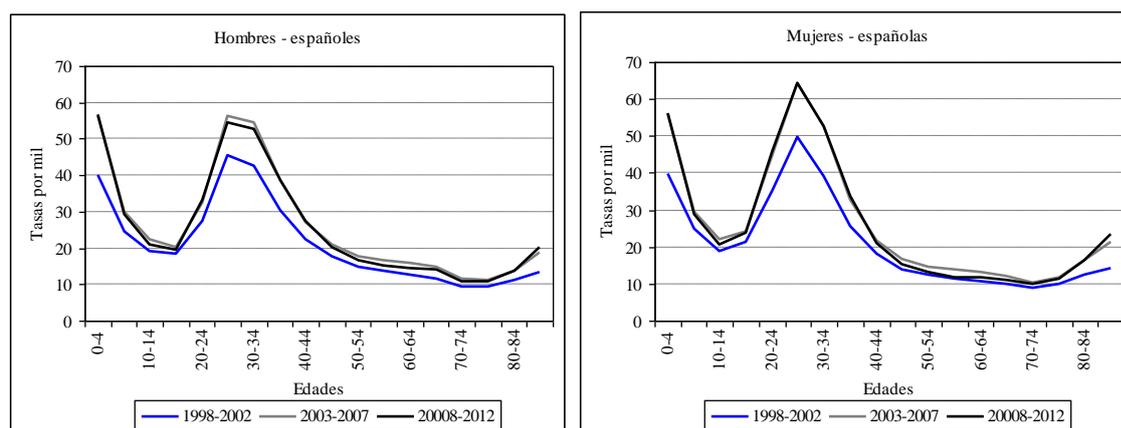


Figure 16. Taux de migration interne par sexe, âge et nationalité. Espagnol (1988-2012)

Source: Recaño (2015)

En définitive, la crise a mis un terme à une période exceptionnelle, dans l'histoire de l'Espagne, de mobilité spatiale.

2.6. Un mouvement d'émigration de nationaux

En ce qui concerne les migrations internationales, tant le cycle migratoire comme une certaine inertie commencée à la fin des années 80, se sont modifiés de façon substantielle. Les effets de la crise sur les flux migratoires, comme on peut l'observer dans la figure 17, sont très clairs. Le flux d'immigrants passe de près d'un million d'individus en 2007, année record, à 400 000 en 2014. Quant aux émigrants, tant les étrangers qui retournent à leur pays d'origine comme ceux qui, à l'instar des Espagnols, cherchent des opportunités d'emploi à l'étranger, entre 2007 et 2013 leur nombre passa d'un peu plus de 200 000 personnes à 500 000. En 2014, le nombre de sorties redescendit jusqu'à 400 000 personnes.

Dans un contexte de crise on peut s'attendre à une diminution des flux d'immigration et à une augmentation des sorties d'étrangers. Ce qui était moins prévisible a été l'augmentation des sorties d'Espagnols nés en Espagne. Ce phénomène, naissant dans les premières années de la crise, a crû jusqu'à atteindre 26 000 sorties en 2013 et près de 64 000 en 2015. Le résultat final a été un solde migratoire négatif de -188 400 Espagnols nés en Espagne au cours de la période 2008-2015 (différence entre les 323 500 sorties et les 135 100 entrées).

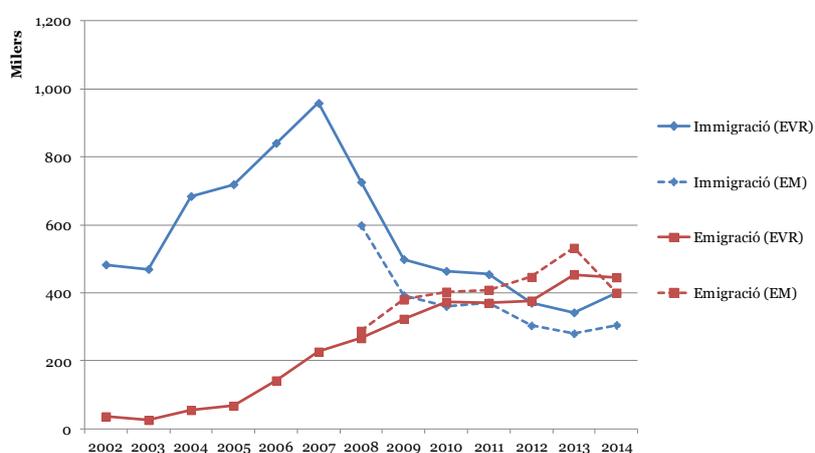


Figure 17. Migration extérieure, Espagne 2002-2014
Source: Domingo, Sabater, Ortega-Rivera (2014)

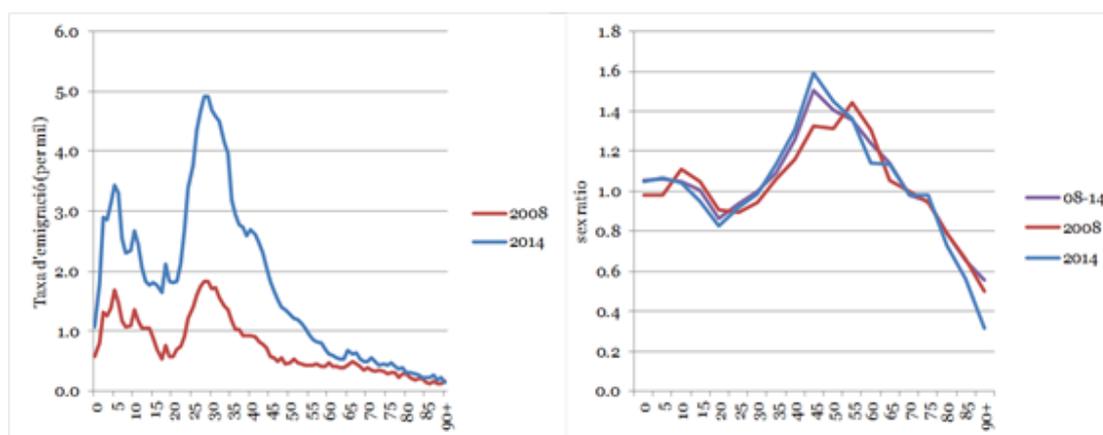


Figure 18. Taux spécifiques d'émigration et sex ratio des flux d'émigration par âge. Espagne, 2008-2014

Source: Domingo, Sabater, Ortega-Rivera (2014)

En dernier lieu, la distribution par âge des migrants (figure 18) montre qu'il s'est produit une forte hausse des sorties de jeunes adultes et des migrations d'enfants suivant leurs parents. On observe également un déséquilibre selon le sexe, produit d'une forte hausse de l'émigration masculine, ce qui est cohérent avec le fait que le chômage a touché d'avantage la population masculine.

3. L'éclatement de la bulle immobilière

L'une des multiples conséquences de la bulle immobilière qui s'est formée en Espagne entre 1997 et début 2008 et de son explosion postérieure, est le nombre élevé de ménages qui se sont engagés à payer un crédit immobilier sur une longue durée. Le montant moyen des prêts hypothécaires est passé de 50 000 euros en 1997 à 140 000 euros en 2006 et leur durée moyenne de 12 à 15 ans, et tout cela alors que le prix du logement du marché libre a crû de près de 160% en termes nominaux et de plus de 100% en termes réels.

La hausse spectaculaire du nombre de ménages dont le logement était hypothéqué n'aurait pas été possible sans l'interaction avec les autres « bulles » -la bulle financière, la bulle économique et la bulle démographique-, sans des taux d'intérêts les plus bas depuis la Guerre Civile, et sans un accroissement tant de l'emploi que des revenus des ménages et du nombre de ménages. Des générations plus nombreuses que celles qui les avaient précédées atteignent l'âge de l'émancipation résidentielle au cours des premières années du XXI^{ème} siècle. Selon le *Padrón Municipal*, la population de 25-34 ans avait augmenté de plus d'un million de personnes à la fin du boum immobilier : de 6,6 millions en 1998 à 7,6 millions en 2007. Par ailleurs, mais non moins important que ce qui vient d'être remarqué, un important contingent d'immigrants est arrivé au cours de la même période. L'importance de l'immigration est telle que plus d'un tiers des ménages créés entre 2001 et 2011, exactement 35%, avait comme chef de ménage une personne née à l'étranger.

Des près de 3,9 millions de nouveaux ménages créés au cours de la période intercensitaire 2001-2011, plus de 2,7 millions étaient propriétaires avec des paiements dus, ce qui en termes relatifs représente 7 nouveaux ménages sur 10. En termes absolus, le nombre de ménages au logement hypothéqué est passé de 3,2 millions en 2001 à 5,9 millions en 2011 et la proportion de 22,8% à 32,9% du total, respectivement. Le grand nombre de logements hypothéqués fut précisément l'un des responsables de la crise. Les ménages achetèrent des logements en profitant des taux d'intérêts extrêmement bas qui avaient cours alors et en 2008 ils se retrouvèrent à devoir payer des logements surévalués et, très souvent, sans l'emploi qu'ils avaient auparavant.

Tableau 4. Ménages selon le statut d'occupation du logement. Espagne, 2001-2011

Année	Propriété payée	Paiements dus	Location	Autre forme	Total
2001	8 409 660	3 240 780	1 611 800	921 800	14 184 040
2011	8 334 059	5 940 928	2 438 574	1 370 130	18 083 692
Variation entre 2001 et 2011	-75 601	2 700 148	826 774	448 330	3 899 652

Source: INE, Censo de población 2001 et 2011.

Tableau 5. Distribution des ménages selon le statut d'occupation du logement.
Espagne, 2001-2011

Année	Propriété payée	Paiements dûs	Location	Autre forme	Total
2001	59,30%	22,80%	11,40%	6,50%	100,00%
2011	46,10%	32,90%	13,50%	7,60%	100,00%

Source: INE, Censo de población 2001 et 2011.

Au cours des années du boum immobilier, et surtout à partir de 2003, près de 100 000 prêts immobiliers ont été concédés chaque mois, atteignant le chiffre de 120 000 au point culminant du boum, entre 2005 et 2007. Ces valeurs contrastent avec la moyenne de moins de 20 000 prêts mensuels de ces dernières années et illustrent la dimension de la chute (figure 19).

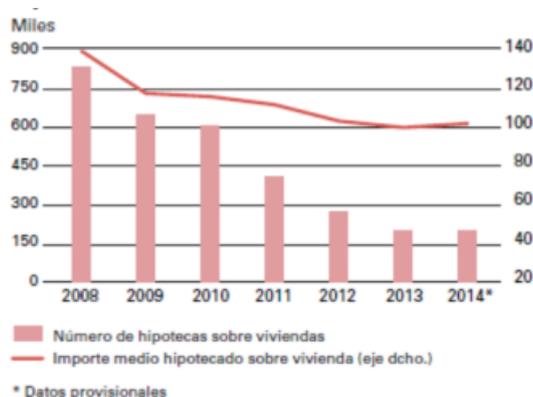


Figure 19. Prêts immobiliers. Espagne, 2008-2014

Nombre de prêts immobiliers et montant moyen hypothéqué sur le prix du logement (axe de droite) - données provisoires

Source: INE, España en cifras 2015.

Le résultat final de l'explosion des trois bulles est la progressive détérioration de la situation économique des ménages espagnols qui, en relation avec le logement, se synthétise en quelques chiffres.

En 2015, la *Fundación de Cajas de Ahorro* estime que des 6% de ménages ayant une hypothèque, près de 400 000 doivent davantage à leur banque que la valeur de leur logement. Ils doivent, de plus, affronter le paiement de leur prêt dans un contexte de chute des revenus sans précédent depuis la Guerre Civile.

Selon l'ECV (*Encuesta de Condiciones de Vida*) de 2014, quatre ménages sur dix ne pouvaient faire face à des paiements imprévus ou partir une semaine en vacances par an, tandis qu'un sur dix avait des retards de paiements liés au logement habituel (prêt ou loyer, facture de gaz, électricité, eau ou copropriété).

Plus extrême encore est la situation des familles qui, en raison du non-paiement de leur prêt ou de leur loyer, ont été expulsées de leur domicile, ce qui a eu un grand impact social et médiatique. Malgré l'importance de la question, il n'existe pas de données fiables sur le nombre d'expulsions ni sur leur typologie. En 2012, la Plataforma de Afectados por la Hipoteca (Plateforme d'Affectés par l'Hypothèque), estime qu'il s'est produit plus de 170 000 expulsions

depuis le début de la crise., En combinant ses propres données avec d'autres de la Banque d'Espagne et de l'I.N.E., le Consejo General del Poder Judicial (Conseil Général du Pouvoir Judiciaire) estime qu'au cours de l'année 2012, il y a eu 43 858 saisies immobilières de logements habituels (CGPG, 2013). La même année, la Banque d'Espagne indique que 9 prêts immobiliers sur 10 qui n'ont pu être remboursés, avaient été contractés avant 2007, c'est-à-dire au cours des années de la bulle immobilière¹⁸.

4. Les politiques sociales face à la crise

4.1. Des effets amortisseurs et protecteurs limités

Au cours de la période 2008-2013, le nombre de bénéficiaires de prestations a augmenté de 3 millions de personnes, desquelles 514 000 correspondent à des retraites et les plus de 2,4 millions restants à des pensions contributives, allocations chômage, pensions non contributives de retraite ou d'invalidité, revenus minimums d'insertion et d'autres types de prestations.

Malgré l'augmentation du nombre de prestations, il y a en Espagne en 2013 près de 3 millions de personnes sans emploi, sans couverture sociale (figure 20). Nombre d'entre elles ont épuisé leur prestation de chômage. D'autres, principalement des jeunes et des étrangers, sont restées en dehors de la couverture en raison d'un accès au marché de l'emploi à travers des contrats temporaires faiblement rémunérés n'atteignant pas le minimum de cotisation requis. La Réforme de l'Emploi (*Reforma Laboral*) de 2012, a réduit les prestations de chômage et introduit de nouvelles conditions pour y accéder. Ainsi, par exemple, le montant de la prestation de chômage diminue à partir du sixième mois, ou encore, le revenu minimum d'insertion qui se concédait aux chômeurs de plus de 52 ans qui avaient épuisé leur prestation, ne s'octroie plus maintenant à partir de 55 ans. Le résultat final est que non seulement le nombre de chômeurs sans couverture a augmenté, mais aussi que les montants des prestations s'est réduit. Le montant moyen des prestations de chômage est passé de 1 000 euros en 2008 à 807 euros en 2014.

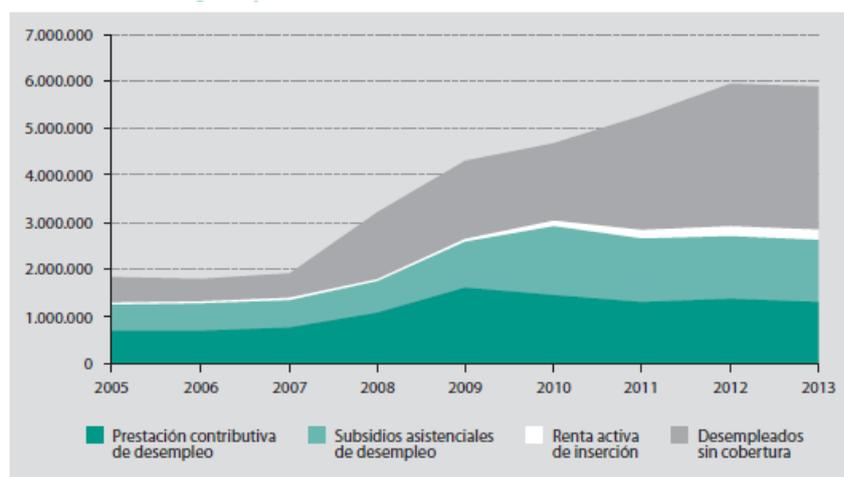


Figure 20. Évolution des bénéficiaires de prestations et des chômeurs sans aucune couverture. Espagne, 2005-2013

(Allocation chômage, Prestation d'assistance chômage, Revenu actif d'insertion, Chômeurs sans couverture).

Source: FOESA "VII Informe sobre exclusión social y desarrollo en España 2014".

¹⁸ Tout cela s'est produit alors que le stock de nouvelles résidences invendues a dépassé 650 000 unités. Voir l'annexe pour plus d'informations à propos de la construction de logements et les prêts hypothécaires.

Cette réforme a également élevé de 35 à 37 ans le nombre d'années de cotisation nécessaires pour pouvoir bénéficier d'une retraite complète et le montant de la retraite n'est plus actualisé suivant le taux d'inflation, comme c'était le cas auparavant.

Ces données mettent en évidence les faiblesses et limitations du modèle de l'État providence l'Etat de Bien-Être espagnol. Si entre 2007 et 2012 les politiques sociales ont eu un effet amortisseur, les prestations sociales ont contribué à réduire la pauvreté relative (en dessous du seuil de 60% du revenu médian) de près de 40%, en revanche le nombre de pauvres n'a cessé d'augmenter, passant de 23,5% à 28,2% au cours de la même période (tableau 6).

Tableau 6. Taux de pauvreté avant et après les transferts sociaux (en milliers).
Espagne, 2007-2012

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Pauvreté avant les transferts	38,0	39,0	39,8	43,6	45,4	46,2
Pauvreté après les transferts	23,3	24,5	24,5	26,7	27,7	28,2
Disminution de la pauvreté	38,7	37,2	38,4	38,8	39,0	39,0

Source: FOESA "VII Informe sobre exclusión social y desarrollo en España 2014".

4.2. Des politiques sociales fragilisées par la crise

Pour sortir de la crise la politique espagnole s'est orientée, presque exclusivement, vers la réduction du déficit budgétaire et le paiement des intérêts de la dette (avant la crise, l'Espagne destinait 1,5% du P.I.B. au paiement des intérêts, contre 3,3% actuellement), à travers une réduction des dépenses de prestations sociales et des services publics, et en ne prêtant que peu d'attention à l'impact social que cela peut occasionner.

L'évolution des dépenses publiques en est un bon exemple. Entre 2008 et 2013, les dépenses ont uniquement augmenté pour les retraites et le chômage (tableau 7). Dans ce tableau, on observe également une hausse des dépenses dans la rubrique « Services sociaux et promotion sociale », poste qui englobe les services et prestations destinés à la Promotion de l'Autonomie Personnelle et l'Attention aux Personnes en Situation de Dépendance¹⁹. Les données font cependant référence à des montants budgétaires alloués. Caritas, dans la note de bas de tableau, remarque que le budget exécuté de cette rubrique révèle une diminution de -13,8%. D'autres sources, comme le journal *El País*²⁰, chiffreraient la réduction à 2 000 millions d'euros entre 2011 et 2015.

La Loi de Dépendance, conçue pour accroître l'État Providence espagnol, a souffert de nombreuses vicissitudes comme conséquence d'une combinaison de facteurs : la crise économique, la complexité de son financement dans lequel intervenaient diverses administrations, les politiques focalisées sur la réduction du déficit, les réductions budgétaires ainsi que le manque de volonté politique du *Partido Popular*. Celui-ci, déjà avant son arrivée au pouvoir en 2011, pense que la Loi de Dépendance n'est pas viable. Une fois à la tête du gouvernement en 2012, il en modifie différents articles entraînant une forte réduction de l'accès

¹⁹ Plus connue comme la Loi de Dépendance (Loi 39/2006, du 14 décembre), celle-ci considère un ensemble de services et prestations destinés à la promotion de l'autonomie personnelle, comme à la protection et à la prise en charge des personnes en situation de dépendance, à travers des services publics et privés concertés.

²⁰ El País, 28/11/2015: http://politica.elpais.com/politica/2015/11/29/actualidad/1448829978_825353.html

aux prestations et de leurs montants. Les données disponibles les plus récentes (*El País* du 29/11/2015) montrent que, depuis la modification de la Loi en juillet 2012 et jusqu'à 2015, le nombre de dépendants qui recevait une aide avait diminué de 1 200 personnes, alors que le nombre de personnes en liste d'attente pour être reconnue comme dépendantes et percevoir une prestation s'élevait à 400 000.

Tableau 7. Évolution des dépenses du budget de l'État. Espagne, 2008-2013

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	% d'ajustement depuis 2008
Chômage	15 777 077	19 616 946	30 974 836	30 474 060	28 805 053	26 993 696	71,09%
Services Sociaux et Promotion Sociale	2 087 902	2 508 624	2 737 038	2 521 584	2 119 017	2 848 494*	36,43% *
Retraites	98 011 777	106 098 579	108 282 712	112 215 755	115 825 934	121 556 511	24,02%
Justice	1 564 030	1 658 493	1 818 796	1 713 255	1 612 633	1 542 847	-1,35%
Sécurité Publique et Institutions Pénitentiaires	8 874 450	8 646 200	8 872 807	8 401 959	8 354 909	7 903 485	-10,94%
Santé	4 433 817	4 622 917	4 634 602	4 255 135	3 975 625	3 852 271	-13,12%
Autres Prestations Economiques	14 085 474	14 973 335	14 402 517	13 576 365	12 013 279	11 880 256	-15,66%
Education	2 932 625	2 987 690	3 092 088	2 843 428	2 219 465	1 944 733	-33,69%
Culture	1 220 535	1 284 263	1 198 893	1 103 995	942 463	721 712	-40,87%
Accès au Logement et Promotion de la Construction	1 381 397	1 615 933	1 498 065	1 218 114	819 912	765 876	-44,56%
Promotion de l'Emploi	7 683 832	7 584 159	7 750 665	7 329 102	5 764 743	3 771 511	-50,92%
Politique Extérieure	3 168 485	3 676 851	3 547 956	2 747 733	1 680 616	1 492 266	-56,98%
Gestion et Administration de la Sécurité Sociale	11 233 052	12 920 486	6 362 290	7 770 591	2 901 115	4 436 299	-60,51%

*Inclut 1 034 millions d'euros de dépenses engagées et non exécutées au cours d'exercices antérieurs, des obligations non acquittées de paiement de cotisations à la sécurité sociale de soignants non professionnels. Le pourcentage réel accumulé depuis 2008 serait de -13,8% ; en termes homogènes le budget de 2013 serait de 1 814 493,57 €.

Source: CÁRITAS "La reducción del gasto como política", 2013.

La réduction des dépenses publiques a également affecté la Santé et l'Education, même si la protection universelle et le système éducatif public obligatoire ont été maintenus malgré

les restrictions budgétaires. La santé, l'éducation et les retraites, avec la solidarité familiale intergénérationnelle, qui a fait d'un grand nombre de retraités la principale source de revenus du ménage, ont eu un effet amortisseur très important. Nombreux sont les experts et collectifs qui soutiennent que de légers changements dans les pensions de la sécurité sociale auraient, à court et moyen terme, de graves conséquences pour de nombreuses familles.

Références

EAPN-ESPAÑA (2017) "El estado de la pobreza. Seguimiento del indicador de riesgo de pobreza y exclusión social en España 2008-2016" Madrid: EAPN.

ESPN-ESPAÑA (2015) "El estado de la pobreza, 4º Informe. Seguimiento del indicador de riesgo de pobreza y exclusión social en España".

Esteve, A. (2015) "Matrimonio e inmigración internacional en España" en Torres Albero, A. (ed.) (2015). *España 2015. Situación Social*. Madrid, CIS

FOESA "VII Informe sobre exclusión social y desarrollo en España 2014".

Domingo, A.; Sabater, A.; Ortega-Rivera (2014) "¿Migración neohispánica? El impacto de la crisis económica en la emigración española" *Revista Empirica*, 29, 39-66.

Solsona, M; Spijker, J. A. (2016) "Does the 2010 Catalan Civil Code affect trends in joint physical custody? A comparison between Catalonia and the rest of Spain" *Population-E. vol. 71*, 297-323.

Annexe

Conjoncture du marché immobilier en Espagne

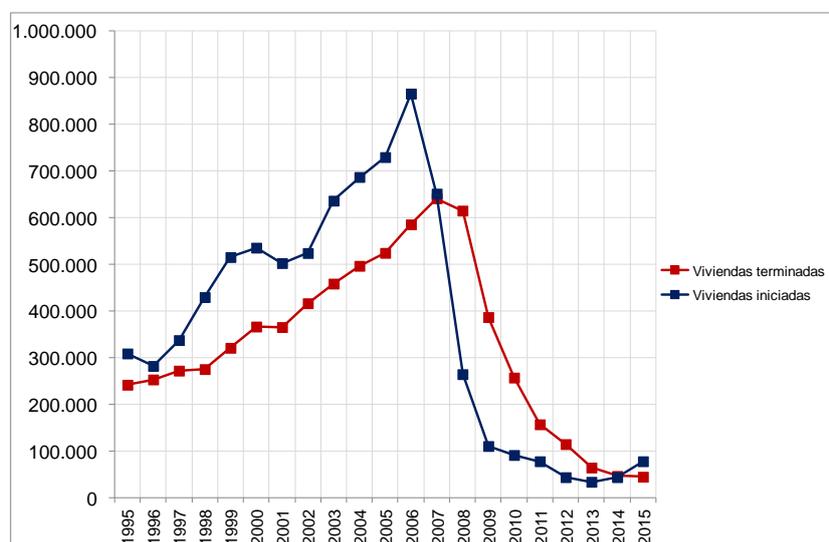


Figure A.1. Construction de logements en Espagne, 1995-2015
(Viviendas acabadas= logements achevés. Viviendas iniciadas= logement commencés).
Source: INE, Ministerios de Fomento-Visados Colegio de Aparejadores.

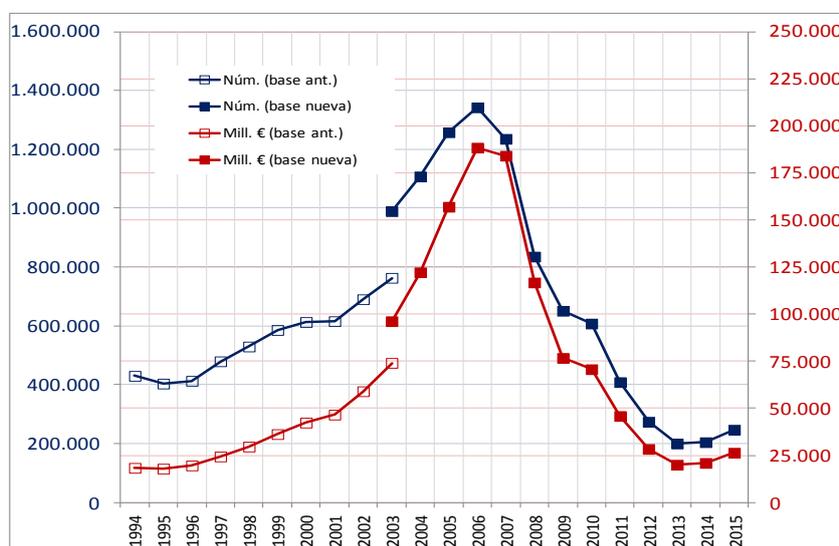


Figure A.2. Prêts immobiliers, 1994-2015
Source: INE-Colegio de Registradores de la Propiedad.

GRÁFICO 7
TIPO DE CONTRATO LABORAL DEL HIPOTECADO

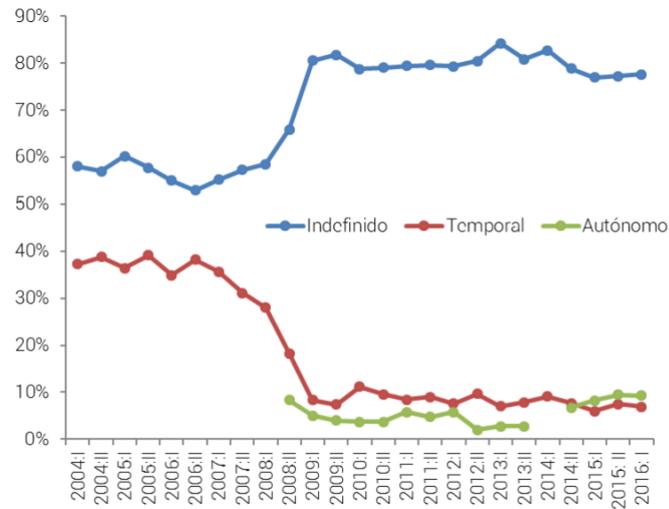


Figure A.3. Prêts immobiliers selon le type de contrat de travail, 2004-2016 (bi-annuel)
 (Indefinido= à durée indéterminée. Temporal= temporaire ou intérim. Autónomo= travailleur indépendant).

Source: INE-Colegio de Registradores de la Propiedad.



Figure A.4. Expulsion du logement en raison de non-paiement de prêt, 2008-2015
 Source: Consejo General del Poder Judicial, “Statísticas sur les effets de la crise”.

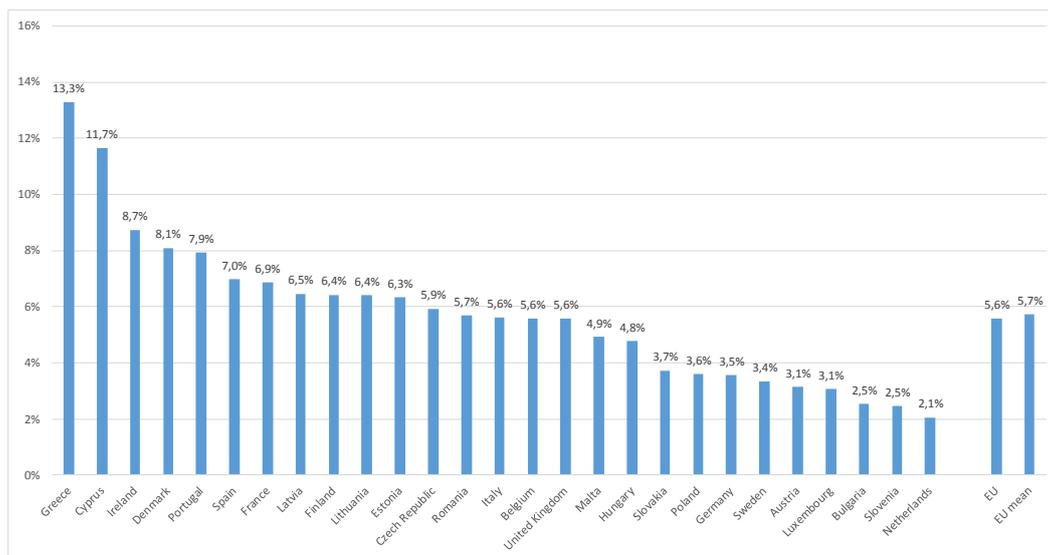


Figure A.5. Perception du risque de quitter son logement au cours des six prochains mois en raison de ne pas être en mesure de payer le loyer ou l'hypothèque, 2011
 Source: European Quality of Life Survey, 2012.

LA CRISE ACTUELLE AU PORTUGAL : CONSEQUENCES SUR LES TENDANCES DEMOGRAPHIQUES ET LES POLITIQUES SOCIALES

Dulce PIMENTEL et Maria Cristina SOUSA GOMES

Depuis 2008 le Portugal vit une crise profonde, conséquence d'un processus qui a commencé avec la crise économique globale, qui s'est intensifié par la crise des dettes souveraines en Europe et s'est finalement aggravé en raison des mesures d'austérité imposées par la *troïka* (FMI, CE et BCE). À ces crises s'en ajoute une autre, la crise démographique, aussi grave et de plus long durée que les crises antérieures, tout en étant en lien avec celles-ci.

Au Portugal, la crise économique comprend trois phases : la première phase, marquée par le *crash* financier de 2008 dont les effets sont surtout économiques ; à partir de 2011, coïncidant avec la mise en œuvre d'un programme de politiques d'austérité, c'est la phase la plus aiguë, bien mise en évidence par la plupart des indicateurs sociaux et démographiques ; depuis 2014-2015 nous sommes en présence d'une troisième phase, où une légère récupération de certains indicateurs au niveau pré-crise peut être observée.

La crise et les politiques d'ajustement mises en place à sa suite, dominées par l'austérité, ont eu un effet important sur l'économie, l'emploi et la qualité de vie de la population portugaise. La montée du chômage, la hausse de la pauvreté et les ruptures sociales résultants des coûts d'ajustement ont créé un contexte particulièrement difficile et sans précédent dans l'histoire récente du Portugal²¹.

Du point de vue démographique, la crise se manifeste soit par un comportement de report²² soit par la reprise des solutions du passé, en l'occurrence l'émigration. Les indicateurs démographiques permettent de vérifier les effets des contraintes subies par la population mais, bien que depuis 2015 le contexte social soit moins défavorable, la croissance de la population portugaise reste négative, du fait d'une natalité qui reste très faible et de flux d'émigration importants.

²¹ D'après les conclusions du Conseil Européen de 10 et 11 décembre 2009, §6. La crise économique et financière [...] a provoqué le pire ralentissement économique que l'on ait connu en Europe depuis les années 30. À ce propos, A. Mateus (2015) a soutenu que l'économie portugaise est confrontée à une crise économique et sociale très profonde, caractérisée par la combinaison d'une crise de l'emploi et d'une crise d'investissement sans précédent dans l'histoire moderne de la société portugaise (p.14).

²² On constate une baisse de la fécondité, le retard de l'arrivée du premier enfant et moins de naissances suivantes, aussi bien que le retard du mariage.

La crise a entraîné une situation de grande vulnérabilité sociale et ses effets sur la société portugaise ont été multiples ; toutefois, la proximité des événements et la simultanéité des transformations, entre les modifications sociales déjà en cours et celles générées par le contexte de crise, obligent à une certaine prudence dans l'analyse des phénomènes.

Certes le recul dont on dispose et la disponibilité de plusieurs indicateurs permettent une meilleure appréciation des effets réels de la crise sur la société et la population.

1. Une récession économique dès 2008

Après une phase d'expansion qui dure jusqu'à la fin des années 1990 (entre 1995 et 2001 la croissance annuelle moyenne du PIB est de 3,9%, chiffre légèrement supérieur au taux moyen de la décennie précédente, soit 3,7%), l'économie portugaise entre, à partir de 2008, dans une période de récession et de crise. En à peine deux ans, le PIB passe d'un taux de variation annuelle de + 2,8% à la fin de 2007 à un taux de -2,98% en 2009. Ce taux atteint son point le plus bas en 2012, avec -4,03% (Figure 1). De manière générale, le taux annuel de croissance du PIB réel accompagne la tendance cyclique observée dans l'UE, enregistrant dans presque toutes les périodes de récession un nouveau resserrement de l'économie portugaise.

Jusqu'au premier trimestre de 2010, l'investissement public a eu un effet positif sur le PIB mais la hausse rapide des taux d'intérêt, la contestation sociale et la crise politique consécutive à la démission du premier ministre en mars de 2011 ont contribué à la détérioration de la situation économique. En mai de cette même année, le Portugal a dû recourir à un plan de sauvetage financé par trois entités - le Fonds Monétaire International, la Commission Européenne et la Banque Centrale Européenne, imposant un programme d'austérité pour trois ans. Ce plan de sauvetage de 78 milliards d'euros est mis en place après une décennie de stagnation de l'économie et de croissance de la dette (figure 2). Il est à noter que depuis le début de la crise, la dette publique portugaise a doublé, passant de 68% du PIB en 2007 à 130% à la fin de 2014, ce qui situe le Portugal au 5^{ème} rang des pays les plus endettés du monde (World Economic Forum, 2016-17). Malgré la réduction de l'endettement enregistré les deux dernières années, la valeur actuelle de la dette par habitant est de 24 000 euros.

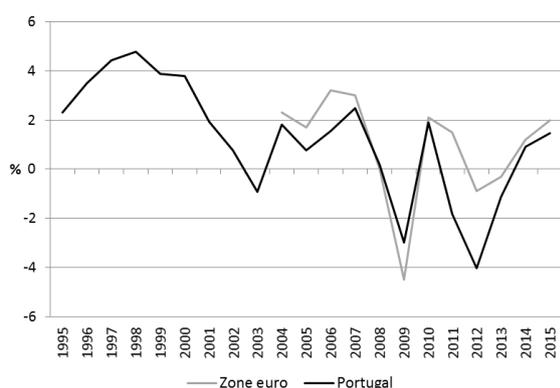


Figure 1. Évolution du Produit Intérieur Brut, Portugal, 1995-2015
Source : INE, 2016.

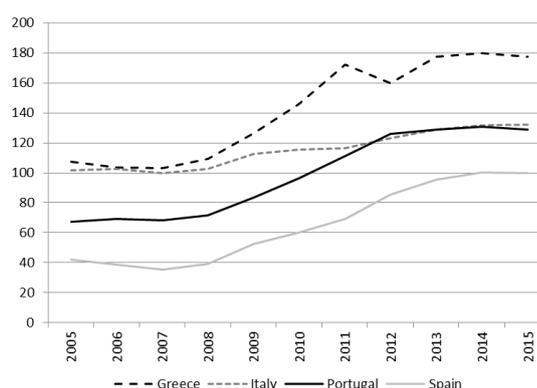


Figure 2. Dette publique brute en % du PIB
Source : INE, 2016.

Les effets économiques et sociaux du programme d'ajustement sont bien connus : entre 2011 et 2013 les revenus du travail ont enregistré une réduction de 9,7% ; la consommation des

ménages a chuté au niveau de 2000 et il en est de même des taux d'investissement public et privé. Au premier trimestre de 2013, l'investissement net dans l'économie portugaise a diminué de 20%, reprenant son niveau de 1995 (Seixas *et al.*, 2015).

De 2009 à 2014 le revenu des portugais a enregistré une baisse de 12% (soit 116 euros par mois), mais les 10% plus pauvres ont perdu 25% de leur revenu dans cette période alors que les 10% plus riches en ont perdu seulement 13%. Et la crise a surtout touché les jeunes et ceux qui sont les plus instruits : les jeunes de moins de 25 ans ont subi une perte de revenu de 29%, ce qui est supérieur à la perte moyenne pour l'ensemble de la population ; pour les personnes ayant suivi des études supérieures cette perte atteint 20%, alors que pour les moins scolarisés (6 ans de scolarisation ou moins) la perte de revenu atteint 13%, mais les premiers ont généralement un revenu deux fois supérieur (Rodrigues *et al.*, 2016).

Le refroidissement de l'économie mondiale, la contraction des salaires et la modération de la demande intérieure ont eu un effet sur les prix dont la variation est passée de 2,5% à -0,3% entre 2007 et 2014. La déflation a un effet positif à court terme sur le pouvoir d'achat, mais quand elle se prolonge, elle tend à se traduire par des cercles vicieux récessifs, rendant plus difficile la gestion de la dette et, en même temps, stimulant des comportements qui limitent la dynamique entre l'épargne et l'investissement des familles et des entreprises (Mateus *et al.*, 2015). Cependant, d'autres indicateurs permettent de mieux visualiser les effets de la crise sur la population, comme l'évolution du taux de chômage et les indicateurs de pauvreté et de distribution des revenus.

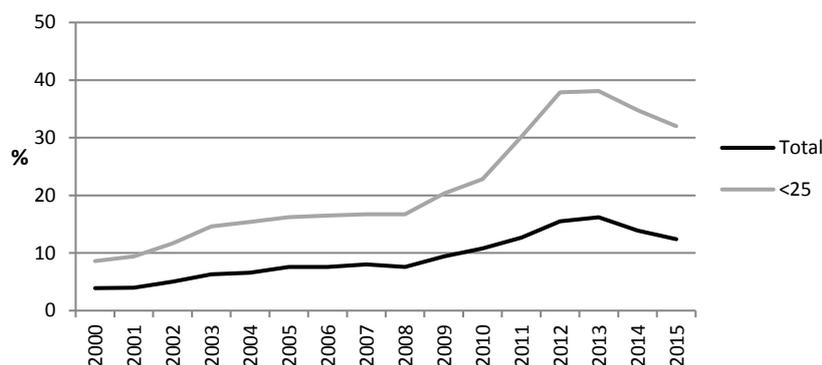


Figure 3. Taux de chômage (total et des jeunes), Portugal, 2000-2015.

Source : INE, 2016.

En ce qui concerne le chômage, une tendance à la hausse marque la période la plus récente : le taux de chômage du Portugal était l'un des plus bas d'Europe en 2000 (environ 4%). Il s'élevait à 8% en 2007 et à 16,6% en 2013 (figure 3). Le niveau de chômage le plus élevé est atteint justement dans le deuxième trimestre de 2013 lorsque que le taux atteint 17,8%, ce qui signifie plus d'un million de chômeurs. Pour les jeunes âgés de moins de 25 ans, le taux va jusqu'à 42,5% (Eurostat). Cette année-là le Portugal a eu le troisième taux de chômage (global et des jeunes) le plus élevé parmi les États membres de l'UE, juste derrière la Grèce et l'Espagne. L'année suivante, le taux a été ramené à 13,9%, ce qui représente un renversement de la tendance à la hausse observée toutes les années depuis 2001, à l'exception de 2008 où une légère baisse était enregistrée. En 2015 et 2016, le taux a encore baissé, passant à 12,4%, puis à 11,1%.

Généralement plus affectées par le chômage que les hommes, les femmes ont été touchées également par la crise. En 2010 le taux de chômage des femmes se situait à 11,9% (9,8% pour les hommes) et au cours des années suivantes ces taux se rapprochent (15,5% pour les femmes en 2012 et 15,6% pour les hommes). En 2015 et 2016, les taux de chômage se sont réduits mais ils sont légèrement supérieurs pour les femmes (12,7% en 2015 et 11,2% en 2016) alors que pour les hommes ils se situaient à 12,2% et 11% ces deux dernières années. Les différences sont significatives selon l'âge, le niveau d'études et la nationalité. Les taux élevés de chômage ont des effets sociaux très pernicioeux. Tout d'abord, parce que la persistance du chômage des jeunes a entraîné un flux migratoire parmi les jeunes adultes, dont une part considérable des diplômés et qui sont sans intention de retourner prochainement au Pays (Peixoto *et al.*, 2016) ; deuxièmement, parce que la majorité des nouveaux emplois sont temporaires et les salaires inférieurs à ceux d'avant 2008 ; ensuite parce que durant la crise l'accès aux allocations de chômage est devenu plus difficile et les montants des allocations se sont réduits et enfin, parce que l'endettement des ménages est très élevé et la perte d'emploi les a rendus plus vulnérables.

L'amélioration de la situation économique en 2015 et 2016 (taux de croissance de +1,4% par an) a permis la création d'environ 150 000 emplois, mais il y a encore 500 000 emplois en moins qu'en 2008 (INE, 2017).

L'évolution de la dépense moyenne des ménages reflète aussi la détérioration des conditions de vie conséquence du chômage et de la perte de revenus (Figure 4). Entre 2009 et 2014 le revenu des ménages a diminué de 5% au Portugal, tandis qu'en Europe il y a eu une augmentation d'environ 6,5% entre 2009 et 2013 (Rodrigues, Figueiras & Junqueiro, 2016, p.13). Cette diminution des revenus a été particulièrement forte chez les pauvres ; notamment pour les 10% les plus pauvres qui ont perdu environ 25% de leurs revenus, entraînant ainsi une augmentation du risque de pauvreté et un accroissement des inégalités sociales. Entre 2009 et 2014, à la suite de la crise et du processus d'ajustement, la pauvreté a augmenté au Portugal : en 2014, on compte 2,02 millions de pauvres, soit 116 000 personnes de plus qu'en 2009 (Rodrigues, Figueiras & Junqueiro, 2016, p. 13).

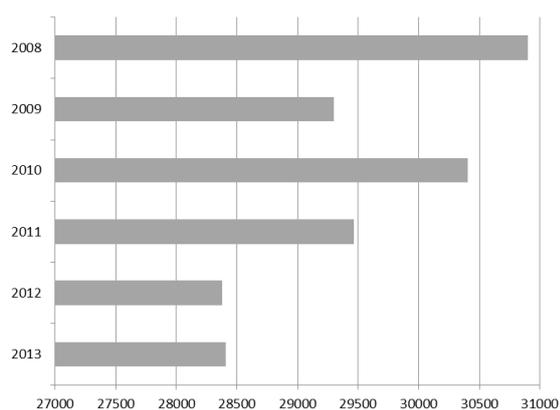


Figure 4. Dépense moyenne par ménage (en euros), Portugal, 2008-2013.
Source : INE, PORDATA, 2015

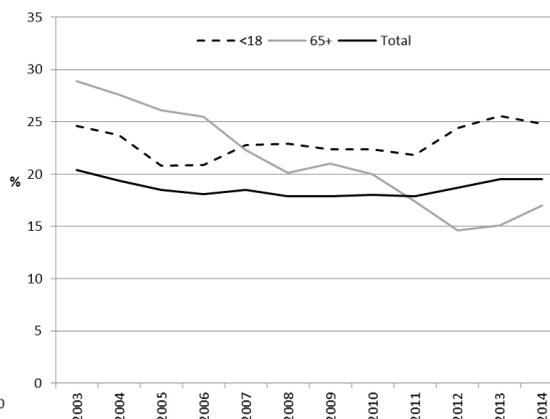


Figure 5. Taux de risque de pauvreté (total et par groupe d'âge), Portugal, 2003-2014. Source : INE, PORDATA, 2015.

Suite à cette détérioration des conditions de vie, environ un cinquième de la population est en risque de pauvreté. La crise a pénalisé tous les groupes d'âge, mais particulièrement les plus jeunes. En 2013 le taux de risque de pauvreté était de 25,6% pour la population de moins de 18 ans, contre 21,8% en 2011. Dans les familles monoparentales, le risque de pauvreté atteignait 38,4%. Les difficultés des ménages pauvres avec enfants se sont aggravées à partir de 2010 (figure 5 et tableau 1). A la suite de la modification des conditions pour accéder aux allocations familiales, environ 564 000 enfants n'ont plus bénéficié des transferts sociaux (*Público*, 27/10/2014). Pour les personnes de 65 ans ou plus, l'augmentation du taux de risque de pauvreté enregistrée à partir de 2012 est due essentiellement à la diminution des retraites.

L'analyse du coefficient de Gini, un indicateur utilisé pour mesurer les inégalités de revenu, permet d'observer une convergence entre le Portugal et l'ensemble de l'UE, entre 2005 et 2010, mais depuis 2010 les écarts se maintiennent (figure 6). La forte croissance des impôts et la réduction des revenus ont contribué à l'appauvrissement général de la population et à l'augmentation des inégalités : en 2015, le Portugal se place parmi les 8 pays européens les moins égalitaires du point de vue économique (figure 7).

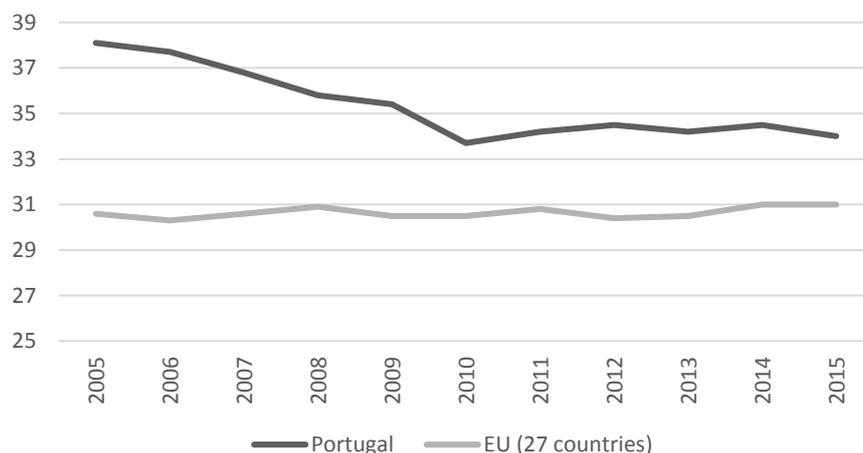


Figure 6. Coefficient de Gini, Portugal et EU-27, 2005-2015.
Source : Eurostat, 2016.

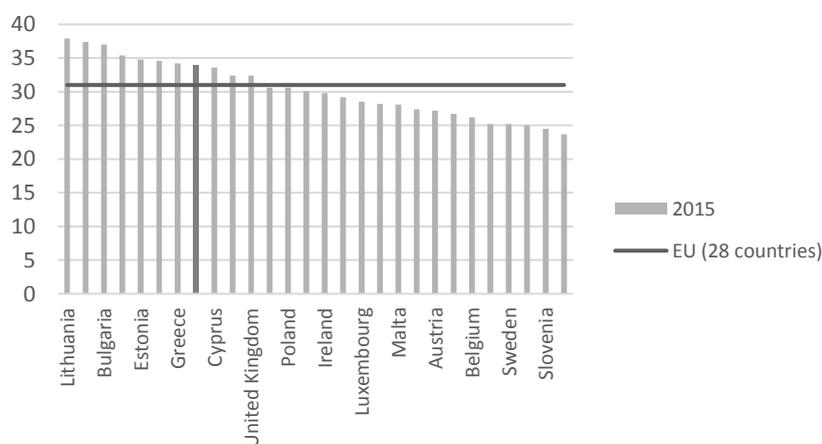


Figure 7. Coefficient de Gini, Portugal et pays de l'EU-28, 2005-2015.
Source : Eurostat, 2016.

Tableau 1. Indicateurs de pauvreté et d'inégalité des revenus, Portugal, EU-SILC, 2011-2014

Année	2011	2012	2013	2014
Taux de risque de pauvreté (60% du revenu médian), en %				
Avant transferts	45,4	46,9	47,8	47,8
Après transferts	17,9	18,7	19,5	19,5
Total, familles avec enfants	20,5	22,2	23,0	22,2
1 adulte et au moins 1 enfant	30,7	33,1	38,4	34,6
2 adultes et 1 enfant	16,2	16,0	15,4	13,7
2 adultes et 2 enfants	17,0	19,9	18,0	20,5
2 adultes et 3 enfants ou plus	41,2	40,4	38,4	37,7
Indicateurs d'inégalité des revenus				
Coefficient de Gini (en %)	34,5	34,2	34,5	34,0
Inégalité des revenus (S80/S20)	5,8	6,0	6,2	6,0
Inégalité des revenus (S90/S10)	10,0	10,7	11,1	10,6

Source : INE, EU-SILC, 2012-2015.

Le malaise social au Portugal se reflète également dans la baisse de la position relative du Portugal pour ce qui est de l'IDH. Le Portugal occupe actuellement la 43^{ème} position alors qu'en 2011 il occupait le 41^{ème} rang et en 2009 le 34^{ème} rang.

2. Effets de la crise sur les comportements démographiques

2.1. Diminution de la population portugaise

En 2010, l'état de crise économique au Portugal a eu des effets sur la dynamique de la population : la conjugaison de soldes naturels et migratoires négatifs a conduit à une diminution de la population. Cette diminution se prolonge jusqu'à nos jours, en contraste avec la tendance de croissance constatée, d'abord forte puis plus modérée depuis le milieu des années 1990. Cette diminution de la population a fait qu'en 2015, le total estimé de la population au Portugal se situe au même niveau qu'en 2001 (figure 8).

La diminution de la population est perceptible, tout d'abord au niveau de la population masculine dès 2009, tandis que la diminution de la population féminine ne se produit qu'à partir de 2011. Ce changement dans la répartition de la population selon le sexe, est en lien avec l'émigration.

Si l'on considère les composantes de la dynamique de la population, on constate un changement significatif au cours de la période 1990-2015. De 1990 à 2000, le solde migratoire a progressivement crû. Les premières années de la décennie de 1990 ont été marquées par un flux d'émigration significatif (un phénomène qui a fortement touché le pays au cours de son histoire) ayant entraîné une migration nette négative. Depuis le milieu des années 1990 la population du Portugal est entrée dans une période de croissance du fait de l'inversion des flux

migratoires avec des arrivées de plus en plus importantes d'immigrants. A partir de 2011, les départs en migration excèdent de nouveau le nombre d'arrivées et le solde net redevient négatif.

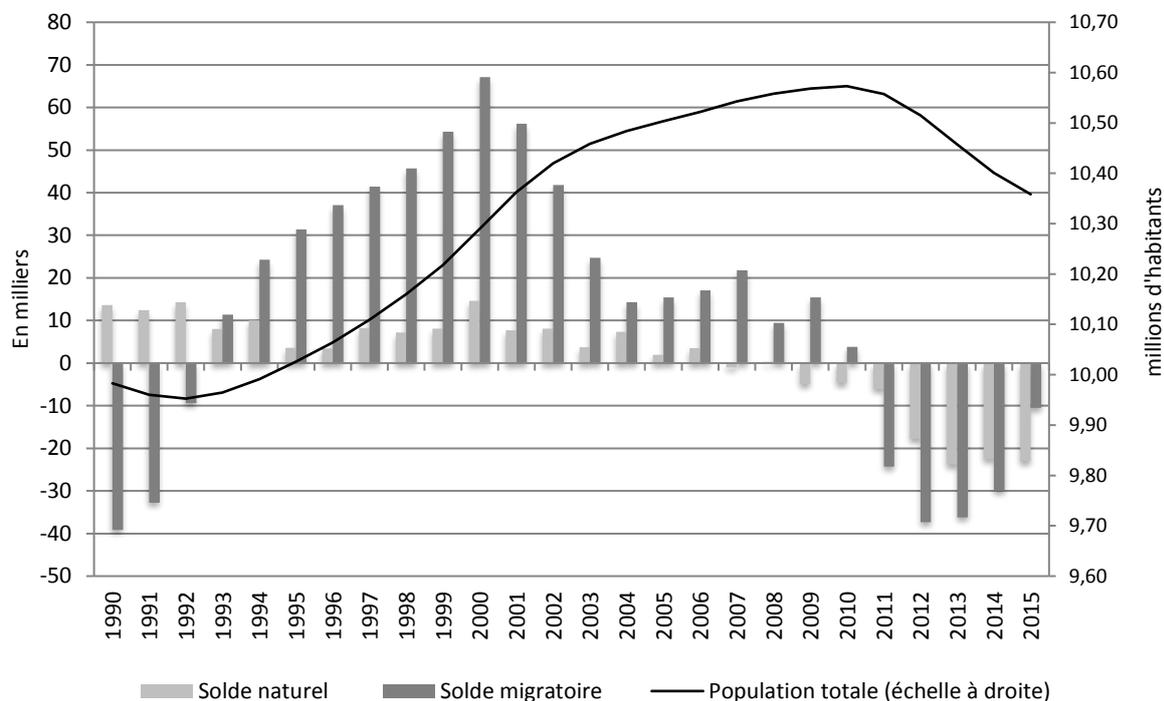


Figure 8. Évolution de la population et du solde naturel et migratoire, Portugal, 1990-2015.
Source: INE, 2016.

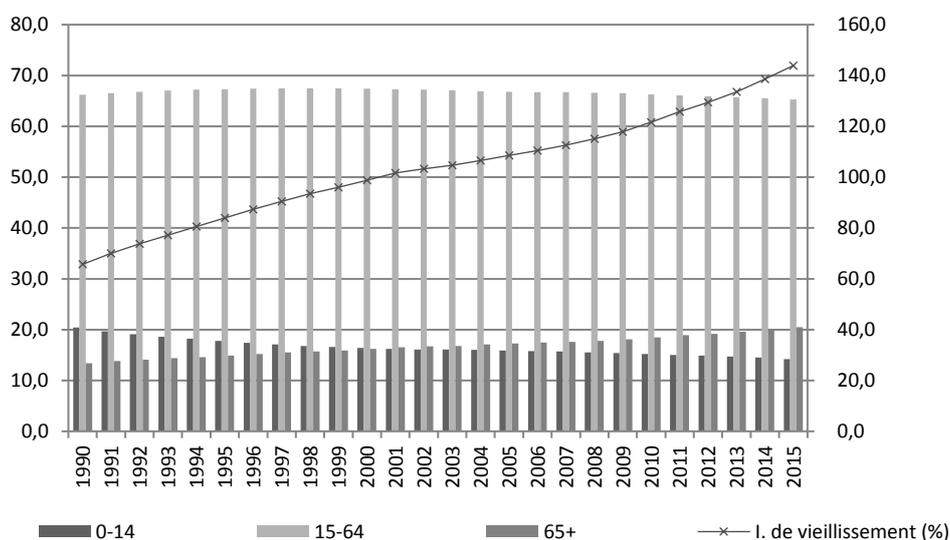


Figure 9. Evolution de la structure de la population 1990-2015.
Source: INE, 2016.

Pour ce qui est de la croissance naturelle, la fin des années 2000 en marque une diminution. À l'exception de l'année 2008, depuis 2007, le solde naturel est négatif, et sa baisse

s'intensifie depuis 2009. En 2015, bien que la diminution de la population persiste, elle est moindre que dans les années précédentes.

La situation de grande fragilité économique et sociale découlant de la crise a profondément touché la population. Les comportements démographiques laissent entrevoir une réaction de la population à ce contexte de crise, à travers des attitudes défensives, en particulier à travers du report de décisions personnelles importantes, concernant la fécondité ou l'émigration pour faire face à la vulnérabilité et au chômage.

L'ensemble de ces évolutions conduit à l'aggravation du processus de vieillissement déjà en cours. En 2015, le pays a « doublement vieilli », à la base et au sommet de la pyramide des âges.

2.2. Une évolution tendancielle des unions

Considérant l'année 1990 pour effectuer la comparaison de l'évolution de la conjugalité, il est possible d'observer la diminution du taux de nuptialité et l'augmentation du taux de divorce. Cette augmentation est particulièrement intense à partir des années 2000.

Plus récemment, après 2010, on note que le taux de nuptialité continue à diminuer, atteignant le niveau le plus bas en 2014 avec 3 mariages pour 1000 résidents. En 2015, on enregistre une légère augmentation de ce taux qui reste néanmoins à des niveaux inférieurs à ceux de 2008. En contrepartie, en 2010, le taux de divorce atteint les valeurs les plus élevées, diminuant légèrement en 2013, passant d'environ 2,6 à 2,2 divorces pour 1000 résidents (figure 10).

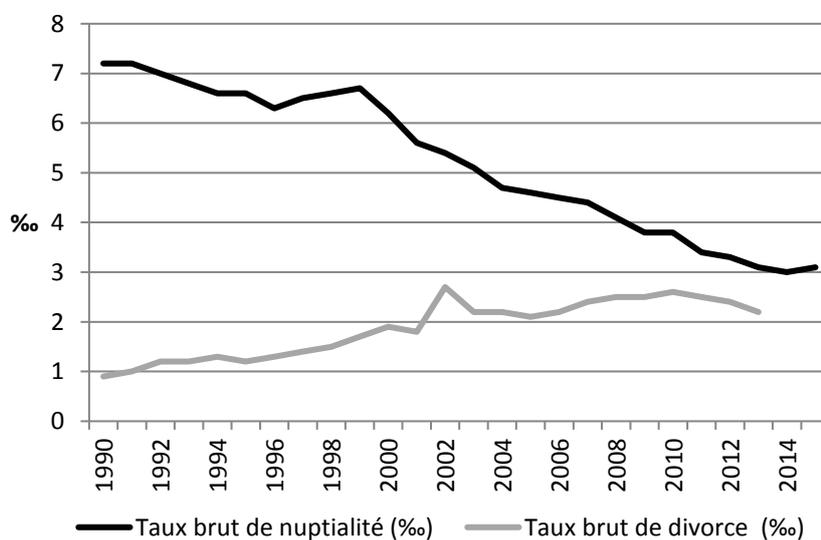


Figure 10. Taux brut de nuptialité et de divorce, Portugal, 1990-2015.

Source: INE, 2016.

Si globalement les mariages entre personnes de sexe opposé ont manifestement tendance à diminuer, en considérant les données disponibles, il semble que les mariages entre les personnes de même sexe augmentent. Toutefois, une légère baisse s'observe entre 2013 et 2014.

Il convient cependant de mentionner que les changements récents concernant la reconnaissance du mariage entre personnes de même sexe, limitent l'information disponible.²³

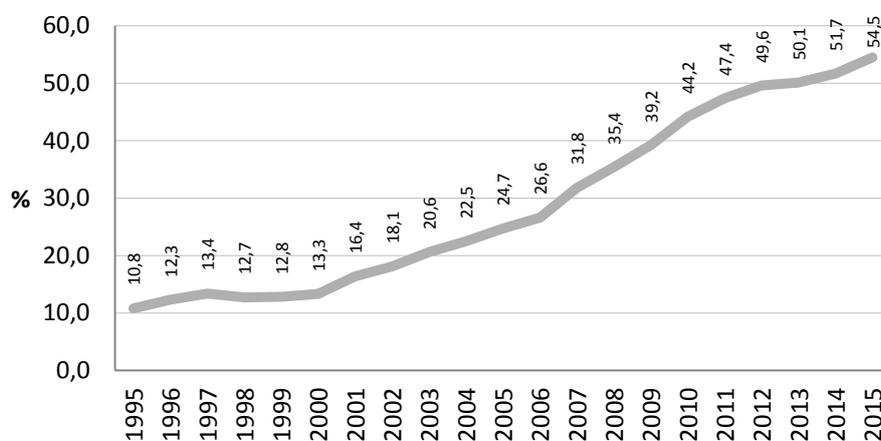


Figure 11. Proportion de mariages avec résidence commune antérieure, Portugal, 1995-2015 (%).
Source INE, 2016

En outre, il convient de souligner l'augmentation constante de la proportion de mariages survenus entre les personnes ayant eu au préalable une résidence commune. La figure 11 permet de constater que l'augmentation de ces dernières années est évidente, mettant l'accent à partir de 2013 sur le fait que pour environ la moitié des mariages, il y avait une résidence commune antérieure.

Dans ce contexte, les changements de styles de vie et notamment le report progressif de la formalisation des unions²⁴ s'est répercuté sur l'augmentation de l'âge moyen au premier mariage et de l'âge moyen au mariage en général. Malgré des fluctuations, on peut distinguer deux moments au cours desquels on enregistre des augmentations significatives : le premier à partir de 2001 et le second en 2009. Ainsi la détérioration des conditions de vie au Portugal a fait pousser le report du mariage qui arrive plus tardivement et se prolongera plus tardivement jusqu'en 2015.

L'évolution des mariages avec des individus de nationalité étrangère est également intéressante. Tout au long de la décennie 2000, il y a une progression qui s'atténue entre 2009 et 2011 (Figure 12). L'union conjugale est également marquée par des fluctuations des flux migratoires, plus précisément avec la baisse pendant les périodes de crise et la redéfinition des flux plus récemment, comme nous le présentons plus loin.

²³ Ce n'est qu'à partir de 2010 qu'il y a des données sur le mariage de personnes du même sexe. Celui-ci a été reconnu par la loi n° 9/2010 du 31 mai 2010.

²⁴ Selon les données d'Eurostat (enquête EU-SILC de 2017), le Portugal fait partie du groupe de pays, avec en tête Malte, l'Italie, la Bulgarie et l'Espagne, où la proportion de jeunes adultes âgés de 18 à 34 ans habitant avec leurs parents est la plus élevée. Les jeunes Portugais quittent le nid, en moyenne, à 29,1 ans (en 2016 la moyenne européenne se situait à 26 ans) et le départ de la maison des parents a été reporté pendant les dernières années. Les questions culturelles ne sont pas les seuls motifs pour le retard de l'émancipation des jeunes au Portugal, car la famille tend à remplacer l'État-providence et leurs échecs dans les transitions à l'âge adulte, en ce qui concerne l'emploi et l'accès à l'habitation.

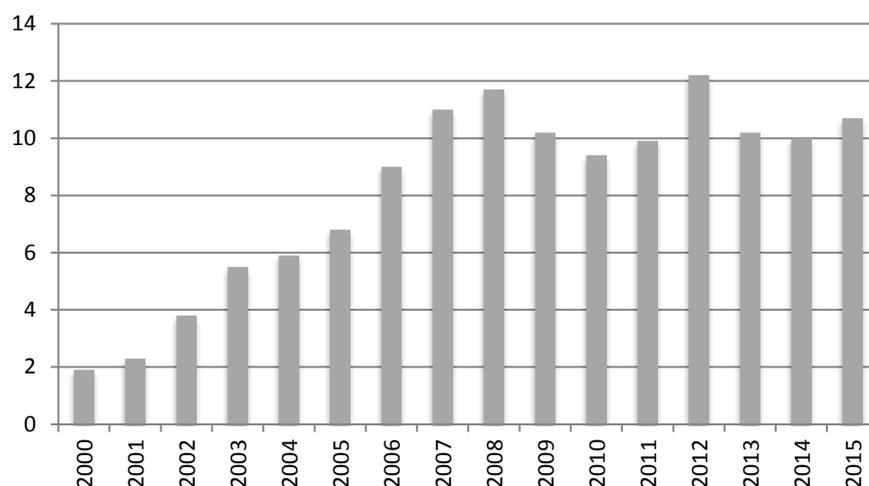


Figure 12. Proportion de mariages célébrés entre des individus de nationalité portugaise et de nationalité étrangère (pays extracommunautaires) en pourcentage, 2000-2015. Source: INE, 2016.

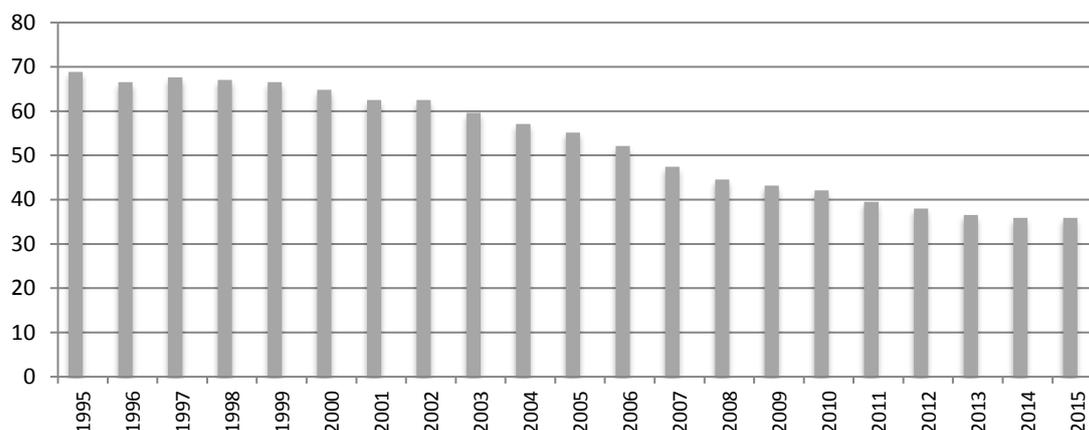


Figure 13. Evolution de la proportion de mariages catholiques, Portugal, 1995-2015. Source: INE, 2016.

Une autre caractéristique des transformations des formes de conjugalité découle de la diminution progressive de la part des mariages catholiques au cours des vingt dernières années. En 2015, les mariages catholiques correspondaient à environ 35,9% du total des mariages laissant entrevoir des modifications dans la matrice culturelle et religieuse du pays (figure 13).

2.3. Effets de la crise sur la fécondité

La fécondité, qui se situait déjà à un niveau très bas, diminue du fait de la crise pour atteindre la valeur de 1,2 enfant par femme en 2013. Bien qu'un léger accroissement se soit produit en 2015, en parallèle à l'amélioration de la situation sociale, la fécondité reste à un niveau inférieur à ceux enregistrés en 2009 et 2010. Dans l'enquête de 2013 sur la fécondité, les Portugais ont indiqué que les « coûts financiers associés à l'enfant » et la « difficulté à

trouver un emploi » étaient les principales raisons dans la décision de ne pas avoir d'enfants (Instituto Nacional de Estatística, Fundação Francisco Manuel dos Santos, 2013).

La crise a eu également des répercussions dans l'accentuation de la tendance des dernières décennies à un retard progressif de la maternité vers des âges de plus en plus élevés (Figure 14). Entre 2008 et 2015, l'âge moyen de maternité augmenta de 28,4 à 30,2 ans et la proportion de naissances de 1^{er} rang passa de 48%, en 2008, à 55% en 2014, dont plus de la moitié de femmes âgés de 30 à 34 ans.

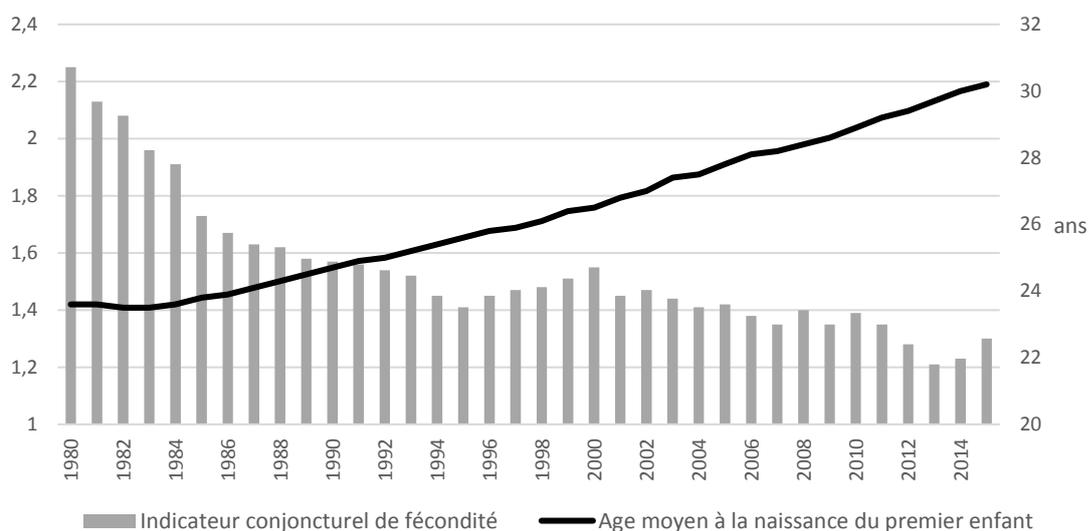


Figure 14. Indice de fécondité et âge moyen à la naissance du premier enfant, Portugal, 1980-2015.

Source: INE, PORDATA, 2016.

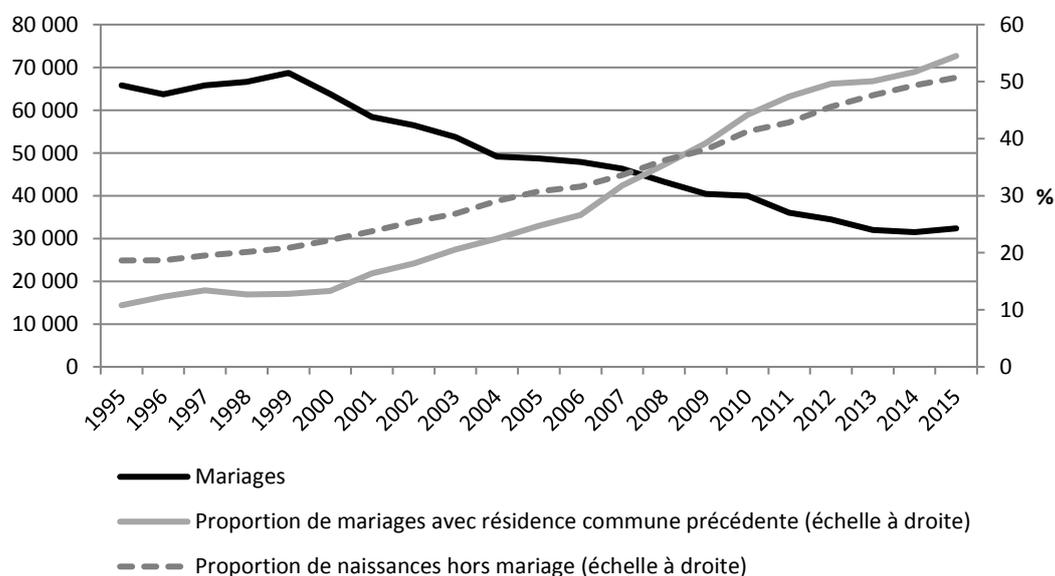


Figure 15. Naissances total et hors mariage, Portugal, 1995-2015.

Source: INE, 2016.

La diminution du nombre des naissances depuis 2000 a été accompagnée par l'augmentation des naissances hors mariage. Proportionnellement, les naissances hors mariage représentent une part importante et croissante du total des naissances, correspondant en 2015 à

près de la moitié des naissances (figure 15). Il convient encore de souligner l'augmentation de la proportion des naissances hors mariage sans cohabitation des parents.

La période de crise a accentué non seulement la diminution de la natalité et de la fécondité mais aussi le report des naissances. Il faudra cependant attendre un certain temps pour réaliser l'effet net de la récession sur la constitution des familles. Pourtant, au-delà de l'effet observé, la vulnérabilité s'est accrue avec la crise.

Tableau 2. Naissances au Portugal: total et par niveau de scolarité des mères.
Source INE, 2016.

Années	Niveau de scolarité						
	Total	Aucune scolarité	1er cycle	2e cycle	3e cycle	Secondaire	Supérieur
1995	107 097	3 018	31 251	27 453	16 468	17 126	11 768
1996	110 261	2 611	29 028	28 523	18 626	18 227	13 228
1997	112 933	2 550	26 847	28 762	19 512	20 547	14 700
1998	113 384	2 111	23 929	29 299	19 802	22 185	16 048
1999	116 002	2 027	23 990	28 435	20 210	23 675	17 656
2000	120 008	1 717	21 870	29 973	21 350	25 548	19 539
2001	112 774	1 574	18 611	27 604	20 692	24 068	20 219
2002	114 383	1 341	16 084	26 890	21 306	26 068	22 684
2003	112 515	1 107	12 472	25 094	21 940	27 155	24 745
2004	109 298	1 140	10 566	23 233	22 126	26 733	25 497
2005	109 399	1 013	9 226	21 903	22 169	27 639	27 446
2006	105 449	870	8 462	19 610	20 983	27 342	27 931
2007	102 492	782	7 261	17 706	21 333	26 462	28 280
2008	104 594	644	6 271	16 461	22 641	27 811	29 244
2009	99 491	580	5 295	13 843	22 030	27 511	29 301
2010	101 381	616	4 794	12 541	21 950	29 180	30 754
2011	96 856	508	3 916	10 332	20 272	28 651	31 510
2012	89 841	470	3 174	8 493	18 225	26 505	31 245
2013	82 787	368	2 707	7 241	16 052	24 555	30 173
2014	82 367	373	2 398	6 312	15 728	24 491	30 578
2015	85 500	311	2 035	6 023	15 894	26 165	31 760

Devenir mère est une réalité se produisant chaque fois plus tardivement, particulièrement parmi les femmes ayant un niveau d'étude plus élevé. Ce sont les mères ayant une éducation de niveau supérieur et secondaire qui ont plus d'enfants (tableau 2). La crise est venue accentuer cette distribution. Situation relativement évidente par la possibilité d'associer les revenus les plus élevés aux niveaux de formation scolaires les plus élevés.

En fait, et comme le signale le Rapport de l'Observatoire de la famille et des politiques familiales, la situation de précarité sociale persiste dans le temps en raison de l'absence de mesures de soutien. Pendant la période de crise, les familles ont été affectées aussi bien par la suppression des aides que par l'augmentation des impôts et des charges fiscales (Observatoire 2016, p.14 et 15).

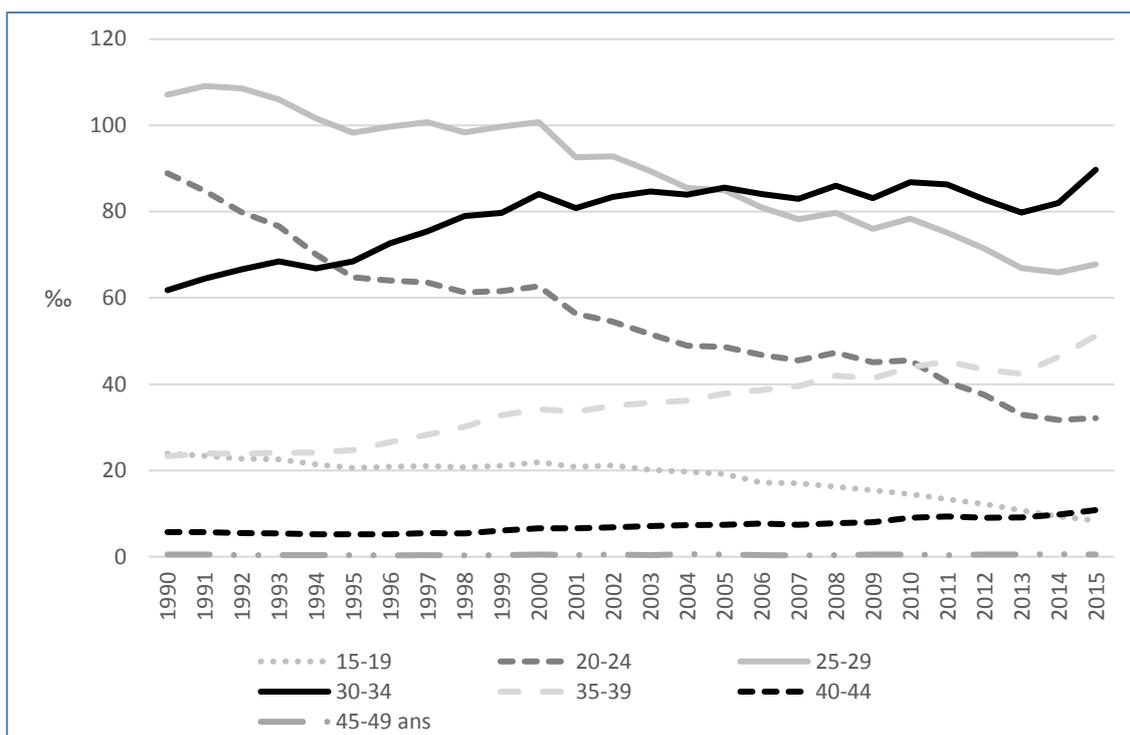


Figure 16. Fécondité selon les groupes d'âges, Portugal, 1990-2015.

Source: INE, PORDATA, 2016.

2.4. Une plus grande fragilité des ménages modestes

Les transformations démographiques et sociales ont conduit à la diminution progressive du nombre moyen de personnes par ménage au cours des dernières décennies. Le vieillissement de la population, la diminution de la fécondité et la hausse des ruptures des couples contribuent à la baisse de la taille moyenne des ménages qui en 2011, date du dernier recensement de la population, attendait 2,6 personnes (figure 17).

D'autres indicateurs comme le type de ménage ou leur poids relatif ont suivi la même tendance. Les ménages unipersonnels et les ménages monoparentaux, constitués en majorité par une mère seule avec ses enfants, ont de plus en plus de poids. En revanche, les ménages complexes et ceux formés par un couple avec enfants sont de moins en moins représentés (Figure 18). En l'absence de données plus précises, notamment en ce qui concerne la cohabitation entre générations, on peut penser que les effets de la crise seront aussi visibles dans la recomposition des ménages. Face à la perte de revenus, au chômage de longue durée et à la perte de logement dû au non-paiement hypothécaire, ce sont surtout les ménages les plus modestes qui sont forcés de s'adapter plus rapidement aux conditions économiques devenues plus difficiles.

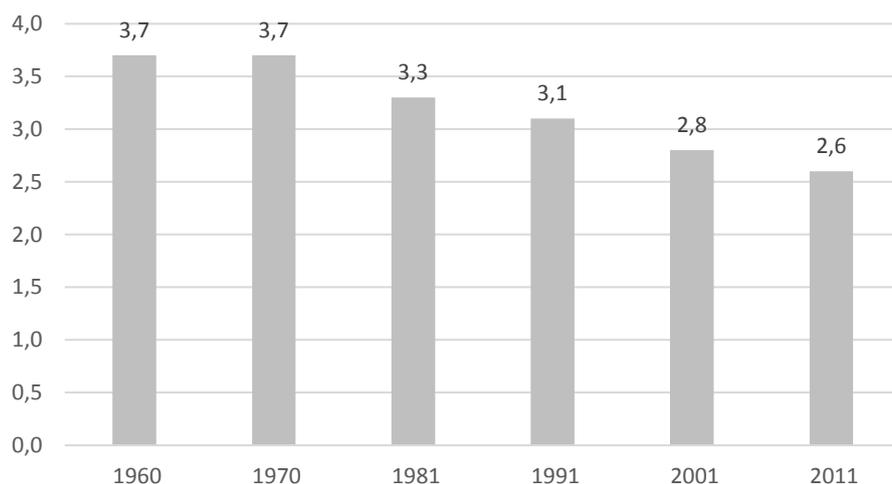


Figure 17. Taille moyenne des ménages, Portugal.
Source: INE, PORDATA, 2016.

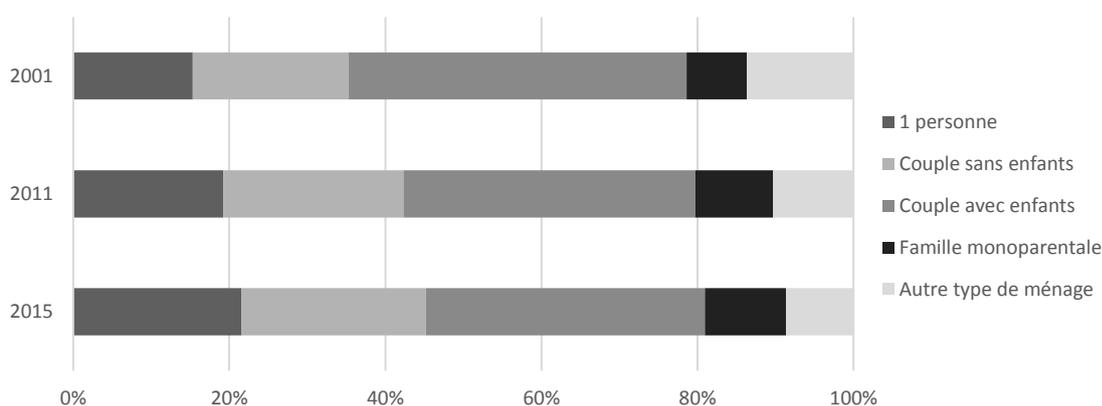


Figure 18. Ménages par type, Portugal.
Source: INE, PORDATA, 2016.

2.5. Un effet de la crise sur la santé difficile à mettre en évidence

Au Portugal comme ailleurs, la durée de vie augmente sur le long terme, que ce soit à la naissance ou pour les personnes âgées de 65 ans ou plus et ceci pour les deux sexes (figure 19).

En fait, l'évaluation de l'effet de la crise sur la santé des Portugais exige une certaine prudence. Dans ce sens l'Observatoire portugais des systèmes de santé note l'existence d'indices négatifs de la crise sur la santé des personnes mais sans possibilité de confirmation du fait du manque de données (OPSS 2016, p.30). Cet observatoire va plus loin, affirmant qu'« il paraît évident qu'il existe un effort manifeste que ce soit de la part de l'UE ou du gouvernement portugais, pour nier l'évidence de l'impact de la crise sur la santé des personnes et de ce fait, en le niant, éviter la discussion et en conséquences l'adoption de mesures de prévention et /ou de combat » (OPSS 2016, p.30). En ce qui concerne le système de santé, la réduction des dépenses a eu des effets au niveau des médicaments et des ressources humaines (OPSS 2016, p.33) qui a eu des conséquences sur la prestation de soins compromettant le bien-être de la population. Toutefois on ne dispose pas des indicateurs permettant une notion réelle

et complète de la diversité des impacts. Cependant, la distribution de classement de l'OCDE et la diminution de quelques points du Portugal dans ces classements révèle l'accroissement de la vulnérabilité de la population à la suite de la crise²⁵.

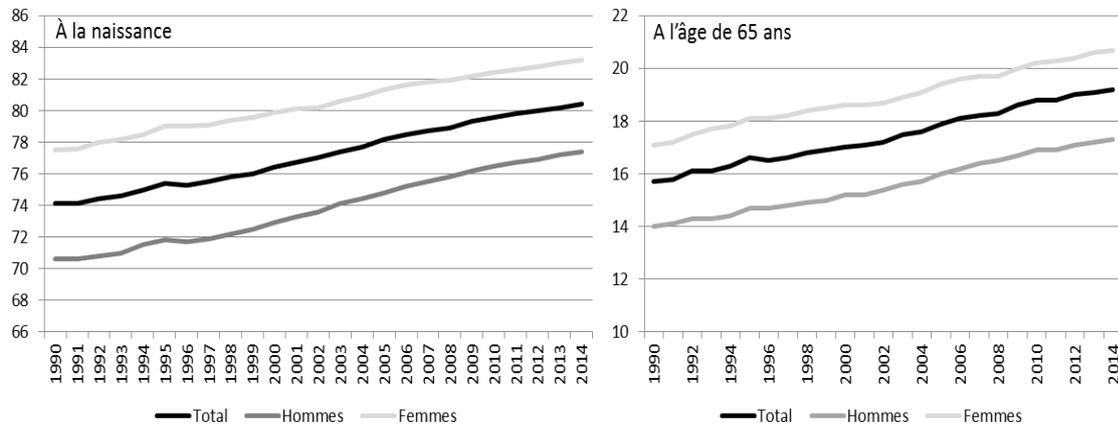


Figure 19. Espérance de vie (en années), Portugal, 1990-2014.
Source statistique: INE, 2016.

L'évolution des causes de décès résulte du vieillissement de la population, la prolongation de la vie accroissant la part des maladies dégénératives. Néanmoins, il y a également les changements dûs à la transformation épidémiologique, et encore ceux qui découlent des modifications de l'organisation des services de santé. D'où la nécessité de recourir à d'autres indicateurs pour suivre l'évolution de la santé et de la mortalité.

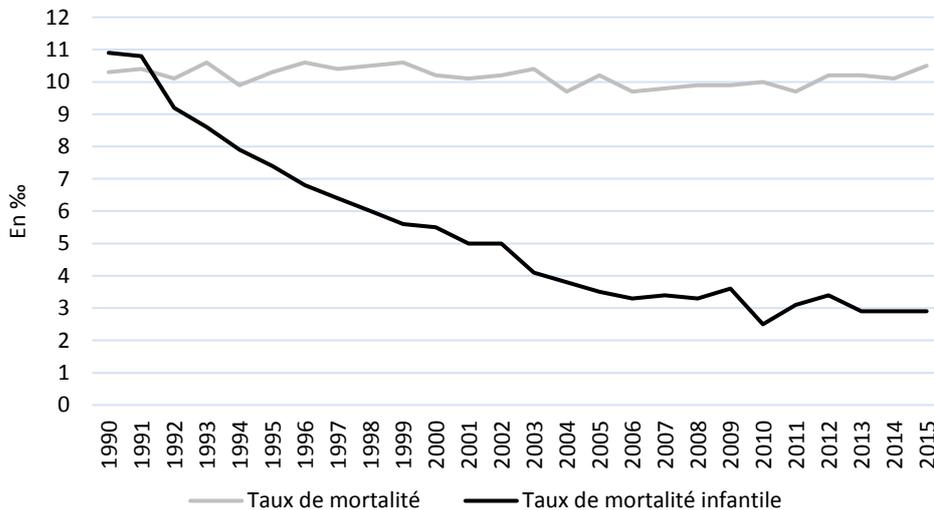


Figure 20. Taux brut de mortalité et taux de mortalité infantile 1990-2015.
Source : INE, PORDATA, 2016.

²⁵ Environ un million de personnes (10% de la population) n'ont pas accès aux médicaments prescrits par les médecins en raison de difficultés financières, selon le rapport de l'OCDE, *Health at a Glance 2017*. La moyenne des pays de l'OCDE est de 7,1%. Le Portugal est également l'un des rares pays de l'OCDE à réduire ses dépenses de santé d'environ 1,3% entre 2009 et 2016.

Le taux brut de mortalité reste stable autour de 10 pour 1000 et sa légère croissance depuis 2006 est surtout la conséquence du vieillissement progressif de la population²⁶ (figure 20). Par contre, les petites fluctuations du taux de mortalité infantile n'ont pas menacé la performance du pays en ce qui concerne le recul de mortalité infantile (60% entre 1995 et 2015), ce qui positionne le Portugal parmi les pays ayant la plus faible mortalité infantile (2,9 pour 1000, en 2015, la moyenne de l'UE28 se situant à 3,6 pour 1000).

Quant au suicide, l'interférence immédiate des facteurs contextuels n'est pas évidente. En effet, que l'on considère le taux de suicide ou les nombres de suicides au Portugal, il n'y a pas de progression sensible dans les années de crise.

2.6. L'intensification de l'émigration, réponse à la crise

Dans un tel contexte de crise, il est prévisible que la dynamique migratoire s'altère, par la diminution des flux d'immigration comme par l'augmentation des sorties de Portugais et d'étrangers. L'émigration est structurelle au Portugal²⁷, mais l'intensification des flux à partir de 2009 est fortement liée à la crise. On peut même dire que l'émigration est une réponse « naturelle » des Portugais, surtout des jeunes adultes, face à la forte hausse du chômage (réduction de 500 000 emplois) et au manque de perspectives d'avenir.

Les statistiques officielles indiquent qu'en 2012 le nombre de migrants portugais est trois fois plus élevé qu'en 2009. Et certaines études estiment qu'entre 2007 et 2012 environ 82 500 personnes ont quitté le Portugal chaque année, avec un maximum de 120 000 sorties en 2013 (Pires *et al*, 2016). Au cours de la période 2011-2014, le nombre total de sorties a été de 485 125. D'après les estimations pour les deux dernières années, il y aurait une stabilisation du nombre de sorties, mais avec un maintien à environ 110 000 chaque année (figure 21).

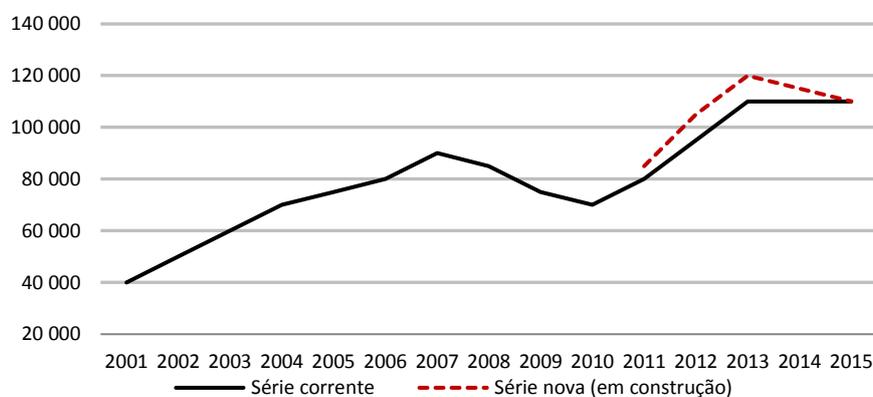


Figure 21. Estimation du nombre de sorties du Portugal entre 2001 et 2015.

Source : Observatório da Emigração, 2016.

La « nouvelle » émigration est marquée par des continuités, mais aussi par des ruptures avec les flux migratoires antérieurs. Les Portugais qui cherchent des opportunités d'emploi à

²⁶ Les décès de personnes âgés de plus de 64 ans représentent 85% du total de décès de 2016 (82,6% en 2010). Pendant l'hiver de 2016, la grippe a contribué à une surmortalité plus évidente dans la population plus âgée.

²⁷ «Le Portugal est actuellement le pays de l'UE avec le plus d'expatriés en proportion de la population résidente, environ 2 millions de portugais, soit 20% de leur population vit en dehors de son pays d'origine » (Pires *et al.*, 2016).

l'extérieur vont surtout dans d'autres pays européens et l'émigration temporaire²⁸ devient chaque fois plus significative (60% du total en 2015) ; l'émigration temporaire et circulaire²⁹ augmente, en particulier chez les migrants qui vont vers des destinations européennes.

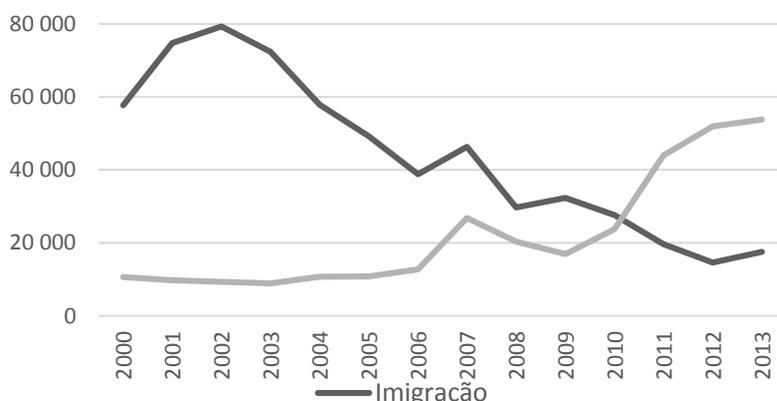


Figure 22. Flux d'immigrants et d'émigrants permanents³⁰, Portugal, 2000-2013. Source: Observatório da Emigração, 2016.

L'éclatement de la bulle immobilière en Espagne a provoqué une forte diminution de l'émigration portugaise vers le pays voisin. Le Royaume-Uni est devenu la destination principale des flux migratoires durant la crise. Entre 2010 et 2011 les entrées au Royaume-Uni se sont accrues de 35% et, depuis 2013, plus de 30 000 portugais y arrivent chaque année. La France continue à attirer des travailleurs portugais, bien que le nombre de nouvelles entrées soit plus modeste que celui enregistré au Royaume-Uni. Cependant, les 18 480 entrées enregistrées en 2013 représentaient 8% du total d'étrangers, les Portugais occupant le premier rang parmi les étrangers arrivés cette année-là en France.

Face au ralentissement des économies de l'Angola et du Brésil, il est prévisible que les flux migratoires vers ces pays diminuent.

Si les effets immédiats de l'augmentation des sorties des Portugais sont positifs du fait des transferts d'argent (3,3 milliard d'euros en 2015, soit près de 2% du PIB national), cette émigration représente une perte de capital humain et a un effet récessif sur la dynamique démographique. De plus, le vieillissement de la population laisse le pays plus vulnérable aux effets de la plus récente « vague » migratoire.

2.6. Un recul de l'immigration

L'évolution économique et sociale consécutive à l'adhésion du Portugal à l'Union européenne en 1986 a déclenché un changement radical en matière de migration. Pays

²⁸ Migration entreprise pour une période inférieure à un an avec l'intention de retourner dans le pays d'origine ou de poursuivre son voyage par la suite (Observatório da Emigração ; Glossaire 2.0 Réseau sur l'asile et les migrations, EMN, 2012). Dans ce texte, le nombre d'entrées portugaises dans les pays étrangers est, d'après les métadonnées de l'Observatoire de l'Émigration, utilisé comme indicateur du nombre de Portugais qui quittent le Portugal chaque année (émigration *outflow*).

²⁹ Répétition de mouvements de migration légale effectuée par la même personne entre deux ou plusieurs pays (Glossaire 2.0 Réseau sur l'asile et les migrations, EMN, 2012).

³⁰ Entreprendre une migration en vue de s'établir de manière permanente dans le pays de destination, ou dont le résultat est l'établissement permanent dans le pays de destination (Glossaire 2.0 Réseau sur l'asile et les migrations, EMN, 2012).

d'émigration par tradition, le Portugal est aussi devenu un pays d'immigration (Peixoto, 2004). Dans les années 1990 il y eut une augmentation progressive du nombre annuel d'immigrants, supérieur à 100 000 personnes par an. En fait, tout au long des années 1990, le nombre d'immigrants a presque doublé, passant de 107 767 en 1990 à 207 587 en 2000.

Entre 2000 et 2010, l'augmentation du nombre d'immigrants présents sur le territoire portugais est intense et va au-delà du doublement, atteignant 443 055, quoique le stock maximum ait été enregistré en 2009 (451 742 immigrants).

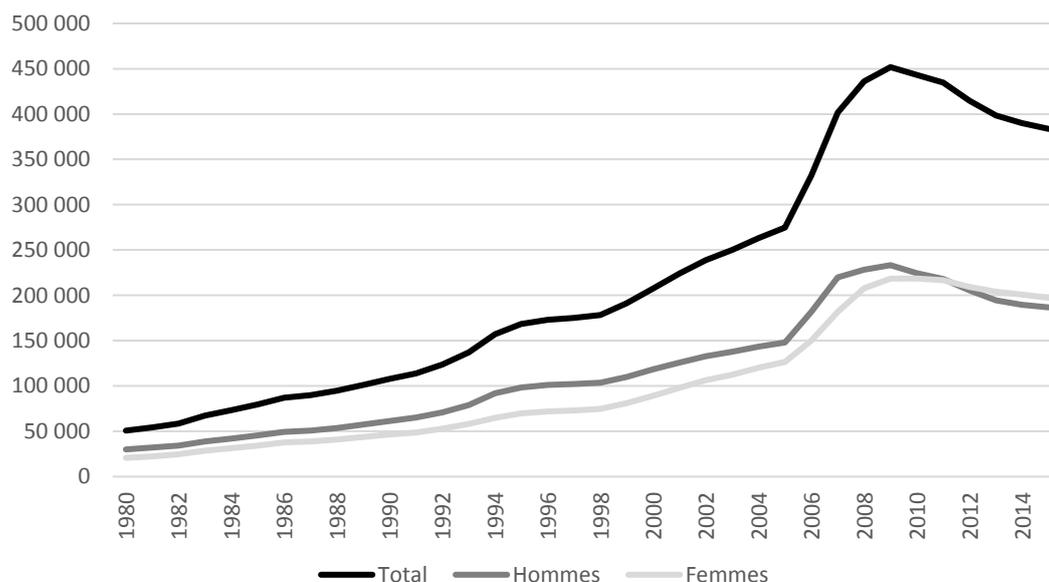


Figure 23. Population étrangère avec statut de résident légal, Portugal, 1980-2015. Source : INE, PORDATA, 2016

Par la suite, on observe une tendance au déclin. Cette diminution de l'immigration est liée aux difficultés économiques et sociales résultant de la situation de crise au Portugal. Sur la période 1990-2015 on peut donc distinguer trois cycles : le premier correspondant à l'émergence et à l'affirmation de l'immigration au Portugal, le deuxième à une intensification des flux et le troisième à la baisse liée à la crise avec reconfiguration des flux migratoires.

Sur cette dernière période, de 2010 à aujourd'hui, on constate la baisse du nombre d'immigrants. Tandis que l'Union Européenne connaît, entre 2010 et 2015, une croissance de la migration régulière, au Portugal la détérioration des conditions économiques et financières, conduit à ce que, en 2015, le nombre d'immigrants au Portugal soit proche de celui de 2006. Parallèlement, le profil des étrangers qui choisissent de résider au Portugal se modifie. On constate aussi des changements concernant les demandeurs de titres de séjour et de visas de résidence³¹.

³¹ Le visa de résidence (VR) est valable pour une période de 120 jours et est destiné à permettre, à son titulaire, l'entrée en territoire portugais. Le titre de séjour (AR) est valable pour un an.

Tableau 3. Population résidente étrangère par type d'ordonnance associé au titre de séjour (AR) * entre 2008 et 2014.

Année	AR d'activité professionnelle subordonnée	AR Titres résidence exercice activités indépendantes	AR Titres résidence activités de recherche ou hautement qualifiées	AR Titres résidence étudiants enseignement supérieur	AR regroupement familial	AR permanente	AR exemption de visa de séjour	Autres**	Total
2008	24 329			4 913	33 596	62 813	28 625	286 001	440 277
2009	18 619			5 212	19 815	69 809	8 711	332 025	454 191
2010	11 404			6 728	12 432	65 250	7 903	341 545	445 262
2011	7 501			7 799	10 164	59 233	9 309	342 816	436 822
2012	8 493	398	534	10 275	7 485	54 393	8 737	326 727	417 042
2013	19 922	1 686	1 495	7 546	6 060	53 147	8 672	302 792	401 320
2014	24 664	2 560	2 426	7 007	6 135	56 093	7 386	288 924	395 195

Source : SEF, 2015.

Pour ce qui est des titres et visas de résidence on observe une réduction des attributions pour l'exercice d'activités professionnelles subordonnées, mais avec une légère reprise en 2014. Dans la même période, il y a une augmentation significative des titres de résidence liés à des activités indépendantes, augmentation plus significative en 2013 et 2014. L'accroissement du nombre des visas de résidence concernant l'activité indépendante et entrepreneuriale n'est pas aussi important. Les titres et les visas octroyés pour des activités de recherche ou hautement qualifiés enregistreraient une augmentation dans les deux typologies. Le nombre d'étudiants étrangers a enregistré une augmentation, bien que la valeur maximale ait été atteinte en 2012. On doit encore souligner la réduction des autorisations de séjour/de résidence dans le cadre du regroupement familial et l'augmentation du nombre des visas pour les retraités, religieux et personnes ayant des revenus propres.

Les développements récents ont également apporté un changement dans la distribution des immigrants, avec une plus grande représentation des femmes au sein des immigrants depuis 2012.

Les estimations annuelles des immigrants permanents au cours des dernières années font apparaître une évolution de la répartition par âge : diminution de la proportion de jeunes, de 0 à 14 ans, et une présence accrue dans les flux migratoires d'immigrants plus âgés, en particulier de plus de 50 ans. Parmi les jeunes actifs, on trouve proportionnellement plus d'immigrants. Toutefois, dans les deux dernières années (2014 et 2015), il y a une tendance de rapprochement du poids relatif des deux groupes d'âge (15-29 ans et 30-49 ans). Cette répartition par âge, configure les changements qui se sont esquissés dans les profils associés au statut juridique des immigrants. L'arrivée d'étudiants, de chercheurs et des professionnels qualifiés comprend tendanciellement des immigrants plus jeunes.

Considérant la distribution des immigrants dans le pays, le plus grand nombre réside dans les municipalités du littoral et, parfois, à l'intérieur à savoir dans les municipalités avec des fonctions et des services administratifs, comme les chefs-lieux de district. On peut noter la présence d'immigrants dans une bande qui se prolonge entre les deux régions métropolitaines - Lisbonne et Porto, bien qu'au Nord leur présence soit moins significative dans la plupart des municipalités. Au Sud, elle est concentrée sur la bande littorale de l'Algarve. À l'intérieur, comme cela a déjà été mentionné, on remarque que les municipalités comprenant les plus grandes villes et/ou ayant plus d'activité économique attirent plus d'immigrants.

Quand on considère la proportion d'immigrants par rapport à la population résidente, on constate la plus forte concentration dans la région métropolitaine de Lisbonne et l'Algarve, où se trouve en fait un plus grand volume d'étrangers. Cependant, il y a également les municipalités du Centre et de l'Alentejo avec une proportion importante d'immigrants, correspondant aux municipalités qui attirent et retiennent les immigrants (figure 24). Toutefois, une recherche en cours de Fonseca *et al.* (2016) a démontré la grande mobilité des immigrants sur le territoire portugais.

Comme l'indique la carte suivante (figure 25), entre 2008 et 2014, parmi les 25 NUTS III de la partie continentale il n'y en a que 7 à variation positive du stock de la population d'origine étrangère au Portugal. Les régions les plus peuplées et plus dynamiques (Lisbonne, Porto et Algarve) ont subi un recul de la population étrangère pendant cette période. La crise a ralenti des nouveaux flux migratoires vers le pays et dans le même temps la situation économique très défavorable a poussé à quitter le territoire. Cependant, en Alentejo et dans le nord-est, les régions dont l'accroissement de population étrangère a été le plus significatif, les motifs de cette attirance sont divers. Alors que dans le sud cette augmentation est due au recrutement de travailleurs pour les exploitations agricoles, dans le nord-est c'est la contribution des jeunes poursuivant des études universitaires en provenance de plusieurs pays, en particulier africains, qui choisissent les établissements d'enseignement supérieur de la région³².

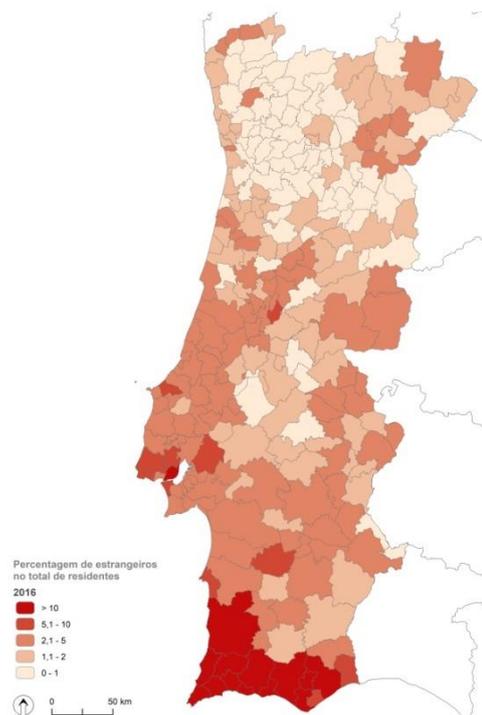


Figure 24. Pourcentage d'étrangers dans la population résidente au Portugal par municipalité en 2016.

Source statistique : SEF ; INE, 2017.

³² Les étrangers représentent 22% des près de 7000 étudiants de l'Instituto Politécnico de Bragança, une ville d'environ 22 000 habitants.

Jusqu'à 2010, l'immigration a contribué de manière décisive à la croissance de la population au Portugal, alors que la croissance naturelle y contribuait de moins en moins. De l'évaluation de la croissance de la population portugaise, entre les derniers recensements, 2001 et 2011, il ressort que plus de 90 % de la croissance totale est imputable à la composante migratoire. Depuis 2011, après l'affirmation de la crise au Portugal, la dynamique naturelle joue un rôle encore moindre.

La crise, au-delà des perturbations économiques, a déclenché une profonde crise sociale avec des comportements et attitudes plus défensifs ayant un effet profond sur la dynamique des populations. Une combinaison négative de la croissance naturelle et migratoire depuis 2011 a conduit à la diminution de la population portugaise.

La crise a également affecté les immigrants. Malgré la diminution du nombre d'immigrants présents dans la société portugaise, leur contribution est encore très importante. En raison d'une structure d'âge plus jeune que la population portugaise leur présence exerce un effet de rajeunissement de la population. Les immigrants contribuent aussi au maintien du taux de natalité. En dépit de la diminution, sur 1000 naissances, 8,4 se produisent chez des femmes de nationalité étrangère, alors que la population étrangère ne représente que 3,8% de la population totale.

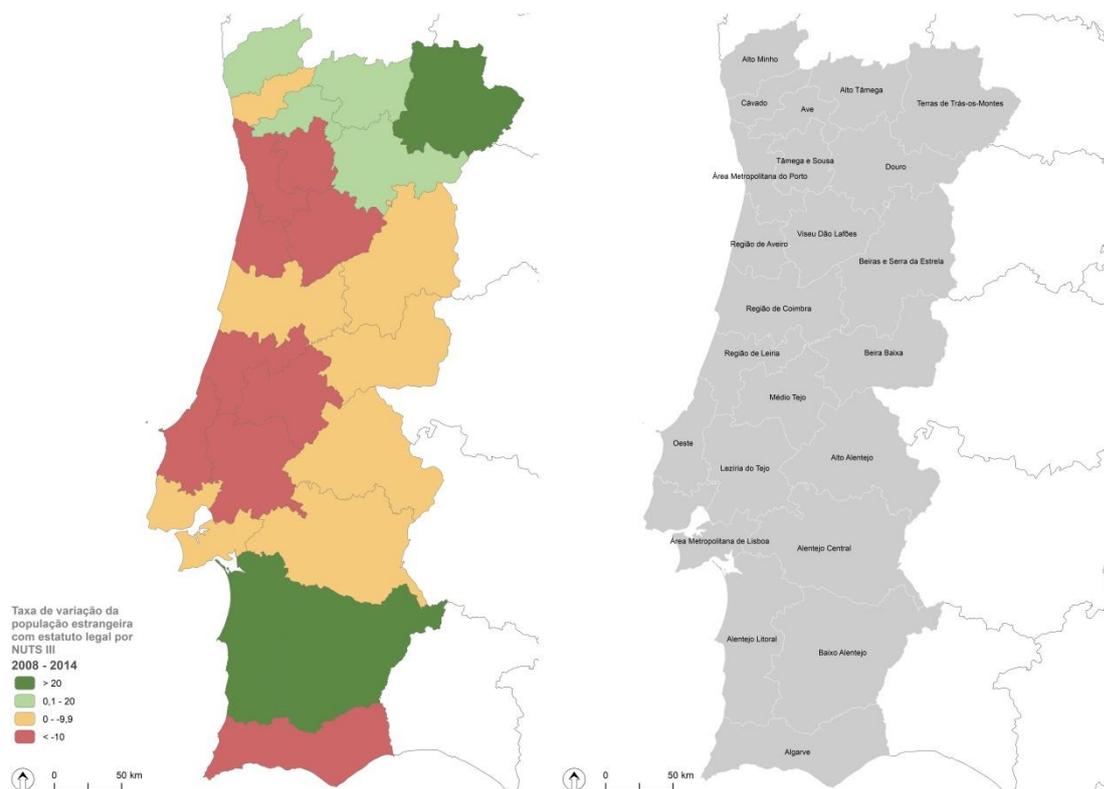


Figure 25. Variation de la population étrangère au Portugal (2008-2014) par NUTS III (en %).
Source statistique : SEF.

2.7. Migrations internes

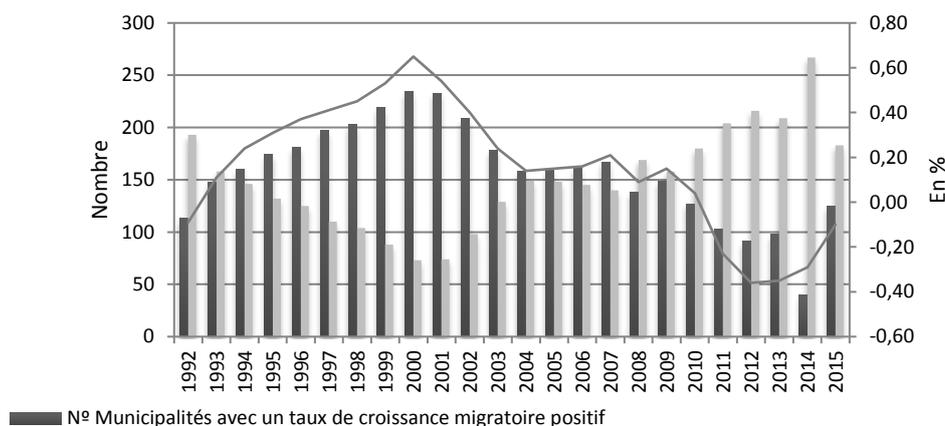


Figure 26. Évolution du taux de croissance migratoire par municipalité, Portugal, 1992-2015.
Source : INE

Sur les migrations internes l'information est très limitée, elle se réduit à celle détaillée dans le recensement. Malgré l'importance reconnue des migrations internes dans la dynamique de la population au Portugal, nous ne disposons pas d'autre source de données. En conséquence, on ne peut pas encore évaluer les effets de la crise au niveau des changements résidentiels dans le pays, quoiqu'il soit clair qu'en ce qui concerne les migrations, les effets sont perceptibles depuis 2010, mais plus intensément depuis 2011³³.

En considérant les contraintes mentionnées nous ne pouvons qu'avoir une idée approximative des effets territoriaux de la migration basée soit sur les soldes migratoires soit sur le taux de croissance migratoire. Ainsi, la comparaison de l'évolution du taux de croissance migratoire de 308 municipalités portugaises permet une approche de la diversité des effets de la mobilité et de la croissance dans les différents territoires (figure 26).

L'année 2011 marque une rupture ; depuis 2008 le nombre de municipalités ayant enregistré une perte de population est plus élevé que celui où était enregistré un apport de population (170 contre 138). Malgré un taux de croissance migratoire faible, en 2008 ce nombre était encore positif. Cependant, au cours des années 2011, 2012, 2013, 2014, plus de 200 municipalités (environ 60% du total des 308 municipalités) ont eu un taux migratoire négatif. En 2014 37 municipalités seulement n'ont pas perdu de population et en 2015, même si cet effet est moindre, le nombre de municipalités ayant perdu de la population (184) reste bien plus élevé que celles qui enregistrent une croissance.

L'évolution du taux de croissance migratoire montre une concentration territoriale. En 2015, les zones d'attraction sont constituées par le littoral sud dans l'Algarve et autour de la région métropolitaine de Lisbonne en s'étendant vers le Centre et jusqu'à la frontière avec l'Espagne (figure 27). Cette croissance migratoire suit les axes que constituent les principales autoroutes du pays (A1 et A8, A25 et A22). On note l'affaiblissement du pouvoir d'attraction que certains centres urbains de l'intérieur ont pu exercer. On peut se demander si la crise n'a pas eu un impact sur les activités qui stimulaient habituellement les économies locales.

³³ Au Portugal nous n'avons pas des données sur les migrations internes, c'est seulement à partir des recensements qu'il est possible d'avoir des données indirectes et partiales.

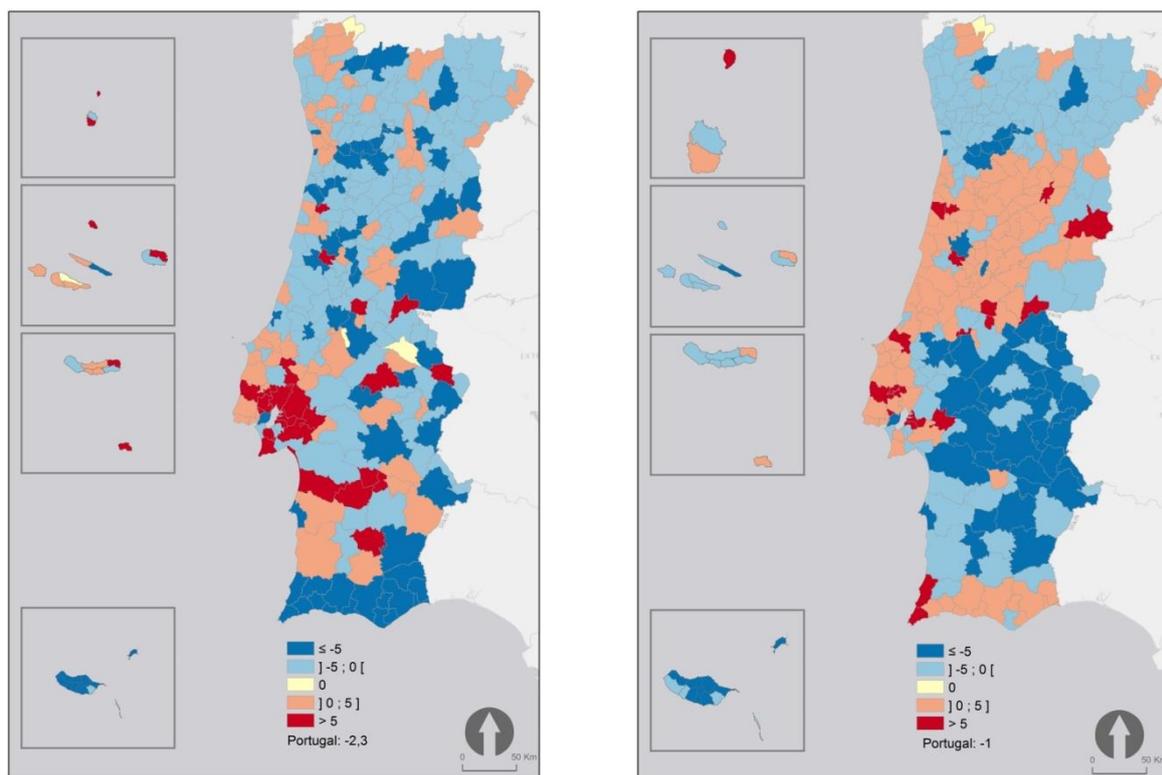


Figure 27. Taux de croissance migratoire par municipalité en 2011 (à gauche) et en 2015 (à droite), pour mille.

Source statistique : INE.

La dispersion territoriale du taux d'accroissement naturel reflète aussi les effets de la crise. D'une part parce que la baisse de la natalité est visible dans toutes les municipalités et, d'autre part, parce que la concentration se produit dans les municipalités économiquement plus actives et disposant de revenus plus élevés, en particulier dans l'Algarve et dans les municipalités de la région métropolitaine de Lisbonne et du centre littoral. Dans le Nord demeurent les régions où traditionnellement se maintient un taux de fécondité élevé, mais où se manifeste aussi, de manière récente, une relance économique liée au tourisme autour du « Grand Porto » et d'autres centres urbains de renommée internationale. D'ailleurs le tourisme s'est de plus en plus révélé être un important moteur de développement sur tout le territoire portugais.

Une analyse de la dynamique des migrations internes par groupes d'âges entre les recensements a confirmé que les régions côtières sont bien les « bénéficiaires des flux migratoires tandis que celles de l'intérieur en sont à l'origine » (Silva, 2013 p.36).

3. Les politiques sociales face à la crise : pas d'effet amortisseur

Au Portugal, depuis 2011, les politiques sociales n'ont pas eu un effet amortisseur de la crise. Bien au contraire, l'imposition d'une réduction de la dépense par la *troïka* s'est traduite par une limitation du soutien social de l'Etat. Les politiques sociales sont devenues particulièrement vulnérables et les limitations se traduisent par la « réduction du soutien économique aux individus, aux familles, aux enfants et aux personnes âgées » (Observatório das Famílias 2016, p. 16).

En ce qui concerne les ménages, les allocations ont été réduites et limitées aux ménages plus pauvres. De 2010 à 2011 le nombre d'enfants ou de jeunes recevant des allocations familiales a diminué de 1 821 952 à 1 357 575. Et, en 2016, ce nombre est plus bas encore : 1 209 452. Mais d'autres formes de soutien ont été également limitées, notamment celles touchant les titres de transports scolaires, les allocations parentales, les prestations de maladie ou l'allocation pour décès.

Le revenu minimum aux familles (RSI - *Rendimento Social de Inserção*) a diminué d'environ 22% entre 2010 et 2012 ; les prestations destinées aux plus âgées ont aussi diminué. La situation s'est aussi aggravée car les conditions d'accès sont devenues plus restrictives³⁴. Entre 2010 et 2012, plus de 100 000 bénéficiaires ont perdu leurs prestations et la proportion de bénéficiaires âgés de plus de 54 ans a progressé de 10,1% en 2012 à 15,4% du total de bénéficiaires en 2016 (figure 28).

Si le soutien de l'Etat a diminué, simultanément on a assisté à une augmentation de la charge fiscale ce qui a exercé une pression accrue sur les ressources des ménages. D'après l'OCDE (2016), le Portugal compte parmi les pays où l'augmentation fiscale a été la plus forte. Les impôts sur le travail (IRS) ont augmenté de 4,5% pour les ménages unipersonnels avec un salaire moyen et de 3,5% pour un couple avec deux enfants dont un seul adulte gagne un salaire moyen (Observatório das Famílias, 2016).

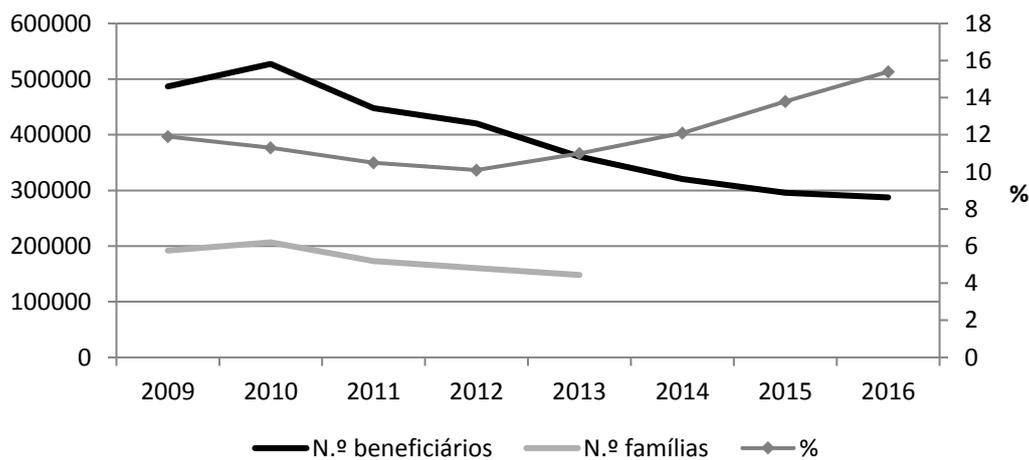


Figure 28. Nombre de bénéficiaires et de foyers allocataires du RSI et pourcentage de bénéficiaires âgés de plus de 54 ans.

Source statistique : Estatísticas da Segurança Social, 2014 ; PORDATA, 2017.

Pour faire face à la fragilité sociale, découlant de la crise un programme d'urgence social (PES) a été créé par le gouvernement en octobre 2011. Ce programme comprenait les mesures suivantes : une majoration de 10% des allocations de chômage pour les couples et les familles monoparentales avec enfants bénéficiaires de l'allocation familiale ; la mise en place d'un réseau de cantines sociales qui garantissaient des repas gratuits ou à des prix réduits, remboursés par la Sécurité Sociale en partenariat avec les institutions de solidarité sociale ; des tarifs

³⁴ Très récemment, en juillet 2017, des modifications ont été apportées au régime d'accès à l'RSI visant à le rendre plus accessible aux citoyens qui ont besoin d'une aide économique.

sociaux de transport) pour les personnes les plus vulnérables et aussi une tarification sociale de l'énergie (réduction sur les factures et l'accès au gaz naturel et à l'électricité).

Conclusion

La crise et l'austérité sont aujourd'hui moins « agressives » mais leurs effets se font toujours sentir et vont perdurer plusieurs années.

Le pays est en attente : la population portugaise a adopté une attitude défensive avec le report d'un grand nombre de leurs attentes comme le montrent quelques indicateurs démographiques. Le dernier changement de gouvernement (le gouvernement actuel est en exercice depuis novembre 2015) a créé un nouveau contexte socio-politique. Mais, pour le moment, bien que les indicateurs révèlent une reprise économique et un rétablissement progressif du niveau de vie, du point de vue démographique on ne sait pas encore si on assiste à une récupération ou seulement à la restitution de ce qui ne peut pas être retardé plus longtemps.

Références

- CES/OCA, 2013, *A anatomia da crise. Identificar os problemas para construir alternativas*. 1º Relatório preliminar do Observatório sobre Crises e Alternativas. Coimbra: CES/OCA.
- EMN, 2012, *Glossaire 2.0 sur l'asile et les migrations*. Commission Européenne.
- Fonseca, Maria Lucinda, Abreu, Diogo, Esteves, Alina, 2016, A crise económica e os padrões de mobilidade geográfica da população imigrante em Portugal. *Comunicação V Congresso Português de Demografia*, Lisboa, 6 e 7 Out. 2016.
http://www.apdemografia.pt/files/VCPD2016_lucinda_fonseca_et_al.pdf
- Instituto Nacional de Estatística. Dados estatísticos. https://www.ine.pt/xportal/xmain?xpgid=ine_main&xpid=INE&xlang=en
- INE/FFMS (Eds.), 2014, *Inquérito à fecundidade*. Lisboa: Instituto Nacional de Estatística / Fundação Francisco Manuel dos Santos.
- Mateus, Augusto (coord.), 2015, *Três décadas de Portugal Europeu. Balanço e perspetivas*. Lisboa: FFMS. <https://www.ffms.pt/FileDownload/ec3cb491-e053-47b9-90a3-7affd6c15ce7/estudo-tres-decadas-de-portugal-europeu>
- Observatório das Migrações. Dados estatísticos. <http://www.om.acm.gov.pt/>
- Observatório das Famílias e das Políticas de Família, 2016, Relatório 2014-2015 Wall, Karin; Leitão, Mafalda; Correia, Sónia Vladimira; Ramos, Vasco. Lisboa: Observatórios do Instituto de Ciências Sociais da Universidade de Lisboa.
- OCDE, 2017, *Health at a Glance 2017. OECD Indicators*.
- Oliveira, Catarina Reis & Gomes, Natália, 2014, *Monitorizar a integração de Imigrantes em Portugal. Relatório Estatístico Decenal*. Observatório das Migrações, 1.
<http://www.om.acm.gov.pt/documents/58428/179573/Monitorizar+a+Integracao+de+Imigrantes+em+Portugal.pdf/97646615-77c5-432a-af59-39c34f6037ce>
- OPSS, 2006, Relatório da Primavera 2016. Novos caminhos precisam-se. Observatório Português do sistema de saúde
http://www.opss.pt/sites/opss.pt/files/Relatorio_Primavera_2016_1.pdf

- Peixoto, João (coord.), 2016, *Regresso ao Futuro - A Nova Emigração e a Sociedade Portuguesa*. Lisboa: Gradiva.
- Peixoto, João, 2004, País de emigração ou país de imigração? Mudança e continuidade no regime migratório em Portugal. *Socius Working Papers*, 2, 1 27.
<https://www.repository.utl.pt/bitstream/10400.5/2028/1/wp200402.pdf>
- Pires, Rui Pena, Pereira, Cláudia, Azevedo, Joana, Espírito-Santo, Inês & Vidigal, Inês 2016, *Emigração Portuguesa. Relatório Estatístico 2016*. Lisboa: Observatório da Emigração e Rede Migra, CIES-IUL, ISCTE-IUL. DOI: 10.15847/CIESOEMRE032016
- Rodrigues, Carlos, Figueiras, Rita & Junqueiro, Victor, 2016, *Introdução ao Estudo - Desigualdade do Rendimento e Pobreza em Portugal, 2009-2014*. Lisboa: FFMS.
- Romano, Pedro, 2017, *Conhecer a crise. Dados e factos*. Lisboa: FFMS <https://www.ffms.pt/FileDownload/a67a645e-0486-4ee5-8b32-3aec4afbaba6/conhecer-a-crise>
- SEF, 2015, *Relatório de Imigração, Fronteiras e Asilo 2015*. https://sefstat.sef.pt/Docs/Rifa_2015.pdf
- SEF, 2014, *Relatório de Imigração, Fronteiras e Asilo 2014*. https://sefstat.sef.pt/Docs/Rifa_2014.pdf
- SEF, 2013, *Relatório de Imigração, Fronteiras e Asilo 2013*. http://sefstat.sef.pt/docs/rifa_2013.pdf
- Seixas, João, Tulumello, Simone, Corvelo, Susana & Drago, Ana, 2015, Dinâmicas sociogeográficas e políticas na Área Metropolitana de Lisboa em tempos de crise e de austeridade. *Cadernos Metrópole*. [online]. 2015, vol.17, n.34, pp.371-399. ISSN 1517-2422. <http://dx.doi.org/10.1590/2236-9996.2015-3404>.
- Silva, Carlos Jorge, 2013, *Migrações inter-regionais: fatores explicativos e modelos previsionais*. Tese de Mestrado Universidade de Aveiro.
- Teixeira, José Afonso, 2016, A crise económica em Portugal: impactos na perspetiva da coesão social e territorial. *Esbozos Revista de Filosofia Política y Ayuda al Desarrollo*, Feb. 2016/Nº 13, pp.27-38.

FOCUS SUR LA SITUATION RÉCENTE, 2016-2018
L'INVERSION DES TENDANCES MIGRATOIRES AU PORTUGAL

Dulce PIMENTEL et Maria Cristina SOUSA GOMES

La reprise de l'économie portugaise a renforcé une perception positive de la situation socio-économique du pays, mais on ne peut pas dire qu'il y ait eu un renversement en ce qui concerne les conditions sociales et les comportements démographiques. Cependant, quelques modifications sont déjà perceptibles. Indubitablement, les migrations sont un indicateur-baromètre car elles sont très sensibles aux fluctuations économiques. Chaque fois que les conditions socio-économiques se détériorent au Portugal, et en particulier que le chômage croît, il y a une augmentation immédiate ou presque immédiate des flux migratoires de sortie et une réduction des entrées.

Selon les données de 2016, il est possible de dire que l'émigration a diminué et que l'immigration a augmenté au Portugal pendant la période la plus récente. Après un maximum d'environ 120 000 sorties en 2013, l'émigration portugaise a amorcé une trajectoire descendante, avec 100 000 individus qui ont quitté le pays en 2016 (Observatório da Emigração, 2017). À ajouter à la baisse de l'émigration, une autre grande inversion que l'on puisse mentionner dans les comportements migratoires est celle de l'immigration, avec l'émergence de nouveaux profils d'immigrants plus qualifiés et avec plus d'étudiants et de retraités.

Malgré la reprise économique, les inégalités sociales, la fragilité et vulnérabilité de certains groupes sont encore très présentes dans la société portugaise (cf. tableau 5 - Annexe). D'après les données de l'indice de bien-être, la qualité de vie est globalement perçue de manière plus positive, en 2016, même si les conditions matérielles ne le sont toujours pas : le bien-être économique perçue se situe à un niveau légèrement supérieur à celui de 2008 ; toutefois la vulnérabilité économique reste inférieure à celle enregistrée en 2008, mais supérieure à celle enregistrée entre 2011 et 2013 ; le travail et les rémunérations restent au niveau de 2011 (cf. tableau 5 - Annexe). Cependant, il y a des améliorations reconnues en matière de santé, d'éducation, de connaissances et compétences, de participation civique, de sécurité personnelle et d'environnement (cf. tableau 6 - Annexe). De l'évaluation des relations sociales et le bien-être subjectif ressort la persistance de l'incertitude et faiblesse.

Malgré ces progrès, la dynamique démographique est encore otage des contraintes économiques qui demeureront fortes dans le futur proche. Les indicateurs démographiques risquent de marquer de manière négative et durable l'évolution du pays. Malgré une augmentation du nombre de naissances en 2015 et 2016, les informations disponibles à ce jour, relativement à 2017, laissent présager une nouvelle baisse qui laisse penser qu'il y a eu des naissances qui ne pouvaient plus être reportées d'autant plus que l'âge moyen de la mère à la naissance du premier enfant continue à augmenter. En 2016, le vieillissement s'accélère, les enfants de moins de 15 ans représentent 14% de la population et les individus de plus de 65 ans dépassent légèrement les 20%. L'indice de vieillissement atteint un niveau de plus de 150 personnes âgées pour 100 jeunes³⁵. Mais ce qui devrait également faire réfléchir la société portugaise est l'évolution de l'indice de renouvellement de la population en âge de travailler, qui de 2011 à 2016 est passée de 93% à 79,7%.

De ces indicateurs démographiques émergent ainsi certains des défis à long terme qui se posent déjà à court terme. Dans un pays où les migrations jouent un rôle décisif dans la dynamique de la population, il est d'autant plus important de comprendre les développements en cours dans ce domaine.

1. Au Portugal, une récupération économique après une profonde récession

La crise financière de 2008 et celle des dettes souveraines de 2010 a entraîné une grave récession dans la plupart des pays du sud de l'Europe, dont la récupération s'est produite à un rythme lent et variable en chaque pays. Au Portugal, le taux de croissance du PIB réel a dépassé celui de la zone euro en 2014 et cette croissance s'est poursuivie les années suivantes (figure 1). En 2017, le PIB national a augmenté de 2,7%, soit 1,2 point de pourcentage de plus que l'année précédente, une croissance légèrement au-dessus de la moyenne européenne pour la même année (2,4%). Ce taux est le plus élevé en 17 ans, car il faut remonter à l'an 2000 pour trouver un taux de croissance supérieur à celui-ci. D'après l'Institut National de Statistique (information du 14 février 2018), cette évolution est due à l'augmentation de la demande intérieure, reflétant principalement l'accélération de l'investissement et des exportations de biens et services, ainsi que les recettes du tourisme et de l'immobilier³⁶.

La croissance économique a entraîné la création d'emplois, ce qui a permis de réduire le chômage à 8,9% en 2017 (le taux s'élevait à 11,1% en 2016), le chiffre le plus bas depuis 2008. La diminution du nombre de chômeurs (moins 100 000 par rapport à 2016) a été enregistrée tant pour les hommes que pour les femmes et dans toutes les couches d'âge.

³⁵ Le Portugal est au 5^{ème} rang entre les États membres de l'UE qui ont enregistré le taux de croissance le plus élevé de la population âgée de 65 ans et plus, entre 2006 et 2016 (Eurostat, 2017).

³⁶ En conséquence de la performance économique, le déficit budgétaire a diminué. Le FMI a estimé que le ratio de la dette publique a diminué de quatre points de pourcentage du PIB pour atteindre environ 126% du PIB en 2017, ce qui a permis au Portugal de sortir de la procédure de déficit excessif de la Commission Européenne.

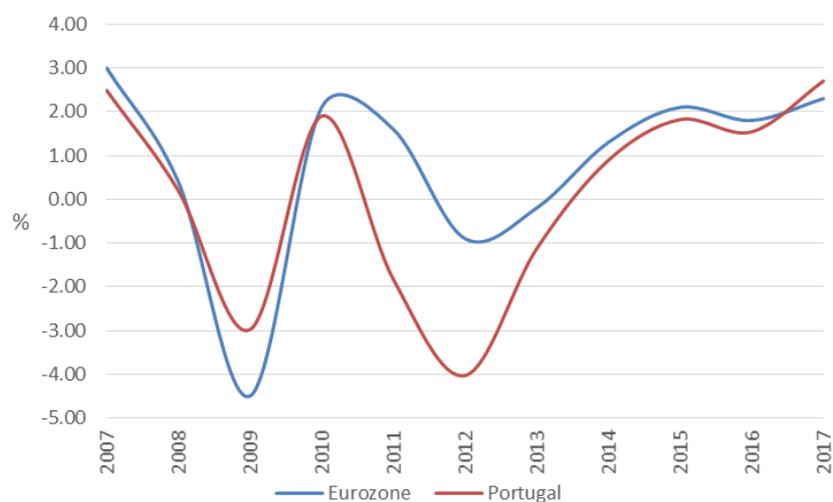


Figure 29. Taux de croissance du PIB réel, 2007-2017.
Source : Eurostat.

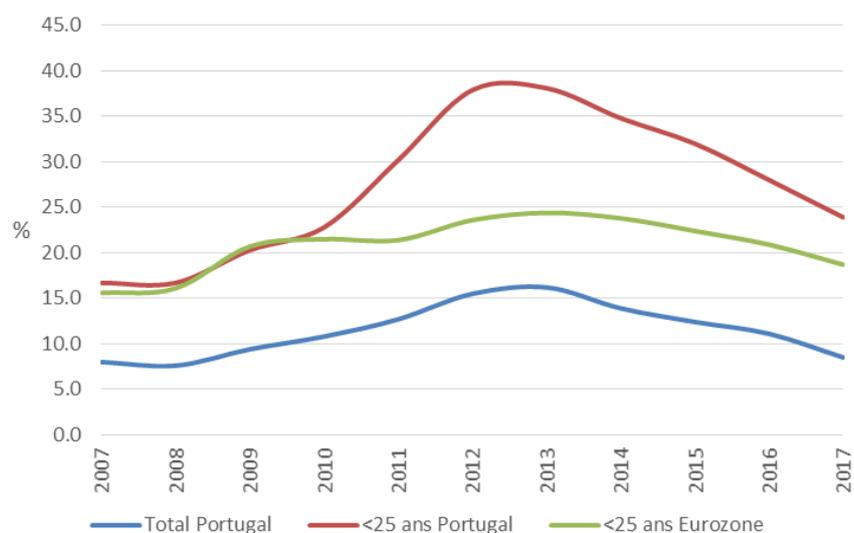


Figure 30. Taux de chômage.
Source : Eurostat.

Malgré la reprise du marché du travail au Portugal, un quart des jeunes sont encore sans emploi : le taux de chômage des moins de 25 ans³⁷ reste supérieur à la moyenne des pays européens (figure 2). En 2015, il y avait 118 000 jeunes portugais âgés de moins de 25 ans sans emploi, soit 64 000 de plus qu'au début de 2000, mais 30 000 de moins qu'en 2013. Chez les plus jeunes (moins de 25 ans), le chômage touche plus intensément les femmes (34,5%) que les hommes (29,6%). D'après les chiffres de 2015, les différences les plus importantes se

³⁷ Après une période au cours de laquelle le taux de chômage des jeunes a considérablement augmenté au Portugal, atteignant les niveaux les plus élevés en 2012 et 2013 (respectivement 37,9% et 38,1%), depuis 2014 cet indicateur a été réduit. Les années 2013 et 2014 ont également été celles où le chômage de longue durée a touché le plus grand nombre de jeunes depuis le début du XXI^{ème} siècle.

retrouvent pour les jeunes ayant un niveau d'éducation secondaire (femmes 32,6%, hommes 25,4%) et d'éducation primaire (femmes 42,8%, hommes 34,9%). Par contre, aux âges de 25 à 29 ans, le taux de chômage est plus élevé chez les hommes ayant un niveau d'éducation supérieur et secondaire, seules les femmes ayant un niveau d'éducation de 3^{ème} cycle ont un taux de chômage plus élevé (Observatório das Desigualdades, 2016).

L'évolution favorable de ces taux ne fait pas oublier la persistance d'un haut niveau de chômage, notamment chez les jeunes, et une forte proportion de chômage de longue durée. Dans une publication récente sur les inégalités sociales au Portugal et en Europe (Carmo et al., 2018), les auteurs estiment que le taux de chômage réel a atteint 28,1% au premier trimestre 2013, bien au-dessus des 17,5% historiques alors admis par les statistiques. Selon cette étude, l'impact de la crise sur le marché du travail a été plus fort qu'on le croyait : le pourcentage de chômeurs est toujours resté supérieur à 25%, jusqu'au premier trimestre 2015, et a progressivement commencé à baisser jusqu'à 17,5% en 2017. Ce chômage caché est le double des chiffres officiels, du fait que ceux-ci excluent les « découragés » (ceux qui ont arrêté de chercher un emploi), les sous-employés et les occupés en formation dans les centres d'emploi.

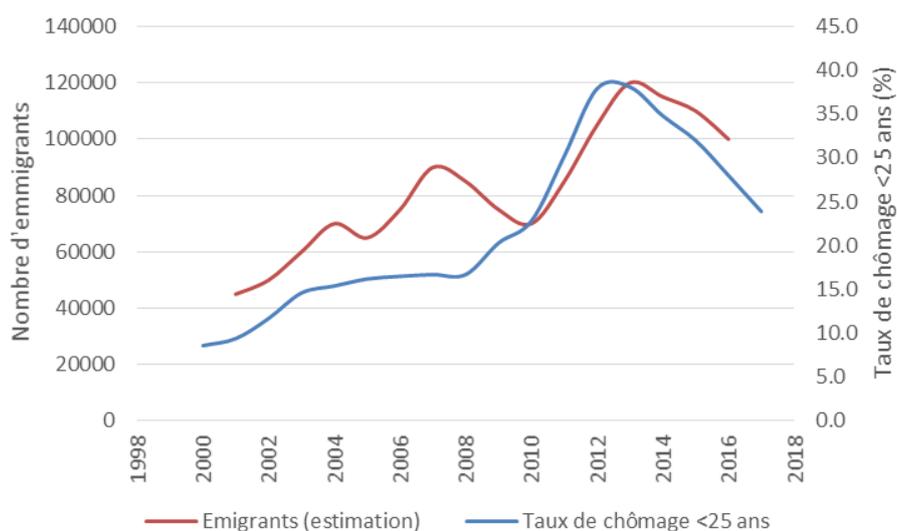


Figure 31. Taux de chômage des jeunes et émigration.
Sources : Observatório da Emigração et INE.

La catégorie des « découragés » a considérablement augmenté dans les années de la crise, se situant presque toujours au-dessus de 250 000³⁸. Cette valeur exprime le découragement d'un groupe assez nombreux de personnes qui ne croient plus pouvoir (ré)entrer sur le marché du travail. En 2017, il y avait encore 251 300 jeunes âgés de 15 à 34 ans sans emploi et hors du système scolaire (les NEET)³⁹, environ 10% des jeunes dans ces groupes

³⁸ Entre le début de 2011 et la période homologue de 2013, ces inactifs ont augmenté de 82%, soit de 142 700 à 259 500 (Carmo et al., 2018).

³⁹ NEET signifie *Not in Education, Employment or Training* (ni étudiant, ni employé, ni stagiaire). Parmi ceux-ci, près de 152 000 se situaient dans la tranche d'âge de 25 à 34 ans, deux fois de plus que les 20 à 24 ans, le groupe

d'âge (INE, Enquête Emploi). Ces chiffres confirment la forte proportion de personnes qui restent dans les marges de l'économie, une forme d'anomie sociale qui a poussé surtout les jeunes à émigrer⁴⁰ (figure 3).

2. L'inversion des tendances migratoires : recul de l'émigration et regain de l'immigration

Au cours des dernières années, ce qui ressort le plus de l'évolution de la population est la légère reprise de la dynamique migratoire, bien que le solde migratoire reste négatif.

Tableau 4. Dynamique naturelle et migratoire au Portugal, 2011-2016

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Population	10 542 398	10 487 289	10 427 301	10 374 822	10 341 330	10 309 573
Solde naturel (effectifs)	- 5 992	- 17 757	- 23 756	-22 423	- 23 011	- 23 409
Solde migratoire (effectifs)	- 24 331	- 37 352	- 36 232	-30 056	- 10 481	- 8 348
Taux de croissance naturelle (%)	-0,06	-0,17	-0,23	-0,22	-0,22	-0,23
Taux de croissance migratoire (%)	-0,23	-0,36	-0,35	-0,29	-0,10	-0,08

Source: INE

L'augmentation de l'immigration enregistrée dans les années 2015 et 2016 s'est avérée importante pour la récupération du solde migratoire. Bien que l'immigration soit à des niveaux inférieurs à ceux du début des années 2000, elle est néanmoins plus élevée que durant les années les plus difficiles de la crise économique (en 2012 et 2013). Ainsi, les changements dans la société portugaise, suite à la reprise économique, ont de nouveau attiré la présence de citoyens étrangers. Parallèlement, dans les flux de sortie d'émigration, on enregistre aussi une diminution. Toutefois l'émigration reste à un niveau très élevé, comme on peut le voir dans la figure 4.

d'âges qui est souvent cité lorsqu'on parle de « NEET ». Pour sa part, l'OCDE (*Education at a Glance*, 2017) place le Portugal au cinquième rang des pays de l'OCDE (1/5^{ème} des jeunes portugais de 15 à 29 ans était sans emploi et hors du système scolaire en 2016) - juste en dessous de l'Italie, du Mexique, de l'Espagne, de la France et de la Grèce - en représentant presque le double des chiffres nationaux pour 2000.

⁴⁰ Selon les résultats de l'enquête européenne sur les forces de travail (Eurostat), les jeunes portugais chômeurs de 20 à 34 ans étaient les plus disponibles de l'UE à changer de lieu de résidence pour décrocher un emploi en 2016 : 29% des jeunes au chômage ont admis penser s'installer à l'intérieur du pays, 16% envisageaient l'émigration vers un autre pays de l'UE et 25% vers une destination hors UE, tandis que la moyenne européenne se situait à 21% pour les jeunes citoyens de l'UE qui étaient disponibles pour se déplacer dans leur pays, 12% pour ceux prêts à chercher un emploi dans un autre pays de l'UE et 17% en dehors de l'UE.

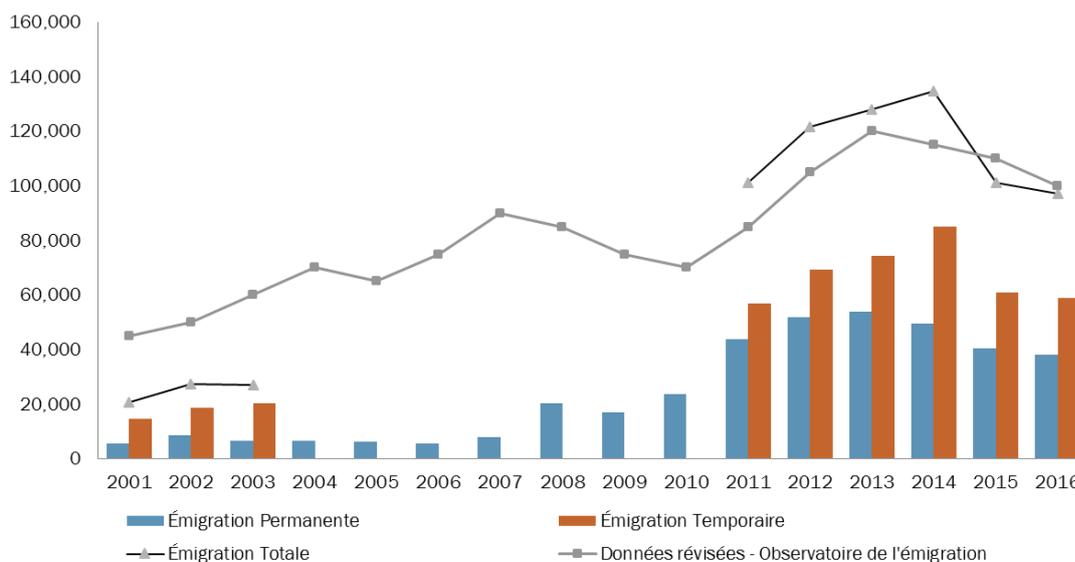


Figure 32. Portugal : Estimation du nombre de sorties annuelles (2001-2016).
Source: Observatório da Emigração.

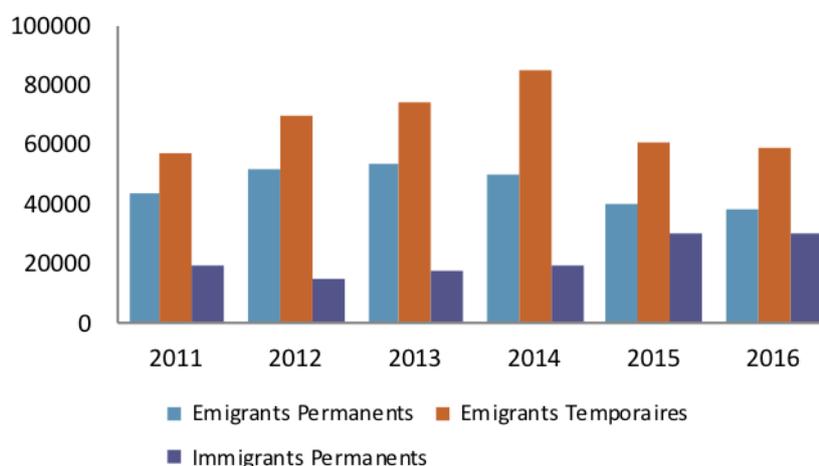


Figure 33. Emigration (permanente et temporaire) et Immigration, 2011-2016.

Source: INE.

Selon le dernier rapport de l'Observatoire de l'Émigration, les données disponibles sur l'émigration permettent d'anticiper la tendance à la baisse. Cependant, malgré la reprise, les auteurs ont également assumé "l'improbabilité à court terme" que le niveau d'émigration d'avant la crise soit retrouvé (Pires *et al.*, 2017, p.23).

Considérant le stock d'émigrants et d'après les données de l'ONU, le Portugal reste le Pays de l'Union Européenne ayant le plus d'émigrants proportionnellement à la population résidente, c'est environ 22% des Portugais qui vivent hors du pays (Pires *et al.*, 2017, p.23). Parmi les différents continents, le continent européen est celui qui rassemble la plus grande

partie des Portugais vivant à l'étranger (figure 6), soit 62% d'entre eux en 2015 (United Nations, 2015 cité par Pires *et al.*, 2017, p.23).

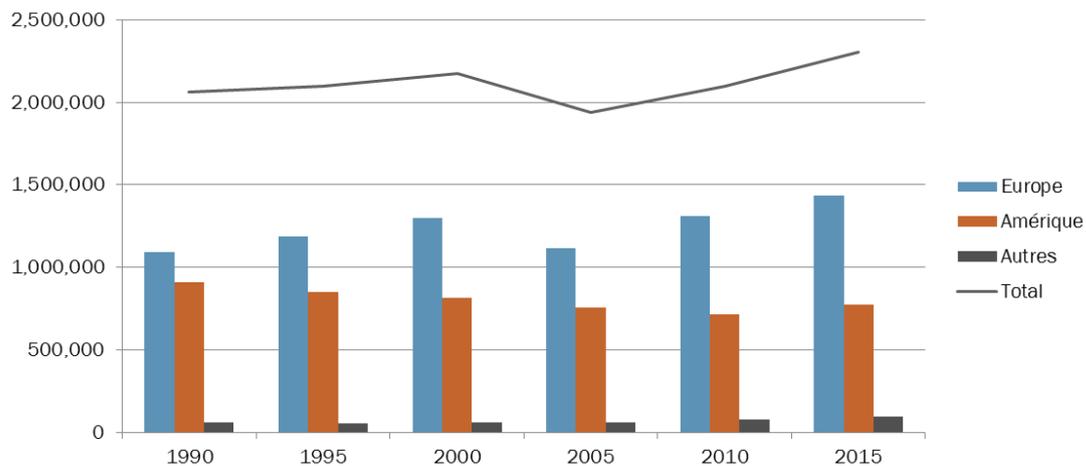


Figure 34. Estimation du nombre total d'émigrants portugais (stock) : nés au Portugal vivant à l'étranger, par continent, 1990-2015.
Source : Observatório da Emigração.

Que l'on considère l'émigration temporaire ou permanente, ce sont les jeunes actifs (des groupes d'âge 15-29 ans et 30-34 ans) qui sont les individus les plus représentés. Il convient de noter que la présence plus forte du groupe des 30-44 ans parmi les émigrants permanents que parmi les émigrants temporaires (figures 7 et 8).

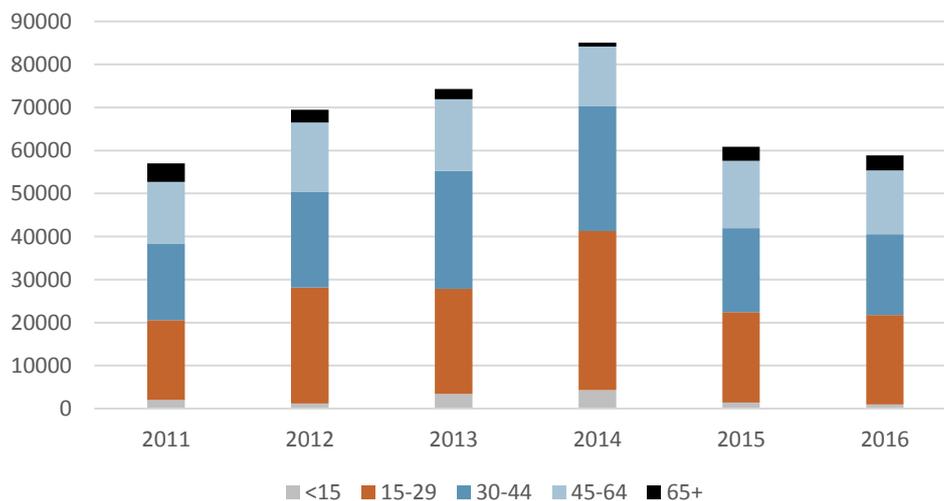


Figure 35. Emigrants temporaires par groupes d'âge, 2011-2016.
Source: INE

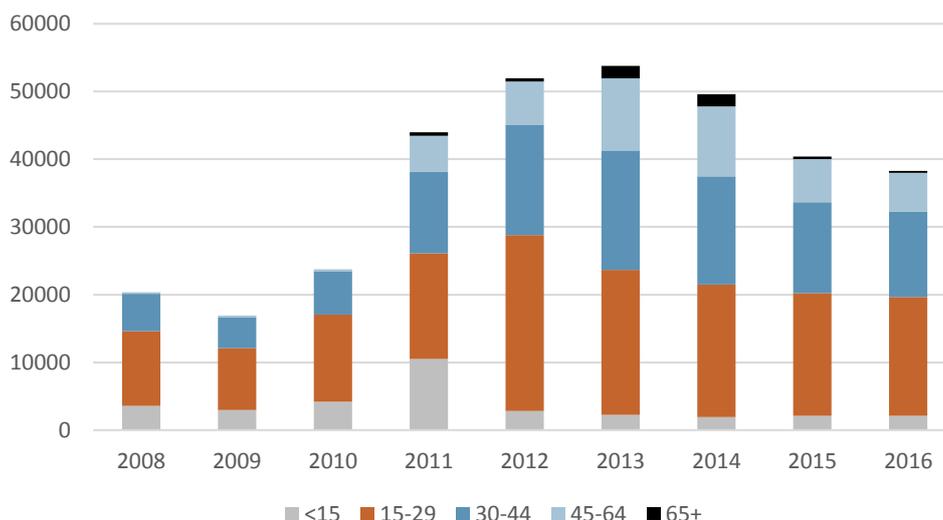


Figure 36. Emigrants permanents par groupes d'âge, 2011-2016.
Source: INE

En ce qui concerne les pays de destination de l'émigration portugaise, on remarque un renforcement du choix européen au détriment des pays avec lesquels le Portugal entretient des relations très étroites, comme l'Angola, le Mozambique ou le Brésil (figure 9). En 2016, la principale destination, malgré une baisse par rapport aux dernières années, reste le Royaume-Uni (30 543 immigrants portugais), suivie par la France (18 700), la Suisse (10 123), l'Allemagne (8 810) et l'Espagne (7 646). Des facteurs de conditionnement tels que le *Brexit* et la baisse du prix du pétrole, qui a sérieusement affecté l'économie angolaise, ont eu des répercussions sur la mobilité des Portugais⁴¹.

Les données disponibles ne permettent pas de tracer les profils des ressortissants portugais. Toutefois, les résultats d'une enquête menée entre mi-2014 et fin 2015 (projet REMIGR) auprès de plus de 6 000 Portugais de plus de 18 ans ayant quitté le Portugal après l'an 2000 (Peixoto et al., 2016), montrent que l'émigration récente vers les pays européens est plus jeune et plus féminine que vers d'autres pays en dehors de l'Europe. En général, ce sont des travailleurs qualifiés et 70% d'entre eux sont diplômés, sauf ceux qui ont migré vers la France et le Luxembourg où le pourcentage de diplômés portugais est beaucoup plus réduit - 38% et 31% respectivement (tableau 7). Ces chiffres confirment que la France est l'une des principales destinations de la nouvelle vague migratoire portugaise, ainsi que le maintien d'une certaine continuité des profils des vagues migratoires précédentes vers ce pays. Les auteurs de la recherche renforcent que « le réseau migratoire préexistant en France permet que le nouveau flux migratoire soit constitué par de groupes d'âges jeunes, mais aussi des plus âgés qui s'appuient sur leur réseau social pour faciliter leur intégration dans le marché du travail et la

⁴¹ Pour la deuxième année consécutive, l'émigration portugaise vers le Royaume-Uni a diminué (26% en 2017 par rapport à 2016 et 5,4% en 2016). Après un maximum de 32 301 entrées en 2015, en 2017, 22 622 Portugais sont arrivés au Royaume-Uni, un effectif déjà inférieur à 2013. Cette tendance a accompagné le mouvement général de réduction des flux migratoires vers le Royaume-Uni, qui a diminué de 0,4% en 2016 et de 17,2% en 2017. Par contre, l'émigration portugaise vers l'Angola a accéléré depuis 2013 et même fortement augmenté (32%) en 2015. Toutefois, la dégradation actuelle de la situation économique angolaise se répercute sur l'immigration portugaise, voire contribue à l'intensification des retours.

société française » et que l'émigration portugaise vers le Luxembourg présente des profils similaires (Peixoto et al., 2016, p.278-279).

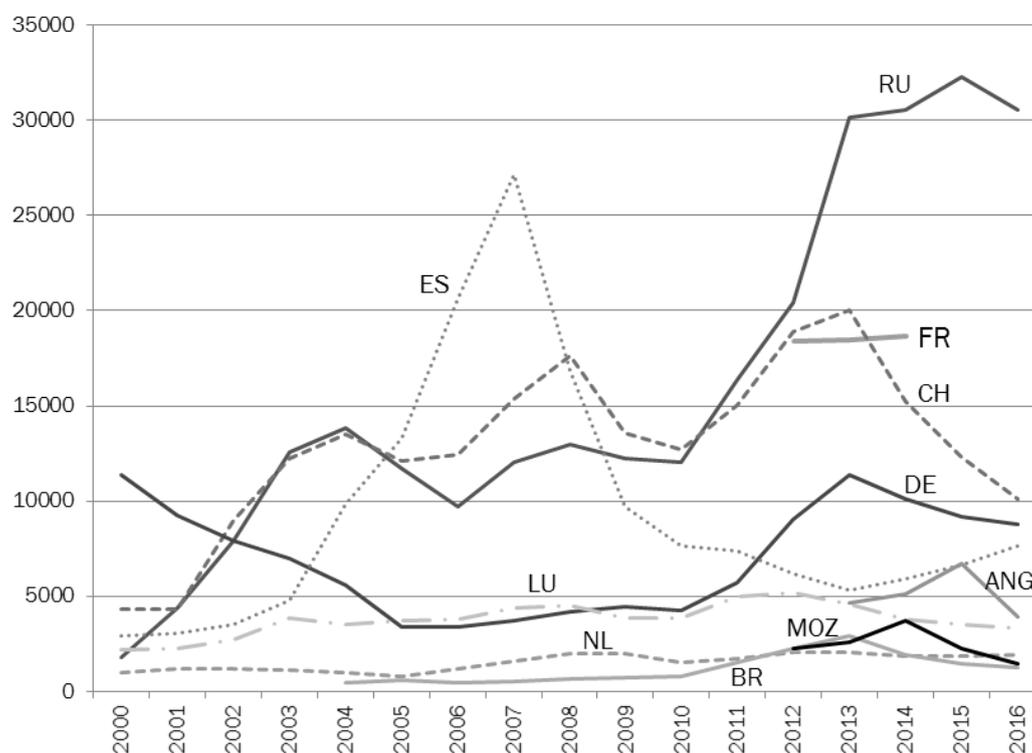


Figure 37. Pays de destination des ressortissants portugais.

Source : Observatório da Emigração, d'après les données des Instituts de Statistique des pays.

En ce qui concerne le Royaume-Uni, les mêmes auteurs soulignent que « l'émigration portugaise vers ce pays est très diversifiée, intégrant de jeunes étudiants, des diplômés, des professionnels hautement qualifiés, des professionnels en milieu de carrière, des familles et des individus isolés. Elle comprend à la fois des professionnels qualifiés et moins qualifiés, correspondant à un échantillon représentatif de la société portugaise » (Peixoto et al., 2016, p277).

L'émigration contemporaine vers le Brésil, l'Angola et le Mozambique révèle une surreprésentation masculine, un âge moyen d'environ 40 ans (plus élevé que pour l'ensemble de l'échantillon) et elle est très qualifiée, soit au niveau académique, soit professionnel. Les flux migratoires vers l'Angola et le Mozambique s'inscrivent dans un mouvement global Nord-Sud, qui s'appuie sur les relations postcoloniales entre le Portugal et ces deux pays de l'Afrique. Il ne s'agit pas d'une migration de travail classique, mais, notamment dans le cas angolais, d'un recrutement de travailleurs au Portugal par des entreprises qui développent leurs activités là-bas.

Parmi les pays de l'Union Européenne, le Portugal se distingue en 2015 par un taux élevé d'émigration et un taux d'immigration plus faible. Seule Malte a un taux d'émigration plus élevé. Par ailleurs, en ce qui concerne l'immigration, le Luxembourg se distingue (figure 10). Ainsi, dans le contexte des pays du Sud et suite à la crise économique, l'émigration était une opportunité, un moyen de sortir des difficultés de la vie au Portugal.

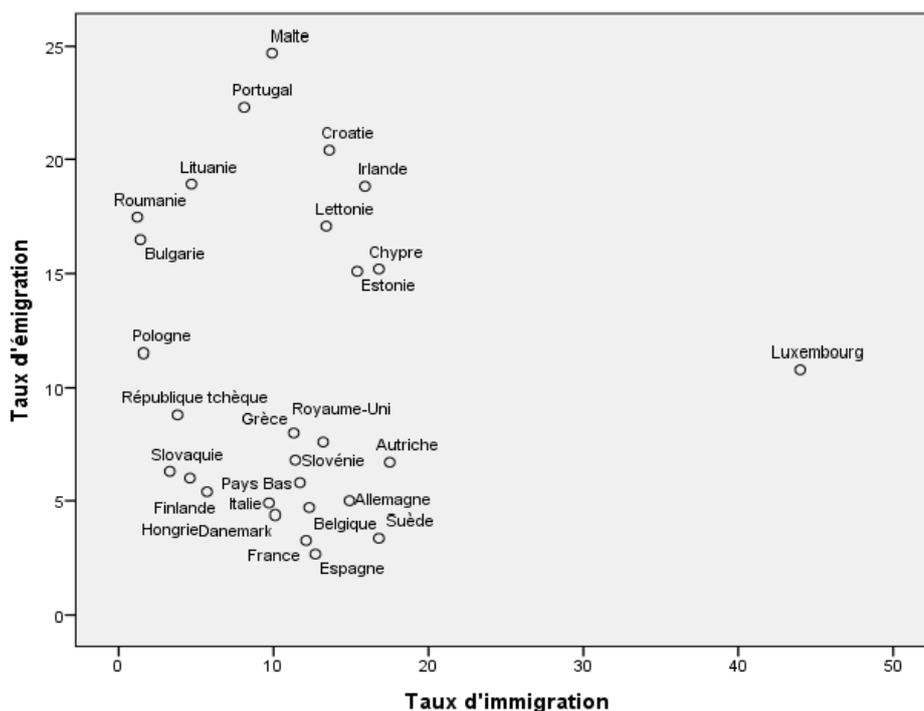


Figure 38. Taux d'émigration et d'immigration, UE 2015.
Sources : Observatório da Emigração e Observatório da Imigração.

Dans une perspective à long terme et compte tenu des moments de plus grande intensité d'émigration, il devient clair que l'émigration correspond à un comportement qui s'inscrit dans la suite logique des crises sociales, économiques ou politiques au Portugal. À cet égard, Oliveira Martins a déclaré que "l'émigration portugaise est le baromètre de la vie nationale, marquant dans ces fluctuations la pression du bien-être métropolitain" (1956, p.207).

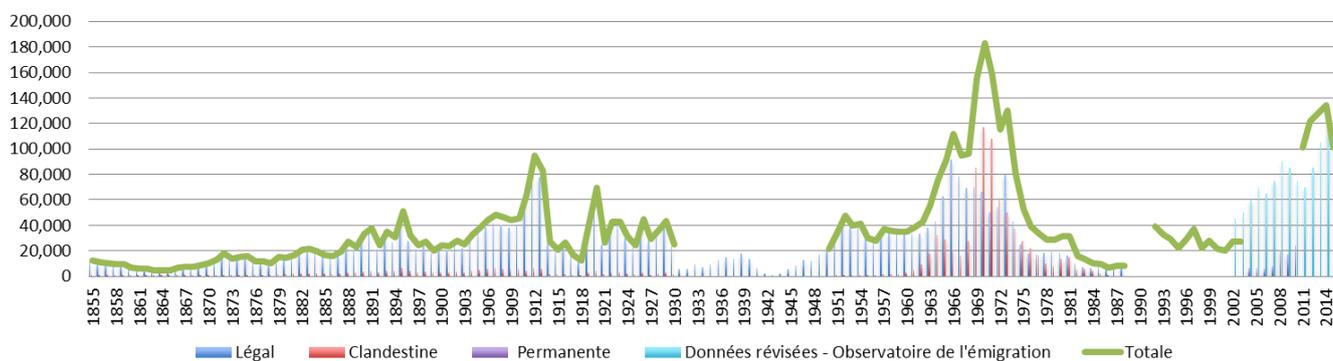


Figure 39. Émigration portugaise au fil du temps.
Sources : Statistiques Historiques d'après l'émission du passeport (jusqu'à 1988), Enquête sur les mouvements migratoires (1992-2003), Estimations annuelles de l'émigration et Observatoire de l'Émigration (depuis 2008). Données révisées de l'émigration (depuis 2001).

2.2. Vers un regain de l'immigration?

Comme il a déjà été mentionné, au cours des deux dernières années, parallèlement à la reprise économique, on remarque une reprise de l'immigration. Il convient de noter qu'à l'exception du Brésil et du Népal, les flux les plus intenses sont ceux des citoyens des pays européens, à savoir l'Italie, le Royaume-Uni, la France, l'Espagne et l'Allemagne.

Tableau 5. Flux migratoires avec de nouveaux titres de séjour

Pays	2015	2016	Variation (%) 2014-2015	Variation (%) 2015-2016
Brésil	5.716	7.059	+2,8	+23,5
France	2.495	3.475	+29,3	+39,3
Italie	1.577	3.106	+47,2	+97,0
Royaume Uni	1.866	3.066	+25,7	+64,3
Chine	2.575	2.839	-30,9	+10,3
Romanie	2.569	2.479	+4,6	-3,5
Espagne	1.662	2.214	+14,5	+33,2
Cap-Vert	2.025	1.991	-7,3	-1,7
Allemagne	1.024	1.587	+2,1	+55,0
Angola	1.277	1.479	-13,1	+15,8
Népal	1.369	1.348	+44,6	-1,5
TOTAL	37.851	46.921	+7,3	+24,0

Source : Observatório das Migrações, *Imigração em Números (Immigration en chiffres)*

Quant au stock d'immigrants, la communauté brésilienne est la plus représentée, suivie par les communautés capverdienne et ukrainienne. Cependant, le nombre d'immigrants de ces nationalités commence à diminuer (tableau 3).

Tableau 6. Immigrants (stock), 2010 – 2016.

Nationalité/stock	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Brésil	119363	111445	105622	92120	87493	82590	79569
Cap-Vert	43979	43920	42857	42401	40912	38674	36193
Ukraine	49505	48022	44074	41091	37852	35779	34428
Roumanie	36830	39312	35216	34204	31505	30523	30429
Chine	15600	16785	17447	18637	21402	21339	21953
Angola	23494	21563	20366	20177	19710	18247	16876
Guinée-Bissau	19817	18487	17759	17846	17981	17091	15306
Royaume-Uni	17196	17675	16649	16471	16560	17230	19384
São Tomé-et-Principe	10495	10518	10376	10304	10167	9546	8840
Espagne	8918	9310	9351	9541	9692	10019	11133
France	5111	5293	5201	5268	6541	8440	11293

Source: SEF

Quant aux âges, il convient de mentionner l'augmentation des étrangers avec des âges plus avancés, à savoir les personnes de 65 ans et plus, ainsi que celles de 30 à 64 ans.

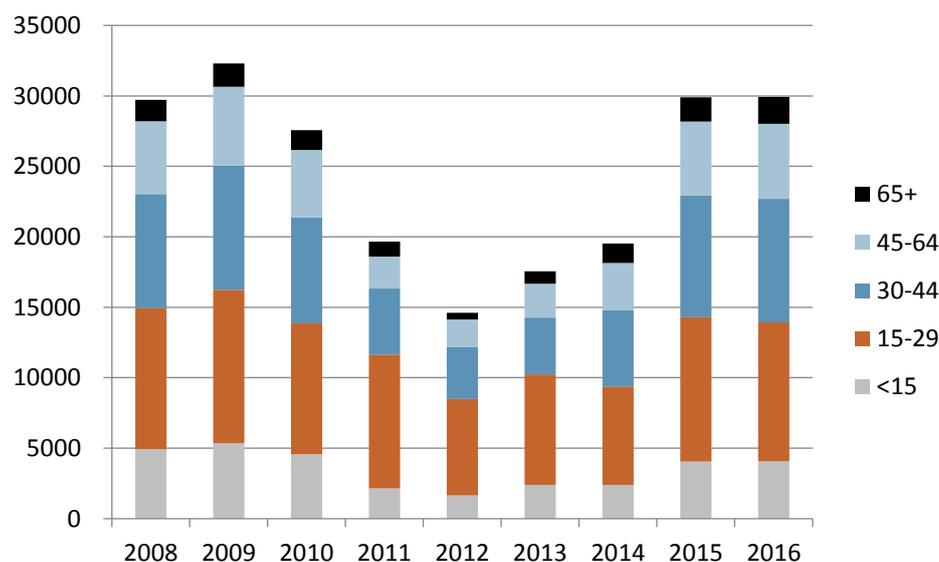


Figure 40. Immigrants permanents par groupe d'âge.
Source : SEF.

En ce qui concerne les résidents étrangers, on note aussi un autre changement de profil avec l'arrivée de personnes plus qualifiées, exerçant des activités hautement qualifiées, des activités indépendantes. Le regroupement familial continue à avoir une valeur significative.

Tableau 7. Population étrangère résidente par type d'ordonnance associée au titre de séjour entre 2008 et 2016.

Année	Activité professionnelle subordonnée	Exercice d'activités indépendantes	Activités de recherche/hautement qualifiées	Étudiants / enseignement supérieur	Regroupement familial	Permanente	Exemption de visa de séjour	Autres	Total
2008	24329			4913	33596	62813	28625	286001	440277
2009	18619			5212	19815	69809	8711	332025	454191
2010	11404			6728	12432	65250	7903	341545	445262
2011	7501			7799	10164	59233	9309	342816	436822
2012	8493	398	534	10275	7485	54393	8737	326727	417042
2013	19922	1686	1495	7546	6060	53147	8672	302792	401320
2014	24664	2560	2426	7007	6135	56093	7386	288924	395195
2015	22208	2386	2808	6417	10407	56989	7143	275290	388731
2016	19065	2528	2816	7214	9835	57393	5737	287622	397731

Source : Oliveira & Gomes, 2017.

Conclusion

Du point de vue de la population, la caractéristique la plus visible post-crise est celle de l'immigration. C'est peut-être une plus grande confiance, mais aussi des circonstances extérieures qui renforcent l'attractivité de la société portugaise ainsi que la reprise économique qui ont permis aux nouveaux étrangers de choisir le Portugal comme nouveau pays de résidence. À la lumière de ce que l'on sait des années précédentes, on pense que ces étrangers qui s'installent maintenant au Portugal ont un profil différent de ceux qui sont arrivés dans les années 1990. Ce sont des immigrants globalement plus qualifiés, mais aussi plus âgés.

L'émigration reste significative, principalement temporaire et toujours principalement européenne. La tendance à la baisse observée depuis 2013 a accompagné la reprise économique et devient plus visible ces deux dernières années. Le profil des émigrants diffère selon le pays de destination. Quelques nuances se présentent aussi si on considère leur capital social. Les Portugais les plus qualifiés ont pu risquer la découverte de nouvelles destinations de travail et de formation, alors que pour les moins scolarisés, les choix sont plus souvent limités aux destinations traditionnelles de l'émigration portugaise.

Références

- Carmo, R. M., Sebastião, J., Azevedo, J., Martins, S. C. & Costa, A. F. da (org.), 2018, *Desigualdades Sociais: Portugal e a Europa*. Lisboa: Editora Mundos Sociais.
- INE, 2017. Données statistiques.
- Martins, J. P. Oliveira, 1956, *Fomento Rural e Emigração*, Guimarães & C.^a Editores.
- Pires, R. P., Pereira, C., Azevedo, J., Vidigal, I. & Veiga, C. M., 2017, *Emigração Portuguesa. Relatório Estatístico 2017*, Lisboa: Observatório da Emigração e Rede Migra, CIES-IUL, ISCTE-IUL. DOI: 10.15847/CIESOEMRE042017
- Observatório das Desigualdades, 2016, *O desemprego Jovem em Portugal e na Europa*. <https://observatorio-das-desigualdades.com/2016/12/20/dossie-tematico-o-desemprego-jovem-em-portugal-e-na-europa/>
- OECD, 2017, Portugal in *Education at a Glance 2017*: OECD Indicators, Paris: OECD Publishing. DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2017-64-en>
- Oliveira, C. R. & Gomes, N. (coord.), 2017, *Indicadores de Integração de Imigrantes: Relatório Estatístico Anual 2017*. ISBN 978-989-685-089-0
- Peixoto, J., Oliveira, I. T. de, Azevedo, J., Marques, J. C., Góis, P., Malheiros, J., Madeira, P.M. (org.), 2016, *Regresso ao futuro: a nova emigração e a sociedade portuguesa*. Lisboa: Gradiva.
- Valério, N. (ed.), 2001, *Estatísticas Históricas Portuguesas*, Lisboa: Instituto Nacional de Estatística.

Annexe

Tableau 8. Indice de bien-être.

Années	Indice global de bien-être	Indice des conditions de vie matérielles			
		Total	Bien-être Economique	Vulnérabilité économique	Travail et rémunération
2004	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2005	102,1	98,7	101,4	100,1	94,7
2006	104,1	99,0	102,8	99,3	94,9
2007	103,9	96,8	104,9	92,2	93,2
2008	105,0	95,9	105,1	90,9	91,6
2009	106,4	96,1	108,4	90,3	89,4
2010	107,3	94,9	108,3	93,5	82,8
2011	108,6	89,1	106,0	85,8	75,5
2012	107,7	84,8	103,2	80,0	71,1
2013	111,3	83,3	103,8	76,0	70,0
2014	115,3	84,7	105,8	77,1	71,2
2015	119,1	88,3	107,7	83,3	73,7
2016	123,7	91,6	109,8	89,9	75,1

Source : INE.

Tableau 9. Indice qualité de vie.

Années	Indice qualité de vie							
	Total	Santé	Bilan vie- travail	Education, connaissance et compétences	Relations sociales et bien- être subjectif	Participation civique et gouvernance	Sécurité personnelle	Environ- nement
2004	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2005	103,5	107,3	102,5	100,4	99,7	104	108,3	102,5
2006	106,3	111,6	106,1	111,2	99,3	105,3	104	106,9
2007	107,0	113,7	109,4	114,9	96,4	101,8	109,2	103,3
2008	108,8	118,0	109,2	128,1	93,5	99,7	101,4	112,0
2009	110,9	118,7	110,0	138,8	96,1	95,9	103,3	113,2
2010	112,7	127,6	110,8	138,4	98,5	91,0	102,7	119,5
2011	116,9	124,7	112,4	159,5	98,2	93,5	107,4	122,8
2012	117,6	125,2	111,7	163,4	97,7	96,0	102,4	126,3
2013	123,3	128,4	111,5	177,5	98,0	115,6	105,6	126,8
2014	128,4	122,5	111,5	187,5	97,4	134,8	113,6	131,7
2015	132,3	122,9	113,7	203,3	97,4	147,6	112,3	128,8
2016	137,4	125,5	114,6	213,5	97,6	148,2	130,8	131,5

Source : INE.

Tableau 10. Synthèse du profil des ressortissants portugais enquêtés en chaque pays.

Pays	Hommes (%)	Femmes (%)	Âge moyen (ans)	Diplômés (%)	Chômeurs (< 1an) au Portugal %
Royaume-Uni	43.9	56.1	33.3	71.5	16.7
France	45.5	54.5	32.7	38.0	13.1
Luxembourg	48.5	51.5	35.2	31.1	10.1
Angola	65.2	34.8	39.7	68.8	8.3
Mozambique	62.7	37.3	42.3	78.3	9.0
Brésil	63.3	36.7	36.4	81.0	8.9
TOTAL	52.1	47.9	34.9	70.2	13.2

Source : Projet REMIGR, 2016 (Enquête avec questionnaire en ligne et papier, réalisée de mi-2014 à la fin 2015 auprès de 6 000 Portugais).

ANNEXE BIBLIOGRAPHIQUE
LES EFFETS DE LA CRISE SUR
LES COMPORTEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

Dominique DIGUET

Cette bibliographie (341 références au total) a été préparée au Service de la documentation, de la bibliothèque et des archives de l'INED, en collaboration avec les auteurs. Elle s'étend de 2009 à début 2018 et comporte des références sur ces 5 pays : la France, la Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Italie (comparés parfois à d'autres pays européens ou pays hors de l'Europe).

AASSVE Arnstein, COTTINI Elena, FRABONI Romina, VITALI Agnese, 2015, « I giovani e la formazione delle unioni », in **De Rose Alessandra, Strozza Salvatore** (dir.), *Rapporto sulla popolazione. L'Italia nella crisi economica*, Il Mulino, Universale Paperbacks 674, p. 33-61.

AASSVE Arnstein, COTTINI Elena, VITALI Agnese, 2013, « Youth prospects in a time of economic recession », *Demographic Research*, 29, p. 949-962.

ABELLÁN GARCÍA Antonio, ESPARZA CATALÁN Cecilia, PÉREZ DÍAZ Julio, 2011, « Evolución y estructura de la población en situación de dependencia », *Cuadernos de Relaciones Laborales*, 29(1), p. 43-67.

ADAMAKIDOU T., KALOKERINOU-ANAGNOSTOPOULOU A., 2017, « Home health nursing care services in Greece during an economic crisis », *International Nursing Review*, 64(1), p. 126-134.

AGE PLATFORM EUROPE (dir.), 2012, *Older people also suffer because of the crisis*, Brussels, Age Platform Europe, 28 p.

AGUILAR-PALACIO I., CARRERA-LASFUENTES P., SÁNCHEZ-RECIO R., ALONSO J. P., RABANAQUE M. J., 2018, « Recession, employment and self-rated health: a study on the gender gap », *Public Health*, 154, p. 44-50.

AGUILAR-PALACIO Isabel, CARRERA-LASFUENTES Patricia, RABANAQUE M. José, 2015, « Youth unemployment and economic recession in Spain: influence on health and lifestyles in young people (16-24 years old) », *International Journal of Public Health*, 60(4), p. 427-435.

- AJA** Eliseo, **ARANGO** Joaquin, **OLIVER** Josep, 2009, *La inmigración en tiempos de crisis. Anuario de la inmigración en España (edición 2009)*, Bellaterra, Barcelona, 284 p.
- AJA** Eliseo, **ARANGO** Joaquin, **OLIVER** Josep, 2011, *Inmigración y crisis económica: impactos actuales y perspectivas de futuro. Anuario de la inmigración en España 2010 (edición 2011)*, Bellaterra, Barcelona, 415 p.
- AJENJO COSP** Marc, **GARCÍA SALADRIGAS** Núria, 2014a, « El incremento de las migraciones internas en las edades avanzadas : pautas territoriales y características sociodemográficas », *Cambio demográfico y socio territorial en un contexto de crisis.*, p. 723-737.
- AJENJO COSP** Marc, **GARCÍA SALADRIGAS** Núria, 2014b, « Los hogares del post-divorcio: el antes y el después de la crisis económica », *Cambio demográfico y socio territorial en un contexto de crisis.*
- AJENJO COSP** Marc, **GARCÍA-ROMÁN** Joan, 2012, « La incidencia de la crisis económica en las desigualdades en el uso del tiempo de las parejas » **Reques Velasco** Pedro, **De Cos Guerra** Olga (dir.), *Actas del XIII Congreso de la Población Española (12-14 de septiembre de 2012)*, p. 352-362.
- ALBA MONTESERIN** Susana Alba, **FERNÁNDEZ ASPERILLA** Ana, **MARTÍNEZ VEGA** Ubaldo, 2013, « Crisis económica y nuevo panorama migratorio en España », *Estudios / Centro de Documentación de las Migraciones de la Fundación 1º de Mayo*, 65, p. 58.
- ALBANI** Mauro, **GUARNERI** Antonella, **PIOVESAN** Serena, 2014, « Dynamic historical analysis of migration in Italy », *Demografía English Edition*, 57(5), p. 39-72.
- ALBANO ALESSANDRO**, **SÁNCHEZ-BARRICARTE** JESÚS J., 2015, « ¿Dejar el hogar para mejorar? Movilidad ocupacional de inmigrantes cualificados: algunas observaciones empíricas desde España, antes de la crisis económica actual », *Migraciones internacionales*, 8(1), p. 159-187.
- ALBERTINI** Marco, 2010, « La ayuda de los padres españoles a los jóvenes adultos. El familismo español en perspectiva comparada. », *Revista de Estudios de Juventud*, 90, p. 67-81.
- ALEMAN BRACHO** Carmen, 2011, « Immigration and social services », *Papers: Revista de sociologia*, 96(3), p. 825-852.
- ALEXANDER** Marcus, **HARDING** Matthew, **LAMARCHE** Carlos, 2011, « Quantifying the impact of economic crises on infant mortality in advanced economies », *Applied Economics*, 24, p. 3313.
- ALONSO** Xavier C., **PAJARES** Miguel A., **RECOLONS** Lluís A., 2015, *Inmigración y crisis en España*, Barcelona, Fundació Migra Studium, 70 p.
- ALVES** Sonia, 2015, « Welfare state changes and outcomes : the cases of Portugal and Denmark from a comparative perspective », *Social Policy and Administration*, 49(1), p. 1-23.
- ANASTASIOU** Foteini, **ANTONOPOULOU** Maria, **TSILIGIANNI** Ioanna, **LIONIS** Christos, 2016, « Long term impact of the economic crisis on health care in the Greek setting: The Pandora box? », *Health Policy (Amsterdam, Netherlands)*, 120(7), p. 860.
- ANGELAKI** Marina, 2016, « Policy continuity and change in Greek social policy in the aftermath of the sovereign debt crisis », *Social Policy & Administration*, 50(2), p. 262-277.
- ANTENTAS** Josep Maria, 2015, « Spain: the Indignados rebellion of 2011 in perspective », *Labor History*, 56(2), p. 136-160.

- ANTONAKAKIS** Nikolaos, **COLLINS** Alan, 2014, « The impact of fiscal austerity on suicide: on the empirics of a modern Greek tragedy », *Social Science & Medicine*, 112, p. 39-50.
- ANTONAKAKIS** Nikolaos, **COLLINS** Alan, 2015, « The impact of fiscal austerity on suicide mortality: evidence across the ‘Eurozone periphery’ », *Social Science & Medicine*, 145, p. 63-78.
- ARNAL** María, **FINKEL** Lucila, **CONTRERAS** Pilar Parra, 2013, « Crisis, desempleo y pobreza: análisis de trayectorias de vida y estrategias en el mercado laboral », *Cuadernos de relaciones laborales*, 31(2), p. 281-311.
- ARTELARIS** Panagiotis, 2017, « Geographies of crisis in Greece: A social well-being approach », *Geoforum*, 84, p. 59-69.
- ARTS** Wil, 2013, « Welfare regimes in an age of austerity », *Sociologia e Politiche Sociali*, 16(1), p. 9-23.
- BACIGALUPE** Amaia, **ESCOLAR-PUJOLAR** Antonio, 2014, « The impact of economic crises on social inequalities in health: what do we know so far? », *International Journal for Equity in Health*, 13.
- BACIGALUPE** Amaia, **MARTÍN** Unai, **FONT** Raquel, **GONZÁLEZ-RÁBAGO** Yolanda, **BERGANTIÑOS** Noemi, 2016, « [Austerity and healthcare privatization in times of crisis: are there any differences among autonomous communities?] », *Gaceta Sanitaria*, 30(1), p. 47-51.
- BACIGALUPE** Amaia, **SHAHIDI** Faraz Vahid, **MUNTANER** Carles, **MARTÍN** Unai, **BORRELL** Carme, 2016, « Why is there so much controversy regarding the population health impact of the Great Recession? Reflections on three case studies », *International Journal of Health Services: Planning, Administration, Evaluation*, 46(1), p. 5-35.
- BAGAVOS** Christos, **TRAGAKI** Alexandra, 2017, « The compositional effects of education and employment on Greek male and female fertility rates during 2000–2014 », *Demographic Research*, Vol 36, p 47 (2017), p. 47.
- BALLESTEROS GUERRA** Juan Carlos, **MEGÍAS QUIRÓS** Ignacio, **RODRÍGUEZ SAN JULIÁN** Elena, 2012, *Jóvenes y emancipación en España*, Fundación de Ayuda contra la Drogadicción (FAD), 140 p.
- BARBI** Elisabetta, **FRAOVA** Luisa, **GARGIULO** Lidia, **PAPPAGALLO** Marilena, **TOMASSINI** Cecilia, 2015, « Sopravvivenza e salute », in **De Rose** Alessandra, **Strozza** Salvatore (dir.), *Rapporto sulla popolazione. L'Italia nella crisi economica*, Bologna, Il Mulino, Universale Paperbacks 674, p. 85-108.
- BARROSO** Clara, **ABÁSOLO** Ignacio, **CÁCERES** José J., 2016, « Health inequalities by socioeconomic characteristics in Spain: the economic crisis effect », *International Journal for Equity in Health*, 15, p. 62.
- BARTOLL** Xavier, **MARÍ-DELL’OLMO** Marc, 2016, « Patterns of life expectancy before and during economic recession, 2003-12: a European regions panel approach », *European Journal of Public Health*, 26(5), p. 783-788.
- BASTIA** Tanja, 2011, « Should I stay or should I go? Return migration in times of crises », *Journal of International Development*, 23(4), p. 583-595.

- BAYONA-I-CARRASCO** Jordi, **GIL-ALONSO** Fernando, **LÓPEZ VILLANUEVA C.**, **PUJADAS RÚBIES** Isabel, **RUBIALES PÉREZ** Miguel, 2014, « La fecundidad en las grandes metrópolis españolas: diferencias internas y tendencias recientes en Madrid y Barcelona (2000-2010) » **Vieira** António, **Juliao** Rui Pedro (dir.), *Atas do XIV Colóquio Ibérico de Geografia*, p. 654-659.
- BAYONA-I-CARRASCO** Jordi, **RUBIALES PÉREZ** Miguel, 2015, « La inmigración internacional en Barcelona, Madrid y sus respectivas metrópolis », in **Domínguez Pérez M.**, **López Villanueva C.** (dir.), *Barcelona y Madrid: procesos urbanos y dinámicas sociales*, Madrid, Editorial Síntesis, p. 107-130.
- BEAUJOUAN** Éva, **SOBOTKA** Tomáš, **BRZOWSKA** Zuzanna, **ZEMAN** Kryštof, 2017, « La proportion de femmes sans enfant a-t-elle atteint un pic en Europe ? (French) », *Population & Sociétés*, 540, p. 1.
- BENDER** Keith A., **ECONOMOU** Athina, **THEODOSSIOU** Ioannis, 2013, « Efectos del desempleo a corto y largo plazo en la tasa de mortalidad en Europa », *Revista Internacional del Trabajo*, 132(2), p. 311-323.
- BENMARHIA** Tarik, **ZUNZUNEGUI** Maria-Victoria, **LLÁCER** Alicia, **BÉLAND** Francois, 2014, « Impact of the economic crisis on the health of older persons in Spain: research clues based on an analysis of mortality. SESPAS report 2014 », *Gaceta sanitaria*, 28(Supplement 1), p. 137-141.
- BERRETIMA ABDEL-HALIM**, 2013, *Polarisation et enjeux des mouvements migratoires entre les deux rives de la Méditerranée*, Fernelmont, E.M.E., 231 p.
- BETRISEY** Débora, **CORTÈS** Almudena, **MONCO** Beatriz, 2017, « La emigración española contemporánea bajo una mirada interdisciplinar », *Migraciones*, 43, p. 3.
- BEVELANDER** Pieter, **PETERSSON** Bo, 2014, *Crisis and migration: implications of the Eurozone for perceptions, politics, and policies of migration*, Lund, Nordic Academic Press, 208 p.
- BILLINGSLEY** Sunnee, 2011, « Economic crisis and recovery: changes in second birth rates within occupational classes and educational groups », *Demographic Research*, S12(16), p. 375-406.
- BLANCO MORENO** Angela, **URBANOS GARRIDO** Rosa, **THUISSARD VASSALLO** Antonio, 2012, *Distribución del gasto sanitario público por edad y sexo en España: análisis de la década 1998-2008*, Madrid, Fundación de las Cajas de Ahorros, Documentos de trabajo, 83 p.
- BLANES LLORENS** A., 2015, « El futuro de la población española », in **Torres Albero** Cristóbal (dir.), *España 2015: situación social*, Madrid:, Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS), p. 158-168.
- BLÖSS** Thierry (dir.), 2017, *Ageing, Lifestyles and Economic Crises: The New People of the Mediterranean*, Abingdon, Routledge, 409 p.
- BONIFAZI** Corrado, 2013, « Mobili per forza: spostamenti di popolazione nell'Italia della crisi », *Il Mulino: rivista di cultura e di politica*, 5, p. 798-805.
- BONIFAZI** Corrado, **MARINI** Cristiano, 2014, « The impact of the economic crisis on foreigners in the Italian labour market », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 40(3), p. 493-511.

- BORRELL** Carme, **MARÍ-DELL'OLMO** Marc, **GOTSSENS** Mercè, **CALVO** Montse, **RODRÍGUEZ-SANZ** Maica, **BARTOLL** Xavier, **ESNAOLA** Santiago, 2017, « Socioeconomic inequalities in suicide mortality before and after the economic recession in Spain », *BMC public health*, 17(1), p. 772.
- BOULD** Sally, **CRESPI** Isabella, **SCHMAUS** Gunther, 2012, « The cost of a child, mother's employment behavior and economic insecurity in Europe », *International Review of Sociology*, 22(1), p. 5-23.
- BRUCKNER** Tim A., **NOYMER** Andrew, **CATALANO** Ralph A., 2013, « Life Expectancy during the Great Depression in Eleven European Countries », *Population and Development Review*, 39(1), p. 57-74.
- BRUQUETAS CALLEJO** María Bruquetas, **MARÍ-KLOSE** Pau, **MORENO FUENTES** Francisco Javier Moreno, 2011, « Inmigración, crisis económica y Estado de Bienestar en España », *Documentación social*, 162, p. 209-234.
- BUCHAN** J., **TWIGG** D., **DUSSAULT** G., **DUFFIELD** C., **STONE** P.W., 2015, « Policies to sustain the nursing workforce: an international perspective. », *International Nursing Review*, 62(2), p. 162-170.
- CACHÓN** Lorenzo (dir.), 2013, « La inmigración de mañana en la España de la Gran recesión y después », *Panorama social*, 16, p. 71-83.
- CACHÓN** Lorenzo, 2014, « La inmigración de mañana en la España el fin de “El Dorado” », in **Moreno Marquéz** Gorka (dir.), *Inmigración e impacto de la crisis: Anuario de la Inmigración en el País Vasco 2013*, Bilbao, Servicio Editorial de la Universidad del País Vasco, p. p.-545-553.
- CALZÓN FERNÁNDEZ SILVIA**, **FERNÁNDEZ AJURIA ALBERTO**, **LÓPEZ DEL AMO GONZÁLEZ MARÍA DEL PUERTO**, **MARTÍN MARTÍN JOSÉ JESÚS**, 2017, « Diferencias por sexo de la salud percibida antes y durante la crisis económica (2007 y 2011) / Sex Differences of Perceived Health before and During the Economic Crisis (2007 and 2011). Spain », *Revista Española de Salud Pública*, 0.
- CÁNOVES** F., 2015, *Efecte de la crisi econòmica sobre la natalitat a Espanya*, Memoria de investigación, Centre d'Estudis Demogràfics.
- CÁRITAS ESPAÑOLA**, 2013, *Empobrecimiento y desigualdad social: el aumento de la fractura social en una sociedad vulnerable que se empobrece*, Madrid, Equipo de estudios Cáritas Española, VIII Informe del Observatorio de la Realidad Social, 30 p.
- CARITAS EUROPA**, 2014, « The European crisis and its human cost : a call for fair alternatives and solutions : a study of the impact and austerity on people with a special focus on Cyprus, Greece, Ireland, Italy, Portugal, Romania and Spain », *Crisis monitoring report 2014*, Brussels.
- CARMONA LÓPEZ** Guadalupe, **LÓPEZ FERNÁNDEZ** Luis Andrés, **MENDOZA GARCÍA** Óscar Javier, **OLEAGA DE USATEGUI** Ignacio, 2015, *Impacto de la crisis económica en la salud y en el sistema sanitario en España*, Granada, Escuela Andaluza de Salud Pública, Documentos de trabajo / EASP, 146 p.
- CARRASCOSA** Laura Lorenzo, 2015, « Ageing population and family support in Spain », *Journal of Comparative Family Studies*, 46(4), p. 499-516.
- CASEY** Bernard H., 2012, « The implications of the economic crisis for pensions and pension policy in Europe », *Global Social Policy*, 12(3), p. 246-265.

- CASINO** Gonzalo, 2012, « Spanish health cuts could create “humanitarian problem” », *The Lancet*, 379(9828), p. 1777.
- CASTAGNARO** Cinzia, **GUARNERI** Antonella, **PRATI** Sabrina, **RINESI** Francesca, 2015, « Comportamento riproduttivo », in **De Rose** Alessandra, **Strozza** Salvatore (dir.), *Rapporto sulla popolazione. L'Italia nella crisi economica*, Il Mulino, Universale Paperbacks 674, p. 63-83.
- CASTRO-MARTÍN** Teresa, **MARTÍN-GARCÍA** Teresa, 2013, « Fecundidad bajo mínimos en España: pocos hijos, a edades tardías y por debajo de las aspiraciones reproductivas », in **Esping-Andersen** G. (dir.), *El déficit de natalidad en Europa. La singularidad del caso español*, Barcelona, Obra social « la Caixa ».
- CASTRO-MARTÍN** Teresa, **MARTÍN-GARCÍA** Teresa, **ABELLÁN GARCÍA** Antonio, **PUJOL** Rogelio, **PUGA** Dolores, 2016, « Tras las huellas de la crisis económica en la demografía española », *Panorama social*, 22, p. 43-60.
- CASTRO-MARTÍN** Teresa, **SEIZ PUYUELO** Marta, 2014, *La transformación de las familias en España desde una perspectiva socio-demográfica*, Madrid, Fundación Foessa, Documento de trabajo 1.1 / VII Informe sobre la exclusión y desarrollo social en España, Madrid, 35 p.
- CAZZOLA** Alberto, **PASQUINI** Lucia, **ANGELI** Aurora, 2016, « The relationship between unemployment and fertility in Italy: A time-series analysis », *Demographic Research*, 34(1), p. 1-38.
- CEBRIÁN** Juan A., **BODEGA** María Isabel, **MARTÍN-LOU** María Asunción, **GUAJARDO** Fabián, 2010, « La crisis económica internacional y sus repercusiones en España y en su población inmigrante », *Estudios Geográficos*, 71(268), p. 67-101.
- CENTRO DE INVESTIGACIONES SOCIOLOGICAS (CIS)**, 2013, « Indicador de confianza del consumidor: mes de octubre: evolución de indicadores », *Estudio*, 3.003, Centro de investigaciones sociológicas (CIS).
- CHARONIS** Antonios, **KYRIOPOULOS** Ilias-Ioannis, **SPANAKIS** Manos, **ZAVRAS** Dimitris, **ATHANASAKIS** Kostas, **PAVI** Elpida, **KYRIOPOULOS** John, 2017, « Subjective social status, social network and health disparities: empirical evidence from Greece », *International Journal for Equity in Health*, 16(1), p. 40.
- CHRISTENSEN** Kimberly, 2015, « He-cession? She-cession? The gendered impact of the Great Recession in the United States », *Review of Radical Political Economics*, 47(3), p. 368-388.
- CHZHEN** Yekaterina, 2016, « Perceptions of the economic crisis in Europe: do adults in households with children feel a greater impact? », *Social Indicators Research*, 127(1), p. 341-360.
- COHEN** Philip N., 2014, « Recession and divorce in the United States, 2008-2011 », *Population Research and Policy Review*, 33(5), p. 615-628.
- COLECTIVO IOÉ**, 2011, « Efectos sociales de la crisis. Una evaluación a partir del Barómetro social de España », *Papeles de Relaciones Ecosociales y Cambio Global*, 113, p. 177-188.
- COLLOMBET** Catherine, **HILTUNEN** Anna, 2013, « Les systèmes de protection sociale européens face à la crise: entre ajustements paramétriques et mutations structurelles », *Informations sociales*, 180, p. 72-81.

- COMOLLI** Chiara Ludovica, 2017, « The fertility response to the Great Recession in Europe and the United States: Structural economic conditions and perceived economic uncertainty », *Demographic Research*, Vol 36, p 51 (2017), p. 51.
- CÓRDOBA DOÑA** Juan Antonio, 2017, *Withstanding austerity: economic crisis and health inequalities in Spain*, Doctoral Thesis, Umeå, Umeå universitet.
- COTTINI** Elena, **VITALI** Agnese, 2014, « I giovani e la Grande Recessione », in **Lucifora** Claudio, **Cappellari** Lorenzo (dir.), *Economia della Popolazione. Disuguaglianza, Famiglia e Migrazioni*, Vita e Pensiero, p. 67-86.
- COVENEY** Max, **GARCÍA-GÓMEZ** Pilar, **VAN DOORSLAER** Eddy, **VAN OURTI** Tom, 2016, « Health Disparities by Income in Spain Before and After the Economic Crisis. », *Health Economics*, 25 Suppl 2, p. 141-158.
- DAPONTE CODINA** Antonio, **MATEO RODRÍGUEZ** Inmaculada, **VÁSQUEZ-VERA** Hugo, 2016, « [Evictions and health, a response from the public health in Spain is needed] », *Gaceta Sanitaria*, 30(4), p. 239-241.
- DAVIS** Elizabeth, 2015, « “We’ve toiled without end”: publicity, crisis, and the suicide “epidemic” in Greece », *Comparative Studies in Society and History*, 57(4), p. 1007-1036.
- DE CURTIS** Mario, 2014, « Correspondence: Economic recession and maternal and child health in Italy », *The Lancet*, 383, p. 1546-1547.
- DE ROSE** Alessandra, **STROZZA** Salvatore (dir.), 2015a, *Rapporto sulla popolazione. L’Italia nella crisi economica*, Il Mulino, 180 p.
- DE ROSE** Alessandra, **STROZZA** Salvatore, 2015b, « Crisi economica e dinamica demografica », in **De Rose** Alessandra, **Strozza** Salvatore (dir.), *Rapporto sulla popolazione. L’Italia nella crisi economica*, Il Mulino, Universale Paperbacks 674, p. 7-32.
- DEUSDAD** Blanca A., **COMAS-D’ARGEMIR** Dolors, **DZIEGIELEWSKI** Sophia F., 2016, « Restructuring Long-Term Care in Spain: The Impact of The Economic Crisis on Social Policies and Social Work Practice. », *Journal of Social Service Research*, 42(2), p. 246.
- DEVOLDER** Daniel, 2015, « Fecundidad: factores de la baja fecundidad en España », in **Torres Albero** Cristóbal (dir.), *España 2015 : situación social*, Madrid:, Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS), p. 85-95.
- DOMINGO A.**, **CABRÉ A.**, 2015, « La demografía del siglo XXI : evolución reciente y elementos prospectivos », in **Torres Albero** Cristóbal (dir.), *España 2015 : situación social*, Madrid:, Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS), p. 63-73.
- DOMINGO A.**, **ORTEGA-RIVERA E.**, 2015, « La emigración española : esa vieja desconocida », in **Torres Albero** Cristóbal (dir.), *España 2015 : situación social*, Madrid:, Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS), p. 207-215.
- DOMINGO** Andreu, 2015, *Demographic analysis of Latin American immigrants in Spain : from boom to bust*, Cham, Springer, 215 p.
- DOMINGO** Andreu, **BLANES** Amand, 2015, « Inmigración y emigración en España: estado de la cuestión y perspectivas de futuro », in **Arango** Joaquin, **Moya Malapeira** David, **Oliver** Josep, **Sanchez Montijano** Elena (dir.), *Flujos cambiantes, atonía institucional». Anuario de la Inmigración en España 2014 (edición 2015)*, Bellaterra, Barcelona, p. 94-122.

- DOMINGO** Andreu, **SABATER** Albert, 2013, « Crisis económica y emigración: la perspectiva demográfica », in **Aja** Eliseo, **Arango** Joaquín, **Oliver** Josep (dir.), *Inmigración y crisis: entre la continuidad y el cambio. Anuario de Inmigración en España (edición 2012)*, Bellaterra, Barcelona, p. 60-87.
- DOMINGO** Andreu, **SABATER** Albert, **ORTEGA-RIVERA** Enrique Ortega, 2014, « ¿Migración neohispánica? El impacto de la crisis económica en la emigración española », *Empiria: Revista de metodología de ciencias sociales*, 29, p. 39-66.
- DOMÍNGUEZ ÁLVAREZ** Juan Antonio, 2014, « La ruptura de matrimonios entre españoles y extranjeros con menores. Una estadística comparada », *Papers. Revista de Sociologia*, 99(2), p. 213-214.
- DOMINGUEZ-FOLGUERAS** Marta, **CASTRO-MARTIN** Teresa, 2013, « Cohabitation in Spain: no longer a marginal path to family formation », *Journal of Marriage and Family*, 75(2), p. 422-437.
- DOMÍNGUEZ-MUJICA** Josefina, **DÍAZ-HERNÁNDEZ** Ramón, **PARREÑO-CASTELLANO** Juan Manuel, 2016, « Migrating abroad to get ahead: the emigration of young Spanish adults during the financial crisis (2008–2013) », in **Domínguez-Mujica** Josefina (dir.), *Global change and human mobility*, p. 203-224.
- DOMÍNGUEZ-MUJICA** Josefina, **GUERRA-TALAVERA** Raquel, **PARREÑO-CASTELLANO** Juan Manuel, 2014, « Migration at a time of global economic crisis : the situation in Spain », *International migration*, 52(6), p. 113-127.
- DOMÍNGUEZ-RODRÍGUEZ** Antía, **BLANES** Amand, **MIRET GAMUNDI** Pau, 2015, « Características socio demográficas de la percepción de la salud: población inmigrante y población autóctona » **García-Castaño** F. Javier, **Megías Megías** Adelaida, **Ortega Torres** Jennifer (dir.), *Actas del VIII Congreso sobre Migraciones Internacionales en España (Granada, 16-18 de septiembre de 2015)*, p. 12-23.
- DOS SANTOS** João Pereira, **TAVARES** Mariana, **BARROS** Pedro Pita, 2016, « More than just numbers: Suicide rates and the economic cycle in Portugal (1910–2013) », *SSM - Population Health*, 2, p. 14-23.
- DRYDAKIS** Nick, 2015, « The effect of unemployment on self-reported health and mental health in Greece from 2008 to 2013: a longitudinal study before and during the financial crisis », *Social Science & Medicine*, 128, p. 43-51.
- DUKELOW** Fiona, 2011, « Economic crisis and welfare retrenchment: comparing Irish policy responses in the 1970s and 1980s with the present », *Social Policy and Administration*, 45(4), p. 408-429.
- DUKELOW** Fiona, **CONSIDINE** Mairead, 2014a, « Outlier or model of austerity in Europe? The case of Irish Social protection reform », *Social Policy and Administration*, 48(4), p. 413-429.
- DUKELOW** Fiona, **CONSIDINE** Mairead, 2014b, « Between retrenchment and recalibration: the impact of austerity on the Irish Social Protection System », *Journal of Sociology and Social Welfare*, 41(2), p. 55-72.
- ECHANIZ** Paula Cusi, 2011, « Immigration et crise économique en Espagne », *Futuribles*, 378, p. 23-40.

- ECONOMOU** Marina, **ANGELOPOULOS** Elias, **PEPPOU** Lily, **SOULIOTIS** Kyriakos, **TZAVARA** Chara, **KONTOANGELOS** Konstantinos, **MADIANOS** Michael, **STEFANIS** Costas, **PEPPOU** Lily Evangelia, 2016, « Enduring financial crisis in Greece: prevalence and correlates of major depression and suicidality. », *Social Psychiatry & Psychiatric Epidemiology*, 51(7), p. 1015.
- ELSTAD** Jon Ivar, 2016, « Income inequality and foregone medical care in Europe during The Great Recession: multilevel analyses of EU-SILC surveys 2008-2013 », *International Journal for Equity in Health*, 15(1), p. 101.
- ÉLTETŐ** Andrea, 2011, « Immigrants in Spain: their role in the economy and the effects of the crisis », *Romanian Journal of European Affairs*, 11(2), p. 66-81.
- EREMENKO** Tatiana, **EL QADIM** Nora, **STEICHEN** Elsa, 2017, « Southern Europeans in France: Invisible Migrants? », in *South-North Migration of EU Citizens in Times of Crisis*, p. 123.
- ESTEVE** A., 2015, « Matrimonio e inmigración internacional en España », in **Torres Albero** Cristóbal (dir.), *España 2015: situación social*, Madrid:, Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS), p. 108-116.
- ESTEVE** Albert, **DEVOLDER** Daniel, **DOMINGO** Andreu, 2016, « Childlessness in Spain: tick tock,tick tock, tick tock! », *Perspectives démographiques*, 1, p. 1-4.
- ESTÉVEZ-ABE** Margarita, **YANG** Jae-jin, **CHOI** Young Jun, 2016, « Beyond familialism: Recalibrating family, state and market in Southern Europe and East Asia. », *Journal of European Social Policy*, 26(4), p. 301
- FACCHINI** Luiz Augusto, **NUNES** Bruno Pereira, 2014, « Las complejas relaciones entre crisis económica y salud: la mortalidad general disminuye pero el problema no está resuelto », *Salud colectiva*, 1, p. 98-101.
- FAHLÉN** Susanne, **OLÁH** Livia Sz., 2015, *The impact of economic uncertainty on childbearing intentions in Europe*, FamiliesAndSocieties, Working paper series, 44 p.
- FANTI** Luciano, **SPATARO** Luca, 2013, « On the relationship between fertility and public national debt », *Economic Modelling*, 33, p. 843-849.
- FERNÁNDEZ-CARRO** Celia, **MÓDENES** Juan Antonio, **SPIJKER** Jeroen, 2015, « Living conditions as predictor of elderly residential satisfaction. A cross-European view by poverty status », *European Journal of Ageing*, 12(3), p. 187-202.
- FOWLER** Katherine A., **GLADDEN** Matthew, **VAGI** Kevin J., **BARNES** Jamar, **FRAZIER** Leroy, 2015, « Increase in suicides associated with home eviction and foreclosure during the US housing crisis: findings from 16 National Violent Death Reporting System States, 2005–2010. », *American Journal of Public Health*, 105(2), p. 311-316.
- FRADE** Catarina, **COELHO** Lina, 2015, « Surviving the crisis and austerity: the coping strategies of Portuguese households », *Indiana Journal of Global Legal Studies*, 22(2), p. 631-664.
- FRAGONARD** Bertrand, **LE HOT** Elizabeth Collab., **LEPRINCE** Frédérique Collab., **BONNEVIDE** Pascale Collab., 2013, *Les aides aux familles*, Paris, La Documentation française, 264 p.
- FRASQUILHO** Diana, **DE MATOS** Margarida Gaspar, **GASPAR** Tânia, **CALDAS DE ALMEIDA** J.M., 2016, « Young people's well-being and the economic crisis: How does parental unemployment and family wealth affect the downturn experience? », *Children and Youth Services Review*, 69, p. 219-222.

- FRESNO** Jose Manuel, **CHAHIN** Alia, 2013, « Cuts and reforms: the growing gap between northern and southern Europe », *Documentacion Social*, 166, p. 45-80.
- FROMENTIN** Vincent, 2014, « La crise économique actuelle et les migrations internationales », *Mondes en développement*, 168, p. 129-144.
- FROTIÉE** Brigitte, 2013, « Transformation du modèle social: le cas de l'Espagne », *Informations sociales*, 180, p. 122-131.
- FUNCAS** (dir.), 2010, « Envejecimiento, adaptación y cambio social », *Panorama social*, 11.
- FUNCAS** (dir.), 2011a, « Retos actuales de la sociedad española », *Panorama social*, 13.
- FUNCAS** (dir.), 2011b, « Empleo, desempleo y pobreza », *Panorama social*, 12.
- FUNCAS** (dir.), 2013a, « Focus on Spanish Society: september 2013 », *Focus on Spanish Society*, september 2013.
- FUNCAS** (dir.), 2013b, « Focus on Spanish Society: november 2013 », *Focus on Spanish Society*, november 2013.
- FUNCAS**, 2013c, « Los 100 principales indicadores coyunturales de la economía española », *Funcas*.
- GABINETE DE PROSPECCIÓN SOCIOLOGICA**, 2012, *La familia en la CAPV*, Eusko Jaurlaritzako Lehendakaritza /Presidencia del Gobierno Vasco, 94 p.
- GABRIELLI** Giuseppe, **MEGGIOLARO** Silvia, 2015, « Famiglie e nuove famiglie », in **De Rose** Alessandra, **Strozza** Salvatore (dir.), *Rapporto sulla popolazione. L'Italia nella crisi economica*, Il Mulino, Universale Paperbacks 674, p. 141-163.
- GALLO** Pedro, **GENÉ-BADIA** Joan, 2013, « Cuts drive health system reforms in Spain », *Health Policy*, 113(1-2), p. 1-7.
- GARCÍA COLL** Arlinda, **PUMARES FERNÁNDEZ P.**, 2014, « Crisis y movilidad geográfica de los jóvenes en España », *Cambio demográfico y socio territorial en un contexto de crisis.*, p. 406-419.
- GARCÍA RADA** Aser, 2012, « New legislation transforms Spain's health system from universal access to one based on employment », *BMJ*, 344, p. e3196.
- GENÉ-BADIA** Joan, **GALLO** Pedro, **HERNÁNDEZ-QUEVEDO** Cristina, **GARCÍA-ARMESTO** Sandra, 2012, « Spanish health care cuts: penny wise and pound foolish? », *Health Policy*, 106(1), p. 23-28.
- GENTILE** Alessandro, 2013, *Emancipación juvenil en tiempos de crisis: un diagnóstico para impulsar la inserción laboral y la transición residencial*, Madrid, Fundación alternativas, Estudios de progreso, 68 p.
- GIANNANTONI** Patrizia, **STROZZA** Salvatore, 2015, « Foreigners' contribution to the evolution of fertility in Italy: a re-examination on the decade 2001-2011 », *Rivista italiana di economia, demografia e statistica*, 69(2), p. 129-140.
- GIANNOLA** Adriano, 2014, « Migrations today », *Rivista italiana di economia demografia e statistica*, 68(2), p. 131-144.
- GIL-ALONSO** Fernando, **BAYONA-I-CARRASCO** Jordi, **RÚBIAS** Isabel Pujadas, 2015, « Las migraciones internas de los extranjeros en España: dinámicas espaciales recientes bajo el impacto de la crisis », *Boletín de la Asociación de Geógrafos Españoles*, 69, p. 233-261.

- GIL-ALONSO** Fernando, **BAYONA-I-CARRASCO** Jordi, **VONO DE VILHENA** Daniela, 2012, « Las migraciones internas de los latinoamericanos en España: del boom a la crisis económica », *Papeles de población*, 18(71), p. 9-50.
- GILI** Margalida, **GARCÍA CAMPAYO** Javier, **ROCA** Miquel, 2014, « Crisis económica y salud mental. Informe SESPAS 2014 », *Gaceta Sanitaria*, 28, p. 104-108.
- GILI** Margalida, **ROCA** Miquel, **BASU** Sanjay, **McKEE** Martin, **STUCKLER** David, 2013, « The mental health risks of economic crisis in Spain: evidence from primary care centres, 2006 and 2010 », *European Journal of Public Health*, 23(1), p. 103-108.
- GIOVANELLA** Lígia, **STEGMÜLLER** Klaus, **GIOVANELLA** Lígia, **STEGMÜLLER** Klaus, 2014, « The financial crisis and health care systems in Europe: universal care under threat? Trends in health sector reforms in Germany, the United Kingdom, and Spain », *Cadernos de Saúde Pública*, 30(11), p. 2263-2281.
- GOLDSTEIN** Joshua R., **KREYENFELD** Michaela Ed., **JASILIONIENE** Aiva, **ÖRSAL** Deniz Dilan Karaman, 2013, « Fertility reactions to the “Great Recession” in Europe : recent evidence from order-specific data », *Demographic research; vol. 29, art. 4, 10 July 2013*, p. 85-104.
- GÓMEZ REDONDO** Rosa, **GARCÍA GONZÁLEZ** Juan Manuel, **FAUS BERTOMEU** Aina, 2014, « Changes in mortality at older ages: the case of Spain (1975–2006) », in **Anson** Jon, **Luy** Marc (dir.), *Mortality in an International Perspective*, Springer, European Studies of Population, p. 207-244.
- GONZÁLEZ ENRIQUEZ** Carmen, 2013a, « ¿Emigran los españoles? », *ARI 39/2013*, 39.
- GONZÁLEZ ENRIQUEZ** Carmen, 2013b, « El futuro de la población española », *Comentario Elcano / Real Instituto Elcano*, 2.
- GONZÁLEZ-FERRER** Amparo, 2013, « La nueva emigración española: lo que sabemos y lo que no », *Zoom político*, 18, Madrid, Laboratorio de alternativas. Fundación Alternativas.
- GREEN** Tim, **WINTERS** L. Alan, 2012, « Economic crisis and migration: learning from the past and the present », in **Sirkeci** Ibrahim, **Cohen** Jeffrey H., **Ratha** Dilip (dir.), *Migration and Remittances during the Global Financial Crisis and Beyond*, Washington, D.C.: World Bank, p. 35-52.
- GRIGORAKIS** Nikolaos, **FLOROS** Christos, **TSANGARI** Haritini, **TSOUKATOS** Evangelos, 2016, « Out of pocket payments and social health insurance for private hospital care: Evidence from Greece », *Health Policy (Amsterdam, Netherlands)*, 120(8), p. 948-959.
- GROPAS** Ruby, **TRIANDAFYLLIDOU** Anna, 2014, « Emigrating in times of crisis : highlights and new data from an e-survey on high-skilled emigrants from Southern Europe and Ireland », Survey report, Global Governance Programme, European University Institute.
- GRUSKY** David B., **WESTERN** Bruce, **WIMER** Christopher (dir.), 2011, *The Great Recession*, New York, Russell Sage Foundation, 344 p.
- HALMOSI** Péter, 2014, « Transformation of the Pension Systems in OECD Countries after the 2008 Crisis », *Public Finance Quarterly*, 59(4), p. 457-469.
- HANSEN** Randall, **GORDON** Joshua C., 2014, « Deficits, democracy, and demographics: Europe’s three crises », *West European Politics*, 37(6), p. 1199-1222.
- HARPER** Sam et al., 2015, « Economic downturns and suicide mortality in the USA, 1980-2010 : observational study », *International journal of epidemiology*, 44(3), p. 956-966.

- HARRIS** Jeffrey E., **LÓPEZ-VALCÁRCEL** Beatriz González, **ORTÚN** Vicente, **BARBER** Patricia, 2013, « Specialty choice in times of economic crisis: a cross-sectional survey of Spanish medical students », *BMJ Open*, 3(2), p. e002051.
- HELFTER** Caroline, 2013, « Contrepoint – Désir d'enfant et PIB », *Informations sociales*, 180, p. 31.
- HEMERIJCK** Anton, 2012, « When changing welfare states and the Eurocrisis meet », *Sociologica. Italian Journal of Sociology Online*, 1.
- HERRANZ AGUAYO** Inmaculada, **DIAZ HERRAIZ** Eduardo, **MONTENEGRO MARQUES** Elsa, **MACHADO** Idalina, **ALMEIDA** Sidalina, 2016, « Child at Risk of Poverty or Social Exclusion: Comparative View between Spain and Portugal in the European Context », *Social Indicators Research*, 129(3), p. 961-978.
- HERRERA** Gioconda, 2012, « Starting over again? Crisis, gender, and social reproduction among Ecuadorian migrants in Spain », *Feminist Economics*, 18(2), p. 125-148.
- HESSEL P.**, **VANDOROS S.**, **AVENDANO M.**, 2014, « The differential impact of the financial crisis on health in Ireland and Greece: a quasi-experimental approach », *Public Health*, 128(10), p. 911-919.
- HILLMANN** Felicitas, **OSWALD** Anne V., 2012, « Rethinking migration in times of economic crisis in Europe : special issue », *Comparative population studies*, 37(1-2), p. 3-296.
- HONG** Ijin, 2014, « Italian Welfare in the Aftermath of the Economic Crisis: Neoliberal Reforms and Limits to the Path Dependency Approach », *Journal of Sociology and Social Welfare*, 41(2), p. 73-91.
- HOULE** Jason N., **LIGHT** Michael T., 2014, « The home foreclosure crisis and rising suicide rates, 2005 to 2010 », *American Journal of Public Health*, 104(6), p. 1073-1079.
- HUETE** Raquel, **MANTECÓN** Alejandro, **ESTÉVEZ** Jesús, 2013, « Challenges in lifestyle migration research: reflections and findings about the Spanish crisis », *Mobilities*, 8(3), p. 331-348.
- IMPICCIATORE** Roberto, **GHIGI** Rossella, 2016, « L'inverno demografico. Dinamiche familiari e migratorie nell'Italia della crisi. (Italian) », *The demographic winter. Family and migration dynamics in Italy during the recent economic crisis. (English)*, 60(72), p. 7.
- IMPICCIATORE** Roberto, **STROZZA** Salvatore, 2015, « Migrazioni internazionali e interne di italiani e stranieri », in **De Rose** Alessandra, **Strozza** Salvatore (dir.), *Rapporto sulla popolazione. L'Italia nella crisi economica*, Il Mulino, Universale Paperbacks 674, p. 109-140.
- INSTITUTO MAX WEBER**, 2012, *Aspectos económicos y sociales de la caída de la natalidad en España*, Las Matas (Madrid), Merck, 133 p.
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA**, 2013a, « Encuesta de Condiciones de Vida (ECV). Año 2013. Datos provisionales », *Notas de prensa*, p. 13.
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA**, 2013b, « Cifras de población a 1 de julio de 2013 : estadística de migraciones:primer semestre de 2013:datos provisionales », *Notas de prensa*, p. 16.
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA**, 2013c, « Censos de Población y Viviendas 2011: datos detallados », *Notas de prensa*, p. 23.

- JEREMIAS** Ralf, 2012, « Germany and Ireland unemployment compared, or why Germany profited from the world economic crisis », *Working USA*, 15(2), p. 233-265.
- JIMÉNEZ-MARTÍN** Sergi, **LABEAGA-AZCONA** José M., **VILAPLANA-PRIETO** Cristina, 2016, « Interactions between Private Health and Long-term Care Insurance and the Effects of the Crisis: Evidence for Spain », *Health Economics*, 25 Suppl 2, p. 159-179.
- KANA** Musa Abubakar, **CORREIA** Sofia, **PELETEIRO** Barbara, **SEVERO** Milton, **BARROS** Henrique, 2017, « Impact of the global financial crisis on low birth weight in Portugal: a time-trend analysis. », *BMJ Global Health*, 2(2), p. e000147-e000147.
- KATSANOS** Aristeidis H., **FIOLAKI** Aidonio, **MARKOU** Sofia, **MARKOULA** Sofia, **KOSMIDOU** Maria, **KYRITSIS** Athanassios P., **GIANNOPOULOS** Sotirios, 2016, « Ischemic stroke risk factors during Greek economic crisis », *Atherosclerosis*, 245, p. 118-122.
- KENNA** Margaret E., 2012, « The ‘Beanpole Family’: cultural aspects of ‘the demographic crisis’ in Greece », *South European Society & Politics*, 17(4), p. 533-551.
- KIM** Doo-Sub, **DE ROSE** Alessandra, **GABRIELLI** Giuseppe, **PATERNO** Anna, 2016, « Effects of the economic crisis on fertility : a comparison between South Korea and Italy », *Rivista italiana di economia demografia e statistica*, 69(2), p. 223-234.
- KLEIN** Tristan (dir.), 2013, « Crises et politiques sociales », *Informations sociales*, 180, p. 1-164.
- KOKKEVI** A., **ROTSIKA** V., **BOTSIS** A., **KANAVOU** E., **MALLIORI** M., **RICHARDSON** C., 2014, « Adolescents’ self-reported running away from home and suicide attempts during a period of economic recession in Greece », *Child & Youth Care Forum*, 43(6), p. 691-704.
- KONDILIS** Elias, **IERODIAKONOU** Ioanna, **GAVANA** Magda, **GIANNAKOPOULOS** Stathis, **BENOS** Alexis, 2013, « Suicide mortality and economic crisis in Greece: men’s Achilles’ heel », *Journal Of Epidemiology And Community Health*, 67(6), p. e1.
- KOUGIAS** Konstantinos G., 2014, « Social Quality Indicators in Times of Crisis: The Case of Greece. », *International Journal of Social Quality*, 4(2), p. 46.
- KREYENFELD** Michaela Ed., **ANDERSSON** Gunnar Ed., **PAILHÉ** Ariane Ed., 2012, « Economic uncertainty and family dynamics in Europe », *Demographic research : special collection*, 12.
- LAFLEUR** Jean-Michel, **STANEK** Mikolaj eds., 2017, *South-North Migration of EU Citizens in Times of Crisis*, IMISCOE Research Series., 224 p.
- LAGOUTTE** Christine, **REIMAT** Anne, 2013, « Public or private orientation of pension systems in the light of the recent financial crisis », *Review of Social Economy*, 71(3), p. 306-338.
- LALLOTIS** Ioannis, **IOANNIDIS** John P A, **STAVROPOULOU** Charitini, 2016, « Total and cause-specific mortality before and after the onset of the Greek economic crisis: an interrupted time-series analysis », *The Lancet Public Health*, 1, p. e56-e65.
- LANG** Thierry Coord., 2017, « Crise économique et santé », *Actualité et dossier en santé publique*, 99, p. 8-52.
- LANZIERI** Giampaolo, 2013, « Towards a “baby recession” in Europe? Differential fertility trends during the economic crisis », *Statistics in focus / Eurostat*, 13, p. 1-16.
- LAPARRA** Miguel, **PÉREZ ERANSUS** Begoña (dir.), 2012, *Crisis y fractura social en Europa : causas y efectos en España*, Barcelona, Obra social « la Caixa », Estudios sociales, 213 p.

- LARRAMONA** Gemma, 2013, « Espagne : l'émigration des immigrés », *Population*, 68(2), p. 249-271.
- LARRAÑAGA** Isabel, **MARTÍN** Unai, **BACIGALUPE** Amaia, 2014, « Salud sexual y reproductiva, y crisis económica en España. Informe Sespas 2014 », *Gaceta Sanitaria / SESPAS*, 28 Suppl 1, p. 109-115.
- LEÃO** Teresa, **CAMPOS-MATOS** Inês, **BAMBRA** Clare, **RUSSO** Giuliano, **PERELMAN** Julian, 2018, « Welfare states, the Great Recession and health: Trends in educational inequalities in self-reported health in 26 European countries. », *PLoS ONE*, 13(2), p. 1.
- LE BRAS** Hervé, 2014, *Atlas des inégalités : les Français face à la crise*, Paris, Autrement, Collection Atlas-monde, 96 p.
- LEBRUSAN MURILLO** Irene, **HILLCOAT-NALLÉTAMBY** Sarah, 2014, « Older people's living arrangements in a context of economic crisis: comparing household structures in Northern and Southern European contexts ; United Kingdom and Spain », *ENHR 2014*.
- LEGIDO-QUIGLEY** Helena, **KARANIKOLOS** Marina, **HERNANDEZ-PLAZA** Sonia, **DE FREITAS** Cláudia, **BERNARDO** Luís, **PADILLA** Beatriz, **SÁ MACHADO** Rita, **DIAZ-ORDAZ** Karla, **STUCKLER** David, **MCKEE** Martin, 2016, « Effects of the financial crisis and Troika austerity measures on health and health care access in Portugal », *Health Policy (Amsterdam, Netherlands)*, 120(7), p. 833-839.
- LEGIDO-QUIGLEY** Helena, **OTERO** Laura, **LA PARRA** Daniel, **ALVAREZ-DARDET** Carlos, **MARTIN-MORENO** Jose M., **MCKEE** Martin, 2013, « Will austerity cuts dismantle the Spanish healthcare system? », *BMJ*, 346, p. f2363.
- LEGIDO-QUIGLEY** Helena, **URDANETA** Elena, **GONZALEZ** Alvaro, **LA PARRA** Daniel, **MUNTANER** Carles, **ALVAREZ-DARDET** Carlos, **MARTIN-MORENO** Jose M., **MCKEE** Martin, 2013, « Erosion of universal health coverage in Spain », *The Lancet*, 382(9909), p. 1977.
- LENNARTZ** Christian, **ARUNDEL** Rowan, **RONALD** Richard, 2016, « Younger Adults and Homeownership in Europe Through the Global Financial Crisis. », *Population Space & Place*, 22(8), p. 823.
- LEÓN** Margarita, **PAVOLINI** Emmanuele, 2014, « 'Social Investment' or Back to 'Familism': The Impact of the Economic Crisis on Family and Care Policies in Italy and Spain. », *South European Society & Politics*, 19(3), p. 353.
- LEÓN** Sandra, **ORRIOLS** Lluís, 2011, « ¿Nos cambia la crisis? Gasto público, impuestos e ideología en la opinión pública española 2004-2010 », *Zoom político*, 01, Madrid, Laboratorio de alternativas. Fundación Alternativas.
- LETABLIER** Marie-Thérèse, **MAKAY** Zsuzsanna, 2012, « Insécurité économique et décisions de fécondité en France et en Hongrie », *Politiques sociales et familiales*, 107, p. 5-22.
- LLORENTE** María Del Mar, **DÍAZ** Montserrat, 2014, « Fecundidad y estructura familiar en España », *Interciencia*, 39(11), p. 764-771.
- LOOPSTRA** Rachel, **REEVES** Aaron, **MCKEE** Martin, **STUCKLER** David, 2016, « Food insecurity and social protection in Europe: Quasi-natural experiment of Europe's great recessions 2004-2012 », *Preventive Medicine*, 89, p. 44-50.
- LOPEZ BERNAL** James A., **GASPARRINI** Antonio, **ARTUNDO** Carlos M., **MCKEE** Martin, 2013, « The effect of the late 2000s financial crisis on suicides in Spain: an interrupted time-series analysis », *European Journal of Public Health*, 23(5), p. 732-736.

- LÓPEZ COLÁS** Julián, 2016, *La crise actuelle en Espagne: conséquences sur les tendances démographiques et les politiques sociales: séminaire Ined/ IPOPS/Université de Thessalie, Volos, 18-19 mai 2016*, 60 p.
- LOPEZ-SALA** Ana, 2015, « Inmigración en tiempos de crisis: dinámicas de movilidad emergentes y nuevos impactos sociales », *Migraciones*, 37, p. 9-27.
- LOPEZ-VALCARCEL** Beatriz G., **BARBER** Patricia, 2017, « Economic Crisis, Austerity Policies, Health and Fairness: Lessons Learned in Spain », *Applied Health Economics and Health Policy*, 15(1), p. 13-21.
- MACUNOVICH** Diane, 2012, « The role of demographics in precipitating economic downturns », *Journal of Population Economics*, 25(3), p. 783-807.
- MAHER** Garret, 2010, « A transnational migrant circuit: remittances from Ireland to Brazil. », *Irish Geography*, 43(2), p. 177-199.
- MANDALENAKIS** Helene, 2011, « Economic recession and labour migration », in **Botsiou** Konstantina E., **Klapisis** Antonis (dir.), *The Konstantinos Karamanlis Institute for Democracy Yearbook 2011: The global economic crisis and the case of Greece*, Konstantinos Karamanlis Institute for Democracy Yearbook Series. Centre for European Studies Publications. New York and Heidelberg: Springer, p. 45-56.
- MARCU** Silvia, 2013, « La movilidad transfronteriza de rumanos en España en tiempos de crisis », *Revista Internacional de Sociología*, 71(1), p. 115-141.
- MARTIN** Claude, **CHERLIN** Andrew, **CROSS-BARNET** Caitlin, 2011, « Living together apart: vivre ensemble séparés : une comparaison France-Etats-Unis », *Population: English Edition*, 66(3-4), p. 647-669.
- MASEDO-GUTIERREZ** A. I., **MORENO-KUSTNER** B., 2015, « Economic crisis and mortality by suicide: two concepts hard to link », *European Journal of Public Health*, 25(5), p. 900.
- MASSON** Luc, 2015, « La fécondité en France résiste à la crise », in *France, portrait social : édition 2015 / INSEE. - Paris, 2015*, p. 11-23.
- MATSAGANIS** Manos, 2011, « The welfare state and the crisis: the case of Greece », *Journal of European Social Policy*, 21(5), p. 501-512.
- MAYNOU** Laia, **SAEZ** Marc, 2016, « Economic crisis and health inequalities: evidence from the European Union », *International Journal for Equity in Health*, 15, p. 135.
- MAYNOU** Laia, **SAEZ** Marc, **LOPEZ-CASASNOVAS** Guillem, 2016, « Has the economic crisis widened the intraurban socioeconomic inequalities in mortality? The case of Barcelona, Spain. », *Journal Of Epidemiology And Community Health*, 70(2), p. 114-124.
- MÉDECINS DU MONDE**, 2011, « Krach sanitaire: la crise, à quel prix ? », *Humanitaire*, 30.
- MEIL** Gerardo, 2011, *Individualización y solidaridad familiar*, Barcelona, Obra social « la Caixa », Estudios sociales, 219 p.
- MERZAGORA** Isabella, **MUGELLINI** Giulia, **AMADASI** Alberto, **TRAVAINI** Guido, 2016, « Suicide Risk and the Economic Crisis: An Exploratory Analysis of the Case of Milan », *PloS One*, 11(12), p. e0166244.
- MÍNGUEZ** Almudena Moreno, 2016, « Economic crisis and the new housing transitions of young people in Spain. », *International Journal of Housing Policy*, 16(2), p. 165.

- MINISTERIO DE SANIDAD** servicios sociales e igualdad, 2014, *Indicadores de salud 2013: evolución de los indicadores de salud en España y su magnitud en el contexto de la Unión Europea*, Madrid, Ministerio de Sanidad, Servicios Sociales e Igualdad, Información estadísticas sanitarias 2014, 295 p.
- MIRET GAMUNDI** Pau, 2011, « La importancia del contexto económico en las pautas de fecundidad por generación y orden de nacimiento en España, 1975-2011 » **Gómez Redondo Rosa** (dir.), *GT 26 Sociología de la Población y Demografía*, p. 23.
- MIRET GAMUNDI** Pau (dir.), 2012, « Madres jóvenes en el mercado de trabajo : cambio intergeneracional de comportamiento con implicaciones en las relaciones familiares entre generaciones », *Panorama social*, 15, p. 61-77.
- MIRET GAMUNDI** Pau, 2015a, « Sociodemografía de las edades », in **Torres Albero** Cristóbal (dir.), *España 2015 :situación social*, Madrid:, Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS), p. 139-147.
- MIRET GAMUNDI** Pau, 2015b, « Changing fertility patterns in Spain: later timing and increasing infertility », in **Gas Aixendri** Montserrat, **Cavallotti** Rita (dir.), *Family and sustainable development*, Barcelona, Thomson Reuters-Aranzadi, DUO Estudios Aranzadi, p. 95-123.
- MIRET GAMUNDI** Pau, **ZUERAS** Pilar, 2015, « Bienestar y patrones residenciales de la población que envejece y no convive en pareja. Europa occidental, 2004-2011 », *Revista Internacional de Sociología*, 73(3), p. e017.
- MODENA** Francesca, **RONDINELLI** Concetta, **SABATINI** Fabio, 2014, « Economic insecurity and fertility intentions: the case of Italy », *Review of Income & Wealth*, 60, p. S233-S256.
- MODENES** Juan A., **LOPEZ-COLAS** Julian, 2014, « Recent demographic change and housing in Spain: towards a new housing system? », *Revista Espanola de Investigaciones Sociologicas*, 148, p. 103-134.
- MOOI-RECI** Irma, **MUÑOZ-COMET** Jacobo, 2016, « The Great Recession and the Immigrant-Native Gap in Job Loss in the Spanish Labour Market. », *European Sociological Review*, 32(6), p. 730.
- MORENO FUENTES** Francisco Javier, **DE FIGUEIREDO FERREIRA** Simaia, 2013, « Inmigración, sanidad, crisis económica y politización de la inmigración en España », *Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana (REMHU)*, 40, p. 27-47.
- MURCIA LÓPEZ** Guillermo, **DELCLÓS CLANCHET** Jordi, **UBALDE LÓPEZ** Mònica, **CALVO BONACHO** Eva, **BENAVIDES** Fernando G., 2016, « Has the Spanish economic crisis affected the duration of sickness absence episodes? », *Social Science & Medicine*, 160, p. 29-34.
- MYRSKYLÄ** Mikko, **GOLDSTEIN** Joshua R., **CHENG** Yen-hsin Alice, 2013, « New cohort fertility forecasts for the developed world: rises, falls, and reversals », *Population & Development Review*, 39(1), p. 31-56.
- NALDINI** Manuela, **JURADO** Teresa, 2013, « Family and welfare state reorientation in Spain and inertia in Italy from a European perspective », *Population Review*, 52(1), p. 43-61.
- NATALI** David, **STAMATI** Furio, 2014, « Reassessing South European pensions after the crisis: evidence from two decades of reforms », *South European Society & Politics*, 19(3), p. 309-330.

- NAVARRETE MORENA** Lorenzo, **INSTITUTO DE LA JUVENTUD (INJUVE)** (dir.), 2014, *La emigración de los jóvenes españoles en el contexto de la crisis :análisis y datos de un fenómeno difícil de cuantificar*, Madrid, Observatorio de la Juventud en España, Estudios / Injuve, 247 p.
- NG** Ka Ying Bonnie, **MARUTHAPPU** Mahiben, **FARRUKH** Jawaad, **WILLIAMS** Callum, **ATUN** Rifat, **ZELTNER** Thomas, 2015, « Clinical article: The effect of economic downturns on maternal mortality among pregnancies with abortive outcomes in 81 countries, 1981–2010 », *International Journal of Gynecology and Obstetrics*, 130, p. 169-173.
- NOELKE** Clemens, **BECKFIELD** Jason, 2014, « Recessions, job loss, and mortality among older US adults », *American Journal of Public Health*, 104(11), p. e126-134.
- NOGUEIRA** Helena, 2016, « What is happening to health in the economic downturn? A view of the Lisbon Metropolitan Area, Portugal », *Annals Of Human Biology*, 43(2), p. 164-168.
- ORNELLAS** Abigail, **MARTÍNEZ-ROMÁN** María-Asunción, **TORTOSA-MARTÍNEZ** Juan, **CASANOVA** José Luís, **DAS DORES GUERREIRO** Maria, **ENGELBRECHT** Lambert K., 2017, « Neoliberalism and Austerity in Spain, Portugal and South Africa: The Revolution of Older Persons. », *Journal of Gerontological Social Work*, 60(6/7), p. 535.
- OUTIN** Jean-Luc, 2013, « Crise financière, crise économique et crise sociale : un enchaînement à hauts risques », *Informations sociales*, 180, p. 10-21.
- PAGANETTO** Luigi, 2014, *Wealth, income inequalities, and demography : the long-term policy view*, Dordrecht, Springer, 291 p.
- PAILHÉ** Ariane, 2010, « Effet attendu de la crise économique actuelle sur les naissances : quelques hypothèses », *Politiques sociales et familiales*, 100, p. 97-103.
- PAILHÉ** Ariane, **RÉGNIER-LOILIER** Arnaud, 2015, « Le chômage retarde l'arrivée du premier enfant en France », *Population & Sociétés*, 528, p. 1-4.
- PALLADINO R.**, **LEE J. T.**, **HONE T.**, **FILIPPIDIS F. T.**, **MILLETT C.**, 2016, « The Great recession and increased cost sharing In European health systems », *Health Affairs*, 35(7), p. 1204-1213.
- PAPAMICHAIL** Dimitris, 2017, « Low vaccination coverage of Greek Roma children amid economic crisis: national survey using stratified cluster sampling. », *European Journal of Public Health*, 27(2), p. 318.
- PARELLA** Sónia, **PETROFF** Alisa, 2014, « Migración de retorno en España: salidas de inmigrantes y programas de retorno en un contexto de crisis », in **Arango** Joaquín, **Moya Malapeira** David, **Oliver** Josep (dir.), *Inmigración y Emigración: mitos y realidades. Anuario de la Inmigración en España 2013 (edición 2014)*, Barcelona, CIDOB, p. 62-87.
- PARMAR** Divya, **STAVROPOULOU** Charitini, **IOANNIDIS** John P. A., 2016, « Health outcomes during the 2008 financial crisis in Europe: systematic literature review », *BMJ*, 354, p. i4588.
- PASTOR SELLER** Enrique, **SANCHEZ MILLAN** Margarita, 2014, « Analysis and impact of the economic crisis and regulatory changes in the needs and benefits system municipal social services: analysis case of Murcia-Spain », *Revista de cercetare si interventie sociala*, 47, p. 7-31.
- PEINADO** Mario Izquierdo, **JIMENO** Juan F., **LACUESTA** Aitor, 2014, « The impact of the crisis on migration flows in Spain », *Intereconomics/Review of European Economic Policy*, 49(3), p. 144-151.

- PEREIRA** Patricia López, **CASANOVA** Ana Pagá, **SANZ-BARBERO** Belén, 2016, « A “Before and After” in the Use of Emergency Services in Spain? The Impact of the Economic Crisis », *International Journal of Health Services: Planning, Administration, Evaluation*, 46(3), p. 430-447.
- PERELMAN** Julian, **FELIX** Sónia, **SANTANA** Rui, 2015, « The Great Recession in Portugal: Impact on hospital care use », *Health policy*, 119, p. 307-315.
- PÉREZ GARCÍA** Francisco (dir.), 2013, *Crecimiento y competitividad: los retos de la recuperación : informe Fundación BBVA-Ivie 2013*, Bilbao, Madrid, Fundación BBVA ; Ivie (Instituto valenciano de investigaciones económicas), 268 p.
- PÉREZ** Glòria, **GOTSSENS** Mercè, **PALÈNCIA** Laia, **MARÍ-DELL’OLMO** Marc, **DOMÍNGUEZ-BERJÓN** M. Felicitas, **RODRÍGUEZ-SANZ** Maica, **PUIG** Vanessa, **BARTOLL** Xavier, **GANDARILLAS** Ana, **MARTÍN** Unai, **BACIGALUPE** Amaia, **DÍEZ** Elia, **RUIZ** Miguel, **ESNAOLA** Santiago, **CALVO** Montserrat, **SÁNCHEZ** Pablo, **LUQUE FERNÁNDEZ** Miguel Ángel, **BORRELL** Carme, 2016, « [Study protocol on the effect of the economic crisis on mortality and reproductive health and health inequalities in Spain] », *Gaceta Sanitaria*, 30(6), p. 472-476.
- PÉREZ-MOREDA** Vicente, **COLLANTES** Fernando, 2012, « Crisis y problemas demográficos en España desde el Antiguo Régimen hasta el presente », Documentos de Trabajo (DT-AEHE), 1206, Asociación Española de Historia Económica.
- PICCHI** Sara, 2016, « The elderly care and domestic services sector during the recent economic crisis. The case of Italy, Spain and France. », *Investigaciones Feministas, Vol 7, Iss 1, Pp 169-190 (2016)*, 1, p. 169.
- PINTO PEREIRA** Nilton Cezar, 2015, « O impacto da crise econômica espanhola na mão de obra imigrante », *Revista Brasileira de Estudos de População*, 32(1), p. 7-23.
- PISON** Gilles, 2011, « Deux enfants par femme dans la France de 2010 : la fécondité serait-elle insensible à la crise économique ? », *Population & Sociétés*, 476, p. 1-4.
- PISON** Gilles, 2013, « Les conséquences de la crise économique sur la fécondité en France et dans les pays développés », *Informations sociales*, 180, p. 22-30.
- PLA** Anne, 2009, « Hausse de la fécondité en France en 2008 », in *France, portrait social : édition 2009*, Paris, Insee, p. 17-27.
- PLEWA** Piotr, 2009, « The 2008/2009 financial crisis: Spain’s voluntary return program: early mechanisms and early responses », *Update 1 - February 2009: Migration and the Global Financial Crisis - A Virtual Symposium*, p. 14.
- POMPILI** Maurizio, **VICHI** Monica, **INNAMORATI** Marco, **LESTER** David, **YANG** Bijou, **DE LEO** Diego, **GIRARDI** Paolo, 2014, « Suicide in Italy during a time of economic recession: some recent data related to age and gender based on a nationwide register study », *Health & Social Care in the Community*, 22(4), p. 361-367.
- PROKOVAS** Nicolas, 2013, « Les conséquences sociales dramatiques des politiques de rigueur en Grèce », *Informations sociales*, 180, p. 86-93.
- PUJADAS RÚBIES** Isabel, **BAYONA-I-CARRASCO** Jordi, 2015, « Las migraciones residenciales en las regiones metropolitanas de Barcelona y Madrid », in **Dominguez Pérez** Marta, **López Villanueva** Cristina (dir.), *Barcelona y Madrid: procesos urbanos y dinámicas sociales*, Madrid, Editorial Síntesis, p. 43-70.

- PUJADAS RÚBIES** Isabel, **BAYONA-I-CARRASCO** Jordi, **RUBIALES PÉREZ** Miguel, 2014, « El incremento de las migraciones internas en las edades avanzadas: pautas territoriales y características sociodemográficas », *Cambio demográfico y socio territorial en un contexto de crisis.*, p. 150-163.
- RACHIOTIS** George, **STUCKLER** David, **MCKEE** Martin, **HADJICHRISTODOULOU** Christos, 2015, « What has happened to suicides during the Greek economic crisis? Findings from an ecological study of suicides and their determinants (2003-2012) », *BMJ open*, 5(3), p. e007295.
- RECAÑO VALVERDE** Joaquín, 2015, « Migraciones », in **Torres Albero** Cristóbal (dir.), *España 2015 : situación social*, Madrid:, Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS), p. 74-84.
- RECAÑO VALVERDE** Joaquín, **JÁUREGUI DÍAZ** José Alfredo, 2014, « Emigración exterior y retorno de latinoamericanos desde España: una visión desde las dos orillas (2002-2012) », *Notas de población*, 99, p. 177-240.
- REDSLOB** sous la direction de Alain, 2016, *Croissance, population et protection sociale : faits et théories face aux enjeux : 59e congrès de l'Association internationale des économistes de langue française à l'Université Panthéon-Assas (Paris II)*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 1098 p.
- REGIDOR** Enrique, **VALLEJO** Fernando, **GRANADOS** José A Tapia, **VICIANA-FERNÁNDEZ** Francisco J, **DE LA FUENTE** Luis, **BARRIO** Gregorio, 2016, « Mortality decrease according to socioeconomic groups during the economic crisis in Spain: a cohort study of 36 million people », *The Lancet*, 388, p. 2642-2652.
- REYNERI** Emilio, **PINTALDI** Federica, 2013, *Dieci domande su un mercato del lavoro in crisi*, Il Mulino, 140 p.
- RICHARDSON** Dominic, 2010, « Child and family policies in a time of economic crisis », *Children & Society*, 24(6), p. 495-508.
- RIMOLDI** Stefania Maria Lorenza, 2015, « Famiglie in crisi, famiglie nella crisi », *Rivista italiana di economia demografia e statistica*, 69(2), p. 17-36.
- RIVERA** Berta, **CASAL** Bruno, **CURRAIS** Luis, 2017, « Crisis, suicide and labour productivity losses in Spain. », *European Journal of Health Economics*, 18(1), p. 83.
- ROCA** Miquel, **GILI** Margarita, **GARCIA-CAMPAYO** Javier, **GARCÍA-TORO** Mauro, 2013, « Economic crisis and mental health in Spain », *The Lancet*, 382(9909), p. 1977-1978.
- RÓDENAS** Carmen, **MARTÍ** Mónica, **LEÓN** Ángel, 2017, « A new pattern in international mobility? The case of Spain in the Great Crisis », *Investigación Económica*, 299, p. 153.
- RODRÍGUEZ SAN JULIÁN** Elena, **BALLESTEROS GUERRA** Juan Carlos, 2013, *Crisis y contrato social. Los jóvenes en la sociedad del futuro*, Madrid, Centro Reina Sofía sobre Adolescencia y Juventud, Fundación de Ayuda contra la Drogadicción (FAD), 225 p.
- RODRÍGUEZ-FARIÑAS** María Jara, **ROMERO-VALIENTE** Juan Manuel, **HIDALGO-CAPITÁN** Antonio Luis, 2015, « Los exiliados económicos. La nueva emigración española a Ecuador (2008-2015) », *OBETS. Revista de Ciencias Sociales*, 10(2), p. 397-435.

- RONDA** Elena, **BRIONES-VOZMEDIANO** Erica, **GALON** Tanyse, **GARCÍA** Ana M., **BENAVIDES** Fernando G., **AGUDELO-SUÁREZ** Andrés A., 2016, « A qualitative exploration of the impact of the economic recession in Spain on working, living and health conditions: reflections based on immigrant workers' experiences », *Health Expectations: An International Journal of Public Participation in Health Care and Health Policy*, 19(2), p. 416-426.
- ROYO-BORDONADA** Miguel Ángel, **DÍEZ-CORNELL** Marcos, **LLORENTE** José María, 2013, « Health-care access for migrants in Europe: the case of Spain », *The Lancet*, 382(9890), p. 393-394.
- RUCKERT** Arne, **LABONTÉ** Ronald, 2017, « Health inequities in the age of austerity: The need for social protection policies », *Social Science & Medicine*, 187, p. 306-311.
- RUHM** Christopher J., 2015, « Economic crises and mortality », *Vox CEPR's policy portal*.
- RUIZ-PEREZ** Isabel, **RODRIGUEZ-BARRANCO** Miguel, **ROJAS-GARCIA** Antonio, **MENDOZA GARCÍA** Oscar, 2017, « Economic crisis and suicides in Spain. Socio-demographic and regional variability », *The European journal of health economics: HEPAC: health economics in prevention and care*, 18(3), p. 313-320.
- RUIZ-RAMOS** Miguel, **CÓRDOBA-DOÑA** Juan Antonio, **BACIGALUPE** Amaia, **JUÁREZ** Sol, **ESCOLAR-PUJOLAR** Antonio, 2014, « Crisis económica al inicio del siglo XXI y mortalidad en España: tendencia e impacto sobre las desigualdades sociales.: informe SESPAS 2014 », *The economic crisis at the beginning of the XXI century and mortality in Spain. Trend and impact on social inequalities. SESPAS Report 2014 (English)*, 28(Supplement 1), p. 89-96.
- RUSSO** Giuliano, **REGO** Inês, **PERELMAN** Julian, **BARROS** Pedro Pita, 2016, « A tale of loss of privilege, resilience and change: the impact of the economic crisis on physicians and medical services in Portugal », *Health Policy (Amsterdam, Netherlands)*, 120(9), p. 1079-1086.
- SACCHETTO** Devi, **VIANELLO** Francesca Alice, 2016, « Unemployed Migrants Coping with the Economic Crisis. Romanians and Moroccans in Italy. », *Journal of International Migration & Integration*, 17(3), p. 839.
- SALADINO** Roberta, 2011, « Immigrazioni e rimesse in Italia », *Rivista italiana di economia demografia e statistica*, 65(3-4), p. 141-148.
- SALIGNON** Pierre, 2011, « Grèce, année 0 : survivre face à la crise », *Humanitaire*, 30.
- SALLES** Anne, **LETABLIER** Marie-Thérèse, **BRACHET** Sara, 2016, « Avoir des enfants dans un contexte d'incertitude économique : une comparaison entre l'Allemagne et la France », in *Disparaître ou renaître : les défis démographiques de l'Allemagne / un dossier dirigé par Brigitte Lestrade et Anne Salles. (Allemagne d'aujourd'hui, n° 218)*, p. 74-89
- SALVATI** Luca, **CARLUCCI** Margherita, 2017, « Urban growth, population, and recession: Unveiling multiple spatial patterns of demographic indicators in a Mediterranean City », *Population Space & Place*, 23(8), p. n/a.
- SALVINI** Silvana, 2015, « Living in couple: marriage and cohabitation in a changing Italy », *Rivista Italiana di economia, demografia e statistica*, 69(2), p. 37-58.
- SANTANA** Paula, **COSTA** Cláudia, **CARDOSO** Graça, **LOUREIRO** Adriana, **FERRÃO** João, 2015, « Suicide in Portugal: Spatial determinants in a context of economic crisis », *Health & Place*, 35, p. 85-94.

- SANTOS ORTEGA** Antonio, **MARTIN MARTIN** Paz, 2012, « Spanish youth in times of crisis: unemployment, precarious lives and collective action », *Sociologia del Trabajo*, 75, p. 93-110.
- SANTOS ORTEGA** Antonio Santos, 2013, « Fuga de cerebros y crisis en España: los jóvenes en el punto de mira de los discursos empresariales », *Areas. Revista Internacional de Ciencias Sociales*, 32, p. 125-137.
- SAURINA** Carme, **MARZO** Manel, **SAEZ** Marc, 2015, « Inequalities in suicide mortality rates and the economic recession in the municipalities of Catalonia, Spain », *International Journal for Equity in Health*, 14, p. 75.
- SCHNEIDER** Daniel, 2015, « The Great recession, fertility, and uncertainty : evidence from the United States », *Journal of marriage and family*, 77(5), p. 1144-1156.
- SCHNEIDER** Daniel, **HASTINGS** Orestes P., 2015, « Socioeconomic variation in the effect of economic conditions on marriage and nonmarital fertility in the United States: evidence from the Great Recession », *Demography*, 52(6), p. 1893-1915.
- SEIXAS JOÃO**, **TULUMELLO SIMONE**, **CORVELO SUSANA**, **DRAGO ANA**, 2015, « Dinâmicas sociogeográficas e políticas na Área Metropolitana de Lisboa em tempos de crise e de austeridade », *Cadernos Metrópole*, 17(34), p. 371-399.
- SERAPIONI** Mauro, 2017a, « Crise econ mica e desigualdades nos sistemas de saúde dos países do Sul da Europa », *Cadernos de Saúde Pública*, Vol 33, Iss 9 (2017), 9.
- SERRANO MARTINEZ** José Maria, 2010, « Dinâmica de la población espa ola:  hacia qu  horizonte en los flujos migratorios exteriores? », *Migraciones*, 28, p. 11-53.
- SERRANO MARTINEZ** José Maria, **GARCÍA-MAR N** Ramón, 2013, « Regresión demográfica en Espa a: crisis econ mica y cambio de ciclo migratorio / Demographic regression in Spain: economic crisis and migratory cycle change », *Papeles de población*, 19(76), p. 89-128.
- SHAWEL ABEBE** Dawit, **GRETE T GE** Anne, **DAHL** Espen, 2016, « Individual-level changes in self-rated health before and during the economic crisis in Europe », *International Journal for Equity in Health*, 15, p. 1.
- SIMOU** Effie, **KOUTSOGEORGOU** Eleni, 2014, « Effects of the economic crisis on health and healthcare in Greece in the literature from 2009 to 2013: a systematic review », *Health Policy (Amsterdam, Netherlands)*, 115(2-3), p. 111-119.
- SOBOTKA** Tomás, **SKIRBEKK** Vegard, **PHILIPOV** Dimiter, 2011, « Economic recession and fertility in the developed world », *Population & Development Review*, 37(2), p. 267-306.
- SOLSONA** Montse, **BRULLET** Cristina, **SPIJKER** Jeroen J. A., 2014, « Coparentalitat i cust dia compartida a Catalunya », *Documents d'An lisi Geogr fica*, 60(2), p. 387-415.
- SPIJKER** Jeroen J. A., 2014, « Socioeconomic determinants of mortality in Europe: validation of recent models using the latest available data and short-term forecasts », in **Anson Jon**, **Luy Marc** (dir.), *Mortality in an International Perspective*, Cham, Springer International Publishing, p. 35-78.
- SREDANOVIC** Djordje, **DELLA PUPPA** Francesco, 2017, « Lasciare l'Italia? Le seconde migrazioni tra cittadinanza e crisi economica. (Italian) », *Studi Emigrazione*, 205, p. 111.

- STROZZA** Salvatore, 2015, « A re-examination of net migration in European countries in the period 2002-2011 : estimates by gender, age and region of birth », *Rivista Italiana di economia, demografia e statistica*, 69(2), p. 177-178.
- STUCKLER** David, **BASU** Sanjay, **SUHRCKE** Marc, **MCKEE** Martin, 2009, « The health implications of financial crisis: a review of the evidence », *The Ulster Medical Journal*, 78(3), p. 142-145.
- TAPIA GRANADOS** José A., 2005, « Recessions and mortality in Spain, 1980–1997 », *European Journal of Population / Revue européenne de Démographie*, 21(4), p. 393-422.
- TAPIA GRANADOS** José A., 2013, *Economic crisis and population health in Europe: misleading myths and surprising realities*, Ann Arbor, University of Michigan, Working papers / Institute for social research.
- TAPIA GRANADOS** José A., 2014, « La crisis y la salud en España y en Europa: ¿Está aumentando la mortalidad? », *Salud colectiva*, 10(1), p. 81-91.
- TAPIA GRANADOS** José A., **RODRIGUEZ** Javier M., 2015, « Health, economic crisis, and austerity: A comparison of Greece, Finland and Iceland », *Health Policy*, 119(7), p. 941-953.
- TESTA** Maria Rita, **BASTEN** Stuart, 2012, *Have lifetime fertility intentions declined during the « Great Recession » ?*, Vienna, Vienna institute of demography, VID Working papers ; 2012-9, 40 p.
- TESTA** Maria Rita, **BASTEN** Stuart, 2014, « Certainty of meeting fertility intentions declines in Europe during the “Great Recession” », *Demographic Research*, 31(23), p. 687-734.
- THEVENON** Olivier, 2014, *The political economy of child-related leave policies in OECD member states : key trends and the impact of the crisis*, Paris, Institut national d'études démographiques, Documents de travail / Institut national d'études démographiques, 39 p.
- THEVENON** Olivier, **ADEMA** Willem, **ALI** Nabil, 2014, « Les politiques familiales en France et en Europe : évolutions récentes et effets de la crise », *Population & Sociétés*, 512.
- TOBÍO SOLER** Constanza, 2013, « Estado y familia en el cuidado de las personas: Sustitución o complemento », *Cuadernos de relaciones laborales*, 31(1), p. 17-38.
- TORRES PÉREZ** Francisco, 2014, « Crisis y estrategias de los inmigrantes en España : el acento latino », *Revista Cidob d’Affers Internacionals*, 106-107, p. 215-236.
- TORRUBIANO-DOMÍNGUEZ** J., **VIVES-CASES** C., **SAN-SEBASTIÁN** M., **SANZ-BARBERO** B., **GOICOLEA** I., **ÁLVAREZ-DARDET** C., 2015, « No effect of unemployment on intimate partner-related femicide during the financial crisis: a longitudinal ecological study in Spain. », *BMC Public Health*, 15(1), p. 1.
- TRAGAKI** Alexandra, **BAGAVOS** Christos, 2014, « Male fertility in Greece: trends and differentials by education level and employment status », *Demographic Research*, 31(6), p. 137-160.
- TREVIÑO MARURI** Rocío, **GUMÀ LAO** Jordi, 2013, « De la monoparentalidad a la reconstitución familiar: un análisis a partir de fuentes transversales », *Papers. Revista de Sociologia*, 98(2), p. 287-309.

- TREVIÑO MARURI** Rocío, **MIRET GAMUNDI** Pau, 2015, « Vulnerabilidad, inmigración y complejidad familiar en España » **García-Castaño** F. Javier, **Megías Megías** Adelaida, **Ortega Torres** Jennifer (dir.), *Actas del VIII Congreso sobre Migraciones Internacionales en España (Granada, 16-18 de septiembre de 2015)*, p. 165-180.
- TRIANDAFYLIDOU** Anna, 2016, *High skill migration and recession : gendered perspectives*, Houndmills, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 308 p.
- VALERO** Diana E., **ESCRIBANO** Jaime, **VERCHER** Néstor, 2016, « Social policies addressing social exclusion in rural areas of Spain and Portugal : the main post-crisis transformational trends », *Sociologia e Politiche Sociali*, 19(3), p. 83.
- VAN GOOL** Kees, **PEARSON** Mark, 2014, *Health, austerity and economic crisis: assessing the short-term impact in OECD countries*, Paris, OECD, OECD Health working papers, 55 p.
- VAREA** Carlos, **TERÁN** José Manuel, **BERNIS** Cristina, **BOGIN** Barry, **GONZÁLEZ-GONZÁLEZ** Antonio, 2016, « Is the economic crisis affecting birth outcome in Spain? Evaluation of temporal trend in underweight at birth (2003–2012). », *Annals of Human Biology*, 43(2), p. 169.
- VARUM** Celeste Amorim, **FERREIRA** Abigail, 2013, « Contexto socio-económico e o conhecimento sobre economia », *Notas Economicas*, 38, p. 28-43.
- VIDAL** Fernando, **PUGA** María Dolores, **TÓBIO** Constanza, **VÍLCHEZ** Luis F., 2011, « La fortaleza de la familia como pilar ante la crisis socioeconómica », in *Informe España 2011, una interpretación de su realidad social: capítulo III*, Madrid, Fundación Encuentro, p. 183-236.
- VLACHADIS** Nikolaos, **VRACHNIS** Nikolaos, **KTENAS** Eftichios, **VLACHADI** Maria, **KORNAROU** Eleni, 2014, « Mortality and the economic crisis in Greece », *The Lancet*, 383(9918), p. 691-691.
- VRACHNIS** Nikolaos, **VLACHADIS** Nikolaos, **ILIODROMITI** Zoe, **VLACHADI** Maria, **CREATSAS** George, 2014, « Greece's birth rates and the economic crisis », *The Lancet*, 383(9918), p. 692-693.
- VRACHNIS** Nikolaos, **VLACHADIS** Nikolaos, **SALAKOS** Nikolaos, **VLACHADI** Maria, **ILIODROMITI** Zoe, 2015, « Cancer mortality in Greece during the financial crisis », *Acta Oncologica*, 54(2), p. 287-288.
- ZAMORA LÓPEZ** Francesco, **CÁMARA** Noelia, **BARRIOS** Laura, **PARANT** Alain, **DELGADO** Margarita, 2017, « Demographic transitions, ageing and the “great recession” in Spain », in *Ageing , lifestyles and economic crisis : the new people of the Mediterranean / edited by Thierry Blöss*, Abingdon, Routledge, p. 39-64.
- ZAVRAS** Dimitris, **TSIANTOU** Vasiliki, **PAVI** Elpida, **MYLONA** Katerina, **KYRIOPOULOS** John, 2013, « Impact of economic crisis and other demographic and socio-economic factors on self-rated health in Greece », *European Journal of Public Health*, 23(2), p. 206-210.
- ZAVRAS** Dimitris, **ZAVRAS** Athanasios I., **KYRIOPOULOS** Ilias-Ioannis, **KYRIOPOULOS** John, 2016, « Economic crisis, austerity and unmet healthcare needs: the case of Greece », *BMC health services research*, 16, p. 309.
- 2012, « La crise, les inégalités et la politique sociale dans l'Union Européenne : numéro spécial », *Revue internationale du travail*, 151(4), p. 317-438.
- 2013, « Fécondité et parentalité : dossier », *Démos. Informations démographiques*, 2, p. 1-11.

2014, « Relationship of suicide rates to economic variables in Europe: 2000-2011 », *British Journal of Psychiatry*, 205(6), p. 486-496.